DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12380 – 4 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Laurens · MERCREDI 14 NOVEMBRE 1984

Bon début pour M. Gandhi

C'est un véritable « discours du trône » radiotélévisé qu'a prononcé M. Rajiv Gandhi lundi 12 novembre, après avoir pris – symboliquement – possession du bureau de sa mère. Un discours soulignant la volonté du nouveau et jeune premier ministre – il n'a qu'une quarantaine d'années – de poursuivre l'œuvre de Nehru et d'Indira Gandhi, tout en lui apportant quelques touches personnelles.

Dans ses précédentes interventions, depuis l'assassinat d'Indira Gandhi, puis en formant un gouvernement qui reconduisait la presque totalité des ministres du précédent cabinet, M. Rajiv Gandhi avait déjà montré qu'il n'entendait pas, du moins pour le moment, se départir de la politique de sa mère.

Aussi bien s'est-il engagé à bâtir l'Inde du vingt et unième siècle, à maintenir et développer le système d'économie mixte (alors qu'un penchant pour le secteur privé lui est attribué), à combattre la pauvreté, à continuer de moderniser les forces armées et à poursuivre la politique étrangère du pays, qui restera, a-t-il précisé, « démocratique, séculaire, socialiste et non alignée ».

Fidèle aussi à l'attitude qu'observait Indira Gandhi, il a déclaré que l'Inde continuerait sa politique de coopération et d'amitié avec l'URSS mais aussi avec les Etats-Unis. Il s'était cependant montré légèrement plus chaleureux dans le message qu'il avait adressé récemment à M. Tchernenko à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre que dans celui qu'il a envoyé au président Reagan pour sa réélection.

Ce discours-programme exhaustif et précis a marqué le coup d'envoi de la campagne pour les élections législatives fixées au 24 décembre, sauf au Pendjab et en Assam, en raison de la tension qui y règne. L'impression de flottement qu'avait laissée le nouveau premier ministre dans les heures qui suivirent l'assassinat d'Indira Gandhi a été rapidement dissipée. Le limogeage de plusieurs responsables des services de sécurité, les poursuites contre des militants du Congrès (I) – I pour Indira, – le parti gouvernemental, coupables d'avoir prêté main-forte aux assaillants hindous dans les récentes tueries de sikhs, l'indemnisation des familles des victimes, ont fait bonne impression, même s'ils ne suffiront pas pour autant à rétablir l'harmonie entre les deux communautés.

L'accession lundi de M. Rajiv Gandhi aux fonctions de président du parti du Congrès (I) ne constitue pas non plus une surprise dans la mesure où elle aurait dû avoir lieu... avant sa nomination au poste de premier ministre. Reste que, après avoir été élu ainsi à l'unanimité par les instances dirigeantes de la formation gouvernementale, le voilà désormais pourvu de toutes les prérogatives qui étaient celles de sa mère. Ainsi dispose-t-il des pleins pouvoirs pour distribuer les investitures pour les prochaines élections et, le cas échéant, renouveler quelque peu le personnel politique congressiste.

En remplissant tout de suite le vide immense laissé par la disparition de celle qui faisait figure pour beaucoup d'Indiens de « mère » et était porteuse d'espérance, M. Rajiv Gandhi a montré, avec calme et dignité, que la « succession » pouvait être assurée. C'est presque un lieu commun de dire qu'il affronte des problèmes – celui du Pendjab n'est pas réglé – démesurés. Mais l'opposition, qui avait amorcé une démarche unitaire avant la mort d'Indira Gandhi et dont M. Rajiv Gandhi dit aujourd'hui qu'elle « tente d'affaiblir le pays par ses excès », ne se trouve guère en position, pour le moment, de menacer son autorité.

La tension s'aggrave entre le Nicaragua et les Etats-Unis

La crainte d'une intervention américaine s'accroît à Managua

De notre envoyé spécial

Alors que la guerre des nerfs se poursuit entre Washington et Managua, les autorités sandinistes ont encore renforcé l'état d'alerte des forces armées et de la population. En Amérique centrale, les observateurs n'excluent plus l'éventualité d'une opération aérienne « coup de poing » des Etats-Unis contre certaines installations militaires nicaraguayennes.

San-José-de-Costa-Rica. – Les États-Unis n'ont pas l'intention, du moins à court terme, d'envahir le Nicaragua, mais ils sont résolus à bombarder immédiatement les installations militaires sandinistes s'ils obtiennent la preuve que ce pays détient des armes soviétiques « *offensives* ». En outre, les État-Unis vont accroître leur assistance militaire et financière, directe et indirecte, aux organisations armées antisandinistes, et plus particulièrement à la FDN (Force Démocratique Nicaraguayenne, basée au Honduras) qui a déjà intensifié ses actions du nord au sud du Nicaragua depuis la mi-octobre.

Ce choix de Washington est présenté de manière confidentielle mais insistante par les responsables militaires des Étas-Unis dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Il reflète, dans les grandes lignes, les vues actuelles du Pentagone sur la crise ouverte entre le Nicaragua et les États-Unis par la livraison de matériel militaire soviétique. Et l'on fait observer dans les milieux politiques d'Amérique centrale que cette option peut être rapidement modifiée en faveur d'une décision plus dure.

En principe, donc, pas d'opération du type Grenade à court terme, mais éventuellement une attaque aérienne brutale et rapide pour endommager le potentiel militaire nicaraguayen, et tout particulièrement la piste pas encore tout à fait terminée de Punta-Huete (au nord de Managua), longue de trois mille mètres et capable de recevoir des appareils très modernes tels que des Mig-21 (modernes pour l'Amérique centrale, car le chasseur bombardier Mig-21 est d'abord un avion d'interception et n'est évidemment pas le *nec plus ultra* de l'arsenal soviétique).

« *C'est inacceptable.* » Telle est la formule employée par les responsables américains, déjà cités, à propos de la livraison de matériel soviétique. Ils ajoutent : « *D'une manière ou d'une autre, nous allons réagir...* ». Ils estiment aussi que l'arrivée dans les ports nicaraguayens de plusieurs cargos soviétiques ou de pays de l'Est, chargés de munitions et d'armes, « *offensives* » ou « *défensives* », pour le Nicaragua sandiniste a été délibérément planifiée par les dirigeants de Moscou afin de coïncider avec la réélection de Reagan à la présidence.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 5.)

Nouvelle offensive contre la Mafia en Sicile

Les dernières arrestations ébranlent la puissance financière de l'organisation

De notre envoyé spécial

Palerme. – Quelque chose est en train de changer dans cette ville, bastion depuis des années de la criminalité organisée : pour la première fois, des points névralgiques du réseau de pouvoir politico-affairiste construit sur la Mafia ont été touchés, et le système paraît sérieusement ébranlé.

Deux hommes ont été arrêtés le lundi 12 novembre pour association à caractère mafioso : les deux cousins Ignazio et Nino Salvo, fermiers généraux de la Sicile, levant les impôts au nom de l'Etat, mais dont tout donne à penser qu'ils régissent un empire financier aux ramifications plus qu'obscures.

Ces arrestations surviennent après celle de l'ex-maire de Palerme, Vito Ciancimino, et tout le monde à Palerme est désormais convaincu que ce n'est qu'un début, que d'autres têtes vont tomber. Des noms circulent, et derrière ces personnages, considérés il y a quelques mois encore comme des « intouchables », se profilent les figures de leurs protecteurs à Rome.

Jamais la magistrature n'avait frappé si haut : les personnages arrêtés au cours de ces dix derniers jours étaient les grands « patrons » de la Sicile. Cet assaut de la magistrature de Palerme, au cœur d'une citadelle qu'on croyait inexpugnable, est sans précédent.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 4.)

Violences : la réponse du pouvoir

Appel au civisme et au sang-froid

« *La France a peur* », titre *le Figaro*. Admettons que les Français soient saisis, un peu plus aujourd'hui qu'hier, d'un sentiment d'insécurité déjà latent.

M. François Mitterrand en a mesuré le risque, en tout cas, puisqu'il a pris l'initiative d'apparaître à la télévision – au sortir de la morgue de Paris – pour tenter d'apaiser les tensions provoquées par une conjonction de meurtres localisés (neuf vieilles dames assassinées en un peu plus d'un mois à Paris, dont six dans le dix-huitième arrondissement), de meurtres racistes (deux ouvriers turcs abattus à Châteaubriant en Loire-Atlantique parce qu'ils avaient le tort d'être étrangers) et d'un conflit social qui s'achève dans le sang (un ouvrier turc tué à Epône, dans les Yvelines).

Cette conjonction et les passions qu'elle soulève ont montré, une nouvelle fois, combien il est périlleux de vouloir à tout prix faire de la politique autour de faits divers.

JEAN-YVES LHOMEAU et EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 15.)

Accord à Bruxelles : les dépenses de l'Europe verte seront strictement limitées

LIRE PAGE 39 L'ARTICLE DE PHILIPPE LEMAITRE

L'Afrique à la dérive

par ANDRÉ FONTAINE

Il y aurait une thèse à écrire sur la relation entre certains bouleversements politiques et les catastrophes naturelles. Pour s'en tenir à l'époque récente, les inondations de 1970, qui avaient fait 200000 morts, expliquent pour une bonne part les émeutes d'où est sortie, l'année suivante, l'indépendance du Bangladesh. La chute de la monarchie afghane est la conséquence directe de la sévère famine de 1972. Celle de 1973, en Éthiopie, qui a coûté la vie à 100000 personnes au moins, a porté le coup fatal à un régime impérial usé jusqu'à la corde. Le séisme de 1972, et surtout la manière dont la famille du dictateur Somoza a tranquillement empoché les fonds recueillis pour reconstruire la capitale, ont contribué de façon notable à la victoire des sandinistes. On pourrait multiplier les exemples : la misère devient rapidement insupportable lorsque la pénurie – ou la surabondance – de l'eau, notamment, vient en décupler soudain l'impact.

Cette évidence devrait pousser chacun à s'alarmer de la désolation où s'enfonce actuellement l'Afrique subsaharienne, seule partie du monde où la population (+2,9 % par an depuis 1970) croît plus vite que la production de nourriture (+1,5 % seulement). De 1960 à 1980, dans le continent noir, le taux d'autosuffisance alimentaire est tombé de 98 à 86 %. Les importations de céréales ont atteint, en 1980, 20 millions de tonnes, à quoi il faut ajouter 1,5 million reçus au titre d'aides diverses (1).

Moyennant quoi les membres du FIDA, le Fonds international de développement agricole, financé à la fois par l'OCDE et par l'OPEP, n'ont pu s'entendre, le mois dernier, sur la répartition des contributions pour l'année à venir. Outre en effet que le Nigeria, frappé de plein fouet par la baisse des cours du pétrole, comme l'Iran et l'Irak, épuisés par une guerre interminable, ont cessé de cotiser au FIDA, les pays de l'OPEP invoquent la diminution de leurs exportations pour réduire leur apport d'un tiers (2). États-Unis, RFA et Japon ont fait savoir que si une telle réduction était acceptée, elle devrait s'appliquer également aux pays de l'OCDE. On en est là, avec une nouvelle rencontre en perspective pour décembre. Le projet de budget des Communautés européennes prévoit lui aussi, comme on sait, une révision en baisse de l'aide alimentaire.

Même s'il y a beaucoup à dire sur la façon dont l'aide, dans trop de cas, est utilisée, un tel comportement, alors que dans nos pays tant de gens crèvent de trop manger ou de trop boire et que l'on ne sait que faire des surplus agricoles, relève du délit de non-assistance à personnes en danger.

(Lire la suite page 7.)

(1) Thomas W. Stephens, *Africa and the Food Strategy experience*, Document du Conseil mondial pour l'alimentation des Nations unies, mai 1984.

(2) Voir la *Lettre d'Afrique* du 30 octobre 1984.

AU JOUR LE JOUR

Contexte

Un journal turc a publié, lundi, un entretien avec M. Le Pen pris il y a plusieurs semaines et dans lequel il parle de l'immigration : « Je ne permettrai pas, de quelque façon que ce soit, que la France soit ruinée. Nous sommes prêts à recourir aux armes, à la guerre s'il le faut, afin d'empêcher cette éventualité. »

Le leader du Front national proteste contre cette publication au lendemain de l'assassinat de trois Turcs, en France. Ses propos, ajoute-t-il, ont été reproduits « hors de leur contexte ». Très juste : il faut toujours situer les propos de M. Le Pen dans leur contexte. Ses démentis aussi.

BRUNO FRAPPAT.

MORT DE CHESTER HIMES

« Écrire, c'est ma couleur... »

L'écrivain américain Chester Himes est mort, le lundi 12 novembre, à l'âge de soixante-quinze ans. Il avait depuis de très nombreuses années une maladie qui l'avait rendu impotent et il s'était retiré avec son épouse, en Espagne, dans la région d'Alicante.

Quand il arriva en Europe, en 1953, Chester Himes avait déjà derrière lui une carrière bien remplie. Il était né le 29 juillet 1909 dans une respectable famille de la bourgeoisie noire de Jefferson-City (Missouri). Des problèmes d'adolescence et le désir de compenser le handicap physique dû à un accident l'amenèrent-ils à vouloir devenir un « caïd » au lieu de poursuivre ses études médicales ? Toujours est-il qu'il se retrouva au pénitencier en 1928, condamné à vingt ans pour vol à main armée. C'est là, stimulé par la lecture de Dashiell Hammett, qu'il se mit à écrire des nouvelles inspirées de l'univers carcéral, lequel servit également de cadre à son roman, *Qu'on lui jette la première pierre* (1953).

Libéré sur parole pour bonne conduite au bout de sept ans, Himes dut, en pleine crise économique, se contenter d'emplois subalternes et mal payés. Il émargea au WPA, travailla dans les usines d'armement de la côte ouest pendant la seconde guerre mondiale. Son premier roman, *S'il braille, lâche-le* (1945), brosse de la société américaine un panorama accusateur, soulignant la quasi-impossibilité pour l'homme noir de gagner dignement sa vie – situation qui allait conduire à l'échec le premier mariage de Himes. En 1947, il plaça tous ses espoirs d'écrivain dans *la Croisade de Lee Gordon*, qui dénonçait les prétentions de la bourgeoisie de couleur aussi bien que le racisme établi jusque dans les syndicats et les partis de gauche. L'accueil fut si défavorable qu'il l'incita à quitter les Etats-Unis, persuadé que ce pays ne laisserait pas sa chance à plus d'un écrivain noir à la fois – or Richard Wright s'était déjà imposé.

MICHEL FABRE.

(Lire la suite page 20.)

commentaires

Le Monde

Présomption d'innocence

LA presse et la justice n'ont rien à gagner à une confusion des genres. Les magistrats doivent résister à tout prix aux sirènes de la notoriété, au plaisir de se montrer à la télévision, et les journalistes ne sont pas des procureurs. A l'oublier, à sortir ainsi de leur rôle, ils se nuisent mutuellement. Les magistrats, parce que la notoriété soudaine exclut la sérénité. Les journalistes, parce que, à traquer les suspects, ils finissent par manquer d'objectivité.

L'enquête sur l'assassinat de Grégory Villemin et l'inculpation de deux médecins à Poitiers auraient exigé, au regard de ces principes, davantage de sang-froid. De la part de la presse d'abord, que rien n'oblige à tirer des conclusions définitives d'un communiqué du parquet, comme à Poitiers, ou des confidences de gendarmes, comme dans les Vosges. Non que ceux-ci les aient lancés sur de fausses pistes, encore que cela reste à démontrer ; mais la réputation d'un homme exige qu'on fasse la part des choses. Les avocats de M. Bernard Laroche – inculpé pour l'assassinat de Grégory Villemin – et des deux médecins, s'y emploient aujourd'hui, ajoutant sans doute à la confusion, mais faisant – qui sait ? – progresser la vérité. Ce n'est pas parce que, dans la première phase de l'enquête, les suspects sont privés de défenseurs que la presse doit ignorer ce qui plaide en leur faveur.

Les journalistes n'ont pourtant pas tous les torts. Dans les Vosges, la justice a les siens, même si elle tient vraiment le coupable. Coupable ou non, M. Bernard Laroche est en droit de reprocher au juge d'instruction ses déclarations publiques, voire de réclamer son désaisissement. On pense au juge Pascal et au tintamarre qui accompagna l'affaire de Bruay-en-Artois.

Ce tintamarre est inévitable. La concurrence entre journaux et le devoir d'informer mettent fatalement à mal le secret de l'instruction, auquel, contrairement à une idée répandue, les journalistes ne sont pas tenus – seules le sont les personnes qui « concourent à la procédure ». Mais cela n'autorise ni les magistrats ni les journalistes à désigner hâtivement des présumés coupables.

Dire cela, ce n'est pas inviter la presse et la justice à se taire, mais les inciter à prendre l'une et l'autre leurs responsabilités. Car, au-delà de leur mission respective, elles tendent au même objectif, la vérité, et doivent respecter le même principe, souvent mis à mal, la présomption d'innocence.

BERTRAND LE GENDRE.

INVITÉ

Pour le sociologue Jean Baudrillard, la gauche est appelée à gérer une « crise d'indifférence » dont l'envers est l'euphorie factice de la société de communication

L'euphorie sous perfusion

I. – L'usure de la représentation

« Le nouveau pessimisme résulte du fait que les choses vont de mieux en mieux. »

J'AVAIS fait, contre toute vraisemblance, le pari que la gauche n'arriverait pas au pouvoir, mieux : ne voulait pas du pouvoir. Pari fondé sur la stratégie négative du Parti communiste, celle du coma de la gauche à l'ombre propice de la droite. La gauche est enfin venue au pouvoir en 1981, en dépit du PC, qui ne s'est rallié à l'opération que pour la compromettre et en hâter la fin, mais surtout grâce à l'effondrement du PC. Maintenant qu'elle y est, et malgré tous les signes contraires, je ferai, contre toute évidence encore, l'hypothèse qu'elle va y rester... Une surprise ! Mais que peut-il y avoir d'intéressant aujourd'hui sinon la surprise ? Et s'il est vrai que, en termes de représentativité, la gauche est aujourd'hui balayée, il n'est pas sûr qu'elle ne garde pas toutes ses chances dans la seule tâche qui reste celle de la classe politique : gérer la fin de la représentation.

Il est passionnant de savoir si la gauche, par exemple, peut se maintenir par pure et simple inertie, non parce qu'elle retrouverait quelque crédit politique ou symbolique, mais parce qu'elle se trouverait être la meilleure gestionnaire de la crise de l'imagination politique : elle récolterait les fruits d'une situation où enfin toute imagination d'une différence réelle entre la droite et la gauche aurait disparu des esprits. Ce qui fut vrai pour les esprits de mai 68 est aujourd'hui vrai confusément pour tous. Et c'est cette indifférence profonde – l'usure définitive de la représentation (dans tous les sens du terme d'ailleurs : la représentation théâtrale est morte elle aussi, de même que le principe de toute représentation philosophique de l'objet), – c'est cette indifférence de base qui rend l'échéance électorale aléatoire. Collectivement, une consultation électorale n'est plus un acte d'opinion. C'est bien pourquoi il y en a de plus en plus. C'est une forme de jeu et de curiosité spectaculaire. « Etonnez-vous en votant à gauche ! » « La droite prétend être là pour vingt ans : payez-vous la gauche ! » (c'est ce qui s'est passé en 1981), et pourquoi pas : « La gauche a tout raté : qu'elle reste au pouvoir ! » (1986-1988 ?).

Comme le comte de Valmont voulait, en surprenant Cécile dans son lit, et sans aucune disposition amoureuse, vérifier le pur effet de la surprise, j'aimerais vérifier, dans cette autre « liaison dangereuse » qui est celle de la gauche avec le pouvoir, le pur effet de l'inertie en politique. Celle-ci jouerait historiquement plutôt pour la droite, mais il n'est pas sûr que le jeu ne se retourne pas dès lors que l'histoire n'y est plus. La gauche était appelée à mobiliser les énergies et à tirer les marrons de feu pour la droite. Mais s'il n'y a plus de marrons à tirer du feu, si la crise, comme on dit, est définitive, non seulement la crise économique (celle-là est déjà une sorte d'assurance-vie pour la gauche : plus ça ira mal, plus elle assumera ses responsabilités), mais aussi la crise politique, la crise d'indifférence, alors la gauche a bien des chances d'être *condamnée* à rester au pouvoir pour gérer cette crise permanente.

Dans ce sens, l'inertie est payante pour elle, comme la surprise pour Valmont. Contrairement à ses principes de mobilisation sociale et morale (mais a-t-elle encore conscience de ses propres principes ?), sa seule chance est dans la *routine de la* crise, la routine d'un social toujours menacé mais peu mouvementé, où la droite n'arrive pas à se constituer en opposition (seule la gauche a vocation à l'opposition, la droite n'y est qu'une gauche contrariée). Bref, en termes de stratégie, et non d'idéologie, la gauche n'a pas intérêt à ressusciter les passions ni l'esprit public. Quand elle l'a fait, depuis 1981, appelant à la parole, à la participation, elle s'est heurtée au silence et elle a tout perdu. Elle a intérêt à devenir cynique (enfin !), à évaluer lucidement cette situation d'inertie et à la gérer comme telle pour son plus grand profit. C'est un peu ce qu'elle fait, mais hypocritement et sans le savoir. Et elle aura la divine surprise de se voir confirmer au pouvoir par l'indifférence populaire.

C'est un maigre idéal. Mais aucune classe, ou fraction de la classe politique, ne peut compter aujourd'hui sur la *volonté* populaire. Nos représentants, quels qu'ils soient, sont dans une situation complètement fausse : ils sont là à la fois pour représenter cette volonté et pour cacher qu'ils ne représentent rien. Cette dernière tâche est paradoxalement plus épuisante *que* l'autre, d'autant qu'ils doivent se cacher à *eux-mêmes* qu'ils ne représentent rien.

Brouillage

Bien des choses ont changé. Il n'y a plus d'enfant destiné à obéir, il n'y a plus de femme destinée à être possédée, il n'y a plus, dans la science, d'objet destiné à être analysé, de même il n'y a plus de masse ou de peuple destiné à être représenté. On peut discuter à l'infini sur les bénéfices du système de la représentation, et, en particulier, du système électoral. Ce fut pour la démocratie une *péripétie* lourde de conséquences *que* de passer de la présence à la représentation. La démocratie grecque ne fonctionne pas à la représentation, mais à la présence, rivale, antagoniste, non égalitaire, de tous les citoyens. Nos systèmes modernes, eux, déshabituent les citoyens de leur présence au profit de leur représentation. Cette forme a, sans doute, donné historiquement leur impulsion aux démocraties bourgeoises, mais il est bien possible qu'elles en meurent aujourd'hui.

La professionnalisation des classes politiques a renversé le processus démocratique. Ou plutôt le même brouillage des déterminations est intervenu entre représentants et représentés que dans tous les grands systèmes à deux pôles qui fonctionnaient si bien avant : voyez la pédagogie, voyez le savoir, voyez les relations de pouvoir, les relations parentales, etc., nul ne peut plus dire que la souveraineté transite de la base vers le sommet, pas plus que la parole ou le sens ne partent d'un point pour être décodés à l'arrivée. Il y a *brouillage des distances respectives*, abolition des pôles respectifs qui permettaient le fonctionnement d'un espace de la représentation, qui laissaient place à une *scène* de l'action et de la représentation politique. Cela est perdu *et tout le monde le sait,* car ce n'est pas une question d'idéologie ni de philosophie morale : c'est l'accélération des flux *qui a* brûlé les circuits, là comme ailleurs – et aucune crédibilité politique ne relie plus la masse des citoyens à leurs « représentants », pas plus qu'aucune crédibilité statistique ne relie l'opinion des gens à leur apparition dans les sondages.

Mieux : les gens n'ont littéralement *plus* d'opinion, comme ils n'ont littéralement plus de volonté politique : elles sont devenues aléatoires, et ne font plus que répondre à la sollicitation et au mouvement artificiel des sondages et des consultations électorales, devenues innombrables et permanentes par la force des choses, celle de forcer l'aléatoire à signifier quand même quelque chose. *« La formule politique de base de toutes ces variations obéit désormais à une chimie trop instable pour se fixer autrement que le temps éphémère de déposer de temps à autre un bulletin de vote, opération du reste beaucoup plus mystérieuse, beaucoup moins rationnelle qu'on veut bien le faire croire. »* (Michel Kajman, *le Monde*, 23 août 1984).

A la limite, ces épisodes consultatifs seraient comme les flashes publicitaires ponctuant, comme à la télévision, le film de la vie quotidienne. Ce n'est plus une machine de représentation, c'est une machine de simulation. Non pas de manipulation : il ne faut pas croire que le citoyen soit désarmé devant les pouvoirs, aliéné par les médias, dépossédé de sa volonté – ça, c'est la vieille analyse que le pouvoir lui-même cultive pour entretenir la fiction de l'aliénation politique ; il aimerait bien croire à son monopole sur les médias, l'information et les consciences. Simplement, les gens sont en simulation de citoyenneté, et le pouvoir, lui, est en simulation de pouvoir. Ainsi, ça peut continuer éternellement.

JEAN BAUDRILLARD.

Prochain article :

LE SOURIRE DU CHEF

COURRIER

Le coup de pied de l'âne

Il est assez étrange que la « vocation pluraliste » du *Monde* affirmée en post-scriptum de la profession de mauvaise foi de M. Georges Mattéi, écrivain, ait fait une place aussi large à un article (?) d'un tel niveau de provocation (*le Monde* du 1er novembre).

Comment, en effet, dénier aux pieds-noirs le droit de s'émouvoir du voyage de M. Cheysson à Alger le 1er novembre tout en reconnaissant ce même droit au peuple algérien ? C'est oublier que la communauté rapatriée fut, et reste devant l'histoire, une composante de ce peuple et que les Algériens d'aujourd'hui ne la renient nullement comme telle, à en juger par la manière dont ils reçoivent ses membres au commun pays natal, où se multiplient, depuis quelques années, des pèlerinages qui font plus pour la réconciliation que les visites d'hommes d'Etat.

On peut reprocher à mes compatriotes un certain monolithisme dans leur façon de juger les événements dont ils ont été victimes. Mais comment leur en vouloir d'avoir, avec l'âge, mal à l'Algérie à chaque changement de saison, ou presque. 19 mars, 1er juillet, 1er novembre, cela fait beaucoup de douleurs de mémoire. Ce n'était déjà pas très charitable de la part de M. Cheysson de les chatouiller comme il l'a fait. Que dire, alors, du coup de pied de l'âne de M. Georges Mattéi, écrivain !

JEAN BRUA
(Nice)

Amnesty International et les objecteurs de conscience

Dans un article paru dans *le Monde* du samedi 27 octobre 1984, M. Nicolas Beau prend à son compte la position de M. Hernu, ministre de la défense, contre l'attitude d'Amnesty International au sujet des objecteurs de conscience dont certains continuent à faire l'objet de poursuites pénales en France. Notons tout d'abord qu'Amnesty International considère comme très positive la loi du 8 juillet 1983 qui a élargi les possibilités d'obtention du statut d'objecteur de conscience.

Les points suivants séparent cependant Amnesty International des autorités françaises :

1) Conformément aux règles votées par le Conseil international du mouvement en 1980, Amnesty International adopte comme prisonniers d'opinion des objecteurs de conscience qui refusent un service de remplacement dont le caractère est nettement punitif. C'est le cas en France où le service de remplacement est de vingt-quatre mois au lieu de douze.

2) Amnesty International estime que l'appelé au service militaire devrait avoir la possibilité de demander le statut d'objecteur de conscience à tout moment, y compris pendant son service actif et sa disponibilité. C'est le cas de Robert Loncar, condamné à un an de prison, décrit dans le Rapport annuel.

3) Enfin Amnesty International est préoccupé par le traitement réservé à certains objecteurs qui font l'objet de condamnations répétées.

Telle est la situation de Michel Springaux, pacifiste et objecteur, dont le cas est décrit dans le Rapport annuel 1984 qui a été condamné à trois reprises.

CHANTAL DESORMEAUX,
Section française d'Amnesty International
(Paris)

Une glande à langage ?

Un article de Mme Escoffier-Lambiotte, paru dans *le Monde* du samedi 20 octobre, nous apprend que le vent venu des Etats-Unis souffle décidément dans le sens de l'histoire. Ainsi, grâce aux travaux du docteur Geschwind, posséderions-nous enfin la preuve irréfutable que le cerveau fonctionne comme une glande à langage, dépendant de la quantité d'hormones sexuelles masculines apparues dans le sang du fœtus ! Il n'est définitivement question que de grosseur : la zone du langage de l'hémisphère gauche du cerveau se pèse et se mesure.

Les centimètres carrés ne sont pas extensibles. Ils transforment la vie en destin : destin du sexe – les femmes, évidemment, à qui il ne reste sans doute plus qu'à suppléer le manque de grosseur par la grossesse, – destin des enfants – dont on apprend que la surface hémisphérique est proportionnelle à la quantité d'intelligence dont ils sont capables dans leur appréhension du langage. Le langage ne serait autre que le résultat d'une facétie du destin génétique et sexuel ; il est curieux, soit dit en passant, de retrouver du sexe là où on l'attend le moins ! Cette affirmation serait simplement risible si elle ne se faisait au nom de la vérité dite scientifique.

La pensée molle dont elle résulte procède, ici comme ailleurs, par un effet de sidération : des poids et des mesures, voilà ce qui nous manquait. Nous attendons maintenant que le docteur Geschwind prouve que le cerveau des Noirs, par exemple, est un peu dur à la migration... cellulaire ! Sans doute la bosse des mathématiques, censée compenser ce manque de surface vitale, s'est-elle chez eux muée en bosse... musicale ! Chacun sait qu'« ils » sont doués pour ça ! La dyslexie, décidément, va nous permettre de donner enfin nos mesures à l'intelligence culturelle. C'est une affaire de gènes... que dis-je, d'hormones !

Sur quels critères le docteur Geschwind s'est-il fondé pour définir cette « tare congénitale » puisque, aussi bien, les rats de laboratoire lui apportent son quota de preuves dites scientifiques ? Les rats dyslexiques sont-ils également meilleurs en mathématiques ? Combien de cerveaux de non-dyslexiques a-t-il de la même manière débités en tranches, à fin de comparaison, atteints qu'ils sont peut-être – mais sans conséquences symptomatiques – du même mal anatomo-épistémologique ?

Dr ISI BELLER
(Paris)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Le Monde

étranger

EUROPE

Yougoslavie

Le procès des six intellectuels à Belgrade

Le procès des six contestataires yougoslaves est entré, lundi 12 novembre, dans sa deuxième semaine. Il suscite un vif intérêt dans l'opinion publique, et la salle des audiences est régulièrement archicomble, nous indique notre correspondant Paul Yankovitch. Les trois premiers jours ont été consacrés à une bataille de procédure jamais vue en Yougoslavie dans ce genre de procès.

Lundi, un des accusés, M. Milic, a affirmé avoir reçu des menaces de mort de la part de l'un des chefs des services de la sécurité d'Etat, M. Ranko Savic. Ce dernier aurait averti l'accusé qu'il serait *« tué comme l'a été Jovan Barovic »* (un avocat mort dans un accident de voiture inexpliqué). Le fils de Jovan Barovic, Nikola Barovic, avocat lui aussi et qui assure la défense de l'un des prévenus, a alors demandé au procureur d'ordonner une instruction contre le policier. Dans les milieux dissidents, on ajoute que ce même policier a procédé à l'interrogatoire de Radomar Radovic, autre contestataire retrouvé mort peu après, à la suite d'un suicide selon les résultats de l'enquête.

M. Milic a aussi évoqué ses rapports avec M. Milovan Djilas, l'ancien compagnon de Tito entré en dissidence en 1954, en affirmant qu'il était impossible de vouloir écrire l'histoire de la révolution yougo- slave, comme il s'est attaché à le faire, en ignorant Djilas, victime selon lui d'une campagne de discrimination.

Dans la tribune que nous publions ci-dessous, Milovan Djilas prend position sur ce procès où il se trouve indirectement impliqué.

Tribune internationale

Je suis mille fois plus coupable

par MILOVAN DJILAS

D'APRÈS la procédure respectée jusqu'à ce jour, le procès sera correct dans la forme et même d'un niveau exceptionnellement élevé pour le système juridique yougoslave. C'est le fruit du vif intérêt manifesté par l'opinion publique et des appels adressés aux autorités yougoslaves – pas seulement du monde extérieur, mais aussi de l'intérieur même du pays et avant tout de l'intelligentsia belgradoise.

Cependant, malgré ce côté formaliste, on peut dire d'avance que ce procès restera dans les annales comme un édifice illégal et antijuridique imaginé et mis en place en fonction des besoins bien évidents de la fraction prédominante dans l'appareil du pouvoir – celle des « durs », des titistes. Ne subsisteront pour finir qu'absurdité et violence.

Une telle issue ne pourrait être évitée que si au dernier moment le bon sens et la tolérance l'emportaient chez les autorités – ce qui est bien peu vraisemblable.

Quand tout cela a-t-il commencé ? Il est impossible de répondre avec précision. Mais c'est le résultat des efforts fournis par le pouvoir pour étouffer les courants démocratiques d'une partie de l'intelligentsia – surtout celle de Belgrade, – courants apparus au grand jour après la mort de Tito. Le mécontentement s'est plus largement exprimé à propos de l'emprisonnement du poète Gojko Djogo pour des poèmes dans lesquels le regard paniqué des bureaucrates du parti avait « découvert » des allusions au président défunt.

Mais le prétexte à ce « règlement de comptes » avec « l'opposition » a sans aucun doute été la réunion qui eut lieu le 20 avril 1984 dans l'appartement de Dragomir Olujic et au cours de laquelle j'ai moi-même tenu une conférence sur les problèmes nationaux en Yougoslavie. La police a fait irruption et a arrêté les vingt-huit personnes présentes. Elle était bien sûr au courant de cette réunion, que l'on n'avait d'ailleurs pas cachée, et son plan était sans doute de s'y emparer aussi des autres intellectuels de tendance critique les plus en vue. Mais la plupart d'entre eux, pour diverses raisons, ne vinrent pas, et le « règlement de comptes définitif » ne réussit qu'à moitié. Comme ce demi-échec reçut dans le monde l'écho d'une véritable bombe, le lendemain même, la plupart étaient relâchés.

Les « auteurs du plan » ne voulurent pas en rester là – ils pensaient que le bon sens serait compris comme une défaite. Ils ne furent pas ébranlés par la mort tragique et inexpliquée de Radomir Radovic. Ce refus de pactiser avec le bon sens tenait aussi au fait que le ministre de l'intérieur était Stane Dolanc, depuis de longues années secrétaire du comité central du Parti communiste yougoslave, particulièrement dévoué à son appareil. A la veille de l'arrestation des vingt-huit, il avait tenu une réunion avec les services de sécurité de Belgrade. La libération d'une grande partie des prisonniers, et surtout le classement éventuel de l'affaire, mettait donc en question son prestige et les intentions des « durs ».

Intimidation

Les diverses péripéties qui ont suivi montrent bien de quoi il s'agit : intimider, réprimer les pensées démocratiques (ou, plus exactement, différentes des pensées officielles) qui se sont faites particulièrement vives après la mort de Tito et l'éclatement dans tout le régime d'une crise dont les hautes instances du gouvernement ne voient pas la fin.

Mais ce procès fait à des citoyens parce qu'ils pensent différemment a aussi une autre signification : de cette façon, à travers des innocents, on réprime et on intimide le courant le plus modéré, le plus raisonnable, le plus tolérant et le plus enclin aux réformes dans le Parti communiste au pouvoir. Si la crise dure et s'aggrave, les durs, les « néostaliniens » et les titistes deviendront encore plus enragés et plus brutaux. C'est pour cela que se succèdent les déclarations accablantes des plus hauts fonctionnaires, qui influencent la décision du tribunal de façon transparente et directe.

Aussi le procès qui se déroule actuellement à Belgrade est-il significatif pour la Yougoslavie, et pas seulement pour elle, et cela pour deux raisons : 1) la justice fera-t-elle ou non la preuve de son indépendance ? 2) le mouvement antidémocratique, aussi fatal au développement intérieur qu'à la position de la Yougoslavie dans le monde, va-t-il ou non être freiné ?

On ne peut pas non plus éviter la question : qui sont les accusés et sont-ils coupables ?

Les accusés sont connus dans les milieux intellectuels, surtout à Belgrade, pour leurs dispositions critiques, et tous sont à la fois modestes, pauvres et pourvus d'une sérieuse instruction. Leurs opinions diffèrent, elles vont des idées gauchistes de 68 aux idées démocrates et socialistes.

Et l'acte d'accusation ? Si ce n'était pas tragique, ce serait risible (1) ! Cela résume tout le grotesque de la justice, du pouvoir et de l'inculpation. L'acte d'accusation invoque comme « preuves » de l'existence d'une organisation subversive que les accusés se réunissaient tous les quinze jours, qu'ils avaient d'avance déterminé un thème de discussion et que le président de séance était le propriétaire de l'appartement dans lequel se tenait la réunion. C'est cela qu'il faut appeler organisation subversive et illégale !

On pourrait trouver aujourd'hui en Yougoslavie beaucoup de telles « organisations » et surtout un bon nombre de semblables « coupables ».

J'en suis un moi-même. Cent fois, mille fois plus coupable encore que n'importe lequel d'entre eux, ou que tous ensemble. Si je ne suis pas à leurs côtés sur le banc des accusés, ce n'est ni une faute ni un mérite de ma part. J'ai honte pour mon pays et pour mon passé – je ne pensais vraiment pas que quarante ans après la révolution et la « déclaration de la Constitution » on rendrait ainsi la justice. Dans la mesure où par mon passé révolutionnaire j'ai contribué à cet état de choses, que tous, et en premier lieu les accusés, considèrent et prennent ce texte comme l'expression de ma solidarité et de mon regret.

(1) *Le Monde* a publié des extraits de l'acte d'accusation dans son édition datée 11-12 novembre.

URSS

A LA SUITE DES MAUVAISES RÉCOLTES DE COTON

De nombreux dirigeants ont été limogés en Ouzbékistan

De notre correspondant

Moscou. – Les ministres et les hauts responsables du parti en Ouzbékistan semblent avoir les mêmes propriétés que le coton, la richesse principale de cette République soviétique d'Asie centrale : ils disparaissent sans crier gare. Les deux phénomènes sont d'ailleurs liés : c'est parce que d'énormes quantités de coton se sont évanouies entre la récolte et la transformation en produit utilisable par l'industrie que les têtes des responsables locaux ne cessent de tomber depuis un an.

La *Pravda* a récemment rendu compte de la séance plénière du comité central du PC ouzbek. Cet article, exceptionnellement sévère, montre que la situation ne s'est guère améliorée depuis que le comportement *« incorrect »* de nombreux cadres d'Ouzbékistan a été publiquement dénoncé une première fois en juin dernier (*le Monde* du 29 juin). Le quotidien du parti évoque à nouveau des *« phénomènes négatifs »* tels que *« les faux en écritures, la spéculation, la corruption, la dilapidation des biens de l'Etat socialiste, les vols et le trafic d'influence »*.

La *Pravda* affirme que *« dans plusieurs secteurs »*, la production a été inférieure au cours des neuf premiers mois de cette année à celle de la période correspondante de 1983. *« Les ministres de l'industrie légère, M. Kourbanov, des légumes et des fruits, M. Abdoullaev, et de l'industrie des matériaux de construction, M. Issaev, ont été vertement critiqués »*, écrit le quotidien du parti, ce qui laisse mal augurer de l'avenir des intéressés.

Une liste impressionnante

La liste des personnalités sanctionnées depuis un an est impressionnante. Tout a commencé, en fait, en octobre 1983 avec la mort de Charaf Rachidov, premier secrétaire du parti en Ouzbékistan et membre suppléant du bureau politique. Selon une rumeur persistante, ce dernier, qui jouissait de la faveur de Brejnev, aurait couvert pendant des années le « gonflement » des statistiques et, confronté à une inspection, aurait été victime d'une crise cardiaque.

Les limogeages n'ont pas cessé depuis. Le plus important a été, en juillet, celui du ministre de l'industrie du coton, M. Ousmanov, pour incapacité et corruption. Ce dernier a été exclu du parti en octobre. Deux de ses adjoints, dont son premier vice-ministre, ont subi le même sort.

Au total, en un an, quinze premiers secrétaires d'arrondissement (responsables locaux du parti), soit environ un sur dix pour l'ensemble de la République, ont perdu leur poste. Cinq premiers secrétaires de région, mais un seul deuxième secrétaire, ont été limogés. Cette précision est intéressante parce que les premiers secrétaires à tous les échelons sont ouzbeks, tandis que les numéros deux sont presque toujours russes. On aurait voulu établir une « fausse fenêtre » pour montrer que ces derniers n'étaient pas épargnés qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Le président du comité exécutif (maire) de Boukhara, M. Sultanov, ainsi que les premiers secrétaires des villes de Namagan et Djizak sont également passés à la trappe.

« Pas de tonne fictive »

Il faut mentionner encore, parmi les victimes de cette purge massive et rampante, un vice-ministre de la construction, une vice-ministre de l'éducation et le président du comité d'État pour l'édition, qui était aussi président de l'Union des journalistes ouzbeks. On peut y ajouter M. Mourathodjaev, ministre des finances, qui avait pris sa retraite apparemment normalement en avril 1983, mais qui a été exclu du comité central ouzbek en juin dernier. Enfin, les malheurs d'un ministre de l'ordre public et de l'intérieur, déjà rétrogradé en 1979 à un poste subalterne, se sont encore aggravés cette année puisque celui-ci a perdu successivement, en janvier, sa place au comité central et, en juin, son siège au « parlement » local.

Les causes de cette épuration ne sont pas nouvelles. Le trafic d'influence et la falsification des statistiques ne sont d'ailleurs pas l'apanage de l'Ouzbékistan. M. Tchernenko, pourtant héritier de Brejnev, assez laxiste en la matière, entend-il montrer qu'il poursuit la campagne contre la corruption lancée par Andropov ? Les « phénomènes négatifs » avaient probablement atteint un niveau qui menaçait le rôle du parti en Ouzbékistan, et surtout ils ont eu une conséquence directe sur le commerce extérieur soviétique. L'URSS, jadis grand exportateur de ce produit payable en devises fortes, n'a plus vendu une seule balle de coton à l'étranger depuis juillet 1983. Elle a même dû en acheter une petite quantité aux Etats-Unis pour respecter ses contrats de livraison aux pays du COMECON.

La récolte totale de coton, dont l'Ouzbékistan fournit normalement les deux tiers, est passée entre 1980 et 1983 de 9,9 à 9,2 millions de tonnes. La campagne 1982-1983 a été paradoxale en Ouzbékistan. Les statistiques officielles font état d'une récolte de coton brut presque conforme à la moyenne habituelle, avec 5,9 millions de tonnes. Il semble que le coton ait été cueilli mouillé et stocké dans de mauvaises conditions et qu'une grande partie se soit détériorée, ce qui expliquerait l'écart considérable entre les chiffres de la cueillette du produit brut (graines comprises) et les fournitures de fibre aux usines textiles, de même que l'absence d'exportation. Les officiels ont sans doute voulu cacher l'ampleur du désastre. *« Des six millions de tonnes que doit délivrer la République cette année, aucune ne doit être fictive »*, a déclaré, en juin, M. Salimov, le président du Soviet suprême d'Ouzbékistan.

Le nouveau premier secrétaire du parti, M. Ousmanhodjaev, est épargné par les critiques. Il est au contraire présenté comme l'artisan d'un certain redressement. Il sera jugé sur pièces quand la récolte s'achèvera dans quelques semaines.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Tchécoslovaquie

- LE CHEF DU KGB EN « VISITE D'AMITIÉ » A PRAGUE : M. Victor Tchebrikov, chef du KGB (comité d'État pour la sécurité) et membre suppléant du bureau politique, a quitté lundi 12 novembre Moscou pour une « visite d'amitié » en Tchécoslovaquie, a annoncé l'agence Tass sans autre précision. – *(Reuter.)*

EUROPE

Italie

Offensive sans précédent contre la Mafia

(Suite de la première page.)

Il fait l'effet d'un coup de fouet sur la population palermitaine, et la sort d'une longue résignation.

Lentement, la *« culture de la peur »* recule, des brèches s'ouvrent dans l'*omerta* (la loi du silence), la *« révolte des consciences »* s'accomplit. Jamais, par exemple, on n'avait vu, dans cette Sicile animée d'une traditionnelle défiance à l'égard des institutions, près de 20 000 manifestants défiler comme le 26 octobre dernier devant le palais de justice de Palerme pour exprimer leur solidarité envers les magistrats.

Chacun a le sentiment que, désormais, une mécanique est en marche qu'il sera difficile d'arrêter : les uns rentrent la tête, espérant que le tourbillon les épargnera, les autres retiennent leur souffle, se demandant quelle sera la vague de retour. Des menaces ont été adressées à Florence à la famille du juge Caponetto, chef de la section instruction du tribunal de Palerme, dont le prédécesseur, M. Chinnici, a été assassiné par la Mafia il y a un peu plus d'un an.

Des remous politiques

« La lutte contre la Mafia est à un tournant, mais il faut être patient : nous arriverons jusqu'au bout », nous dit l'un des jeunes magistrats les plus directement menacés, dans son bureau-bunker du palais de justice. La dizaine de collègues qui travaillent avec lui sont tous déterminés à aller, effectivement, jusqu'au bout.

Mais ils savent que l'opération va provoquer des remous politiques. S'ils frappent plus haut, ils s'exposent à une réaction « corporatiste », et les enquêtes risquent de s'enliser dans les méandres du jeu politique – phénomène trop souvent vérifié pour les grands scandales en Italie. *« Il est difficile de penser qu'une partie de la classe politique accepte de gaieté de cœur de se suicider »*, dit l'un de nos interlocuteurs.

Les magistrats n'en sont pas moins arrivés à une sorte de point de non-retour, car ils ont fait sauter une série de mécanismes de sécurité de la Mafia. *« Outre les preuves, les indices en notre possession, nous avons désormais une idée beaucoup plus précise non seulement de l'organisation criminelle elle-même, mais aussi du système politico-affairiste qui s'y est greffé, dont les ramifications s'étendent bien au-delà de la Sicile et qui bénéficient de patronages au plus haut niveau »*, dit un magistrat.

Avec l'arrestation des cousins Salvo, c'est à l'un des plus grands empires économiques et financiers de la Sicile que s'attaque la justice. Les juges sont convaincus que cet empire comprend aussi une dizaine de sociétés dont émergent des personnages connus du ministère de l'intérieur pour opérer dans le recyclage de l'argent et de la drogue, ce qui ferait de ces sociétés une articulation entre le monde économique et le crime organisé. Les écoutes téléphoniques, les déclarations de Buscetta, le parrain qui s'est récemment décidé à parler, les numéros de téléphone particuliers des Salvo figurant dans les carnets d'adresses des mafiosi, les liens avec Michele Greco, le « pape » de la Mafia palermitaine, incitent les magistrats à penser que les cousins avaient des liens étroits avec les clans.

Etonnants personnages et mystérieuse saga que la leur. Ils sont nés à Salène, un petit village de la région de Trapani, de familles notoirement mafieuses. Comme Vito Ciancimino, ils ont milité dans les rangs de la démocratie chrétienne. Leur fortune, ils la doivent au mariage de Nino avec la fille de Luigi Corleo, l'un des « fermiers généraux » de la Sicile.

Ce système, en vigueur dans toute l'Italie, et généralement géré par des banques, va permettre aux Salvo de construire leur fortune : l'assemblée régionale où ils ont leurs amis leur concède en effet une commission énorme (10 %) sur les montants des sommes qu'ils prélèvent. Les Salvo fondent rapidement une puissance économique colossale, que, dès 1976, certains membres de la commission antimafia trouvent suspecte. L'année précédente, le beau-père de Nino avait été enlevé. Les ravisseurs demandaient une rançon de 20 milliards de lires (100 millions de francs). On ne le retrouvera jamais. Mais, quelques jours après l'enlèvement, sept truands étaient assassinés : selon la police, ils étaient parmi les responsables de l'enlèvement et ont été punis.

En 1982, jugeant que le prélèvement des impôts n'est plus une affaire rentable, les Salvo renoncent à leur contrat avec l'administration régionale, mais obtiennent en échange de l'utilisation de leur équipement une rente annuelle de 8 milliards de lires.

Elégant et affable, arpentant les couloirs du palais de justice juste avant d'être entendu par les juges, Ignazio Salvo se défendait en accusant les partis *(« que nous avons tous financés »)* et se disait victime d'une persécution des communistes. Les cousins Salvo pensaient encore qu'ils ne risquaient qu'une assignation à résidence hors de la Sicile. Les magistrats sont en fait allés plus vite et plus loin.

PHILIPPE PONS.

Finlande

Les risques de scission au sein du Parti communiste inquiètent Moscou

De notre correspondant

Stockholm. – Les divisions du Parti communiste finlandais s'accentuent, et une scission paraît difficilement évitable après la dernière réunion du comité central fin octobre et le nouvel échec enregistré aux élections communales des 21 et 22 octobre. Avec 13,9 % des voix, le Parti a réalisé le plus mauvais score de son histoire. Depuis quinze ans, deux courants s'opposent violemment : la minorité orthodoxe, fidèle à Moscou, mène la vie dure à la tendance majoritaire favorable à une ligne indépendante.

Lors du XX^e congrès, qui s'est tenu au mois de juin dernier à Helsinki, les eurocommunistes avaient fait main basse sur la totalité des postes des organes dirigeants et écarté les staliniens ainsi que les partisans de la « troisième voie », qui s'efforçaient de trouver un compromis et bénéficiaient dans ce contexte de l'appui des frondeurs. Cette prise de pouvoir par MM. Arvo Aalto et Aarno Aitamurto, élus respectivement président et secrétaire général du PC finlandais, indiquait que la majorité était décidée à régler ses comptes une bonne fois pour toutes avec le courant minoritaire, qui refuse de se conformer à la ligne officielle du Parti.

Sans vouloir intervenir directement dans un débat *« qui concerne les camarades finlandais »*, Moscou a fait savoir clairement qu'une scission, qui affaiblirait le mouvement communiste nordique, n'est pas admissible.

Mise en garde

En visite à Helsinki le mois dernier, M. Grégory Romanov, membre du bureau politique, a remis aux dirigeants des différentes tendances du PC finlandais une lettre du parti frère, qui constitue une mise en garde et une critique sévère du comportement de l'actuelle direction. L'URSS rappelle qu'au cours des discussions qui se sont déroulées au mois d'avril entre les deux PC, les participants finlandais avaient promis d'œuvrer à l'unité de leur parti. *« Mais,* est-il dit dans la lettre, *nos espérances ne sont pas réalisées et les assurances données par certains camarades finlandais n'étaient apparemment pas sincères. »*

Sans que son nom soit cité, il est évident que M. Arvo Aalto est visé, de même que ses amis, partisans d'un communisme à la finlandaise. La lettre fait état des propos tenus ces dernières semaines par diverses personnalités sur les *« bienfaits »* et même la *« nécessité »* d'une scission définitive. Le bureau politique soviétique note que si une scission intervenait, l'URSS soutiendrait le parti qui défend les idéaux marxistes-léninistes, autrement dit, la minorité actuelle animée par M. Taisto Sinisalo. Il souligne enfin que ces divisions affaiblissent les forces qui soutiennent la ligne politique du chef de l'État, M. Mauno Koïvisto. Cela est assez curieux quand on sait que, lors des élections présidentielles de 1982, les eurocommunistes ont été les premiers à soutenir la candidature de M. Koïvisto (social-démocrate) au deuxième tour de scrutin, tandis que les orthodoxes se sont montrés beaucoup plus réticents.

Le PC finlandais a répondu au parti frère par un texte qui n'a pas été rendu public. Selon certaines informations, M. Arvo Aalto y souligne sa volonté d'entretenir des relations fraternelles avec les communistes soviétiques, mais rappelle aussi que chaque parti national, conformément aux résolutions de la conférence de Berlin-Est, en 1976, prend des décisions en toute indépendance.

Le comité central a décidé de convoquer un congrès extraordinaire avant mars 1985. Ce congrès est réclamé depuis plusieurs mois par le courant minoritaire qui contrôle huit des dix-sept districts régionaux du parti et espère renforcer sa position. Mais M. Aalto a déjà prévu la contre-attaque en donnant le feu vert aux militants de la majorité pour créer des organisations régionales parallèles qui seront représentées au « congrès de la dernière chance », à moins que le courant orthodoxe ne s'engage à respecter la ligne officielle du parti, ce qui est pratiquement exclu. M. Aalto n'a pas l'intention de faire des concessions. Il met la minorité au pied du mur, et la possibilité d'un schisme définitif n'a jamais été aussi grande.

ALAIN DEBOVE.

Espagne

● LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE EN ESPAGNE. – M. Li Xiannian a entamé, le lundi 12 novembre, une visite officielle de quatre jours en Espagne, au cours de laquelle il s'entretiendra notamment avec le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. M. Li Xiannian se rendra ensuite au Portugal et à Malte. La Chine populaire répond ainsi (avec un retard de six ans lié à la longue vacance du poste de chef d'Etat) à la visite réalisée en juin 1978 à Pékin par les souverains espagnols.

La visite de M. Li Xiannian présente un caractère essentiellement économique. L'ouverture récente de Pékin à la technologie et au capital étrangers suscite un grand intérêt en Espagne. Le niveau des relations commerciales entre les deux pays reste modeste, les échanges portant essentiellement sur les matières premières et les produits agricoles. – *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

La tension s'aggrave

La presse soviétique fait preuve d'une relative retenue

De notre correspondant

Moscou. – Les Soviétiques ne sont pas prêts à mourir pour le Nicaragua. Cette conclusion s'impose à la lecture des commentaires, au demeurant assez courts, parus ces derniers jours dans la presse. Cette relative maigreur éditoriale fait d'ailleurs contraste avec le flot d'informations « factuelles » relayées par Tass. Chaque discours des dirigeants sandinistes, chaque décision prise par Managua pour mieux assurer sa défense et chaque « révélation » de la presse nord-américaine concernant d'éventuels préparatifs d'attaque par le Pentagone est abondamment cité.

On chercherait en vain la promesse d'une aide soviétique en cas d'agression. Le niveau de rhétorique est d'autre part assez bas. Les invectives les plus vives contre les *« plans anti-sandinistes »* de Washington sont mis dans la bouche de personnalités sandinistes, voire d'Américains hostiles à la politique de M. Reagan. L'insistance sur la volonté et la capacité des Nicaraguayens à se défendre eux-mêmes est un signe de plus que Moscou n'est pas décidé à aller trop loin. *« En face des provocations impérialistes, le peuple nicaraguayen fait preuve de sa réserve et de son stoïcisme »*, écrit significativement la *Pravada* ce mardi 13 novembre.

Le quotidien du parti, dans le commentaire le plus étoffé paru jusqu'ici sur la situation en Amérique centrale, a recours à une expression qui montre bien les limites de l'engagement de Moscou au côté de Managua. *« Les hommes de bonne volonté de tous les coins de la planète déclarent leur solidarité entière avec le peuple courageux du pays de Sandino »*, affirme la *Pravda*.

« Les hommes de bonne volonté » et non les gouvernements. Les citoyens soviétiques, pour leur part, ne se sont pas mis à écrire *« spontanément »* aux journaux afin de manifester leur indignation, comme il est de coutume pour les campagnes de grande ampleur. Le Nicaragua est présent quotidiennement, aussi bien dans les pages intérieures des journaux qu'à la fin des actualités télévisées, mais rien n'est fait pour persuader les Soviétiques que cette affaire les concerne directement.

La *Pravda*, en particulier adopte un profil bas à propos des livraisons d'armes soviétiques dans les ports nicaraguayens. *« La machine de provocation marche à plein rendement. On fait un battage incroyable autour des bateaux étrangers qui effectuent leurs habituels transports de marchandises. Les mensonges de Washington sur des livraisons d'avions soviétiques Mig ont crevé comme des bulles de savon »*, affirme le quotidien du parti.

L'aide militaire soviétique n'est jamais mentionnée directement. Elle est seulement suggérée par la répétition rituelle de la phrase selon laquelle *« le gouvernement du Nicaragua n'a pas l'intention de se priver de son droit souverain d'acheter les armes indispensables à la défense du pays »*. La réserve soviétique peut s'expliquer par une analyse des rapports de forces dans la région. L'URSS n'a pas les moyens de s'opposer effectivement à une éventuelle intervention américaine. Elle n'a pas la logistique nécessaire, en particulier en ce qui concerne les transports. Les soldats soviétiques présents à Cuba ne sont nullement comparables à ceux de la « force de déploiement rapide » américaine.

L'isthme américain est une de ces zones exotiques et instables où l'URSS ne se sent guère à l'aise et où elle profite d'événements plus qu'elle ne les provoque. Tout autre est évidemment l'attitude à l'égard de Cuba, membre de la « communauté socialiste » et objet de soins coûteux depuis plus de vingt ans.

D. Dh.

Etats-Unis

UN DOCUMENT DES ÉVÊQUES CATHOLIQUES

Il faut garantir à chacun « un minimum de dignité humaine dans la sphère économique »

Correspondance

Washington. – La conférence annuelle des évêques catholiques, réunie depuis le lundi 12 novembre et jusqu'au jeudi 15 à Washington, a commencé la discussion d'un projet de lettre pastorale sur la justice économique, préparé par un groupe de cinq évêques sous la direction de l'archevêque de Milwaukee, Mgr Rembert Weakland.

Intitulé « L'enseignement catholique et l'économie américaine », ce document de 136 pages, dont l'élaboration avait été décidée en 1980, se prononce, en se fondant sur l'expérience de la démocratie politique américaine, pour une démocratie économique et la *« création d'un ordre qui garantisse les conditions minimales de la dignité humaine pour chaque personne dans la sphère de l'économie »*.

Critiquant, indirectement mais clairement, le gouvernement républicain, le texte des évêques recommande des mesures allant concrètement à l'encontre de la philosophie politique et économique du président Reagan. C'est dire qu'il provoque déjà des remous au sein de la communauté des croyants et au-delà.

La distribution des revenus et des richesses aux Etats-Unis est si inéquitable qu'elle viole les normes minimales de la justice, soulignent les évêques en précisant qu' *« en 1982, 20 % des Américains les plus riches ont reçu plus de revenus que les 70 % de citoyens se situant aux niveaux inférieurs de l'échelle sociale »*. Et le document ajoute : *« Cette inégalité dans notre société, et encore plus dans le monde, est moralement inacceptable. Il est honteux que 35 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et que d'autres millions le dépassent tout juste. »* Les évêques recommandent un changement du système fiscal pour *« alléger le fardeau des pauvres »*, une révision des programmes d'assistance *« entièrement inadéquats »*, bref, ils suggèrent une plus grande intervention du gouvernement tout à fait contraire au credo des républicains qui veulent justement réduire le rôle de l'Etat.

Toutefois, les évêques, rejetant *« une concentration excessive des pouvoirs des gouvernements »*, recommandent une coopération entre les secteurs public et privé. Ils déplorent les discriminations affectant les minorités et les femmes et, souhaitent un changement de législation pour renforcer les droits des syndicats qu'il faut protéger, disent-ils, contre ceux *« qui veulent les briser ou les intimider »*. Enfin, ils se prononcent pour l'extension des expérience de participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Toutes ces suggestions et conceptions sont évidemment considérées comme de lourdes hérésies par le gouvernement républicain.

Critiques de la politique envers le tiers-monde

Les critiques les plus sévères de la hiérarchie concernent la politique américaine envers le tiers-monde. Les évêques déplorent que l'aide américaine aux pays en voie de développement soit déterminée en fonction des intérêts militaires des Etats-Unis et non pas en considérant seulement les besoins économiques fondamentaux de ces Etats. Les investissements privés sont utiles, reconnaissent les évêques, mais ils peuvent aussi *« créer ou maintenir une situation de dépendance et menacer ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique »*.

Ce document, qui ne saurait être considéré comme définitif, sera vraisemblablement amendé d'ici son adoption à la fin de l'année prochaine. Néanmoins, il confirme bien l'activisme de la hiérarchie catholique, que la lettre pastorale sur la guerre nucléaire avait déjà mis en évidence en mars dernier.

Cet activisme est contesté par ceux des catholiques qui estiment que l'Église doit se tenir à l'écart des problèmes politiques et économiques. Mais, même les éléments les plus conservateurs, comme l'archevêque O'Connor, de New-York, acceptent comme normal que l'Église définisse ses positions. Il est légitime, disent-ils, que l'Église catholique, qui a cessé d'être celle des pauvres immigrants, préoccupée essentiellement d'afficher son loyalisme au point de ne pas critiquer le gouvernement, assume un rôle plus grand dans la vie publique. Aujourd'hui, les deux cent quatre-vingt-dix évêques à la tête de cinquante-deux millions de catholiques – le groupe le plus important de l'électorat « religieux » – estiment avoir leur mot à dire, tout comme les églises protestantes, sur les grands problèmes de l'heure.

Sans doute Vatican II a-t-il accéléré une évolution au sein de la hiérarchie catholique, jadis pilier du conservatisme social, et qui, aujourd'hui, rejoint sur bien des points la position des démocrates libéraux. Mais cette évolution provoque des réactions hostiles. Ainsi, la semaine passée, un groupe d'hommes d'affaires catholiques, parmi lesquels un secrétaire au Trésor, M. W. Simon, et l'ancien secrétaire d'État, M. Alexander Haig, a publié un document contestant les thèses de la hiérarchie et célébrant les mérites du capitalisme et de l'économie de marché, qui, disent-ils, assurent la croissance économique et permettent d'aider *« les pauvres et les chômeurs »*.

Du côté des démocrates, on regrette que les évêques aient, à dessein, ajourné, après le scrutin présidentiel, la publication d'un document qui aurait compensé l'intransigeante position prise par la hiérarchie sur l'avortement, accompagnée de critiques à peine voilées de M^me Ferraro, la partenaire de M. Mondale dans la course à la présidence.

HENRI PIERRE.

ASIE

Afghanistan

PLUSIEURS CENTAINES DE RÉSISTANTS PRISONNIERS AURAIENT ÉTÉ MASSACRÉS

Selon des sources diplomatiques occidentales à New-Delhi, les troupes soviéto-afghanes ont massacré le mois dernier plus de quatre cent cinquante résistants afghans à Hezarajot, au nord-ouest de Kaboul.

Les insurgés, indiquent les mêmes sources, étaient retranchés dans un fort cerné par les troupes soviétiques et gouvernementales afghanes. Ils avaient dû se rendre lorsqu'ils s'étaient trouvés à court de munitions. Ils ont alors été désarmés, et des officiers soviétiques ont donné l'ordre de les exécuter, ont précisé les diplomates.

Ces derniers ont indiqué que le massacre avait eu lieu il y a quatre ou cinq semaines, sans pouvoir en donner la date exacte.

L'agence officielle afghane Bakhtar annonce d'autre part que plus de cent soixante « éléments contre-révolutionnaires » ont été tués ces derniers jours dans une autre région, la province de Takhar, et que quatre chefs rebelles ont été capturés.

entre les Etats-Unis et le Nicaragua

(Suite de la première page.)

Les cargos, dont le premier est arrivé le 6 novembre à Corinto, ont quitté les ports de la mer Noire depuis plusieurs semaines et transité par le cap Horn, au sud du continent américain, afin d'éviter le canal de Panama, où un « contrôle » est toujours possible.

En attendant, les « signaux » militaires à l'adresse des dirigeants sandinistes se multiplient. Les vols d'observation américains au-dessus du territoire nicaraguayen sont quotidiens. Le dimanche 11 novembre, le SR. 71, *l'Oiseau noir*, a accru le rythme de ses passages à haute altitude (27 000 mètres), provoquant un bang supersonique, destiné selon les sandinistes *« à effrayer la population »*. Les frégates américaines, normalement affectées à la surveillance des eaux du golfe de Fonseca (lieu de passage supposé du trafic d'armes à destination de la guérilla salvadorienne), croisent en permanence au large de Corinto. D'importantes manœuvres aéronavales américaines doivent avoir lieu prochainement le long des côtes pacifique et atlantique de l'Amérique centrale. Le Pentagone a démenti samedi que des unités de la 82e division aéroportée des Etats-Unis, basée à Fort Bragg, en Caroline du Nord, aient été envoyées d'urgence « vers le sud ». Mais dimanche des sources américaines ont fait état, au Honduras, de l'arrivée de troupes de la 82e division à la base américaine de Palmerola, quartier général des forces américaines dans ce pays frontalier du Nicaragua. Et un porte-parole du haut commandement américain dans la zone du canal de Panama (Southern Command) a admis, dimanche, que la 19e brigade d'infanterie aéroportée (la meilleure unité de choc américaine parmi celles qui sont basées dans la zone du canal) était *« en état d'alerte »* dans la perpective de manœuvres qui auraient normalement dû avoir lieu *« au début de 1985 »*.

Nouvelle « crise des fusées ? »

Alors que certains diplomates continuent d'affirmer que la présence de Mig 21 au Nicaragua déclencheraient automatiquement une riposte militaire américaine, d'autres, relayés par des militaires, déclarent que les Mig 21 *« ne sont après tout que des appareils d'interception »*, mais que, en revanche, *« les hélicoptères armés M 24* (équivalent des Gunships américains, de la guerre du Vietnam) *sont hautement déstabilisateurs pour la région centre-américaine »*. On laisse donc entendre que la présence, confirmée, au Nicaragua d'hélicoptères de fabrication soviétique M 24 pourrait *« provoquer une riposte américaine »*, telle qu'elle est déjà envisagée pour les Mig 21. Certains responsables américains ont déjà franchi un pas de plus en affirmant que les Nicaraguayens possédaient effectivement *« ce type d'appareil de combat qui vole à 350 kilomètres/heure environ »* et pourrait *« représenter une menace très grave pour les groupes de la Contra opérant au Nicaragua »*. Un diplomate a ajouté que le M 24 est un *« grave danger pour le Costa-Rica »* puisqu'il *« pourrait faire l'aller et retour Managua-San José sans ravitaillement. »*

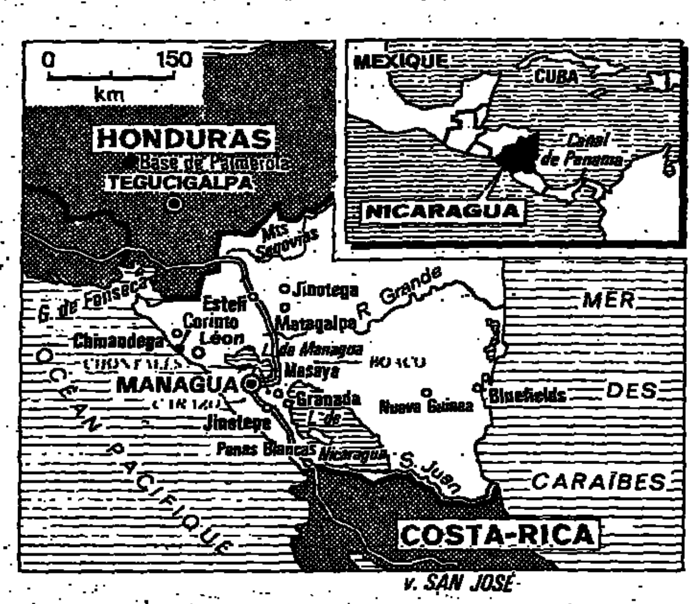
Si la « pression » américaine sur le Nicaragua se renforce, les « preuves » décisives de la présence dans ce pays de matériel militaire soviétique *« offensif »* n'ont pas encore été fournies. Même les partisans américains les plus résolus d'une action immédiate et brutale des Etats-Unis au Nicaragua admettent, en privé, qu'ils ne savent *« pas encore »* ce que contiennent exactement les caisses déchargées la semaine dernière par un cargo soviétique dans le port de Corinto. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir suivi ce navire depuis qu'il a engagé sa longue marche d'approche en direction de la côte pacifique du Nicaragua. Ce cargo – et ceux qui le suivent – ont été photographiés à *« très basse altitude »* par des appareils américains d'observation. Quand aux installations militaires sandinistes, elles sont parfaitement connues, dans leurs moindres détails, des responsables nord-américains, tout particulièrement cette fameuse piste de Punta-Huete...

La semaine dernière, à l'issue de sa visite le long de la frontière entre le Costa-Rica et le Nicaragua, le général Gorman, commandant en chef du Southern Command de la zone du canal de Panama, a réuni quelques personnalités « choisies » à la résidence de l'ambassadeur américain à San-José. Il leur a montré des documents photographiques, classés top secret, pris par satellite et par avion d'observation à haute et à basse altitudes. Sur les clichés, d'une très grande netteté, on voyait les « caisses » du cargo soviétique et les installations de Punta-Huete. Les assistants ont évidemment évoqué ces autres « documents » relatifs aux bases de missiles soviétiques à Cuba présentés il y a vingt-deux ans par le président Kennedy à la veille de sa partie de bras de fer avec Khrouchtchev.

Surarmé

Une nouvelle crise des fusées en Amérique centrale ? On n'en est pas là, bien que certains responsables américains affirment que les sandinistes possèdent *« des fusées »*, sans préciser davantage, mais *« capables d'atteindre les pays voisins »*.

Le Nicaragua a une armée nombreuse et assez bien équipée, des milices envoyées en première ligne contre les *contras*, des unités spéciales du ministère de l'intérieur et des bataillons d'élite de lutte antiguérilla. En tout, près de 150.000 hommes pour les forces régulières. Le Nicaragua est également surarmé, c'est un fait. Il possède des chars soviétiques T.54 et T.55, de l'artillerie lourde, des orgues de Staline (les fameuses Katiouchkas, au bruit strident et spectaculaire, récemment utilisées par l'armée sandiniste contre un groupe de *contras* dans le nord du pays). Il utilise des hélicoptères de fabrication soviétique M.8, des appareils de transport que l'on voit rôder au-dessus des collines et des montagnes dans les départements du Nord. Mais personne n'a encore pu apporter la preuve que des hélicoptères de combat étaient engagés dans les opérations contre la *contra*.



Il est vrai, en revanche, que les dirigeants sandinistes, en public et en privé, répètent qu'ils ont parfaitement le droit *« d'acquérir tout ce qui est nécessaire à leur défense, y compris des MIG 21 »*. M. Daniel Ortega, le président élu, l'a redit, peut-être imprudemment, le 10 novembre à Managua. D'autres membres de la direction du Front sandiniste nous ont déclaré avoir sondé la France sur *« l'éventuelle acquisition de Mirage »*. A la veille des élections du 4 novembre, une personnalité française, venue à Managua pour observer le scrutin, s'est longuement entretenue avec les dirigeants sandinistes, et leur a fait valoir que *« l'acquisition d'avions sophistiqués provoquerait immanquablement une violente riposte militaire américaine »*, et qu'en toute hypothèse, leur requête n'avait aucune chance d'aboutir.

Les sandinistes ne peuvent pas attendre beaucoup de Cuba dans les circonstances présentes. M. Fidel Castro a sans doute affirmé, le 11 novembre, que les milliers de « coopérants » cubains présents au Nicaragua *« feraient leur devoir jusqu'au bout dans la défense du pays »* (les dirigeants de La Havane admettent la présence au nicaragua de 4.000 coopérants, dont 200 conseillers militaires. Selon les services de renseignements américains, il y a huit mille cubains au Nicaragua, dont 2.000 conseillers militaires). Mais le même M. Castro ne cesse d'envoyer des messages de grande modération à des dirigeants de plusieurs pays d'Amérique latine afin qu'ils fassent savoir à M. Reagan que Cuba est *« disposé au dialogue »*. La réaction de Washington, avant et depuis le 6 novembre, a été jusqu'à présent *« totalement négative »*, selon l'un de ces dirigeants latino-américains qui a fait état d'une *« très récente lettre de Fidel Castro »* dans ce sens.

Repli dans la montagne ?

Deux questions sont donc posées au début de cette semaine que les porte-parole des Etats-Unis en Amérique centrale qualifient eux-mêmes de *« décisives »* :

1) Les Soviétiques veulent-ils « tester » les intentions de M. Reagan au Nicaragua au-delà de *« certaines limites »* ? ;

2) Les sandinistes, qui savent ne pouvoir compter que sur eux-mêmes en cas d'intervention plus « poussée » des Etats-Unis, choisiront-ils, en dernière instance, le *« suicide »*, c'est-à-dire des milliers de morts, militaires et civils nicaraguayens, une *« négociation »* impliquant de très fortes concessions de leur part : retrait immédiat du matériel soviétique éventuellement qualifié d'*« offensif »* par Washington, évacuation immédiate des conseillers militaires des pays de l'Est et de Cuba, acceptation d'un plan de *« démocratisation »* avec de nouvelles élections générales d'ici un an, abandon réel de l'alliance avec l'Union soviétique et Cuba, retour au véritable pluralisme politique ? (Certaines de ces « conditions » ont déjà été posées par les délégués des Etats-Unis aux représentants de Managua lors des discussions qui ont lieu assez régulièrement à Manzanillo, au Mexique.)

Les sandinistes ont déjà préparé un *« plan de repli dans la montagne »* pour déclencher une éventuelle guérilla contre des troupes d'occupation américaines. Ils ne se réclament pas pour rien de Sandino, qui s'est battu contre les « Yankees » dans la Nueva Segovia au nord du pays. Ils organisent la défense de Managua, sans doute sans trop d'illusions. Ils savent qu'ils sont, au plan aérien, à peu près complètement désarmés face à la fantastique puissance de feu des Etats-Unis (ils sont même, de ce point de vue, en nette situation d'infériorité par rapport à leurs voisins). Selon l'Institut international pour les études stratégiques (IISS), le Nicaragua a douze avions de combat et aucun hélicoptère, alors que le Salvador en a respectivement cinquante-neuf et neuf, le Guatemala seize et quatre, le Honduras trente et zéro.

Ces chiffres sont peut-être déjà sensiblement dépassés, mais le rapport de force réel n'a pas été modifié. Il risque d'être aggravé au désavantage du Nicaragua, si les Etats-Unis, qui veulent encore renforcer leur impressionnante infrastructure militaire au Honduras, acceptent de fournir des F-5 à ce pays.

Le largage, le 10 novembre, d'une centaine de paras de la 82e division aéroportée sur la base de Palmerola, au Honduras – démenti à Washington par le Pentagone, confirmé par des sources militaires américaines dans l'isthme, – n'est peut-être qu'un « signal » de plus. Il va nourrir les inquiétudes des dirigeants de Managua, dont les nerfs sont mis à rude épreuve, et qui parlent de « *mobiliser* » le peuple.

Celui-ci est sans aucun doute très préoccupé, mais pas du tout *« hystérique »*, comme on semble le croire à l'extérieur du Nicaragua. Dans cette Amérique centrale, où la saison des pluies s'achève, les acteurs sont en place. Pour quel dénouement ?

MARCEL NIEDERGANG.

APRÈS LE DÉBAT ANNUEL A L'ONU

Un mince espoir de dialogue apparaît sur l'affaire cambodgienne

Comme chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté cet automne une résolution réclamant le retrait de toutes les forces étrangères du Cambodge. Une fois de plus, cependant, ce texte a toutes chances de rester lettre morte, le Vietnam récusant tout rôle de médiateur aux Nations unies en raison du maintien du gouvernement de coalition présidé par le prince Sihanouk au siège du Cambodge.

Il demeure que l'Assemblée générale de l'ONU constitue un rendez-vous privilégié dans le calendrier diplomatique qui permet à chacune des parties intéressées par l'affaire cambodgienne de faire au moins le point de la situation.

A ce titre, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, semble d'ailleurs ne pas être rentré bredouille cette année de son séjour à New-York. Pour la première fois en effet, il a estimé pouvoir tenir des propos presque optimistes, évoquant des résultats dont, selon lui, *« on peut espérer »*. Un *« accord de dialogue »*, dit-il, entre les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (1) et lui-même en tant que représentant des pays indochinois notamment a été ébauché. M. Mochtar, chef de la diplomatie indonésienne, sera, au nom de l'ASEAN, son interlocuteur.

Est-ce enfin *« l'amorce tant attendue »*, selon l'expression d'un diplomate occidental, d'un processus de négociation ? Dans son discours devant l'ONU, M. Thach déclarait : *« Nous estimons que si les parties intéressées désirent régler leurs différends, les conditions nécessaires sont mûres. » « Des signes favorables laissent prévoir*, précisait-il ensuite lors d'une conférence de presse, *la tenue de négociations dans un avenir proche. Ce n'est pas une question de jours ou de semaines, mais ce n'est pas non plus une question d'années. »*

Une autre indication encourageante est l'amélioration sensible du climat dans les relations entre le Vietnam et les Etats-Unis. Une délégation de cinq militaires américains s'est rendue le 24 octobre – c'est-à-dire beaucoup plus tôt que prévu – à Hanoï afin de poursuivre les négociations sur le dossier des soldats américains disparus pendant la seconde guerre d'Indochine. Toute évolution positive des rapports entre Hanoï et Washington ne peut que modifier dans un sens favorable les données du problème cambodgien.

Les contacts du prince Sihanouk...

Les obstacles, pourtant, qui se dressent sur le chemin de la paix ne manquent pas. En premier lieu, les Vietnamiens devront réaffirmer sans ambiguïté leur réelle volonté de mener à bien le *« dialogue »* avec leurs voisins. Car la méfiance de l'ASEAN est légitime et ne peut qu'être renforcée par la réaction très négative du Vietnam à l'élection de la Thaïlande au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent.

L'ASEAN doit cependant savoir saisir l'occasion d'un dialogue si elle s'offre réellement. Ses membres pourront-ils manifester indéfiniment leur unité contre la présence des cent cinquante mille militaires vietnamiens au Cambodge ? A trop tarder, le risque n'existe-t-il pas de voir le régime de Phnom-Penh renforcer ses structures ? L'Indonésie et la Malaisie sont conscientes de ces dangers. En revanche, la Thaïlande se refuse à les prendre en compte et écarte encore, pour l'instant, la possibilité de prochaines négociations.

Tout processus de paix doit également passer impérativement par la réconciliation nationale à laquelle seront associés le prince Sihanouk et son ancien premier ministre et allié, M. Son Sann. La position de Hanoï a, semble-t-il, sensiblement évolué sur ce sujet. D'abord, M. Thach s'est abstenu, dans son discours à l'ONU, de toute critique à l'encontre des deux dirigeants nationalistes cambodgiens. Il se confirme, en outre, que des contacts ont été envisagés, par l'intermédiaire de la France, entre les Vietnamiens et le prince Sihanouk. Enfin, pour la première fois, le régime de Phnom-Penh laisse entendre qu'il est prêt à ne pas faire obstacle à une telle démarche. M. Hun Sen, ministre cambodgien des affaires étrangères, évoquant l'avenir du prince Sihanouk devant une délégation de parlementaires français, déclarait en juillet : *« Le prince est l'ancien souverain du Cambodge et l'ancien chef d'Etat. Compte tenu de son passé et de sa responsabilité, il est impossible de le transformer en paysan, et il pourrait être possible d'envisager des fonctions dignes de ses anciennes responsabilités. »*

...et les mises en garde de Pékin

Quant aux Khmers rouges, un large consensus se manifeste au sein de la communauté internationale – y compris dans l'administration américaine, comme M. Thach a pu le constater – en vue de leur *« élimination politique »*.

Mais la Chine n'entend pas laisser le Vietnam manœuvrer à sa guise. Pas le moindre signe d'ouverture n'est venu de Pékin. L'agence Chine nouvelle ironisait encore, le 20 octobre, sur le *« spectacle »* du Vietnam à l'ONU et les dernières discussions sino-soviétiques dans la capitale chinoise n'ont pas progressé d'un pouce sur la crise cambodgienne. Les dirigeants chinois ont, en outre, expressément mis en garde les dirigeants de l'opposition cambodgienne contre les sirènes vietnamiennes de la désunion.

Pékin, en bref, n'est pas prêt à assouplir sa politique, d'autant moins sans doute que le Cambodge reste plongé dans une grave crise économique et qu'il est confronté à de sérieuses difficultés à l'intérieur de sa jeune armée. Dans un éditorial, le journal de l'armée cambodgienne a lancé, le 16 octobre, un appel à la « consolidation » des unités locales. *« De nombreuses unités,* disait-il, *ont accompli leur devoir en combattant et en éliminant les ennemis... Cependant, beaucoup d'autres unités ne se sont pas renforcées. Beaucoup d'autres n'ont pas atteint leurs objectifs. »* Fait encore plus grave, des désertions ont été constatées et l'on parle de *« guerre psychologique »* menée par l'ennemi au sein des unités.

Facteur négatif, certes, mais qui peut inciter Phom-Penh et ses alliés vietnamiens à penser eux aussi que le temps ne joue pas nécessairement en leur faveur.

JAMES BURNET.

ASEAN : Brunei, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Philippines.

EN VISITE A PARIS

Le ministre roumain des affaires étrangères souhaiterait que M. Mitterrand fixe la date de son voyage à Bucarest

Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Stefan Andrei, est arrivé, dimanche 11 novembre, à Paris pour une visite de trois jours. Lundi, il a eu des entretiens avec M. Cheysson et il devait être reçu mardi à l'Elysée par le président Mitterrand.

M. CHEYSSON COMMISSAIRE EUROPÉEN ?

Bruxelles *(AFP)*. – Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, s'est refusé à confirmer ou à démentir, lundi 12 novembre, à Bruxelles, les rumeurs selon lesquelles il serait bientôt nommé commissaire européen.

« On dit beaucoup de choses de moi », a répondu M. Cheysson aux journalistes qui l'interrogeaient en marge du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE. Paris devrait donner le nom du nouveau commissaire français au conseil européen de Dublin, les 3 et 4 décembre prochain a ajouté le ministre français.

Selon certaines rumeurs, M. Cheysson, soixante-quatre ans, serait nommé prochainement à l'un des deux postes qui reviennent à la France au sein de la commission de Bruxelles. Paris a déjà nommé M. Jacques Delors, ancien ministre français de l'économie et des finances, pour occuper le premier poste français, et les dix gouvernements de la CEE sont convenus que M. Delors sera président de la commission, en remplacement de M. Gaston Thorn, luxembourgeois.

[A Paris, dans les milieux autorisés, on se refuse à démentir les rumeurs faisant état d'un départ de M. Cheysson du Quai d'Orsay, où il serait remplacé par M. Roland Dumas. Ce départ n'est cependant pas prévu pour les prochains jours, puisque M. Cheysson devrait effectuer la semaine prochaine une visite officielle aux Etats-Unis.]

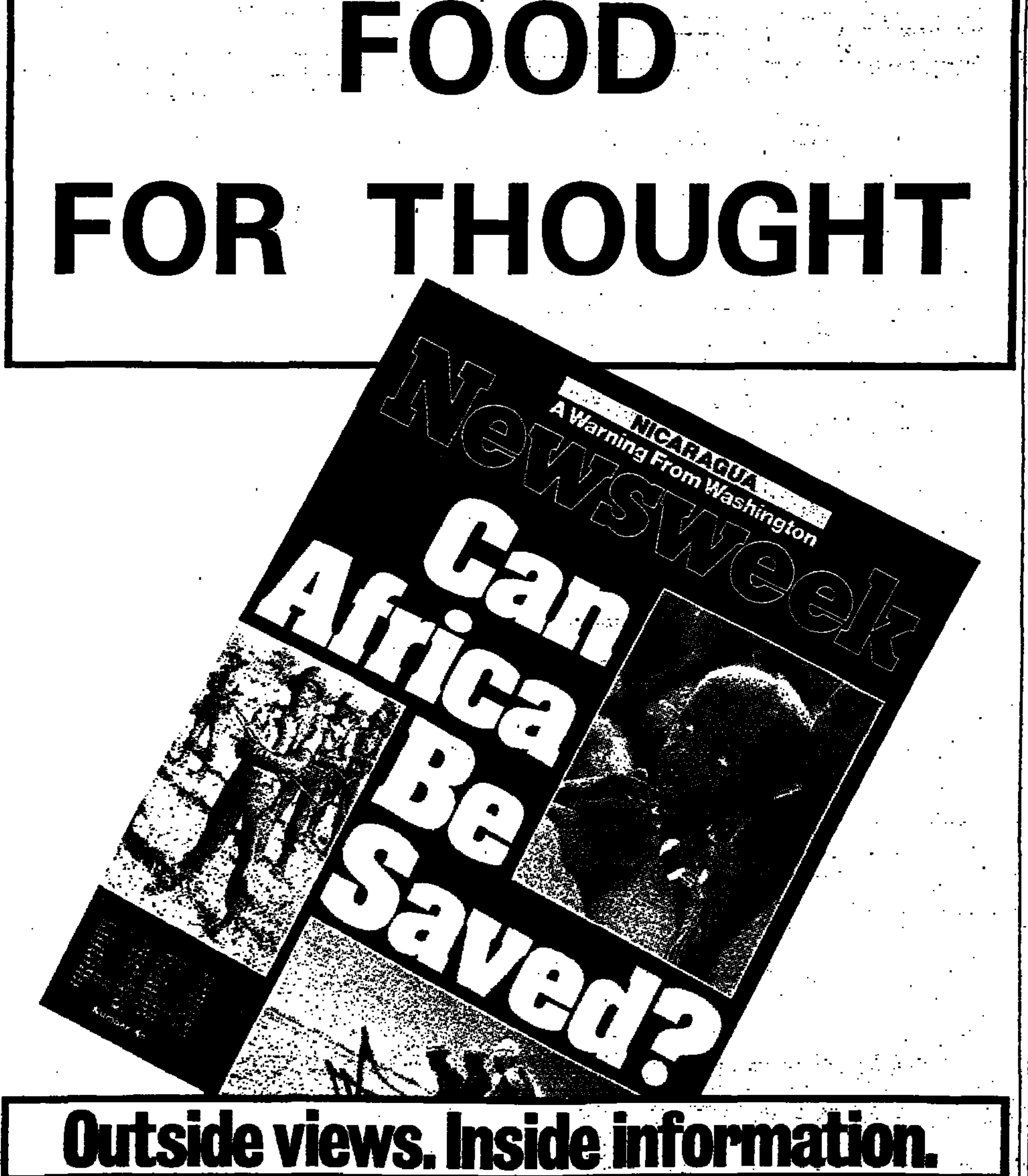
M. Andrei terminera, jeudi en Corse, sa visite en France.

La venue à Paris de M. Andrei fait partie des entretiens réguliers entre les chefs de la diplomatie française et roumaine. Mais, cette fois, le ministre des affaires étrangères de Bucarest voudrait bien rentrer chez lui avec la date du voyage que M. Mitterrand doit faire en Roumanie et qui a été remis à plusieurs reprises. Il n'est pas certain qu'il obtienne entièrement satisfaction, même si le premier trimestre de l'année prochaine est envisagé. A la même période, le président de la République devrait se rendre en Bulgarie.

Au cours du déjeuner offert lundi en l'honneur de M. Andrei, le ministre des relations extérieures a, en tout cas, rappelé que la *« qualité des rapports »* entre les deux pays dépendait du respect des droits de l'homme, allusion aux différentes « affaires » qui ont assombri les relations avec Bucarest, ces dernières années. Il a, d'autre part, déploré les difficultés rencontrées dans les domaines culturel et économique.

Dans sa réponse, le ministre roumain a répété la position, désormais classique, de son pays sur les euromissiles. Il a réclamé le démantèlement de tous les missiles américains nouvellement installés en Europe occidentale et il s'est prononcé pour la suppression des « contre-mesures » arrêtées par les Soviétiques.

[Cette fausse symétrie, utilisée également par Moscou, laisse de côté le problème soulevé par l'installation des SS-20. Dans un aparté, M. Andrei a d'ailleurs considéré que la question du déploiement des SS-20 et des euromissiles américains était celle *« de la poule et de l'œuf »*, ce qui revient à prendre quelques libertés avec la chronologie. Il a expliqué que les SS-20 n'étaient que la version modernisée des vieilles fusées soviétiques SS-4 et SS-5.]. – D. V.



A TRAVERS LE MONDE

Djibouti

• LIBERATIONS. – Neuf détenus politiques d'ethnie Afar emprisonnés depuis août 1983 pour atteinte à la sécurité de l'Etat ont été libérés récemment à Djibouti, a-t-on appris lundi de source autorisée. Les neuf hommes étaient accusés d'avoir participé à une vague d'attentats meurtriers commis au lendemain de l'indépendance entre 1977 et 1979. – *(Reuter.)*

Irak

• M. TARIK AZIZ A WASHINGTON. – M. Tarik Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, se rendra à Washington le 19 novembre, a annoncé le représentant diplomatique irakien à Washington. Les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques officielles depuis leur rupture par Bagdad après la guerre israélo-arabe de 1967, mais Washington a fait savoir qu'il était favorable à leur reprise. Durant son récent séjour au Proche-Orient, le secrétaire d'État adjoint, M. Richard Murphy s'est rendu à Bagdad. – *(Reuter).*

Jordanie

• LA PROCHAINE RÉUNION DU « PARLEMENT » PALESTINIEN. – Une commission spéciale, composée de M. Arafat et de trois membres du comité exécutif de l'OLP, adressera les invitations aux membres du Conseil national palestinien (« Parlement ») pour se réunir à Amman le 22 novembre. Cette procédure – choisie après le refus exprimé lundi 12 novembre, à Damas, par le président du CNP, M. Khaled-El-Fahoum, de convoquer l'Assemblée, – est prévue par le règlement intérieur du CNP. Il porte, en effet, que la réunion du CNP peut être décidée au cas où le quart de ses membres en expriment la demande par écrit. 230 membres environ du CNP auraient déjà donné leur accord. *(AFP.)*

Liban

• GRÈVE ISLAMO-CHRÉTIENNE au Sud. – La grève générale lancée par le mouvement chiite Amal a été largement suivie lundi 12 novembre dans tout le Liban-du-Sud, y compris – et pour la première fois – dans les localités chrétiennes de la région de Saïda, pour protester contre l'occupation israélienne et la récente arrestation de cinq responsables d'Amal. Le chef de ce mouvement, M. Berri, avait invité les dizaines de milliers de chrétiens qui vivent dans cette région à être partie prenante de ce mouvement de protestation. – *(AFP.)*

Syrie

• LES FONCTIONS DE M. RIFAAT EL-ASSAD. – M. Rifaat El-Assad, l'un des trois vice-présidents syriens et frère du président Hafez El-Assad, a été chargé des problèmes de sécurité nationale par un décret présidentiel publié au *Journal officiel* paru samedi 10 novembre à Damas. Aux termes du décret, M. Rifaat El-Assad est chargé de poursuivre l'application de la politique de sécurité décidée par le parti Baas (au pouvoir). M. Rifaat El-Assad se trouve depuis le 1er juin hors de Syrie. A cette date il s'était rendu en mission officielle en Union soviétique. Depuis lors il vit entre la Suisse et la France. – *(AFP).*

Turquie

• APPEL EN FAVEUR D'UN JOURNALISTE. – L'Institut international de la presse (IPI) a demandé lundi 12 novembre au premier ministre turc de faire libérer et de laisser partir aux Etats-Unis le journaliste turc M. Ismet Ismet, correspondant à Ankara de l'agence internationale de presse américaine UPI, accusé de *« participation à un groupe armé »*. La condamnation du journaliste, la semaine dernière, à quatre ans et deux mois de prison et à seize mois d'exil intérieur *« ne peut qu'être considérée comme une persécution politique et un avertissement aux citoyens turcs de ne pas travailler pour les médias étrangers »*, écrit M. Galliner, le directeur de l'IPI, qui siège à Londres et à Zurich et qui regroupe un grand nombre de responsables de journaux occidentaux. – *(AFP.)*

Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« de la nourriture pour l'esprit ? »

AFRIQUE

Un continent à la dérive

(Suite de la première page.)

Henry Kissinger avait pourtant déclaré, il y a dix ans, devant la conférence mondiale de l'alimentation, comme vient de le rappeler avec cruauté le *Financial Times* : « *Pour la première fois nous avons les moyens techniques de libérer l'humanité du spectre de la faim. Nous devons donc nous engager (...) à ce que, dans dix ans, aucun enfant ne se couche en ayant faim...* » Engagement évidemment non tenu : la sous-alimentation tue chaque jour, à l'heure qu'il est, des milliers d'enfants dans une quarantaine de pays dits pudiquement « *moins avancés* ». Et c'est à 700 millions que s'élève le nombre de nos « frères » humains qui ne mangent pas à leur faim.

Juge de la vie et de la mort...

De ces quarante pays, vingt et un se trouvent en Afrique. L'ampleur du drame aurait dû suffire à en faire le thème principal, sinon unique, du vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est ouvert, lundi 12 novembre, à Addis Abeba, capitale d'une Ethiopie où la sécheresse a provoqué une famine plus grave encore que celle de 1973. Le contraste entre l'étendue des misères à soulager et les moyens dont disposent, sur place, les organisations d'entraide y est tel qu'une jeune infirmière allemande, citée par le *Spiegel*, a pu écrire, accablée, qu'elle était devenue comme un juge de la vie et de la mort. Aujourd'hui, elle ne juge plus : elle a été faite prisonnière par les guérilleros du Tigré.

Les représentants des Etats affamés, qui mangent eux-mêmes à leur faim, n'en donnent pas moins, le plus souvent, la priorité à des problèmes réputés politiques, quand ce n'est pas tout simplement aux « affaires » : on sait depuis longtemps que la misère engendre facilement la corruption. L'essentiel du dernier « sommet » de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest n'a-t-il pas été consacré à demander à l'un des plus brillants esprits du continent noir, Mohammed Diawara, ancien président du Club de Dakar, des explications, qu'il n'a pu fournir, sur la façon dont se sont évaporés 6,4 milliards de francs CFA alloués au fonds de solidarité et d'intervention de la communauté ?

Si l'organisation qui se prétend de l'Unité africaine méritait son nom, elle mobiliserait ses 513 millions de ressortissants au service des actions concertées nécessaires pour vaincre le fléau de la sécheresse et mettre les grandes puissances en face de leur devoir d'assistance. Mais cette unité, qui fut le grand rêve du ghanéen Nkrumah et de l'empereur Hailé Sélassié, n'existe guère plus que celle des nations réputées « unies ». La nature, il est vrai, ne l'a guère encouragée. Comme l'écrit si bien Joseph Ki-Zerbo, dont l'érudition et le souffle lyrique font le Michelet de l'Afrique : « *Trois déserts se chargent d'aggraver l'isolement extérieur par un cloisonnement interne. Au Sud, le Kalahari. Au Centre, le « désert vert » de la forêt équatoriale, redoutable refuge dans lequel l'homme luttera pour s'imposer. Au Nord, le Sahara, champion des déserts, immense filtre continental, océan fauve (...) qui dissocie le sort de la zone méditerranéenne de celui du reste du continent* » (3).

A ce premier handicap, les conquérants ne se sont pas privés d'ajouter. Pour citer encore Ki-Zerbo, « *après les lions, on a découvert les mines si profitables et, par la même occasion, les « tribus indigènes » qui en étaient propriétaires, mais qui furent incorporées elles-mêmes à leurs mines comme propriétés des nations colonisatrices* ». Le malheur particulier de l'Afrique réside dans le gouffre qui sépare la poignante pauvreté de ses populations, longtemps décimées par la traite et par la maladie, et les richesses dont son sous-sol regorge. Pour éviter que de nouveaux impérialismes, une fois disparus les empires coloniaux, ne se disputent ces trésors, Nkrumah suppliait qu'au combat pour la « *libération* » et pour « *l'indépendance* » s'ajoutât celui pour « *l'unité* » : mais ce combat-là a été perdu.

Non seulement les Etats unis d'Afrique, dont il rêvait, n'ont pas vu le jour, non seulement l'adhésion de tous les pays du continent au non-alignement s'accommode dans bon nombre de cas d'un alignement de fait sur Washington ou sur Moscou, mais aucun regroupement régional n'a débouché sur des structures économiques et politiques vraiment efficaces. Pour n'en donner qu'un exemple, les seize pays de l'Ouest africain, qui avaient conclu, en 1982, un accord sur la libéralisation des échanges, ont dû en suspendre l'application jusqu'à ce que les plus pauvres d'entre eux aient pu quelque peu redresser leur situation.

Fantastiquement morcelé

La triste vérité, c'est que le continent est fantastiquement morcelé, balkanisé. Il n'y a pas une Afrique, mais cinquante (4), dont un petit nombre seulement disposent d'un véritable Etat, avec ce que cela signifie de conscience nationale, d'administration et de ressources propres. La colonisation n'avait fait que superposer ses structures administratives « made in Europe » aux particularismes ethniques ou religieux. Lorsqu'elle a pris fin, les gouvernements africains, qui ne disposaient ni de structures politiques de rechange ni, dans la plupart des cas, du personnel nécessaire pour les créer et les faire vivre, se sont persuadés que tenter de redessiner les frontières pour prendre en compte ces réalités-là ne pourrait manquer de conduire au chaos. Ils ont donc décidé à l'unanimité, le 21 juillet 1964, de respecter les tracés existants au moment où ils avaient accédé à l'indépendance.

C'est ce qui explique, par exemple, que les Ibos chrétiens du Biafra, soulevés de 1967 à 1969 contre le gouvernement du Nigeria, aient trouvé, à part la Côte-d'Ivoire et le Gabon, si peu de soutiens à l'extérieur. Il n'en reste pas moins que, dans la plupart des pays du continent, on ne compte pas les coups d'État et les guerres civiles qui se sont produits au cours de ces vingt dernières années, et que les attachements ethniques ou confessionnels les expliquent au moins autant que les considérations proprement politiques. Parlant du drame d'un pays qui ne s'appelait pas encore Zaïre, Paul-Henri Spaak aimait à répéter que le Congo était encore « *au stade préidéologique* ». C'est vrai, de bien d'autres pays à moins de ranger le fondamentalisme musulman, qui se manifeste en tant d'endroits, au nombre des idéologies.

Le moins qu'on puisse dire est que les deux superpuissances n'en sont apparemment pas convaincues, puisqu'elles n'ont que trop tendance à apprécier la situation en termes de guerre froide.

Ce qui se passe en Ethiopie, pourtant, devrait suffire à leur montrer la fragilité de cette approche. Les Erythréens se battent avec autant d'acharnement aujourd'hui contre le pouvoir marxiste-léniniste, soutenu par Moscou, La Havane et Aden, du président Mengistu, qu'ils le faisaient hier contre celui du Négus, soutenu par les Etats-Unis et par Israël. La Somalie, qui se réclamait, elle aussi, du marxisme-léninisme prosoviétique, mais qui revendique l'Ogaden, province éthiopienne essentiellement peuplée de Somalis, a rompu avec l'URSS. Ce qui n'empêche pas celle-ci de poursuivre avec constance ses efforts pour susciter un regroupement, sous sa houlette, de la corne de l'Afrique en espérant — ce que paraît indiquer son rapprochement actuel avec le Yémen du Nord — le compléter par une opération similaire de l'autre côté de la mer Rouge. L'affaire des mines introuvables mouillées dans cette même mer rouge, qui a défrayé l'été dernier la chronique, et telle ou telle tentative de déstabilisation du régime de Mogadiscio, coupable de trop flirter aujourd'hui avec Washington, sont à inscrire dans cette perspective.

Ce ne sont pas là les seuls conflits que connaît aujourd'hui l'Afrique et qui font qu'elle compte plus de quatre millions de réfugiés répartis entre la plupart des pays du continent. Si celui du Tchad se trouve, au moins provisoirement, apaisé, la guerre sévit de plus belle entre le Maroc et le Front Polisario soutenu par l'Algérie, et elle vient de provoquer le retrait de Rabat de l'OUA. L'accord, à bien des égards surprenant, qu'il vient de conclure avec Hassan II ne suffit pas à garantir que le bouillant colonel Kadhafi est désormais assagi ; on ne voit pas pourquoi, par exemple, il renoncerait à appuyer les maquisards du Sud-Soudan, qui sont repassés depuis quelques mois à l'attaque contre son vieil ennemi, le général Nemeiry, protégé des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite : et l'on se bat un peu partout en Afrique australe, y compris dans ce Zimbabwe où l'on s'était trop pressé de célébrer la sagesse et le libéralisme de Robert Mugabé.

Ces luttes, généralement interminables, font surtout le bonheur des marchands de canons : 64 % des ventes d'armes dans le monde se font en direction des pays en voie de développement. « *Des pays déjà misérables*, constate un des meilleurs praticiens français de ces problèmes, l'ambassadeur Paul-Marc Henry, *s'enfoncent inexorablement dans des guerres de cent ans, comme l'Ethiopie qui n'a pratiquement pas un seul tracteur, mais dispose de plusieurs divisions blindées et d'une aviation sophistiquée* » (5).

Le temps n'est plus pourtant où les peuples les plus pauvres pouvaient espérer, en s'appuyant sur l'URSS comme sur une alliée naturelle, s'arracher à une misère imputable au moins pour partie à l'exploitation éhontée par l'étranger de leurs ressources. Le communisme est impuissant à arracher l'Ethiopie à la famine. Celle qui sévit au Mozambique a obligé le président — marxiste-léniniste — Samora Machel à signer avec la guérilla, soutenue par Pretoria, un accord de cessez-le-feu dont la supervision est confiée... à l'Afrique du Sud. Le pouvoir non moins marxiste-léniniste d'Angola, incapable de venir à bout des guérilleros de l'UNITA naturellement soutenus eux aussi par Prétoria, a dû se résigner à entrer en conversation avec un régime raciste dont la seule existence constitue un fantastique défi à l'égard de l'Afrique tout entière et qui multiplie actuellement les actions de répression dans les ghettos noirs.

Empêtré en Pologne et en Afghanistan, impuissant à résoudre son éternel problème agricole, embarqué dans une course aux armements de plus en plus épuisante, le Kremlin en serait-il venu à la conclusion qu'il n'avait pas les moyens de conserver la zone d'influence qu'il s'est créée en Afrique australe dans la foulée de la débâcle américaine au Vietnam ? L'enjeu était pourtant de taille puisque, comme chacun sait — ou devrait savoir — l'URSS, si elle parvenait à faire passer cette région sous son contrôle, disposerait de 98 % du platine, de 95 % du vanadium, de 90 % du manganèse et de 69 % du chrome de la planète.

Que de souffrances, que de sacrifices pour arriver à cet échec ! Il est grand temps de changer de cap. Après vingt ans d'indépendance, les dirigeants africains, parmi lesquels se trouvent quelques hommes de tout premier plan, ne devraient plus ignorer que seule l'affirmation de leur volonté unanime peut persuader le reste du monde de les aider à sauver l'Afrique.

ANDRÉ FONTAINE.

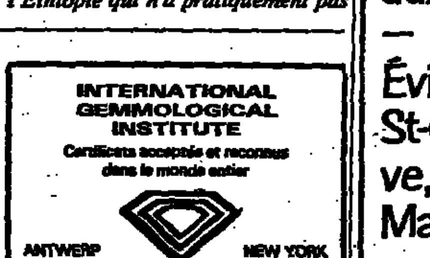
(Lire page 12 notre dossier sur la famine dans le monde.)

---

(3) Introduction du premier volume de *l'Histoire générale de l'Afrique*, publiée sous les auspices de l'UNESCO, Ed. Jeune Afrique — Stock — UNESCO, 1980.

(4) Voir Hervé Bourges et Claude Wauthier, *les Cinquante Afriques*, Seuil, 1979.

(5) *Actuel Développement*, mai-juin 1984.



AFRIQUE

L'EXTENSION DE LA GUERRE CIVILE AU TCHAD

Les maquisards sudistes renforcés par des rebelles au régime de Bangui ont pris d'assaut une ville centrafricaine

Bangui. — La guerre civile qui sévit dans le sud du Tchad depuis plusieurs mois, opposant les forces armées nationales tchadiennes (FANT) aux multiples groupes de commandos (Codos) rebelles, a changé de visage. Pour la première fois en effet, les maquisards ont lancé une action de guerre au-delà de la frontière tchadienne, en territoire centrafricain. Dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 novembre, la ville de Markounda a été prise d'assaut par un groupe d'éléments armés ayant franchis la frontière, et a été occupée pendant plusieurs heures. Selon les autorités de cette localité, qui n'est séparée du territoire tchadien que par la petite rivière Nanabarya, les assaillants étaient *« plusieurs centaines »*. Mais leur nombre réel, selon des sources dignes de foi, ne dépasserait pas une cinquantaine d'hommes.

Quatre responsables de la ville, dont le commissaire de police, ont été tués au cours de cette attaque qui s'est produite vers 5 heures du matin. Une unité de la garde présidentielle centrafricaine a été dépêchée sur place dès que la nouvelle a été connue à Bangui. Arrivée à Markounda dans la soirée de samedi, elle n'a rencontré aucune résistance, les rebelles étant réfugiés en territoire tchadien dès qu'ils ont appris que des renforts *« montaient »* de la capitale vers le Nord. Lors de l'attaque, une vingtaine de soldats centrafricains seulement se trouvaient dans la localité. L'enterrement des quatre victimes a eu lieu lundi matin à Bangui. Le même jour, une trentaine d'arrestations dans les milieux tchadiens de la capitale.

Plusieurs localités centrafricaines situées dans la zone frontalière ont réclamé l'envoi de forces de sécurité. C'est dans cette région que les réfugiés tchadiens, qui fuient la guerre civile, se sont fixés en masse depuis deux mois.

Pour les autorités centrafricaines, cet incident est d'autant plus inquiétant que cette incursion sur leur territoire semble avoir été menée conjointement par des rebelles tchadiens et des opposants au régime militaire de Bangui. Selon une source officieuse digne de foi, l'attaque a été facilitée par le fait qu'une partie *des assaillants s'étaient infiltrés* parmi les réfugiés tchadiens. Selon cette même source, il s'agissait,

De notre envoyé spécial

d'une part, de commandos du Moyen-Chari (les « codos rouges », commandés jusqu'à une date récente par le colonel Alphonse Kotiga) et, d'autre part, d'un groupe de Centrafricains se réclamant des généraux François Bozize et Alphonse M'Baikoua, respectivement anciens ministres de l'information et de la justice du gouvernement du président Kolingba. Ces deux officiers avaient été directement mêlés à la tentative de coup d'Etat du 3 mars 1982, fomentée par des partisans de M. Ange Patasse, chef de l'opposition à l'époque et responsable du MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain). Selon cette même source, les partisans armés des deux généraux réfugiés au Tchad seraient environ quatre cents.

Cette action concertée pourrait être une resurgence de la vieille revendication d'une partie des populations du Sud tchadien et du nord de la Centrafrique, issues du même ensemble ethnique, de créer une *« république du Logone »*. Ces éléments rebelles — tchadiens et centrafricains — seraient financés et armés par la Libye. L'attitude des populations centrafricaines du Nord à l'égard du général M'Baikoua est ambiguë, dans la mesure où, tout en désapprouvant son action, elles ne sont pas prêtes à faciliter l'arrestation de l'ancien ministre, originaire de cette même région.

Ce n'est pas la première fois, en revanche, que des Tchadiens en armes franchissent la frontière. Les FANT ont, en effet, exercé un « droit de suite » envers les « codos » à plusieurs reprises ces dernières semaines. En outre, il n'est pas rare que des éléments des forces gouvernementales de N'Djamena viennent se ravitailler en territoire centrafricain, notamment près de Moyenne-Sido, préfecture du département de l'Ouham. Ils le font toutefois sans armes et avec l'autorisation des autorités locales centrafricaines. D'autre part, selon certains témoignages recueillis à Bangui, le 25 octobre dernier, des éléments FANT stationnés en territoire tchadien auraient tiré sur des civils se trouvant *de l'autre côté de la rivière frontalière* Moyenne-Sido, tuant huit personnes.

Le problème du droit de suite des troupes tchadiennes sur le territoire de la RCA est complexe : en juin dernier, une commission mixte tchado-centrafricaine s'est réunie à Moundou (Logone occidental). A cette occasion, le chef de la délégation centrafricaine aurait donné son accord à la partie tchadienne pour que les FANT puissent effectuer de brèves incursions en RCA. Cet accord a cependant été dénoncé par un émissaire du président Kolingba dépêché auprès du président Hissène Habré. Il n'empêche que, depuis, plusieurs « bavures » se sont produites.

Le nombre des réfugiés tchadiens dans cette zone frontalière (entre Markounda et Gologosso) ne cesse de grossir. Selon le HCR (haut commissariat pour les réfugiés) de Bangui, dont une mission se trouvait sur place jeudi dernier, cette population comprenait 25 000 personnes. Depuis le 1er septembre, les Tchadiens passent la frontière au rythme de 400 par jour, en provenance, pour l'essentiel, du Moyen-Chari, notamment des zones de Sahr, Moissalah et Maro. Selon le HCR, ces populations fuient les combats qui se déroulent dans tout le département, notamment la répression organisée par les FANT, et ne sont en aucun cas des « réfugiés de la faim ».

Ils se sont installés un peu partout dans la brousse et les villages, et ne sont pas regroupés en camps.

Les réfugiés (surtout des femmes, Ddes enfants et des vieillards) ont raconté au représentant du HCR les multiples exactions commises par les FANT (assassinats systématiques, empoisonnement des puits, incendie des champs et des maisons). D'autre part, les civils ne peuvent plus se cacher comme auparavant dans la végétation d'herbes hautes, l'époque de la culture sur brûlis ayant commencé. Les dernières opérations de ratissage menées par les FANT remontent aux 5 et 6 novembre, ont indiqué les réfugiés.

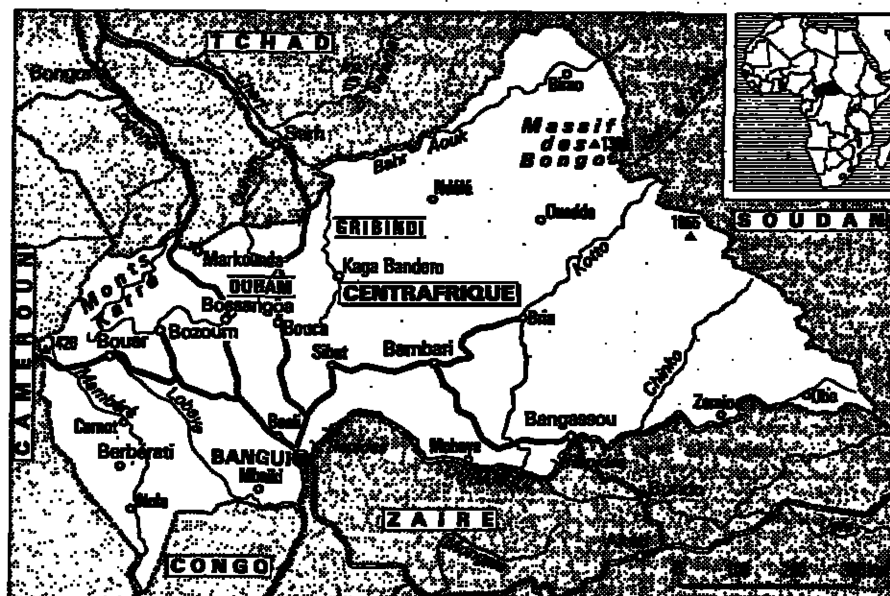
En République centrafricaine, leur situation est actuellement critique, sans être désespérée. Le HCR a, en effet, fait parvenir une centaine de tonnes de vivres aux réfugiés depuis la mi-septembre, ainsi *que des médicaments pour une valeur* de 5 000 dollars. L'attaque de Markounda devrait hâter l'opération de déplacement des réfugiés loin de la frontière tchadienne.

Avant même cet incident, les autorités de Bangui, en liaison avec le HCR, se sont préoccupées de choisir des sites à l'intérieur du pays pour mettre en sécurité les réfugiés. Trois lieux de regroupement ont été retenus : Fà (à 25 kilomètres de Kaga-Bandoro), Boya (à 20 kilomètres de Bouca) et Boubou (à 40 kilomètres de Bossangoa). La première localité se situe dans la préfecture de Gribingui, les deux autres dans celle de l'Ouham. Le HCR a fait appel à la SOCADA (Société centrafricaine de développement agricole), qui s'occupe de la commercialisation du coton, pour que celle-ci prête ses camions pour transporter les réfugiés. Le directeur de la SOCADA nous a cependant indiqué, samedi 10 novembre, qu'il ne pourrait accéder à cette requête, celle-ci intervenant au début de la saison cotonnière.

D'autres organismes internationaux doivent également venir en aide aux réfugiés. Le PAM (programme alimentaire mondial) va mettre à la disposition du HCR 200 tonnes de farine, et le gouvernement centrafricain a demandé à la FAO l'envoi de 2070 tonnes de vivres. Une antenne médicale centrafricaine devrait, d'autre part, se rendre dans la région de Moyenne-Sido.

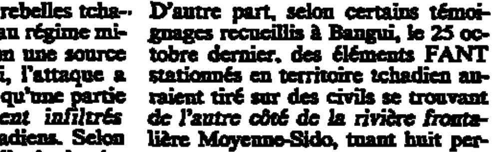
Jusqu'à présent, les autorités de Bangui n'ont mis aucun frein à l'accueil des réfugiés tchadiens sur leur sol. L'incident de Markounda pourrait cependant remettre en cause cette attitude.

LAURENT ZECCHINI.



A N'DJAMENA

La politique française est vivement critiquée à la veille de la session de la commission mixte



Les travaux de la commission mixte franco-tchadienne se déroulent ce mardi 13 et le mercredi 14 novembre à N'Djamena. Ils mettent notamment l'accent sur les actions à entreprendre dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'aide alimentaire et des infrastructures, a indiqué lundi le ministère français de la coopération.

Cette réunion est la première à se tenir depuis avril 1977. La commission mixte étudie la poursuite de certains projets dans les domaines de l'infrastructure (réhabilitation de la route N'Djamena-Abéché), de la santé (aide au fonctionnement des hôpitaux), des affaires culturelles (rénovation du centre culturel de N'Djamena). De nouveaux projets seront également étudiés, comme ceux portant sur la mise en irrigation de nouveaux polders, la réfection des bureaux de la présidence de la République, la relance des activités de l'Alliance française et la mise à la disposition du gouvernement tchadien de personnel médical qualifié.

La commission mixte doit, en outre, faire le point sur la coopération franco-tchadienne, régie par les accords signés à N'Djamena en mars 1976. Le ministère de la coopération indique que l'aide française au Tchad, qui *« n'a jamais été totalement interrompue en dépit des événements difficiles de ces dernières années »*, s'est *« considérablement développée en 1982 et 1983 »*.

M. Christian Nucci, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, préside la délégation française aux travaux de la commission mixte. Il doit s'entretenir avec le président Hissène Habré et se rendre dans le sud du pays, à Sahr, Banda et Moundou.

La radio nationale tchadienne, citée par l'AFP, a annoncé lundi matin l'intention des autorités de N'Djamena de profiter de la visite de M. Nucci pour demander à la France *« la preuve du retrait libyen »* du nord du Tchad.

De son côté, l'agence officielle tchadienne ATP lançait, à quelques heures de l'arrivée de M. Nucci, une violente diatribe contre les autorités françaises, accusées de vouloir, en affirmant leur certitude que les Libyens se sont retirés du Tchad, *« farder intentionnellement la vérité sur la situation du pays »*.

Jugeant le rôle de la force Manta *« incongru »* et lui reprochant d'avoir *« partagé le pays en deux zones d'influence »*, et permis à la présence libyenne de *« se consolider »* à l'abri d'une *« ligne rouge artificielle »*, l'agence affirme que *« les forces d'agression libyennes se trouvent dans leur totalité encore stationnées sur le territoire tchadien »*, et se préparent à une *« nouvelle agression »*.

LE VINGTIÈME SOMMET DE L'ORGANISATION A ADDIS-ABEBA

Le Maroc quitte l'OUA pour protester contre l'entrée de la République sahraouie

Le Zaïre suspend sa participation

Addis-Abeba. — Le plus inattendu du vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) aura peut-être été qu'il se soit réuni au jour et à l'heure dite, le lundi 12 novembre, à 17 h 50 (heure locale), soit avec seulement cinquante minutes de retard sur l'horaire prévu, après qu'eussent été levés en coulisse les obstacles majeurs qui auraient risqué de nuire au bon déroulement des travaux. Il fallait, à tout prix, rompre avec des comportements passés qui avaient fini par entamer la crédibilité de l'OUA.

D'entrée de jeu, on tenait donc pour quasiment acquises l'admission de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) comme membre à part entière et la nomination de M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien, comme président en exercicie de cette conférence. Même l'incident de parcours final — le départ du Maroc et le retrait provisoire du Zaïre — n'ont surpris personne. On ignorait seulement à quel moment de la séance inaugurale il avait été « programmé ». Certains escomptaient un *« éclat »* de la Libye. Il ne s'est pas produit.

La veille au soir, le comité de mise en œuvre des résolutions du sommet de juin 1983 sur le Sahara occidental avait adopté, à l'unanimité de ses six membres (1), un rapport accablant pour le Maroc, tenu pour responsable du blocage des négociations. Il avait demandé à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement d'en tirer, *« dans sa sagesse habituelle »*, les conclusions qui s'imposent. On pouvait déjà imaginer que Rabat avait perdu la partie.

M. Nyerere élu président

Sur l'autre sujet épineux à l'ordre du jour — celui du Tchad — la délégation du GUNT avait publié, le matin même, un communiqué pour inviter l'OUA à ne pas laisser siéger *« le prétendu gouvernement de N'Djamena »* et à se refuser ainsi à *« légitimer un pseudo-régime d'autant plus belliqueux qu'il est moribond »*. Simple baroud d'honneur.

A l'heure dite, comme si de rien n'était, la délégation sahraouite, conduite par M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD, faisait son entrée dans la salle des séances de « l'Africa Hall » et prenait place entre ses pairs du Rwanda et de Sao Tome et Principe. De son côté, la délégation marocaine, dirigée par M. Reda Guedira, principal conseiller du roi Hassan II, s'installait à son pupitre. Les deux adversaires siégeront ainsi, non loin l'un de l'autre, pendant trois heures et demie. Une « première » et... une dernière !

En lever de rideau, une minute de silence à la mémoire de Sekou Touré et d'Indira Gandhi. Puis, après quelques mots de bienvenue, le lieutenant-colonel Menguistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et président sortant de l'OUA, invitait son homologue burundais, le colonel Jean-Batiste Bagaza, à lui répondre au nom de tous. C'était là une manière de « faire une fleur » à celui qu'il avait contraint un peu cavalièrement à repousser, à la mi-décembre, pour les besoins de la *cause panafricaine, la réunion du* sommet franco-africain, prévu de longue date à Bujumbura à la mi-novembre.

Puis, après l'intervention de M. Sam Nujoma, président de l'Organisation du peuple sud-ouest africain (SWAPO) qui s'exprimait au nom des mouvements de libération, c'était au tour de M. Xavier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de prendre la parole. Dans son tour d'horizon, celui-ci invitait les pays riches à combattre les effets dramatiques de la sécheresse en Afrique : *« Une question de justice, non pas de charité. »* Il plaidait pour la création, au sein de la Banque mondiale, d'un *« fonds spécial pour l'Afrique »* et jugeait *« encourageant »* le retrait des troupes étrangères du Tchad.

Après le long compte rendu de mandat de M. Menguistu, il appartenait à M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien, de soumettre à ses pairs, pour la présidence, le nom

De notre envoyé spécial

de M. Nyerere, l'un des père-fondateurs de l'OUA. Il demandait à celui-ci de mener à bien la « convalescence » d'une organisation qui sort de maladie et qui doit, maintenant, récupérer ses forces.

Elu par acclamations, M. Nyerere dénonçait alors, dans une intervention longue et « musclée » l'égoïsme des pays riches qui cherchent à *« maintenir leur contrôle politique et économique »* sur les pays pauvres. *« Nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir »*, affirmait-il, proposant notamment à son auditoire de faire front commun face aux exigences des organisations financières internationales comme le FMI.

A propos de la Namibie, le *« mwalimu »* (le maître d'école), s'opposait à toute nouvelle concession et renouvelait son engagement de lutter, plus fermement que jamais, contre l'apartheid. *« Il ne faut pas traiter l'Afrique du Sud comme un membre respectable de la communauté internationale »*, insistait-il, conseillant à ses pairs de ne pas entamer de dialogue avec le régime de Pretoria. Si d'aucuns, comme le Mozambique, s'y sont risqués, *« c'est par nécessité*, a-t-il dit, *pour assurer leur survie »*.

Ce discours-programme laisse clairement deviner dans quelle direction le « projecteur » devra, désormais, être braqué, à savoir l'économie et l'Afrique australe, puisqu'aux questions du Sahara occidental et du Tchad, qui avaient, jusqu'alors, mobilisé l'attention et épuisé l'énergie de l'OUA, des réponses ont été apportées avec l'admission de la RASD et le retrait des troupes françaises et libyennes. Réponses fragiles et incomplètes néanmoins qui peuvent peut-être ne représenter pour l'Organisation panafricaine qu'un ballon d'oxygène.

C'est, en tout cas, le sentiment du Maroc qui avait attendu que l'ordre du jour ait été épuisé pour demander, *in fine*, la parole. En guise d'entrée en matière, M. Guedira présentait à M. Nyerere ses *« sincères félicitations »* pour son élection. Puis, remontant dans le passé, il affirmait que la présence du drapeau chérifien sur le sol saharien était *« conforme à l'histoire et à la loi internationale »*. Il reprochait à l'OUA de renier ses propres décisions et de mettre en cause sa crédibilité en invitant la RASD à siéger en son sein.

M. Guedira donnait enfin lecture d'un message du roi Hassan II dans lequel celui-ci évoquait le mandat que son peuple lui avait confié de sauvegarder l'intégrité territoriale du pays, et concluait : *« Voilà, et je le déplore, l'heure de nous séparer (...). L'absolu est à Dieu. En attendant des jours plus sages nous vous disons adieu et nous vous souhaitons bonne route avec votre nouveau partenaire (...). Un jour l'histoire mettra sa montre à l'heure. »*

Comme on s'y attendait, le Zaïre, par la voix de son ministre des affaires étrangères, faisait chorus avec le Maroc. Son représentant accusait ses collègues — d'accueillir *« un Etat fantôme et de violer ainsi la charte de l'Organisation »*. Il annonçait alors la décision de son pays de « suspendre » sa participation tout en restant membre. Sur un ton bonhomme, sans réagir à ces départs, probablement pour ne pas dramatiser l'affaire, M. Nyerere invitait ses pairs à repsendre leurs travaux le lendemain matin à 10 heures et, dans l'immédiat, à se rendre à la réception que le chef de l'Etat éthiopien offrait en leur honneur.

Dernier acte, au pied du grand escalier de l'Africa Hall. La délégation marocaine, forte d'environ cent quarante personnes dont beaucoup, étaient à dessein, originaires du Sahara, raccompagnait M. Guedira à sa voiture scandant en arabe *« le Sahara est marocain et le restera »*. Les quelque trente chefs d'Etats et de gouvernement, un peu interloqués par cette manifestation « spontanée », attendaient que le calme revienne avant de s'engouffrer dans leurs limousines.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Ethiopie, Guinée, Mali, Sierra-Leone, Soudan, Tanzanie. Le Nigéria s'était, récemment retiré du comité.

● *Appel à l'OUA des parents d'un Français enlevé au Soudan.* — Les parents d'Yves Parisse, l'un des deux techniciens français enlevés au Soudan il y a neuf mois, ont lancé, lundi 12 novembre, un appel solennel au président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour qu'il intervienne en faveur de la libération de leur fils et de son compagnon d'infortune, Michel Dupire. MM. Parisse et Dupire ont été enlevés dans le sud du Soudan, le 10 février, par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS, opposition armée au régime Nemeiry). Cette dernière exige une « compensation » de 30 millions de francs pour la libération des deux hommes.

M. Julius Nyerere ou le « socialisme à l'africaine »

Austère, d'allure frêle sous ses cheveux grisonnants, promoteur d'un socialisme à l'africaine fondé sur l'« auto-indépendance », chantre de l'unité du continent, traducteur de Shakespeare en swahili, M. Julius Nyerere est un des plus anciens chefs d'Etat au pouvoir en Afrique. Il avait conduit son pays à l'indépendance sans effusion de sang, en décembre 1962, et était devenu le premier président de la République du Tanganyka en 1962. Deux ans plus tard, il réalisait de manière « musclée » l'union avec l'île de Zanzibar, l'ensemble prenant le nom de Tanzanie.

Fils d'un chef wanaki, né en *1922 dans une famille de vingt-six enfants dans la région du lac* Victoria, converti au catholicisme, M. Nyerere fut le premier étudiant tanganykais à s'inscrire dans une université britannique à Edimbourg. Instituteur, il s'engage dans la politique en 1953 et prend la tête de l'association africaine du Tanganyka, dont il fera un mouvement politique efficace, la Tanganyka African National Union.

Après l'indépendance, il élabore, en 1967, la « déclaration d'Arusha », charte du socialisme tanzanien, synthèse des concepts marxistes, de la tradition familiale africaine et du personnalisme chrétien. Ce socialisme agraire prône le développement communautaire à partir des ressources locales, le progrès dépendant, selon lui, de l'effort des citoyens unis. Cette vision, qui allie le réalisme à la réflexion, a valu à son auteur, pionnier du non-alignement, un grand prestige international, mais n'a pas empêché l'économie tanzanienne de tomber dans un état de délabrement.

M. Nyerere est aussi considéré comme le « tombeur » du tyran Idi Amin Dada, ancien président de l'Ouganda voisin, qu'il avait fait chasser de Kampala. Adversaire résolu du régime de Pretoria, il fait partie des animateurs des pays de la « ligne de front » qui font face à l'Afrique du Sud et est considéré comme un des chefs d'Etat les plus soucieux de *« l'honneur de l'Afrique »*. Il a admis toutefois n'avoir pas « pleinement accompli » la mission qu'il s'était fixée en 1962 de venir à bout de la pauvreté, de la faim, de la maladie et de l'ignorance.

UN COLLOQUE A PARIS

La RASD et l'Etat de droit

Les camps de réfugiés sahraouis installés dans la région de Tindouf ne ressemblent plus guère aujourd'hui à ce qu'ils étaient au début du conflit en 1975-1976. L'organisation sociale (écoles, hôpitaux, structures administratives) et politique (division en départements et arrondissements) s'est développée et structurée. Aussi, depuis deux ou trois ans, alors que la construction du « mur » marocain rendait les offensives militaires sahraouies plus aléatoires et que Rabat parlait de la *« fantomatique »* RASD, les dirigeants du Front Polisario ont-ils eu tendance à mettre l'accent sur *« la légitimité, la légalité et la représentativité »* de leur entreprise.

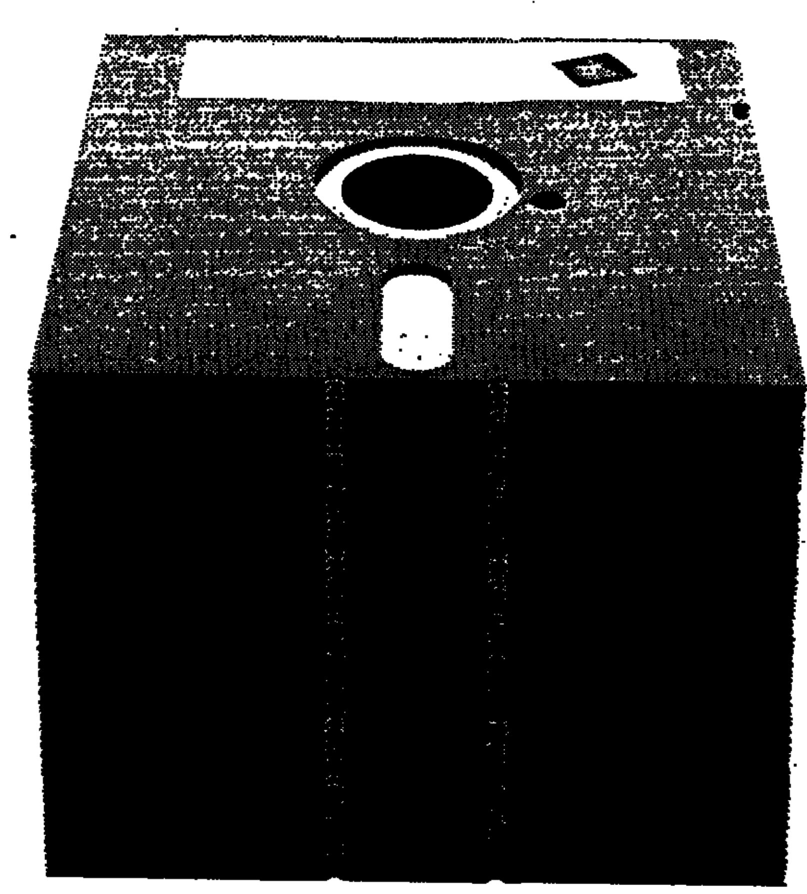
C'est pour soutenir cet effort que des juristes amis de la RASD, appartenant à une trentaine de pays, ont organisé un colloque à Paris, peu avant la tenue du sommet de l'OUA sur le thème : « Fondements juridiques et institutionnels de la RASD » (1). Outre l'argumentation juridique, qui ne manquera pas d'être contestée par les Marocains, des exposés très précis ont été faits sur la vie quotidienne et l'organisation sociale des Sahraouis. Les juristes ont, en conclusion, lancé un appel en faveur de *« la mise en œuvre complète des résolutions de l'ONU et de l'OUA sur le Sahara occidental et le respect total des principes du droit international »* et de la *« reconnaissance de la RASD par la communauté internationale »*. Enfin, un secrétariat international pour la reconnaissance de la RASD a été constitué.

PAUL BALTA.

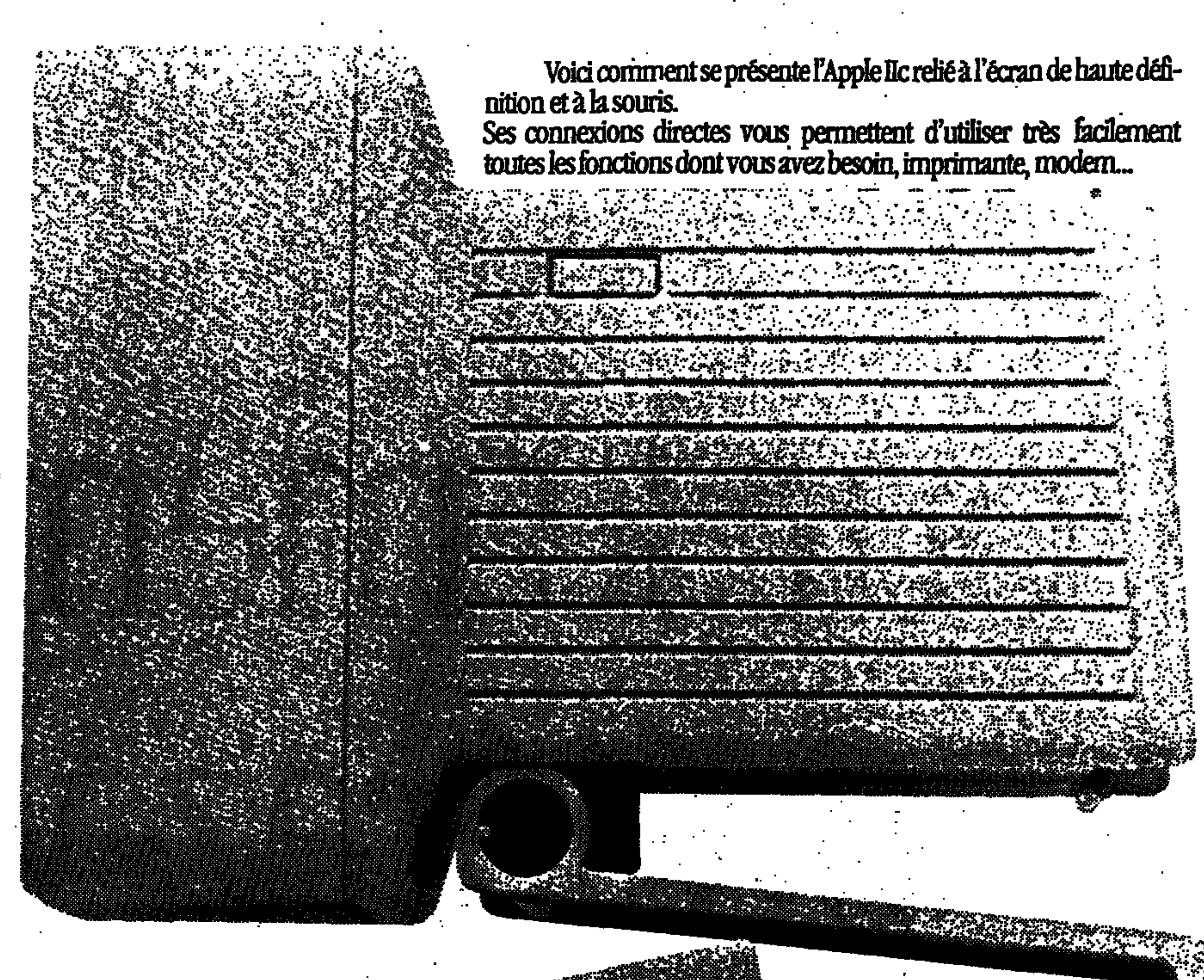
(1) Les actes du colloque — 195 p., 75 F — doivent paraître prochainement aux éditions L'Harmattan.

Les deux : beaucoup,

Un écran de haute définition délivrant une image parfaite de 80 caractères sur 24 lignes.



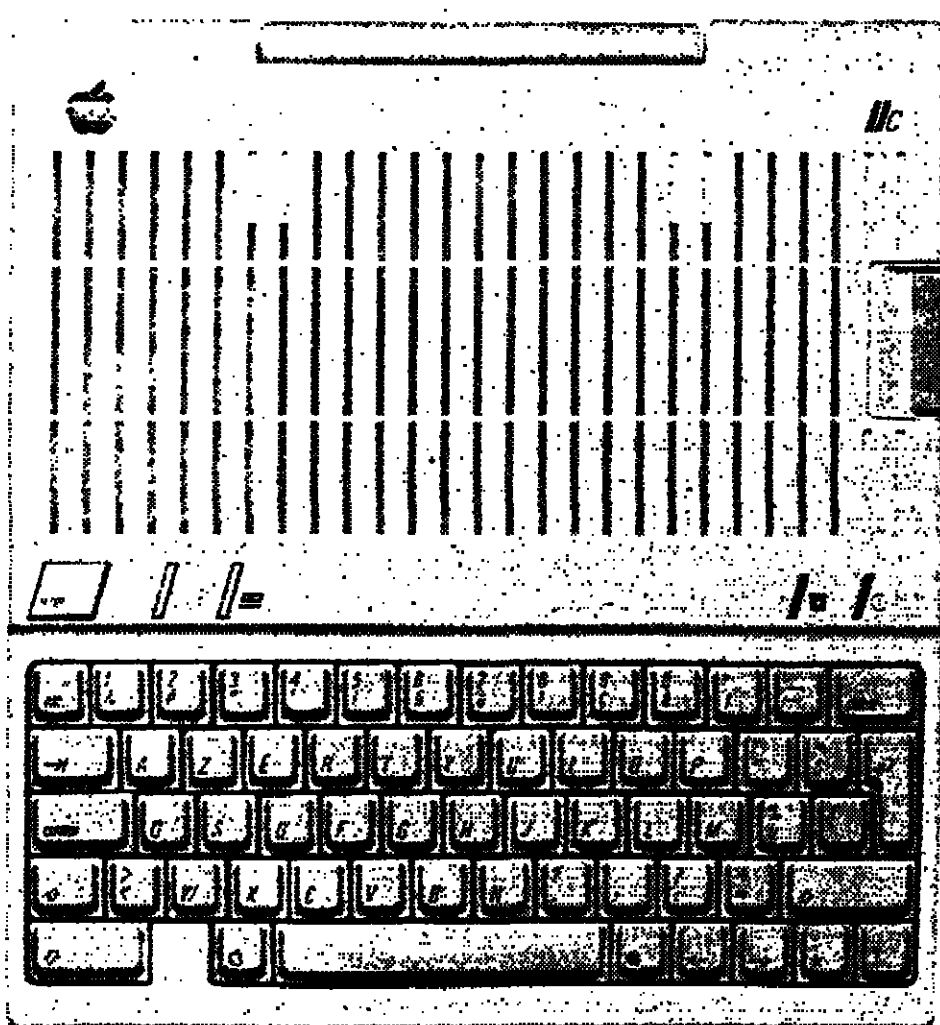
Voici comment se présente l'Apple IIc relié à l'écran de haute définition et à la souris.
Ses connexions directes vous permettent d'utiliser très facilement toutes les fonctions dont vous avez besoin, imprimante, modem...



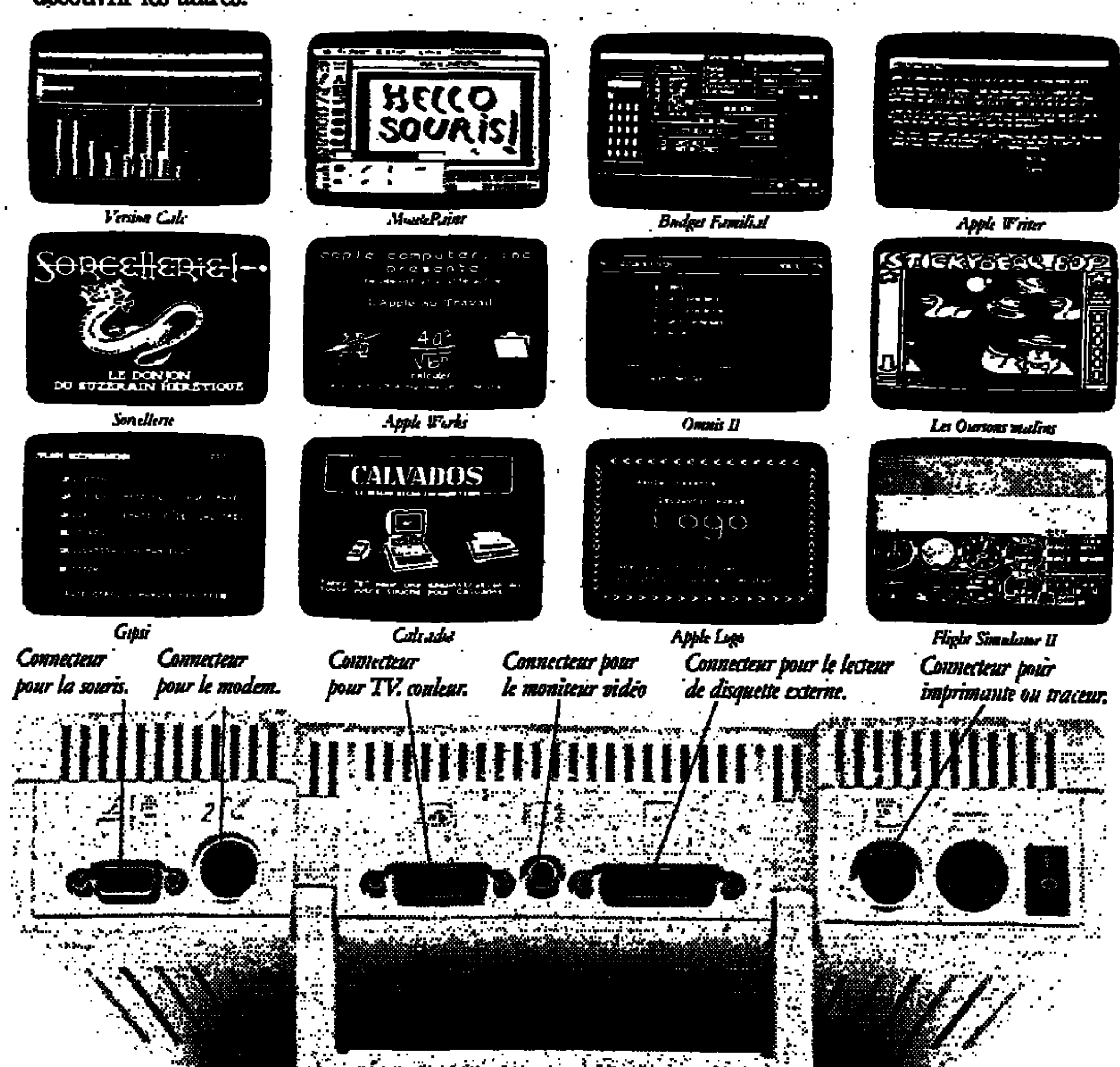
Une des plus grandes bibliothèques de logiciels au monde ; 16.000 programmes compatibles avec l'Apple IIe : jeux, traitement de texte, gestion de base de données, analyse financière, planification...

Bien que l'Apple IIc soit vraiment très petit, il est quand même un peu plus grand que sur cette photo.

Se servir de l'Apple IIc n'a rien de compliqué, il suffit presque de savoir tapoter à la machine. Pour que vous ne soyez pas dépaysé, Apple a confectionné un clavier de 63 touches de type AZERTY comprenant une accentuation complète Majuscules/Minuscules intégrée.



Voici 12 exemples de ce que vous pouvez afficher sur votre écran. 12 parmi 16.000 ! A vous de découvrir les autres.



هكذا من الأمل

Le Monde

dossier

LE POINT SUR...

La famine dans le monde

LA famine est redevenue une réalité pour des millions de personnes de la zone sahélienne de l'Afrique. Les causes en sont connues et, souvent, prévisibles : sécheresses prolongées, guerres, dégradation des éco-systèmes, mauvaise administration... En dépit des effets dramatiques de la sécheresse de 1973-1974, tout se passe comme si aucun plan global n'avait été prévu pour éviter une nouvelle catastrophe.

Dix ans plus tard, un million de personnes, en Ethiopie, sont menacées de mourir de faim. Des poches de famine existent dans des Etats de l'Afrique subsaharienne. On meurt également de faim dans le Nordeste brésilien et au Bangladesh. L'insécurité aidant, la disette sévit dans de nombreux autres pays, du Cambodge au Mozambique. Tandis que le Nord se satisfait de productions agricoles records, le Sud souffre, en règle générale, de malnutrition chronique.

En octobre, il aura fallu des images venues surtout d'Ethiopie, montrant des êtres en guenilles mourant le long des routes ou dans des centres de distribution insuffisamment pourvus, pour que l'opinion internationale s'émeuve et qu'un effort important soit entrepris pour sauver ceux qui pouvaient encore l'être.

Des centaines de millions de dollars ont ainsi été réunis pour envoyer des vivres à des populations désespérées. Une centaine d'avions et plusieurs centaines de camions ont été affectés à cette vaste opération de secours dans le Nord éthiopien. Des aides d'urgence ont également été fournies aux pays sahéliens d'Afrique occidentale et centrale.

Mais il reste que cette aide est tardive et qu'elle s'attaque beaucoup plus aux effets qu'aux causes. Sous-alimentation, malnutrition, carences médicales demeurent la règle dans le tiers-monde de cette fin du vingtième siècle, où les poches de développement sont encore bien peu nombreuses. L'expansion démographique menace de nombreux pays dont les ressources sont encore limitées. Bois et forêts sont détruits sans considération pour l'écologie. La désertification a également des causes humaines, et peu d'efforts sont entrepris, dans l'ensemble, pour enrayer ce mal du siècle.

Enfin, des genres de vie sont remis en cause, sans que rien ne soit sérieusement entrepris pour remplacer des « traditions » par un cadre de vie « moderne » acceptable. Dans l'hémisphère sud et dans les zones tropicales et équatoriales, l'environnement est saccagé, l'homme y subissant des bouleversements qui le conduisent directement vers les bidonvilles de cités inadaptées ou vers des camps dits de réfugiés. La famine actuelle offre un spectacle d'effroi. Mais que dire de l'avenir de populations qui, comme à Haïti ou au Bangladesh, semblent condamnées, peut-être pour des générations, à vivre dans la misère ? Au-delà des terribles images venues d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, on observe déjà un vaste phénomène de « clochardisation » dans plusieurs régions du tiers monde. La famine actuelle n'en est que l'aspect le plus aigu dans les zones les plus déshéritées.

Etats, organisations internationales et organismes non gouvernementaux font des efforts importants pour tenter d'atténuer les souffrances de quelque cent cinquante millions de personnes. Mais, quand le pire sera passé — et l'on parle déjà de centaines de milliers de morts dans les mois qui viennent, — tout porte à croire que les racines du mal demeureront, et que peu, au regard de ce qui devrait être entrepris, le sera effectivement.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique : un mal qui empire

La pénurie alimentaire qui affecte l'Afrique tient en quelques chiffres, mais demande à l'évidence plusieurs types d'explications ! C'est assurément sur ce continent que les problèmes, à cet égard, sont les plus graves puisque, sur les trente-huit pays recensés par le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO en 1984, vingt-six sont des Etats africains. Dans onze pays d'Afrique, la récolte de 1984 est terminée et s'annonce déjà inférieure à celle de 1983. Selon le programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies et de la FAO, la production alimentaire de l'ensemble du continent tombera vraisemblablement au-dessous de 100 kilos par habitant pour l'année 1984, alors que le besoin individuel est d'environ 145 kilos.

En effet, la pénurie alimentaire affecte toute la région qui, de Djibouti à Dakar, traverse l'Afrique d'est en ouest : elle « mord » jusqu'en zone équatoriale (le nord de la Côte-d'Ivoire et du Nigéria par exemple) et frappe gravement aussi certains pays situés au sud de l'Equateur tels que le Mozambique. En plusieurs points, par exemple, d'Ethiopie, du Soudan et du Tchad, où la guerre civile fait rage, c'est-à-dire où des facteurs politiques s'ajoutent aux éléments climatiques, la situation est dramatique. Mais il faut resituer ces cas dans le contexte de l'ensemble du continent noir.

Globalement, la production alimentaire a baissé en Afrique entre 1970 et 1980 de 10 %. Dans certains pays (par exemple en Angola, en Gambie, au Ghana, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et en Somalie) cette baisse atteint même 20 %.

Toutes les catégories de production sont touchées par cette diminution : aussi bien les *« cultures de rente »* (riz, maïs, arachide, tabac), qui rapportent aux pays d'Afrique les devises dont ils ont besoin, que les cultures vivrières, indispensables à l'alimentation quotidienne, telles que le mil et le sorgho.

Or la population, elle, évolue en sens inverse : selon les projections de la Banque mondiale et des Nations unies, la population du continent, qui était de 470 millions d'habitants en 1980, atteindra 850 millions en l'an 2000. Son taux de croissance dépasse 3 % par an, soit le taux le plus élevé de la planète. Si l'évolution actuelle n'est pas enrayée, le nombre des personnes sous-alimentées, qui dépassait déjà les 70 millions au milieu des années 70, approcherait les 100 millions en 1990 et 130 millions en l'an 2000.

Les causes de cette situation sont évidemment multiples, à commencer par les facteurs proprement climatiques. Toute cette zone est affectée par un déficit pluviométrique, en réalité ininterrompu depuis 1968, et dont la *« grande sécheresse »* de 1973 n'a constitué que l'apogée.

Ce déficit a provoqué un abaissement considérable, parfois un assèchement de la nappe phréatique (l'eau sous-terraine peu profonde, où s'approvisionnent les paysans), d'où aussi l'abaissement du niveau des fleuves. Ce dernier provoque à son tour des remontées d'eau de mer dans le lit des fleuves, ce qui stérilise les terres, normalement très fertiles, des berges. Ces remontées salines atteignent en certains cas plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur des terres.

S'ajoute à cela l'action du vent : chaque année le Sahara, le plus grand désert du monde, arrache au sol, et *« exporte »* 60 à 200 millions de tonnes de poussières (que l'on distingue du sable à leur diamètre, microscopique) et 10 à 20 millions de tonnes de sable.

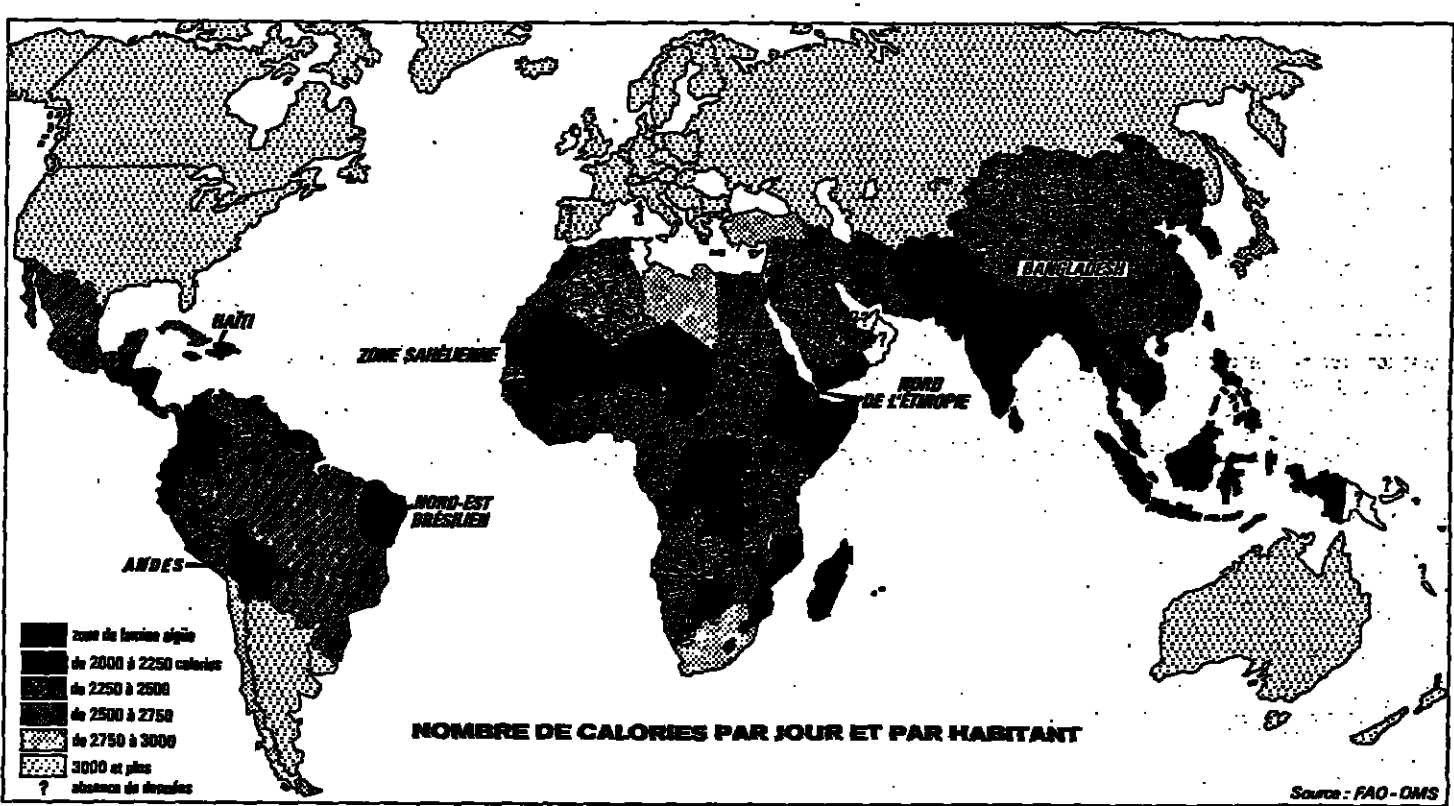
Ces phénomènes naturels sont bien entendu indissociables des facteurs proprement humains de la sécheresse et de la désertification. Celle-ci, qui affecte chaque année environ 1,5 million d'hectares sur les bordures du Sahara et progresse, alvéole par alvéole, de plusieurs kilomètres par an, est aussi due à la pression démographique elle-même, à l'extension des villes, à la quête effrénée de bois de chauffe, seule source d'énergie bon marché.

Restent enfin les facteurs politiques de la sécheresse et de la désertification, donc de la crise alimentaire qui frappe le continent. Dans le Sahel, les pluies ont, de tout temps, été irrégulières et violentes. La population l'a toujours su, qui avait trouvé un remède empirique à cette irrégularité : la transhumance. Les déplacements des hommes et de leurs troupeaux s'effectuaient traditionnellement sur des zones immenses. La balkanisation de l'Afrique, la monétarisation des rapports sociaux, l'extension des cultures de rente — le paysan doit cultiver pour vendre et non plus pour se nourrir — ont rendu ces migrations très difficiles et la jachère traditionnelle, ou mise au repos des sols, quasi impossible. D'où l'épuisement des sols, que ne peut compenser l'achat d'engrais modernes, trop onéreux.

D'une manière générale, l'agriculture, en Afrique, n'a pas, depuis vingt ans, fait l'objet d'investissements proportionnés à l'ampleur de la crise : la culture mécanisée et même la culture attelée y restent l'exception. Pour ne citer que cet exemple, 95 % des exploitations au Burkina (ex-Haute-Volta) fonctionnent à l'énergie manuelle.

C'est dans ces conditions que se pose le problème de l'aide alimentaire. Une aide que l'état archaïque des transports sur le continent noir, et la médiocrité des conditions de transport rendent très difficile à répartir.

CLAIRE BRISSET.



Asie du Sud : le plus de mal-nourris

Il y a dix ans, l'Asie du Sud était au centre des préoccupations mondiales. Une famine fit de 80 000 à 300 000 morts, selon les estimations, au Bangladesh, en 1974. Si un drame d'une telle ampleur n'est pas à craindre aujourd'hui, c'est cependant la région du monde qui compte le plus de pauvres et de mal-nourris. Aussi bien ces populations sont-elles particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles (sécheresse, inondations), venant rompre de fragiles équilibres écologiques et socio-économiques, et aux ruptures dans les approvisionnements en denrées alimentaires. La disette, qui a fait, après des inondations plus importantes que de coutume, plus de 1 100 morts au Bangladesh, de mai à septembre, n'est malheureusement qu'une tragédie banale, à l'échelle du sous-continent (*le Monde* du 27 septembre).

Les conséquences de ces crues seront toutefois prolongées et très graves pour les populations affectées (environ 5 millions de personnes bénéficient actuellement de programmes de secours) ; 6 millions d'hectares de cultures ont été endommagés, et cela sera sensible sur les ressources et la production dans les régions frappées (le nord-ouest du pays). A un déficit chronique de la production agricole alimentaire, il faut ajouter des pertes estimées à 1,5 million de tonnes de céréales pour l'année 1984-1985 (de juillet à juin). On s'attend que le Bangladesh importe pendant cette période 2,7 millions de tonnes de céréales (chiffre record), au titre de l'aide internationale (celle du Programme alimentaire mondial compte déjà pour 450 000 tonnes de blé) ainsi que par les canaux commerciaux. Les importations, qui se font actuellement au rythme de 250 000 à 350 000 tonnes de céréales par mois, permettent de reconstituer des stocks au niveau le plus bas. Leur distribution a coupé court au risque de famine et aux marches de paysans affamés et dépossédés vers les villes.

Si l'on excepte l'Afghanistan en guerre, le Bangladesh est le pays d'Asie où l'apport journalier de calories — 1952 — par habitant, comparé aux besoins, est le plus faible (84 %). Les estimations de niveau nutritionnel prêtent souvent à controverses. Les critères retenus ici par la Banque mondiale placent plusieurs pays asiatiques parmi ceux dont les populations prises globalement ont l'apport calorique le plus faible du monde : Inde, 1 906 calories par jour et par habitant et une couverture évaluée à 86 % des besoins ; Népal, 1 929 et 86 % ; Vietnam, 1961 et 90 % ; Laos, 1989 et 97 % ; Cambodge, 1 998 et 95 %. Les autres pays asiatiques présentent une meilleure situation — statistiquement parlant, — cela ne veut pas dire que les couches les plus pauvres de leurs populations ne connaissent pas des déficiences nutritionnelles plus ou moins fortes. Au Pakistan, par exemple, les officiels estiment, sans doute avec optimisme, que 2 % à 3 % seulement des adultes en milieu rural souffrent de malnutrition.

L'Inde, malgré un niveau de consommation moyen très faible, ne connaît pas de disettes à grande échelle depuis deux décennies. La production céréalière (blé et riz notamment) a atteint, en 1983-1984, 156 millions de tonnes. Ce résultat — le meilleur depuis cinq ans, — une politique de stockage (les réserves sont à un niveau record de 21,6 millions de tonnes), un système de distribution populaire relativement efficace, lui permettent de faire face à toute éventualité et d'enrayer les hausses de prix. Elle livre même du blé à l'URSS et du riz au Bangladesh.

La vulnérabilité des Bengalais est soulignée par une épidémie de choléra qui a fait plus de 350 morts au cours des dernières semaines. Il en faut plus peut-être, pour attirer l'attention sur cette région du monde. Et pourtant, plusieurs études scientifiques ont montré qu'il y existait des phénomènes préoccupants : en Inde, au Bangladesh, au Népal, le nombre de calories et de protéines consommées par habitant a tendance à diminuer et le déficit alimentaire, en conséquence, à augmenter ; ce déficit quantitatif est aggravé par un déséquilibre qualitatif : diminution, notamment, de la consommation de protéines d'origine végétale, en raison du fait que les cultures de rente ou de céréales ont pris la place de celles des traditionnelles légumineuses. Ces études relèvent également des inégalités et déséquilibres nutritionnels importants entre régions, entre villes et campagnes (en Inde, 56 % des consommateurs ruraux, mais 71 % des urbains souffrent de sous-nutrition), entre catégories sociales (en Inde encore, plus un agriculteur possède de terres, plus il consomme de calories et de protéines), mais aussi, au Bangladesh, entre sexes, entre parents et enfants d'une même famille. Dans ce pays, les femmes et les filles seraient désavantagées par rapport aux hommes et aux garçons, et leur malnutrition augmenterait la mortalité infantile.

Dans l'étude la plus complète faite à ce jour sur le problème alimentaire en Inde, Pierre Spitz écrit que *« le danger de famine occasionnelle et massive y persiste pour le cas où il y aurait deux ou trois sécheresses importantes et récoltes déficitaires successives »*. Là où le niveau de consommation est le plus faible et le déséquilibre nutritionnel le plus grand (1).

GÉRARD VIRATELLE.

(1) *Food Systems and Society in India*, United Nations research institute for social development (Genève).

Amérique latine : des zones circonscrites

En Amérique latine, il existe une seule région dont la situation corresponde, jusqu'à un certain point, à celle du Sahel africain — c'est-à-dire où une population relativement nombreuse et techniquement peu préparée doit faire face à un phénomène de désertification dû, pour l'essentiel, à la sécheresse : le Nordeste brésilien.

Dans cette zone grande comme cinq fois la France et peuplée de 35 millions d'habitants, des centaines, des milliers peut-être, d'enfants sont morts de faim durant l'année 1983, qui a marqué le point culminant d'une longue période sans pluie, commencée en 1979.

Les gouvernements brésiliens successifs de ce dernier quart de siècle estimaient, pourtant, avoir tout prévu pour empêcher, à l'avenir, le retour de la calamité — ces périodiques *retiradas* (exodes) de populations souffrant de la faim et de la soif, *« flagellées »*, selon l'expression imagée de la langue portugaise. En particulier, des retenues d'eau, des lacs « collinaires » avaient été creusés, parallèlement à des travaux de plus vaste ampleur visant à faire servir le grand fleuve du Nordeste, le rio Sao-Francisco, à des fins d'irrigation.

Or ces précautions se sont révélées tout à fait insuffisantes — tout comme l'ont été les mesures d'urgence prises par le gouvernement militaire de Brasilia pour venir en aide aux populations les plus touchées. S'agissant d'un grand pays, qui compte des zones aussi développées que l'Europe occidentale (l'Etat de Sao-Paulo, par exemple), de telles carences sont évidemment stupéfiantes.

Beaucoup, aussi, au Brésil, l'Eglise notamment, mettent en cause le système de tenure de la terre dans le Nordeste : dans une région de plus en plus vouée à l'élevage extensif et à la culture en grand de la canne à sucre (en vue de produire de l'alcool comme carburant automobile), les latifundiaires assurent de moins en moins à leurs journaliers la jouissance du lopin de terre sur lequel l'ouvrier agricole, traditionnellement, faisait pousser des haricots — base, avec le riz, de la nourriture quotidienne de sa nombreuse famille.

Vers le début de 1984, des pluies torrentielles ont mis fin à cinq années de sécheresse, provoquant, cette fois, des inondations, tout aussi catastrophiques.

Le cas de Haïti, autre pays d'Amérique latine qui connaît la famine, est un peu différent. Selon les spécialistes des organisations internationales, la République caraïbe connaît actuellement un processus de désertification lié à l'action de l'homme. Une population de plus en plus nombreuse, en raison d'une natalité galopante, et la plus pauvre, au départ, de l'hémisphère occidental, a déforesté de vastes parties du territoire afin d'utiliser le bois comme source d'énergie pour la cuisson de ses aliments. Il s'est ensuivi un lessivage et une insolation excessive des sols, avec la conséquence habituelle : la stérilisation de la terre.

La disette est désormais endémique à Haïti — ce que traduit l'émigration à travers la mer des Caraïbes de ces « boat people de l'Ouest », essayant de gagner le Venezuela, les Bahamas ou les Etats-Unis à bord d'embarcations de fortune. Certaines années, la situation tourne carrément à la famine : celle de 1977, par exemple, avait fait environ 3 000 morts. Haïti est un des pays les plus assistés de la planète : mais la corruption du gouvernement du président à vie Jean-Claude Duvalier est telle que toute cette aide n'atteint pas, tant s'en faut, la population en détresse.

Il convient enfin, à propos de l'Amérique latine, de faire état d'une sous-nutrition dont est victime de façon chronique toute une partie de la population indienne majoritaire dans certaines hautes terres des Andes, en Bolivie, au Pérou, en Equateur, ainsi que, en Amérique centrale, dans certaines zones du Guatemala et du Salvador. Une relative surpopulation, l'insuffisante diversification des cultures (due elle-même au sous-développement technologique ou à la répartition de la terre) expliquent cette situation.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Monde

politique

Le brouillard des idées

II. — Contorsions idéologiques dans un tunnel économique

par PHILIPPE LABARDE

A gauche, la recherche d'une identité mise à mal par l'exercice du pouvoir; à droite, la valse hésitation autour du libéralisme. Si la droite paraît déjà politiquement victorieuse, gauche et droite sont dans le brouillard des idées (*le Monde* du 13 novembre). Dans ce domaine, les reprises sont plus apparentes mais moins fortes que la continuité. D'autant qu'il est difficile de prendre modèle à l'étranger.

Ouf ! On respire. La vague libérale n'a pas tout emporté. Certes, elle n'est pas prête à se retirer; mais, çà et là, on trouve quelques *« kamikazes »* pour rappeler que l'Etat a participé à l'essor industriel du pays, ou à une meilleure répartition des richesses. Par les temps qui courent, il faut un certain culot pour rappeler ces évidences ou déclarer, comme M. Rocard, que la gauche doit se souvenir qu'*« elle est la gauche »*. Le ministre de l'agriculture aurait-il voulu se faire qualifier d'*« archaïque »* qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Qui ose encore évoquer le débat droite-gauche ? Au rancart, ces vieilles lunes ! Aujourd'hui on est moderne ou passéiste, branché ou baba.

Durs moments pour les idéologues et les observateurs, qui ont quelque mal à discerner les frontières qui séparent les sociaux-démocrates des gaucho-libéraux, et les libéraux libertaires des libéraux sociaux, sans compter les reaganiens ou les thatchériens...

Le peuple de droite s'y perd et le peuple de gauche n'est pas mieux loti. Ah ! c'en est bien fini de l'état de grâce. Mai 1981. Rappelez-vous, tout y était ou presque : la gauche nationalisait, relançait par la consommation, relevait les bas salaires, imposait les grandes fortunes, acceptait un déficit budgétaire. Rien n'y manquait : ni la planification — rénovée bien sûr et démocratiquement — ni la volonté politique, arme absolue pour fracasser tous les obstacles. On allait voir ce qu'on allait voir! Eh bien, on a vu! De plan de rigueur en plan de rigueur, de retour aux grands équilibres en obstacles *« incontournables »*, la gauche a *« géré »* sous l'œil attentif, puis bienveillant des *« milieux financiers internationaux »* qui, pour être difficilement identifiables, n'en sont pas moins fort influents.

Les *« experts »* ont pris leur revanche. Pas les amateurs, les rêveurs ou les *« charlots »*, non. Les vrais experts avec un grand *« E »*, ceux qui, dès lors qu'ils sont au pouvoir, vous disent gravement qu'il *« n'existe pas d'autre politique possible »*.

L'avantage de ces experts, on l'a bien compris, c'est qu'ils sont interchangeables puisqu'ils disposent de l'atout maître : la compétence. Leur inconvénient est que le citoyen de base a quelque mal à les différencier. S'il a voté pour la majorité, il ne comprend pas toujours, lorsque son salaire est à peine supérieur au SMIC, que la progression de son pouvoir d'achat est une menace sérieuse pour l'économie nationale. S'il est chômeur, il a quelque peine à accepter une réduction de ses droits approuvée par certains syndicats. Plus généralement, il éprouve des difficultés à épouser l'évolution d'un pouvoir, qui clame bien haut la nécessité de réduire les prélèvements obligatoires, baisse pour ce faire la fiscalité directe, puis redécouvrant des pauvres qualifiés par certains de *« nouveaux »*, à défaut de « modernes », a fait appel à la solidarité. Confronté à un socialisme à géométrie variable, teinté de *« modernité »*, et d'une bonne dose d'opportunisme, l'électeur de gauche a quelques raisons d'être perplexe. Mais au train où vont les choses, son homologue de droite risque fort de se trouver bientôt logé à la même enseigne.

Si la critique suffit parfois pour prendre le pouvoir, elle ne permet pas — l'expérience le prouve — de définir un projet de gouvernement. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes de l'opposition si cette dernière pouvait benoîtement déclarer : rendez-nous le pouvoir et nous referons ce que nous avons fait. Manifestement ce slogan lui paraît peu mobilisateur.

Elle devait donc trouver autre chose et ce fut — miracle de l'imagination — la *« découverte »* du libéralisme. Que n'a-t-on dit, écrit sur cette *« révolution »* qui allait enfin permettre de libérer les énergies créatrices, fouetter les imaginations, remettre l'Etat à sa vraie place, bref permettre de créer cette *« société de liberté et de responsabilité »* à laquelle aspirent tous les Français étouffés par la bureaucratie socialo-communiste d'abord puis socialiste tout court.

Il fallait être bien malveillant pour s'interroger sur les raisons qui avaient empêché l'opposition si longtemps au pouvoir de mettre en œuvre ces recettes miracles, ou bien mal intentionné pour rappeler que le RPR était l'*« héritier »* d'un gaullisme fort interventionniste, pour ne pas parler du *« libéralisme avancé »* de M. Giscard d'Estaing, assimilé par des esprits malveillants à une social-démocratie « rampante », dans laquelle la puissance publique jouait une assez jolie partition.

Bah ! Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis et l'on ne saurait raisonnablement reprocher leur enthousiasme à ces « surfers » de la vague libérale, éblouis qu'ils étaient par les triomphes politiques de Mme Thatcher et de M. Reagan.

Bien sûr, l'exemple anglais n'est plus vraiment présentable. Mme Thatcher a certes réduit l'inflation et rendu leur dynamisme aux entrepreneurs, ce qui, par les temps qui courent, n'est pas une mince affaire. Le malheur veut que, pour l'heure, ce regain de dynamisme se traduise par plus de trois millions de chômeurs, un effondrement du nord du pays et une colonisation de l'industrie britannique par les Japonais et les Américains dans laquelle les mauvais esprits voient une juste revanche de l'Histoire ! Où en serait la Grande-Bretagne sans le pétrole de la mer du Nord ?, interrogent ceux qui ne craignent pas de passer pour gens incapables d'accepter le renouveau anglais.

Le thatchérisme en sommeil, il reste heureusement le reaganisme. Voilà un truc qui marche, qui court même. Cinq, six, sept millions d'emplois créés, on ne sait plus, le dollar au plus haut, les industries de pointe en pointe, l'automobile revivifiée, les Américains de nouveau fiers de l'être, Dieu allié au cash-flow : quel bilan !

Nous ne reviendrons pas ici sur les causes de cette réussite et ses limites, sinon pour citer M. Guy Sorman, auteur fort lu de *la Révolution conservatrice américaine* qui, dans un récent article du *Point*, rappelait qu'entre 1981 et 1983, le prélèvement fédéral sur le revenu national est passé de 27,8 % à 31,6 % et que l'échec de M. Reagan aura donc été son incapacité à faire reculer l'Etat ! A qui se fier ?

La réélection triomphale du président américain va-t-elle relancer la grande foire au libéralisme ? Ce serait étonnant. Certes, la dénationalisation, la liberté pour les entreprises, la baisse des prélèvements obligatoires — comment y échapper ? ne sont toujours à l'ordre du jour, mais il est symptomatique que M. Jacques Chirac ait pu déclarer : *« Il ne me paraît ni sain ni réaliste d'imaginer que la société française puisse devenir une société libérale à l'état pur »*. Donc, pas de libéralisme pur.

Mais libéralisme quand même, si l'on croit du moins M. Gattaz qui *« s'est réjoui très sincèrement du programme du RPR »*, parce qu'il voyait que cela allait *« dans le sens du libéralisme »*. Dur, dur, plus dur encore, si l'on se souvient de la méfiance — le mot est faible — du CDS à l'égard de cette doctrine ; tandis que M. Barre qui se dit libéral, garde un sourire qui en dit long...

Bref, les contorsions idéologico-modernistes de la gauche n'ont d'égales que celles de la droite, l'une et l'autre étant toujours dans le tunnel économique. Le drame est que ni les unes ni les autres ne permettent de discerner un projet. Laissons donc le dernier mot à Pierre Bourdieu, qui, dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur*, déclarait : *« Le technicisme — chez Lénine c'était l'électricité, aujourd'hui c'est l'électronique — se combine le plus souvent avec l'économisme pour suppléer à l'absence d'une véritable intention politique, fondée sur une connaissance approfondie du monde social. Les hommes politiques ont appris un peu d'économie, mais ils sont toujours à peu près aussi nuls en sociologie... »*.

Prochain article :

LA GAUCHE « KLEENEX », par JEAN-YVES LHOMEAU.

LA PRÉPARATION DE LA CONVENTION DU PS SUR LA MODERNISATION

Le CERES envisage de déposer un texte concurrent de celui de la direction

Le texte qui sera soumis à l'ensemble des sections du PS, dans le cadre de la préparation de la convention nationale « modernisation et progrès social » de la mi-décembre, sera officiellement « bouclé » le 15 novembre.

Le CERES envisage de déposer alors un autre texte qui ne porterait que sur les points qui pour lui soulèvent des difficultés.

Cette hypothèse se concrétisera vraisemblablement si les dernières réunions de la commission nationale composée à la proportionnelle des courants ne conduisent pas à apporter au texte des modifications suffisantes pour que le CERES estime que le texte sort d'une logique selon laquelle *« la modernisation s'impose à toute politique »*, comme l'a dit en substance M. Didier Motchane devant le comité directeur du PS, samedi 10 novembre.

M. Motchane estime, comme il l'a écrit dans l'éditorial de la revue *En jeu* (*le Monde* du 6 novembre), que *« le véritable réalisme consiste à reconnaître que la « maîtrise du progrès technologique » est un problème politique »*.

Nous publions ci-dessous des extraits du texte de la commission tel qu'il se présentait avant les dernières réunions.

J.-L. A.

Le texte affirme d'abord que, *« parce qu'ils ne croient ni au déterminisme inéluctable de l'histoire ni à la solution unique aux crises »*, les socialistes *« entendent souligner devant le pays ce qui différencie aujourd'hui la droite et la gauche face à ce problème »* *« Parce que nous sommes socialistes*, continue le texte, *nous voulons la modernisation, mais pas seulement celle de l'appareil productif, également celle des rapports sociaux et de la société elle-même, au service des valeurs qui sont les nôtres, et à travers une méthode simple et sûre qui a nom : davantage de démocratie. »*

Le texte analyse ensuite *« la société française en crise face à la mutation »*, pour affirmer : *« La crise que traversent aujourd'hui la France et les autres pays industriels trouve ses origines bien avant les chocs pétroliers, dans l'essoufflement et le dérèglement des mécanismes qui avaient permis les trente années de croissance de l'après-guerre. »* Le texte souligne que les *« premiers aspects de la crise »* ont été *« amplifiés par la formidable mutation technologique qui les accompagne »*. *« L'ensemble de cette crise et de ces mutations*, continue le texte, *est (...) en train de remettre formidablement en cause les forces sociales et les rapports de production dans notre pays. »*

La mutation que traverse la France est jugée *« sans précédent »* pour quatre raisons : *« par sa nature (...), par sa rapidité (...), par ses leaders (...), par la mondialisation aujourd'hui réalisée de l'économie. »* Le texte note à ce propos : *« Une issue purement française à la crise est devenue du domaine de l'illusion; le problème du choix des partenaires internationaux, européens en particulier, indispensables pour relever le défi, est au cœur de toute stratégie. »*

Le texte considère que la mutation « s'impose » à la France, pour des raisons déjà exposées dans l'introduction qui accompagnait le questionnaire envoyé dans les sections (*le Monde* du 5 octobre).

Sous le titre « La droite veut restructurer, les socialistes veulent moderniser », le texte affirme : *« Utiliser le progrès technique à la seule fin d'abaisser les coûts de production en diminuant l'emploi est la rationalité de la restructuration. Celle-ci s'intéresse aux problèmes de concurrence et de profit et non aux problèmes des hommes. Cela signifie-t-il que les socialistes (...) se désintéressent de la concurrence et du profit ? (...) Non pour le premier terme. Quant au second (...), la survie d'une économie dont toutes les entreprises seraient déficitaires ne pourrait être assurée. Le profit est nécessaire, pour autant que son utilisation soit décidée dans l'intérêt de tous et non au bénéfice des seuls détenteurs du capital. »*

A propos des restructurations, le texte note qu'elles constituent parfois *« des points de passage obligés »* mais ne sont jamais *« des fins en soi »* : *« L'objectif*, souligne le texte, *doit bien être d'utiliser les mutations technologiques pour transformer la société elle-même en améliorant les conditions de vie de tous les hommes. Aux yeux des socialistes, les mutations technologiques ne prennent leur sens qu'intégrées dans un projet social qui ne se résume pas à des mesures d'accompagnement » (...) mais guident l'action par les valeurs qui sont les nôtres. »*

Des bienfaits

Le texte expose ensuite longuement que *« la modernisation est portée par les socialistes »*, car *« la droite n'a pas modernisé »*. Conclusion de cette partie : *« La droite, qui a raté la modernisation, n'a pas d'alternative à cette politique. L'application de ses modèles conduirait au contraire à une aggravation de la crise. »* Ses propositions sont alors démontées, avant que le texte n'expose *« les contradictions du PC »* sur l'analyse de la modernisation.

Selon le texte, le PCF développe *« des positions parfaitement contradictoires. D'un côté, il exalte le progrès technique, qui, pour lui, est presque synonyme de progrès social. Mais d'un autre côté, il adopte une attitude très corporatiste, refusant toute évolution au niveau des entreprises et l'idée même que puissent y exister des sureffectifs dans certains secteurs. Ce faisant, en prétendant se battre mieux qui quiconque pour l'emploi aujourd'hui, le PC sacrifie l'emploi de demain »*. Le texte qualifie ensuite d'*« irréaliste et dangereuse »*, la *« stratégie de repli »* (fermeture relative des frontières...) proposée par le PCF et *« clairement »* écartée en mars 1983.

Le texte explique ensuite longuement comment *« la modernisation a été engagée dès 1981 »*, parce qu'elle constitue *« une chance pour la France »* : *« l'histoire*, explique le texte, *montre (...) que luttes sociales et combat politique peuvent permettre de tirer de la modernisation des bienfaits. Plus encore que dans le passé, une modernisation bien utilisée peut contribuer aujourd'hui à libérer l'homme : en permettant à chacun de disposer de davantage de temps libre et de loisirs (...) en améliorant les conditions de travail, les qualifications, voire la nature même du travail (...) en développant la créativité dans des entreprises à taille humaine (...) en permettant de rétrécir le fossé entre l'espace urbain et l'espace rural (...) en offrant aux consommateurs, aux usagers, de nouveaux biens et services utiles (...) en favorisant la lutte contre la permanence ou la renaissance de scandales comme la faim ou le sous-développement (...) en facilitant l'émergence d'une société plus démocratique, faisant davantage appel à la créativité et aux capacités de chacun »*.

Selon le texte, *« le risque majeur »* de la mutation *« concerne l'emploi »*. *« Maîtriser la mutation »* suppose donc, en particulier, *« des garanties »* pour éviter *« qu'à court terme, le problème du chômage prenne une ampleur telle que ses conséquences seraient insupportables pour la société française »*. A cet égard, le texte souligne à propos des mesures mises en place depuis 1981 : *« clairement, ces mesures ne peuvent être que des palliatifs. Elles marquent cependant le souci important de trouver les solutions d'attente nécessaires »*.

Le texte note, à propos de *« l'emploi de demain »* : *« le chômage ne se réduira véritablement (...) que lorsque la modernisation de notre économie, si longtemps différée, commencera à porter ses fruits. Si le chômage est l'absence de modernisation d'hier, la modernisation, c'est l'emploi de demain (...). La mutation technologique fait éclater le cadre de l'organisation du travail. Désormais, l'on ne pourra plus exercer un métier dans sa vie, mais l'on devra en occuper plusieurs successivement ; les périodes de formation alterneront avec les périodes de travail. La politique de l'emploi ne doit donc plus être défensive ; il ne s'agit plus d'indemniser les dégâts de la crise, mais d'inciter à la mobilité et à l'évolution des savoirs et des savoir-faire (...) La formation constitue (...) la clé de cette mobilité (...) L'intelligence devient désormais une des composantes essentielles de la valeur ajoutée (...) parce que la formation doit déboucher sur des emplois répondant aux besoins d'une économie en mutation, elle ne peut désormais se concevoir et s'exécuter en vase clos. Il faut, au contraire, former aux emplois de demain avec et dans l'entreprise »*.

A propos de la réduction du temps de travail, le texte note : *« A moins de produire indéfiniment des objets de moins en moins nécessaires, il faut, pour que le chômage n'accompagne pas l'accroissement de productivité, qu'une part aille à la reprise du mouvement séculaire vers une durée de travail régulièrement réduite. »* Le texte qui estime qu'il s'agit là, non seulement de solidarité, mais aussi de *« réalisme économique »* note que se pose le problème de la compensation salariale associée à cette réduction du temps de travail, avant d'ajouter *« il convient par ailleurs d'aborder la réduction de la durée du travail plutôt en termes de réduction annuelle que de durée hebdomadaire »*.

A propos des *« nouvelles solidarités »*, le texte affirme la nécessité de *« prendre la mesure des phénomènes d'exclusion sociale »* et les combattre, notamment en luttant contre la *« précarisation »* de certains emplois. Quant à la pauvreté, le texte note : *« la pauvreté, phénomène déjà ancien, est le stade ultime d'un mal profond qui vient de loin. »*

Le texte affirme ensuite le refus par les socialistes du démantèlement de la protection sociale et souhaite au contraire une *« efficacité améliorée par une prise en charge des problèmes par les acteurs locaux, et une attention supérieure portée à l'insertion par l'économique : le travail qualifiant reste la base de l'insertion sociale »*. Le texte conclut sur ce point que *« l'effort de réduction des inégalités sociales, qui touche aujourd'hui prioritairement les plus démunis, n'a sans doute pas été mené aussi loin qu'il l'aurait dû. Il doit être poursuivi par une action sur la fiscalité comme par la moralisation des bénéfices de la protection sociale »*.

Enfin, le texte note que *« pour libérer la créativité »*, la *« capacité d'initiative de l'ensemble des travailleurs est essentielle »*. Par ailleurs, une *« dynamique économique locale »* doit être recherchée, par l'exploration des *« espaces ouverts par les réformes de la décentralisation et de la planification »*. *« Cette démarche*, conclut le texte, *est historique ; elle doit être poursuivie et les conséquences doivent en être tirées en termes de financement. »*

SELON *L'HUMANITÉ*

L'État, en France, est « à la dévotion » du « capitalisme en crise »

L'Humanité a commencé, le mardi 13 novembre, la publication d'une *« enquête »* sur les institutions de la Ve République. MM. Jean-Paul Jouary, ancien conseiller technique au cabinet de M. Charles Fiterman, et Arnaud Spire, responsable de la rubrique « idées » de *l'Humanité*, insistent sur *« la structure présidentielle et personnelle du pouvoir »*. Ils citent M. François Goguel, selon lequel *« M. Mitterrand a accentué encore la primauté présidentielle, en définissant la marge d'action du Parlement selon le principe : vous devez faire ce que j'ai décidé que vous feriez. »*

MM. Jouary et Spire estiment que *« ce présidentialisme à outrance nourrit, bien sûr, en France, l'anti-étatisme »*. *« Jamais le sommet de l'Etat ne fut si impopulaire, si l'on en croit les sondages »*, observent-ils, pour aboutir à la conclusion suivante : *« En discréditant les partis, les élus du suffrage universel et les institutions intermédiaires, le capitalisme en crise « joue gros » : sans mouvement populaire de masse, il dispose d'un Etat à sa dévotion ; mais, en affaiblissant les mécanismes institutionnels qui peuvent « amortir » les chocs de la lutte des classes, il se prive des remparts qui peuvent le protéger d'un éventuel mouvement populaire anticrise. »*

POLITIQUE

L'EXAMEN DU PROJET DE BUDGET PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Education nationale

M. Chevènement aux députés socialistes sceptiques : « Apprendre ! »

Les députés socialistes ont approuvé le lundi 12 novembre le budget du ministère de l'éducation nationale ; les élus du PC se sont abstenus alors que ceux du RPR et de l'UDF votaient contre. Ce budget de 174 674,5 millions de francs, en augmentation de 3,15 % sur 1984 – de 6,4 % à structure budgétaire constante, – représente 15,85 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Pour apprendre l'anglais à Jones, il faut d'abord connaître l'anglais avant de s'intéresser à la psychologie de Jones, ne cesse d'expliquer M. Jean-Pierre Chevènement depuis qu'il détient le ministère de la rue de Grenelle. Il sait – peut être – ce que doit être l'école de cette fin du vingtième siècle, qu'il a charge de mettre en œuvre, mais, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il devrait se préoccuper un peu plus des élèves d'une de ses classes : les députés socialistes. Le message passe mal.

Le renversement de tendance a été trop brutal, la remise en cause de tant d'idées largement reçues à gauche a été trop forte pour que les élèves du Palais Bourbon ne soient pas quelque peu déboussolés. D'autant que le maître d'école, fidèle à ses principes pédagogiques, ne prend guère de précaution dans l'énoncé de son cours. Ne pas nier, devant 144 enseignants de gauche, que son discours peut avoir *« une tonalité ancienne voire conservatrice »*, avouer que l'on est un *« conservateur »*, même si ce sont les *« valeurs de l'école »*, que l'on veut conserver, c'est aller au-devant de quelques difficultés.

Les députés socialistes ne l'ont pas envoyé dire à leur ministre. Modérément, quand il s'agit de M. François Mortelette (Loir-et-Cher), qui s'inquiète de la *« recrudescence de l'élitisme »*, alors que M. Chevènement ne cesse de vanter l'*« élitisme républicain »*, même s'il ajoute que dans sa formule *« l'adjectif a plus d'importance que le substantif »*. Modérément toujours, quand M. Bernard Derosier (Nord) fait remarquer que *« le système scolaire transmet nécessairement une forme de culture »*, et que *« apprendre à lire, à écrire, à compter est très important »*, mais que *« ce qui compte le plus, on le sait aujourd'hui, c'est d'apprendre à apprendre »*. Même là, le ministre n'est pas d'accord. Toujours partisan des *« idées simples et pratiques »*, il refuse de s'enfermer dans de tels *« faux débats »*, il préfère les *« synthèses positives et dynamiques »*. Exemple : *« Le meilleur moyen d'apprendre à apprendre, c'est encore d'apprendre ! »* Modérément encore, quand M. Jean Proveux (Nord) le met en garde contre la croyance *« aveugle dans la supériorité du système américain ou du système japonais »*.

Des « formules jacobines »

Plus fermement quand M. Gérard Collomb (Rhône) s'inquiète du manque de moyens des zones d'éducation prioritaire, car la politique de *« démocratisation, c'est d'abord dans ces zones défavorisées qu'elle doit s'appliquer »*. Et surtout quand Mme Marie-France Lecuir (Val-d'Oise) demande où en est le *« rapport Prost »* sur le renouveau des lycées (M. Chevènement lui répond qu'il est *« très attentif à ses conclusions »*, mais qu'il s'en saisira plus tard quand il aura traité *« les autres dossiers les plus urgents »*). Mme Lecuir souligne qu'*« il ne faudrait pas renforcer le caractère déjà extraordinairement sélectif ou élitiste de notre système éducatif »*. D'autant, ajoute-t-elle, que *« la définition du contenu que l'on doit transmettre ne peut être dissociée de la manière de transmettre et des caractéristiques du public dans sa diversité »*, et que les familles attendent de l'école *« qu'elle éduque autant qu'elle instruise »*.

Tout cela est bien inquiétant pour Mme Lecuir, qui met en parallèle les risques de démobilisation des équipes pédagogiques qui voulaient aller de l'avant, avec l'appui apporté au ministre par tous ceux qui espèrent le voir mettre fin à la *« grande récréation commencée en 1968 »*. Ceux-là, dit-elle, veulent en profiter pour faire une percée *« aux élections professionnelles de décembre prochain »* ; mais, prévient-elle, *« ils ne vous renverront pas l'ascenseur en 1986 ou 1988 »*.

M. Jean-Pierre Sueur (Loire) est tout aussi clair : *« Pour être l'école de la République, notre école doit prendre en compte la diversité des enfants et la pluralité des savoirs. Elle ne doit pas seulement transmettre, mais elle doit permettre aux jeunes de s'approprier la culture. »* Et, insistant sur la diversité des cultures et des savoirs des jeunes, il s'inquiète des *« formules quelque peu jacobines »* du ministre.

Le ministre n'est pas d'accord : *« On ne peut distinguer plusieurs savoirs (...) Je ne crois pas qu'il y ait une culture bourgeoise »*.

M. Chevènement poursuit : *« Il est absurde de dévaloriser le savoir, et, si cela était de gauche, alors je ne suis pas de gauche. (...) Une société qui accepterait qu'il y ait moins d'école, une société sans école comme en rêve Illich, ce serait une régression. »*

Résultat : à droite, on applaudit. M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) : *« Voilà un discours qui, je l'avoue, m'intéresse, et que je ne suis pas loin d'approuver. »* Mais, pour lui, les actes et les moyens ne sont pas en concordance avec le discours. M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) *« salue certains changements récents de langage »*. Le ministre n'en est pas gêné. Tout juste dit-il aux siens : *« Si mes propos me valent certaines approbations, raisons de plus pour me soutenir encore plus chaleureusement de l'autre côté, afin de ne pas me laisser prendre en otage ! »*

Toute la gauche doit bien comprendre que, pour le ministre, « mai 68 » est bien mort ! Du grand mouvement du printemps dernier, il a retenu que les parents voulaient une école qui enseigne. Politiquement, il y a là un mouvement qu'il veut récupérer. Au risque de décevoir une partie des soutiens traditionnels des socialistes ? Il a aussi – peut-être – oublié que les familles ont aussi manifesté leur volonté d'être associées à l'école de leurs enfants. De cela, il ne parle pas.

THIERRY BRÉHIER.

Le privé et l'enseignement technique public

Dans un tel débat budgétaire, le dossier de l'enseignement privé ne pouvait être totalement absent. Mme Hélène Missoffe (RPR, Paris) et M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) ont redit leurs craintes devant le plan Chevènement. Pour l'un comme pour l'autre, *« l'enseignement libre demeure menacé »* tant par la façon dont sont accordés les crédits limitatifs que par le manque d'argent pour la formation des maîtres du privé. Ils se sont appuyés sur une constatation de M. François Mortelette (PS, Loir-et-Cher), rapporteur spécial de la commission des finances, selon lequel, *« depuis la dernière rentrée, l'enseignement public a gagné 21 000 élèves et l'enseignement privé 25 000 »*.

M. Chevènement a expliqué que les crédits étaient répartis entre l'un et l'autre suivant le pourcentage d'élèves scolarisés lors de la dernière rentrée avant la préparation du budget, *« selon des règles claires et transparentes »* ; c'est ce qui lui a fait refuser la commission d'évaluation demandée par M. Barrot. Ainsi, les crédits du privé sont passés de 12,5 milliards de francs en 1981 à 19,6 en 1985, ce qui a fait dire sur les bancs socialistes : *« C'est trop ! »*. Aussi, l'article 88 de la loi de finances qui fixe les nouvelles règles de financement des écoles privées a été adopté par les seules voix socialistes, les communistes s'abstenant, le RPR et l'UDF votant contre.

Le ministre a également annoncé que, en deuxième délibération, un crédit de 3,7 millions de francs serait dégagé pour les bourses scolaires dont la modicité a été soulignée par de nombreux intervenants.

De plus, M. Michel Berson (PS, Essonne) ayant demandé que, faute d'une réforme de la taxe d'apprentissage, soit augmentée la dotation de l'enseignement technique public, M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a annoncé qu'un crédit supplémentaire de 150 millions de francs serait attribué au ministère de l'éducation en deuxième délibération, dont la plus grande partie irait au matériel des lycées d'enseignement professionnel et aux lycée techniques, ainsi qu'à la formation de leurs enseignants.

Th. B.

Affaires sociales

Le ministère tente de redéployer ses modestes crédits

Dans un budget 1985 marqué par la politique de rigueur et assez « rigide » – bien que 85 % en soient consacrés à des subventions de fonctionnement, – le ministère des affaires sociales a tenté de « redéployer » ses crédits. Crédits modestes au demeurant (25 milliards de francs environ) en regard des dépenses de la Sécurité sociale dont Mme Dufoix a la tutelle (environ 1 000 milliards de francs pour les seuls régimes de « base ») et même en regard des crédits inscrits au budget des charges communes à tous les ministères (36,7 milliards de francs, dont 23,5 pour le Fonds national de solidarité et 13,2 pour le financement de l'allocation aux adultes handicapés).

Le budget des affaires sociales paiera en 1985 son tribut à la réduction des prélèvements obligatoires. Il s'élèvera à 25,04 milliards de francs (sections solidarité plus services communs aux affaires sociales, à la santé et au travail) : cela représente une augmentation de 2 % en francs courants par rapport à 1984, correspondant en fait, compte tenu de l'inflation prévue, à une baisse de 3 % environ en francs constants. En particulier, trois cent dix-neuf emplois seront supprimés, sacrifice compensé en partie par des primes pour certains fonctionnaires et des crédits de matériel : aménagement de locaux, bureautique (8 millions de francs), équipement des services départementaux d'aide sociale des COTOREP (commissions de reclassement professionnel des handicapés) : 30,6 millions de francs de plus.

Des économies notables vont être pratiquées sur les dépenses d'action sociale « obligatoires » ramenées de 9780 millions à 8 596,9 millions (– 12 %) : la réduction de la cotisation d'assurance-maladie des adultes handicapés permettra à elle seule d'économiser 1,08 milliard. Les *« programmes »* spécifiques d'action sociale vont diminuer de 58,87 millions (– 11 %), les remboursements à la Sécurité sociale pour les interruptions volontaires de grossesse de 40 millions de francs (– 18 %). Plus modestement, le transfert au Fonds d'action sociale (FAS) des contrats avec les régions en faveur des immigrés économisera 13 millions de francs (1 million est cependant prévu pour une nouvelle campagne contre le racisme, ainsi que des crédits pour l'« aide au retour » et... pour l'« accompagnement social » des expulsions d'immigrés clandestins).

En revanche, 35 millions de francs seront affectés à la création de l'office national à l'action sociale, éducative et culturelle pour les rapatriés et à diverses actions pour les Français musulmans. Les secours attribués aux personnes sans domicile vont augmenter de 103,6 millions de francs (+ 9 %) ; 300 millions de francs seront inscrits pour le « programme de lutte contre la pauvreté » (logement et aide alimentaire), s'ajoutant aux 200 millions prévus dans le « collectif budgétaire » de fin d'année.

Mais les crédits nouveaux les plus importants – de loin – sont une subvention de 722 millions de francs au fonds de retraite de la caisse de Sécurité sociale des mines (1) et 750 millions de francs destinés à rembourser aux départements des dépenses d'aide sociale mises à la charge de l'Etat par la loi de décentralisation.

Enfin, la part des investissements, déjà modeste, va encore diminuer dans le budget : en 1985, les crédits de paiement (paiement des travaux antérieurs) seront ramenés à 441,5 millions de francs (– 8,25 %), malgré une hausse importante mais provisoire de ceux consacrés à la rénovation des hospices pour personnes âgées (+ 65 %), et les autorisations de programme (engagements pour les années suivantes) à 390 millions (– 35 %).

GUY HERZLICH.

(1) Les subventions à ce fonds de retraite représentent 9 764 millions de francs, soit 39 % du budget du ministère.

DERNIER SURVIVANT DU GROUPE COMMUNISTE FRANÇAIS DE MOSCOU

Marcel Body est mort

M. Marcel Body, le dernier survivant du Groupe communiste français qui s'était constitué à Moscou à partir de 1918, est mort à Chatou, dans les Yvelines, où il résidait, dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né à Limoges le 23 octobre 1894 dans une famille de céramistes-porcelainiers, devenu ouvrier typographe puis correcteur, Marcel Body milite très jeune dans le Parti socialiste de Jaurès. Admirateur de Tolstoï, il avait appris le russe depuis l'âge de seize ans et il se fait envoyer en 1916 comme simple soldat dans la mission militaire française en Russie. Militant pacifiste, il se rallie à Lénine, qui a promis la paix. Il côtoie Lénine, Trotski, Zinoviev et fonde avec Pierre Pascal, en septembre 1918, le Groupe communiste français, qui s'est constitué auprès de la Fédération des groupes étrangers.

Il apparaît à bien des pages du précieux *Journal de Russie* de Pierre Pascal (L'Age d'homme, quatre tomes), qui le décrit ainsi, quand il fait sa connaissance le 9 septembre 1918 : *« Sous le ciel étoilé et clair, quelle douce causerie avec Marcel Body sur la Russie : bonté, pureté, vérité, générosité, la folie de l'humanité, l'homme pitoyable par sa misère et grand par ses œuvres et ses sentiments... Des ouvriers, à Limoges, travaillaient jusqu'à 3 heures du matin avec lui. Les typographes en général sont anarchistes. Lui-même, Body, est serviable est doux, rendant toujours le bien, séduit par cette Russie de Tolstoï* (Résurrection)*, cette vie supérieure. »*

Il épouse Eugénie Oranovskaïa, secrétaire chez Tchitchérine, au commissariat aux affaires étrangères. Avec Victor Serge, il travaille pour l'Internationale communiste, traduit des textes russes à l'intention des délégués français au IIe et au IIIe Congrès, explique à ses camarades la Russie nouvelle.

Devenu citoyen soviétique, il sera diplomate soviétique en Norvège auprès d'Alexandra Kollontaï, qu'il a incitée à accepter le poste d'ambassadeur à Christiania ; il sera notamment, avec elle, l'artisan de la reconnaissance de l'URSS par la Norvège.

En 1927, il regagne la France. Sa vie politique s'arrête là.

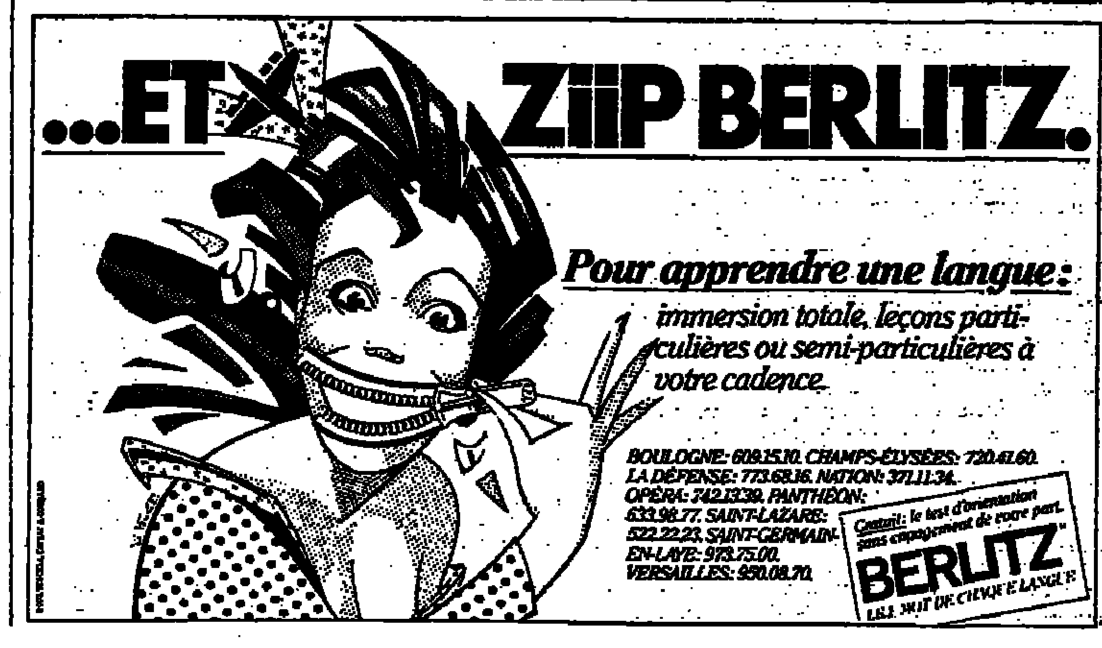
Avec l'Institut des sciences sociales d'Amsterdam, il avait traduit, après la guerre, les *Œuvres complètes* de Bakounine et avait publié, en 1981, ses « Mémoires de Russie », sous le titre *Un piano en bouleau de Carélie, Mes années de Russie, 1917-1927*, (Hachette, 1981), dans lesquelles il évoquait des épisodes mals connus, et bien cachés, de l'histoire des communistes français, notamment la « disparition » en mer, peut-être organisée, après le IIe Congrès de l'Internationale, de trois délégués – Lefebvre, Lepetit et Vergeat – pas assez enthousiastes sur l'Etat soviétique... Il racontait aussi, dans ce livre, comment avec Pierre Pascal, en 1928, ils avaient tous deux réussi à faire sortir de Russie le « testament de Lénine », grâce à Me Henri Torrès et à Bernard Lecache, pour le faire parvenir à Boris Souvarine.

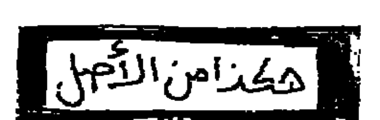
La semaine dernière, il avait appris la mort de son ami de toujours, Boris Souvarine – qui suivait de quelques mois celle de Pierre Pascal. Désormais tous les témoins de la grande aventure bolchévique disparus, il a pensé qu'il ne lui restait qu'à mourir. Lui dont Pierre Pascal écrivait (dans *le Monde* du 17 avril 1981) : *« Il aime la vie, toute la vie, la nature et les bêtes, les hommes aussi, et il a gardé jusque dans son grand âge une mémoire étonnamment fidèle des noms, des physionomies et des paysages : elle lui permet de retrouver dans leur fraîcheur le détail des situations et des paroles. »* C'est cette mémoire, la mémoire irremplaçable des témoins, qui a maintenant disparu.

NICOLE ZAND.

● *Un nouveau maire à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).* – M. Guy Rainaud (sans étiquette, favorable à l'opposition) a été élu mercredi soir 7 novembre maire de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), une commune de plus de quatorze mille habitants située à la périphérie nord de Tours. M. Rainaud succède à M. Claude Griveau, âgé de soixante et un ans, démissionnaire pour raison de santé. M. Griveau, lui aussi sans étiquette et dans l'opposition, était maire de cette commune depuis 1965. Il a été nommé maire honoraire.

Agé de soixante et un ans, M. Rainaud, qui est ancien directeur d'une société d'engrais, avait été élu conseiller municipal de Saint-Cyr-sur-Loire en 1959. Il était premier adjoint depuis 1971. – *(Corresp.)*





Le Monde

société

Le rebondissement du débat sur l'insécurité

M. François Mitterrand s'est incliné, lundi 12 novembre après-midi, à l'Institut médico-légal de Paris, devant la dépouille mortelle d'Ozgul Kemal, l'ouvrier turc tué samedi soir à Epône (Yvelines), ainsi que devant le corps de l'une des vieilles dames assassinées dans le dix-huitième et le neuvième arrondissement de Paris. *« Beaucoup de Français éprouvent avec moi une grande peine et une grande pitié, en même temps qu'une révolte contre cette violence qui gagne du terrain. Il faut qu'elle en perde »*, a déclaré le chef de l'Etat. Parlant du jeune ouvrier turc, M. Mitterrand a ajouté : *« Je suis venu m'incliner devant ce corps parce que je suis président de la République française, et j'entends que la France soit avec moi présente. »*

L'enquête sur la fusillade d'Epône a abouti, dès lundi soir, à trois inculpations, celles de M. Jacques Ndzada, un vigile, et de M. Jean-Pierre Pirault, fils du PDG de l'entreprise, qui ont été écroués à la prison de Versailles. Laissé en liberté, le PDG, M. Pierre Pirault, a été inculpé de dissimulation de traces et d'indices.

Les organisations syndicales ont réagi très fermement, mais seule la CGT a appelé à un arrêt de travail national de quinze minutes ce mardi et à une manifestation devant le siège du CNPF à Paris, la CFDT demandant seulement aux salariés d'observer un temps de silence dans leurs entreprises.

L'émotion provoquée dans le dix-huitième arrondissement par les assassinats de vieilles dames a relancé la polémique entre la majorité et l'opposition sur l'insécurité.

Le gouvernement, qui s'est engagé depuis plusieurs semaines dans une réflexion sur ces problèmes, envisagerait de concrétiser la priorité accordée à la prévention de la délinquance par la création d'un secrétariat général à la prévention, placé auprès du premier ministre, à l'instar de ce qui existe pour la défense nationale (secrétariat général de la défense nationale). Il s'agirait d'installer durablement le dispositif animé par M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance.

Pour sa part, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a précisé, lundi soir sur les antennes de France-Inter, qu'une centaine de policiers supplémentaires avaient été affectés à la surveillance du dix-huitième arrondissement.

NEUF VIEILLES DAMES ASSASSINÉES A PARIS

Les trois certitudes des enquêteurs

Les deux vieilles dames du premier étage au 8 de la rue Jacques-Kellner, à Paris, n'entendaient plus, depuis près d'une semaine, les pas de leur voisine, Mme Paule Victor, soixante-dix-sept ans, au-dessus de leurs têtes. Cette femme menue, avec ses éternels baskets et ses vêtements de pauvresse, ne faisait plus de bruit. On ne la voyait plus partir, chaque matin, faire ses courses.

Dimanche soir 11 novembre, une jeune voisine avait *« senti comme une odeur de mort »* en traversant le palier pour se rendre aux toilettes communes. Lundi, les deux voisines du premier étage sont montées au deuxième. Elles ont toqué légèrement à la porte, puis fortement. La porte s'est alors ouverte toute seule. La brigade criminelle est arrivée presque tout de suite après.

Les inspecteurs ont photographié mentalement le petit immeuble avec son couloir sombre, la cour minuscule et glauque, les portes palières murées avec des parpaings pour éviter que les logements vides et insalubres soient occupés. Ils ont photographié le courrier encore à terre, dans l'entrebaillement de la porte, la pièce unique et la cuisine en désordre, les tiroirs renversés. Ils ont affronté le « champ » du crime : le corps de Mme Victor en voie de putréfaction, la tête enfermée dans un sac plastique. L'horreur.

Depuis le 4 octobre, Mme Paule Victor est la neuvième vieille dame assassinée à Paris, dont six dans le dix-huitième arrondissement. On imagine la scène : le ministre de l'intérieur exigeant des explications du préfet de police, le préfet convoquant le patron de la PJ. Comme dans les films... Comme si le fait divers était saisi par la politique. Mais trêve de digression. Les enquêteurs n'ont pour l'heure que trois certitudes : *« La concentration dans le temps et la concentration géographique »* de ces assassinats, ainsi que le constat d'*« une similitude dans le mode opératoire du ou des criminels »*.

Fait divers et politique

Les enquêteurs ont, bien sûr, noté la manière de suivre la victime désignée, revenant de ses courses ou d'un bureau de poste, la façon de la bousculer alors qu'elle ouvre sa porte. Ils ont enregistré la violence sadique de ce ou ces criminel (s), pressé (s) d'obtenir, non sous la menace mais sous la torture, l'indication qui permettra de voler quelques billets de 100 F. Séquences démentes qui se traduisent par la mort des victimes, étranglées, pieds et poings entravés par des fils électriques, baillon dans la gorge ou sac de plastique sur la tête.

Incohérence, paradoxe ou logique ? Le ou les criminels ne s'en prennent pas à des personnes aisées. Les mêmes caractéristiques reviennent chez les neuf victimes : l'âge avancé, la solitude ou son apparence, la condition modeste. Un profil fréquent dans le dix-huitième. Les six vieilles dames assassinées dans cet arrondissement du nord de Paris l'ont été dans des appartements exigus ou des mansardes. Et, dans la majorité des cas, le ou les criminels ont dû gravir les marches d'escaliers délabrés.

« Nous ne savons rien », disent les enquêteurs. Pieux mensonge. Ils ont appris la topographie et les méandres de cet arrondissement parisien peu banal, avec changement de décor à vue. La bourgeoisie à l'ouest, les artistes et les touristes au centre, l'industrie et les entrepôts à l'est. Sans compter Pigalle au sud, le ghetto de la Goutte-d'Or tout proche, les immenses ateliers et gares aux marchandises au nord, le pourtour de Montmartre, le Sacré-Cœur, les points de vente mouvants de la drogue, le nouveau quartier « chinois » et ses ateliers de confection bourdonnants et secrets de la porte de la Chapelle.

L'UNE DES POPULATIONS LES PLUS AGÉES DE PARIS

Le 18e arrondissement de Paris, situé au nord de la capitale, compte 189 340 habitants. Les résultats du recensement de 1975 indiquaient très clairement que sa population était l'une des plus âgées de Paris. Le recensement de 1982 a enregistré une évolution. Le 18e se situe désormais après les 9e, 16e et 17e arrondissements.

25 880 personnes ont entre soixante et soixante-quatorze ans ; 17 380 ont plus de soixante-quinze ans. Au total, 43 260 personnes ont plus de soixante ans, soit environ 22 % des habitants.

Le 18e se caractérise aussi par la présence d'importantes communautés étrangères – qui dépassent 20 % de l'ensemble – et, dans le secteur Est, par un surpeuplement accentué, notamment dans des chambres, en hôtels meublés. Plus de 58 % des résidences principales ne possèdent qu'une ou deux pièces.

On trouve de tout dans le dix-huitième. Les quartiers chics et la zone, mêlés, intriqués. Des élus de droite et de gauche. Une brochette de trois députés socialistes désemparés : MM. Lionel Jospin, Claude Estier et Bertrand Delanoë. Quelques fougueux barons de l'opposition. Comment imaginer meilleurs ingrédients pour une campagne sur l'insécurité ?

C'est ainsi que le fait divers est saisi par la politique. Comme s'il devenait tout à coup le miroir d'une société qui avait oublié de se regarder. Comme s'il devenait le reflet d'une France dans tous ses états à force de crimes impunis. Comme si le dix-huitième était devenu le Bronx.

LE STATUT PARTICULIER DE LA CAPITALE

Toutes les compétences en matière de sécurité publique relèvent à Paris de la préfecture de police, placée sous l'autorité du ministère de l'intérieur.

Les gardiens des parcs et jardins de la ville, dont les effectifs doivent être accrus, ne disposent pas de la qualité d'officiers de police judiciaire. Leur rôle est de prévenir, par leur présence, les infractions et, en cas de besoin, de conduire à la police ceux qui s'en rendent coupables dans les parcs, jardins et parkings appartenant à la ville. M. Chirac réclame le renforcement des moyens de la police nationale et s'est toujours refusé à demander la création d'une police municipale : le maire de Paris a cependant créé récemment une délégation générale à l'amélioration de la protection des Parisiens confiée à M. Henri Caq, commissaire divisionnaire de la police nationale, ancien chef de cabinet du maire (*le Monde* du 19 octobre 1984).

Cette délégation est chargée de proposer au conseil de Paris et aux pouvoirs publics des améliorations à la protection. M. Chirac a également envisagé de demander que les gardiens municipaux des parcs et jardins de la ville – qui ne sont pas armés – puissent exercer leur mission dans les rues piétonnes.

« Rétablissez la peine de mort »

Dès lors, pas question pour la Mairie de Paris d'être associée en quoi que ce soit au laxisme éventuellement responsable de la série des neuf assassinats encore inexpliqués. *« En matière de police et de justice, les compétences de la Mairie sont égales à zéro »*, souligne M. Alain Juppé, conseiller du dix-huitième et maire-adjoint de Paris. Pour lui, le débat est désormais tranché (s'il y a jamais eu doute) entre insécurité réelle ou sentiment d'insécurité. *« Le dix-huitième*, dit-il, *est devenu le repaire numéro 1 de la drogue dans la capitale. »*

La drogue ? On y revient. On ne peut qu'y revenir puisque tout le monde assure que le « nettoyage », au mois de mai de l'îlot Chalon, supermarché de la drogue proche de la gare de Lyon, a provoqué sa dispersion vers le quartier des Halles et les treizième et dix-huitième arrondissements. Une migration ravageuse *« en train de diffuser sur l'ensemble de l'arrondissement »*, explique M. Juppé, pour une fois approuvé, *mezza voce*, par MM. Claude Estier et Lionel Jospin. Mais alors que M. Juppé sonne le ralliement, crie haro sur l'insécurité, les députés socialistes veulent mettre un bémol à l'émoi général.

Tâche difficile, délicate. On l'a vu, lundi, lorsque M. Estier s'est rendu dans le 18e arrondissement et que les électeurs lui ont demandé des comptes, lui signifiant leur rejet :

– *« Vous êtes des nuls, des bons à rien »*, criait un groupe d'habitants.

– *« Je vous en prie, un peu de dignité »*, a répondu le député.

– *« Faites quelque chose, qu'est-ce que vous attendez ? Envoyez des policiers, rétablissez la peine de mort !*

– *Vous savez très bien que cela n'a rien à voir. Ce n'est pas en criant qu'on résout ses problèmes. Vous ne savez rien de l'enquête. »*

Des réponses défensives qui en disent long sur l'embarras des socialistes. Ces derniers réclament, comme les élus de l'opposition, des policiers, encore plus de policiers, pour venir renforcer les cinq cent soixante-dix-huit fonctionnaires en poste dans l'arrondissement.

Dans l'immédiat, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, pare au plus pressé (lire d'autre part les déclarations du ministre à France-Inter). Les enquêteurs de la 2e division, de la brigade de répression du banditisme et de la brigade criminelle ont été mobilisés. *« Nous ne savons rien »*, disent-ils. Et ce n'est peut-être qu'une moitié de mensonge. Les petites sommes volées, les bijoux et carnets de chèques délaissés, pourraient faire penser à des drogués ; les tortures infligées, à des déments ; le nombre de victimes à une bande organisée. Mais, à chaque fois, le puzzle est incomplet. A chaque fois, le cas de l'une des neuf vieilles dames assassinées vient brouiller hypothèses et conclusions hâtives.

LAURENT GREILSAMER.

LES RÉACTIONS

● *MM. Lionel Jospin, Claude Estier et Bertrand Delanoë*, tous trois députés socialistes du dix-huitième arrondissement de Paris, estiment que *« les conditions particulièrement odieuses dans lesquelles ces crimes ont été perpétrés amènent à penser qu'il s'agit d'actes déments »*. Après avoir demandé *« instamment aux autorités de police de mener l'enquête avec toute la rapidité nécessaire »* (...), ils *« expriment leur indignation devant l'amalgame et la récupération politicienne tentée par certains élus de droite, tel M. Jean-Pierre Pierre-Block »* et ils considèrent que, *« dans de telles circonstances, le devoir d'élus responsables n'est pas de détériorer un climat déjà tendu, mais de contribuer à dégager des solutions efficaces »*.

● *Le Mouvement des radicaux de gauche* estime que *« les problèmes de sécurité, qui ne datent pas de 1981, ne se résoudront pas par l'invective, par l'appel à la haine raciste ou catégorielle et encore moins par la contre-violence »*. Pour le MRG, *« il importe que le gouvernement prenne très au sérieux la montée de la violence et le sentiment profond d'inquiétude qui en résulte chez les Français »*. Il souhaite qu'*« un effort exceptionnel et prioritaire »* soit fait *« pour donner à la police et à la justice les moyens d'assurer la sécurité des personnes et des biens »*.

● *La fédération de Paris du Parti communiste* affirme que *« la police doit effectuer son travail et retrouver le ou les auteurs de ces crimes odieux »*. Elle poursuit : *« Il n'en reste pas moins une question : l'isolement et l'angoisse des personnes âgées de Paris. Nous appelons les Parisiennes et les Parisiens à comprendre ces sentiments et à faire sentir aux personnes âgées qu'elles sont protégées, entourées de sollicitude par les gens de leur quartier. »*

La réponse du pouvoir

(Suite de la première page.)

Il n'est pas plus raisonnable de rendre responsables *« le patronat »* (comme le fait la CGT) ou *« les partis de droite »* (*l'Humanité*) de la mort d'un ouvrier turc que d'accuser pratiquement le gouvernement d'avoir assassiné neuf personnes âgées.

Pourtant, une partie de l'opposition accuse, à Paris, le gouvernement. M. Jean Tibéri, adjoint RPR au maire de Paris, qui s'exprime au nom de M. Chirac, voit dans les *« carences »* du pouvoir les causes du mal.

« Incapacité », affirme un autre adjoint au maire de Paris, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, conseiller du dix-huitième arrondissement (UDF), qui réclame la démission du ministre de l'intérieur !

Qui est responsable ? Les assassins, ou ceux qui sont supposés protéger les victimes ? Les magistrats seraient-ils meurtriers au même titre qu'un détenu en permission de sortir ? Et le garde des sceaux ? Et le ministre de l'intérieur parce qu'un policier est tué ? Et le gouvernement tout entier ? Et le président de la République, parce que le niveau de sa cote de popularité ne permettrait pas le respect de l'autorité de l'Etat, sans laquelle s'accélère le sentiment d'insécurité ?

« L'acte est l'acte », remarque le ministre de l'intérieur, avant d'ajouter : *« Il ne faut pas noyer la responsabilité individuelle d'un assassin dans la responsabilité collective qu'une société peut ressentir lorsque certaines situations de tension aboutissent à des crimes. »* Placé par l'opposition, et sans doute par une partie de l'opinion, en situation d'accusé, le pouvoir refuse le terrain politique. Certains sont en mesure d'exploiter un désordre. Lui ne le serait évidemment pas, pour autant qu'il le souhaite.

M. Mitterrand s'en tient à une démarche constante : *« Apaiser les passions. » « Si l'on vit d'exaspération, où ira la France ? »*, a-t-il dit lundi après s'être recueilli devant la dépouille mortelle de l'ouvrier turc et après avoir visité la famille de l'une des vieilles dames assassinées. C'est, déjà, cette analyse et l'état des rapports de force politiques qui l'avaient conduit, l'été dernier, à mettre fin à la guerre scolaire. Cette fois, M. Mitterrand n'a rien à céder. Rien, surtout, à l'idéologie sécuritaire. Son ministre de l'intérieur se situe sur la même ligne, attitude qui tranche avec le penchant de son prédécesseur pour les déclarations spectaculaires.

Imprévoyance

Le spectaculaire, les raccourcis ou les effets de manche ne sont guère de mise en un domaine où seuls la patience, la cohérence et le pragmatisme peuvent raisonnablement prétendre s'attaquer aux racines du mal : l'urbanisme mal maîtrisé, le conflit des cultures, le chômage et l'insécurité sociale qui en découle, la crise de légitimité des institutions policière et judiciaire, etc.

Faire croire l'inverse, c'est au fond, paradoxalement, sous-estimer la gravité de ce que révèle l'insécurité, qu'elle soit vécue quotidiennement, ou affaire de « sentiment » : elle dit l'ampleur de la crise sociale de nos univers citadins, l'absence de facteur d'unité d'un pays bouleversé ces trente dernières années, bref un certain délitement du corps social.

Et c'est ici que le retard est lourd à rattraper. Que d'imprévoyance ! M. Pierre Joxe a pu ainsi souligner avec habileté, lors du récent débat budgétaire sur la police nationale, combien jusqu'ici la Ve République, sans cesse soucieuse de parer à ces urgences qui font l'opinion d'un moment (la fin de la guerre d'Algérie, la contestation étudiante, les grèves ouvrières, plus récemment la petite délinquance) avait réussi ce paradoxe : doter une France qui s'urbanisait d'une rutilante police rurale – la gendarmerie – privilégiée en moyens, en équipements, en formation, aux dépens de la police... urbaine !

Cet interdit des « coups publicitaires » en matière de sécurité a été progressivement compris par le gouvernement de M. Laurent Fabius, après quelques tentations contraires rapidement contrées par MM. Joxe, Badinter et aussi Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), dont l'accord sur le sujet, par-delà quelques divergences mineures et administratives, est manifeste.

L'intérêt de M. Fabius pour le dossier sécurité est ancien : ministre de l'industrie et de la recherche, il avait volontiers « planché » sur ce thème lors d'un colloque organisé par l'association Espaces 89, le 25 mai dernier. Un exposé sans concession, programme contre programme, opposant les *« réalisations »* de la gauche à l'*« exploitation »* de la droite, où le futur premier ministre soulignait déjà : *« Pour la droite, l'insécurité, c'est la gauche. »*

Dès son arrivée à l'hôtel Matignon, M. Fabius fit de la sécurité et de la prévention de la délinquance l'une de ses priorités, qu'il illustra, en août, par une visite, avec M. Bonnemaison, à Toulouse, ville pilote dans la prévention de la délinquance, très avancée en matière d'îlotage policier. Le premier ministre souhaitait à l'évidence laisser ici sa marque.

Un secrétariat général à la prévention

Résultat concret de ce souci, selon les méthodes de travail du premier ministre : une réflexion écrite réclamée en septembre à M. Claude Silberzahn, son conseiller chargé de suivre ce domaine. Connu alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, mais ayant plus fréquemment occupé des postes outre-mer, ce préfet n'est pas un spécialiste du dossier sécurité. Sa réflexion, aux yeux des administrations concernées, reste trop générale. Elle traite tous les chapitres touchant peu ou prou l'insécurité : le cadre de vie, les jeunes et l'école, l'immigration, la police nationale, les prisons, etc.

Plusieurs ministres plaideront alors pour un éclatement de ces divers thèmes, traités spécifiquement, et pour le report du conseil des ministres sur la sécurité, plusieurs fois annoncé en octobre. *« Pourquoi traiter les jeunes ou les immigrés sous le seul aspect de l'insécurité ? C'est évidemment réducteur, sinon dangereux »*, confiait à l'époque l'un d'eux. Ainsi, chaque département ministériel est-il réparti avec le dossier le concernant : M. Chevènement et l'instruction civique, qui devrait être généralisée ; M. Joxe et la police nationale, dont il annonce la modernisation ; M. Quilès et le cadre de vie, pour l'amélioration duquel des crédits devraient être dégagés, etc. Reste la cohérence de l'ensemble qui, logiquement, est du ressort du premier ministre.

Le refus du spectaculaire n'exclut pas l'effet d'annonce, manifestant une priorité pour la sécurité. En l'occurrence, il s'agirait d'inscrire dans la durée le dispositif animé par M. Gilbert Bonnemaison, d'autant plus que le premier ministre est président en titre du CNPD.

Pourquoi pas un secrétariat général à la prévention, à l'instar du secrétariat général à la défense nationale (SGDN), dispositif souple qui permettrait d'éviter les sempiternels arbitrages interministériels en un domaine qui ne peut se réduire aux prérogatives d'un seul ministre ? Ce secrétariat général regrouperait, outre l'équipe de M. Bonnemaison, certains secteurs des commissions « horizontales » chargées de lutte contre la toxicomanie, d'améliorer la vie dans les quartiers ou de l'emploi des jeunes...

Un dispositif de financement original serait trouvé par l'instauration d'une taxe sur les assurances : en payant pour la protection de ses biens, chaque citoyen paierait pour la sécurité de tous. La démarche du gouvernement est, au total, de promouvoir – à l'école, dans la police, par la justice et ailleurs – une pédagogie sociale et collective contre l'insécurité.

JEAN-YVES LHOMEAU et EDWY PLENEL.

LE MEURTRE DE GRÉGORY VILLEMIN

Des élus de la majorité et de l'opposition souhaitent que l'enquête se développe dans la sérénité

De notre correspondante

Epinal. – M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction, devra rendre sa décision, jeudi 15 novembre au plus tard, sur la demande de mise en liberté de Bernard Laroche, l'assassin présumé de Grégory Villemin, demande de mise en liberté déposée le 10 novembre par ses avocats, Mes Paul Prompt et Gérard Welzer. L'affaire Grégory a suscité nombre de réactions sur la manière dont l'événement a été traité par les médias.

M. Philippe Séguin, député des Vosges (RPR), maire d'Epinal et vice-président de l'Assemblée nationale, a qualifié de *« sociologie de bazar »* les comptes rendus de certains médias. Il s'est déclaré plus *« choqué »* encore par *« les interférences au niveau de l'instruction »*. Selon lui, ces *« interférences »*, ces *« instructions parallèles »*, posent un grave problème pour l'avenir. Il faut, estime-t-il, mieux protéger la justice : *« Je dirais qu'entre la nécessité d'informer et la sérénité de la justice, je choisirai la sérénité de la justice. »*

D'autre part, les élus socialistes et républicains des Vosges, réunis, samedi 10 novembre, sous la présidence de M. Christian Pierret, député PS et rapporteur du budget, ont exprimé, eux aussi, leur désapprobation devant la présentation de l'affaire par les médias. Ils souhaitent *« ce que l'enquête se déroule dans la sérénité pour que, ensuite, la justice sanctionne le ou les coupables de la façon la plus ferme et rigoureuse qui soit. »* Ils suggèrent au gouvernement *« de mettre en œuvre, après consultation du Parlement, des peines sévères, incompressibles, ne donnant pas lieu à des permissions de sortie, pour que la sanction soit en rapport avec l'extrême gravité du crime commis »*.

Jeudi soir 15 novembre, M. Jean-Marie Le Pen sera à Epinal. Quelques heures auparavant, diverses associations de gauche et sections syndicales participeront à un meeting de protestation.

CLAUDINE CUNAT.

SOCIÉTÉ

LE DÉBAT SUR L'INSÉCURITÉ

M. Mitterrand : il faut que la violence perde du terrain

M. François Mitterrand est allé s'incliner, lundi après-midi 12 novembre, devant la dépouille mortelle d'Ozgun Kémal, l'ouvrier turc tué samedi 10 novembre à Epône (Yvelines), puis devant celle de l'une des vieilles dames assassinées dans le dix-huitième arrondissement de Paris.

« Beaucoup de Français éprouvent avec moi une grande peine et un grande pitié, en même temps qu'une révolte contre cette violence qui gagne du terrain. Il faut qu'elle en perde », a déclaré le président de la République en quittant les locaux de l'Institut médico-légal à Paris.

Parlant du jeune ouvrier turc dont il venait de saluer la dépouille mortelle, M. Mitterrand a ajouté : *« Je suis venu m'incliner devant ce corps parce que je suis président de la République française, et j'entends que la France soit avec moi, présente. »*

Comme on lui demandait si l'assassinat d'Epône était révélateur d'un climat social, il a répondu : *« On ne peut pas sur le plan social généraliser, condamner un groupe socio-professionnel, prétendre qu'il s'agirait d'un mot d'ordre ou d'une attitude portant condamnation sur un catégorie de Français. Mais il est certain que le drame du chômage, réel ou perlé, l'exaspération et, d'autre part, une certaine insensibilité aux misères qui frappent les plus pauvres, tout cela participe de l'événement tragique qui occupe aujourd'hui les esprits. »*

« Ce garçon, ce jeune Turc, seul dans la mort, qui fut longtemps seul dans la vie, c'est un spectacle détestable qu'il faut tenter de bannir de notre société. Ma visite n'a pas d'autre signification », a observé le chef de l'Etat.

A une question sur les liens existant entre ce type d'événement tragique et les *« discours extrémistes »*, M. Mitterrand a répondu : *« Le seul discours à tenir aujourd'hui et demain, c'est celui de la concorde et de la compréhension. »* *« Je préfère*, a-t-il dit, *ceux, trop peu nombreux, qui emploient les mots de l'amour et de la fraternité à ceux qui n'ont que la vindicte, parfois la haine, à exprimer. »*

« Mais je ne veux transformer, a-t-il ajouté, *ni en argument social ni en argument politique l'événement qu'avec vous je déplore. Mais les leçons sont quand même là, et, si l'on vit d'exaspération en exaspération, où ira la France ? Je suis là pour le dire aux Français. »*

M. Mitterrand, qui venait également de saluer la famille de l'une des vieilles dames assassinées dans le dix-huitième arrondissement de Paris, a souligné qu'il entendait ainsi *« bien marquer la solidarité et la vigilance qui s'imposent »*.

Pendant ce bref moment passé à l'Institut médico-légal, le président Mitterrand était accompagné de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. Joxe souligne le renforcement de la police dans le dix-huitième arrondissement

Les attaques de vieilles dames dans le dix-huitième arrondissement de Paris *« ressemblent à l'œuvre d'un fou, à l'œuvre d'un malade »*, a déclaré lundi 12 novembre M. Pierre Joxe, qui était l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui s'était rendu sur place dans la journée, a ajouté : *« Je n'ai ni le droit ni l'intention de vous donner des informations sur l'enquête judiciaire en cours. Ce que je peux vous dire, c'est que les moyens mis en place pour que l'on avance sont là et que les fonctionnaires que j'ai pu rencontrer sont extrêmement motivés par l'horreur de ces crimes. »*

M. Joxe a expliqué qu'il avait vérifié avec le préfet de police que les dispositions qu'il avait décidées et *« consistant à amener des effectifs supplémentaires dans cet arrondissement en les prélevant sur un certain nombre de sections de district venant d'autres arrondissements »*, avaient bien été prises. Une centaine de gardiens, selon le ministre, ont été acheminés sur les lieux et ont reçu pour consigne de patrouiller trois par trois.

Le ministre de l'intérieur a rappelé qu'*« il y a quelque temps que le problème du dix-huitième arrondissement* [était] *à l'étude. Il y a un commissariat dont la construction est prévue, les travaux de démolition des vieux immeubles commencent la semaine prochaine. Un certain nombre de mesures sont prises en matière de transmissions, d'améliorations des moyens des personnels qui se trouvent dans cet arrondissement »*.

Pour M. Joxe, l'inquiétude des habitants du dix-huitième a une *« base objective »* mais aussi une *« dimension subjective »*. Les mesures qui ont été décidées, a-t-il déclaré, doivent *« jouer un rôle pour rassurer la population de ce quartier, dont* [il] *comprend qu'elle soit inquiète »*.

Parmi les mesures à moyen terme auxquelles pense le ministre de l'intérieur, figurent le rapatriement dans Paris *intra muros* des policiers que le coût des loyers a exilés en grande banlieue. M. Joxe espère en ramener dans la capitale dix mille *« en quelques années »*, ce qui, estime-t-il, *« changerait les conditions de la sécurité à Paris »*. Sur les trente-cinq mille fonctionnaires de police travaillant dans la capitale, a-t-il précisé, deux cent cinquante seulement y habitent.

M. TIBERI (RPR) : la carence du gouvernement

M. Jean Tiberi, député RPR du cinquième arrondissement, premier adjoint au maire de Paris, a déclaré :

« Il ne suffit pas d'aller s'incliner devant les victimes de ces fait abominables ou de prononcer des discours qui ne rassurent plus personne. » « Ces crimes qui sont commis à Paris placent le gouvernement devant les lourdes responsabilités qui sont les siennes et que, malgré les appels pressants, il s'est jusqu'ici montré incapable d'assumer.

« L'opinion juge sévèrement cette carence. Je demande qu'on y mette un terme. La population parisienne attend du gouvernement des actes. Cette angoisse et cette inquiétude que j'exprime en son nom ne sauraient rester sans réponse. »

La municipalité parisienne a décidé d'affecter au dix-huitième arrondissement l'essentiel des effectifs du corps des gardiens des parcs et jardins, qui compte un peu plus d'une centaine de membres, afin d'assurer dans les rues de ce quartier une présence plus visible des représentants de l'ordre public.

● *M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-rad.)*, conseiller de Paris, adjoint au maire du XVIIIe arrondissement, affirme dans un interview au *Quotidien de Paris*, daté du 13 novembre, que M. Pierre Joxe *« est entièrement responsable de la situation actuelle »*.

Pour l'ancien député, le ministre de l'intérieur est *« un menteur »* car *« tous les chiffres »* sur la criminalité donnés par le ministère sont *« faux »*.

● *M. Joseph Franceschi*, secrétaire d'État chargé des retraités et des personnes âgées, qui a fait part, lundi 12 novembre de son *« indignation »* et de son *« horreur »*, a *« invité les personnes âgées à rester prudentes sans céder à la psychose de l'agression, à respecter plus que jamais les conseils traditionnels de sécurité »* et à n'hésiter *« en aucun cas à faire appel aux services publics »*. L'ancien secrétaire d'État chargé de la sécurité publique a ajouté : *« Dans des circonstances aussi dramatiques, la sécurité doit s'exercer encore plus à tous les niveaux. La lutte contre l'isolement de nos aînés est un élément fondamental pour la maîtrise d'agissements de ce type. Je milite ardemment en ce sens. C'est une des conditions permettant à notre société de donner aux personnes la sécurité et la tranquillité auxquelles elles ont droit. »*

Trois inculpations après le meurtre d'un ouvrier turc à Épône

Trois inculpations ont été prononcées, lundi 12 novembre, par Mme Jacqueline Duno, juge d'instruction à Versailles, après le meurtre d'Ozgul Kemal, l'ouvrier turc tué, samedi 10 novembre à Epône (Yvelines). Un vigile d'origine camerounaise, Jacques Ndzada, a été inculpé d'homicide volontaire et tentative d'homicide, et Jean-Pierre Pirault, fils du PDG de l'entreprise où travaillait Ozgul Kemal, a été inculpé de complicité d'homicide volontaire et tentative d'homicide. Tous deux ont été écroués à la prison de Versailles.

Le PDG de la société, M. Pierre Pirault, a été, lui, laissé en liberté après avoir été inculpé de dissimulation de traces et d'indices *en vue d'entraver le bon fonctionnement* de la justice.

La CGT a appelé l'ensemble des salariés à interrompre le travail pendant un quart d'heure, le 13 novembre, et à observer une minute de silence. En fin d'après-midi, des manifestations silencieuses devaient avoir lieu devant les sièges locaux des unions patronales, et un rassemblement est prévu à 17 heures devant le siège du CNPF à Paris.

L'isolement de la CGT

Comme c'était prévisible, tout le monde condamne le meurtre de Kemal Ozgul. Mais d'une organisation syndicale à l'autre, l'intensité de la réprobation varie comme la charge de la responsabilité. Pour la CGT c'est clair et net : c'est le patronat (et à la marge les pouvoirs publics locaux) qui est responsable : *« Il faut arrêter*, affirme le communiqué du bureau confédéral, *l'escalade de la violence organisée par le patronat. »* Seul syndicat à porter une telle accusation, la centrale de M. Krasucki est également la seule à appeler à un arrêt national symbolique de quinze minutes et à une manifestation devant le CNPF.

La solidarité intersyndicale devant de tels actes criminels s'étiole. Il y a sept ans, le meurtre d'un gréviste des Verreries mécaniques champenoises de Reims avait amené la CGT, la CFDT et la FEN à lancer un appel commun à une grève nationale de *cinq minutes. Aujourd'hui, la CGT se* trouve quelque peu isolée sur le terrain syndical, la CGC n'hésitant pas à propos du drame d'Epône à faire un amalgame douteux entre *« les patrons de droit divin et les séides de Krasucki »*. Cette absence d'unanimité dans le jugement des événements et dans la *« riposte »* s'explique par plusieurs raisons.

En premier lieu, il apparaît bien que la division syndicale est devenue telle en France que même des événements aussi tragiques ne parviennent pas à la surmonter. On a pu, toutes proportions gardées, voir une unité syndicale assez large se réaliser sur des événements internationaux comme la Pologne (sans la CGT) ou parfois même la Turquie ou le Chili... Mais une affaire française, surtout quand elle a une telle charge passionnelle, fait rejaillir toutes les différences idéologiques *fondamentales* existant entre les syndicats.

Depuis longtemps déjà, une confédération comme Force ouvrière proclame que *« la liberté ne peut être défendue en association avec des organisations non démocratiques »*. C'est cette position qui l'avait déjà amenée dans le passé, à propos d'événements encore plus dramatiques comme lors de la guerre d'Algérie, « l'affaire » de Charonne, à refuser de participer à la manifestation *« unitaire »* qui avait été organisée avec la CGT le 8 février 1962. Aujourd'hui, elle met en avant son refus de *« s'engager dans la voie de l'exploitation »*. Et le fait est que l'importante dimension politique donnée à cette affaire n'incite pas les syndicats, en dehors de la CGT, à se montrer en première ligne.

En l'occurrence cependant, il y a également un désaccord de fond entre la CGT et les autres syndicats (au premier rang desquels la CFDT) quant au *« concept de responsabilité collective du patronat »*. La centrale de M. Maire le rejette — entendant réagir de plus en plus entreprise par entreprise et n'acceptant plus l'*« unicité »* du patronat, — le CNPF s'en indigne et le SNPMI s'en alarme. Le président de la République lui-même, en allant s'incliner devant le corps du militant cégétiste, a refusé de *« condamner une catégorie socio-professionnelle »*, se distinguant de ceux qui, dans les rangs du PS, avaient mis en cause *« un certain patronat »*.

De même qu'il serait abusif, lorsque des exactions sont le fait de quelques militants syndicaux plus ou moins incontrôlés, de jeter l'opprobre sur l'ensemble du mouvement syndical — qui s'est toujours méfié à juste titre des « provocateurs », — de même est-il irresponsable, à partir d'actes criminels d'un patron ou de ses hommes de main, d'accuser le CNPF en tant que tel. Déjà dans le passé, lors de campagnes de la CGT et du PC contre les accidents du travail, M. François Ceyrac avait été personnellement, et abusivement, mis en cause.

Généraliser des faits heureusement très isolés et s'accuser d'une collectivité à une autre risquerait de ruiner les relations sociales au niveau national. Ce n'est l'intérêt de personne. La logique de ce raisonnement n'aurait cependant pas dû conduire le CNPF à affirmer dans son communiqué que l'ensemble du monde patronal *« manifeste continuellement sa volonté de dialogue, de concertation et de négociation avec tous les partenaires de l'entreprise »*. Si tel était le cas, le dialogue social serait généralisé au point qu'il n'y aurait plus la moindre raison qu'une tragédie comme celle d'Epône ait pu se produire.

MICHEL NOBLECOURT.

● *SNPMI : les responsabilités de la CGT.* — *« Pas question de transformer un fait divers en un tribunal contre le patronat, d'autant que les circonstances ne sont pas encore clairement connues »*, déclare le SNPMI, qui s'inquiète de la « campagne » contre les chefs d'entreprise. *« La CGT*, ajoute-t-il, *porte la responsabilité d'un accroissement sensible des violences dans les conflits du travail : de juin 1983 à juin 1984, près de trois cents occupations sauvages, une cinquantaine de séquestrations de patrons et de cadres. »*

● *Syndicat de la magistrature : marginaliser les irresponsables.* — *« Il faut marginaliser les irresponsables qui pensent aux Français d'abord »*, estime le Syndicat de la magistrature, pour qui *« la réponse à cette violence passe par un retour à la tolérance, à l'état de droit, à une véritable politique du dialogue social dans l'entreprise et les quartiers. »*

● *La CGT du* Monde *: que toute la vérité soit faite.* — Le personnel CGT (GIA) du journal *le Monde* condamne l'acte criminel et les violences patronales à l'encontre des travailleurs et de leur organisation syndicale, la CGT, à Epône (Yvelines). Il exige que toute la vérité soit faite sur cet assassinat et que les véritables responsables soient dénoncés, jugés et condamnés. Il ne pourra accepter plus longtemps que de tels actes se perpétuent dans l'impunité.

Deux mille manifestants à Mantes-la-Jolie « contre les truands du patronat »

Une manifestation s'est déroulée le 12 novembre de 17 h 30 à 20 heures dans les rues de Mantes-la-Jolie, à l'appel des sections locales ou départementales de la CGT, du PCF, du PS et de diverses organisations de gauche. Scandant le slogan *« Pirault assassin, patronat complice »*, les participants n'étaient guère plus de deux mille — cinq mille diront les organisateurs — pour cette première démonstration à l'échelon local avant la grande manifestation convoquée ce mardi à Paris *« contre les truands du patronat »*. Le gros du cortège était constitué de syndicalistes cégétistes, mais aussi de nombreux hommes seuls aux habits pauvres, au visage grave, venus protester derrière les banderoles des mouvements turcs de diverses tendances contre la mort d'un des leurs. Peu de femmes parmi eux, si l'on excepte quelques militantes du mouvement turc Ileri (marxiste-léniniste) ou de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), et en fin de compte assez peu de Français, comme si cette affaire ne les intéressait pas ou comme s'ils craignaient une récupération politique de l'événement. Ou encore comme s'ils avaient peur.

Ce fut pourtant une manifestation très calme, très digne, malgré les cris hostiles à M. Gattaz et au *« patronat fasciste, complice des criminels »*. Quelques gardiens de la paix seulement précédaient le cortège, à peine encadré par les membres du service d'ordre syndical, tandis qu'une vingtaine de cars de CRS stationnaient discrètement sous les arbres aux abords de la gare pour prévenir tout débordement. Mais à aucun moment les forces de l'ordre n'ont eu à intervenir.

Après s'être réunis à Val-Fourré — un quartier de grands ensembles où logent plus de 30 % de familles étrangères, — les manifestants, dont certains portaient des œillets rouges ou des bougies allumées, ont défilé derrière une grande effigie du jeune Ozgul Kemal, *« militant CGT et communiste, victime des truands du patronat »*.

Le cortège a fait halte vers 19 h 30 aux abords de la rue de la Croix-Ferrée où M. Jean-Yves Gandon (CGT) a donné lecture du télégramme de M. Georges Marchais rendant hommage à la mémoire d'Ozgul Kemal *« qui venait de rejoindre les rangs du PCF »* et affirmant que le sang du jeune homme *« n'aura pas coulé en vain »*. Un ouvrier turc des établissements Pirault et Fils a pris la parole pour exhorter ses camarades à *« réclamer leur dû contre les exploiteurs et les assassins »*. Un peu plus tard, le cortège s'est dispersé sans incidents devant le palais de justice.

Vive émotion en Turquie

Ankara. — Les événements d'Epône et de Châteaubriant où, à un jour d'intervalle, durant le week-end, plusieurs ouvriers turcs ont été assassinés et d'autres blessés, ont naturellement trouvé un grand retentissement dans la presse turque. Les journaux soulignent plus particulièrement la nature *« raciste »* de ces attaques, avec d'autant plus d'étonnement que, jusqu'à maintenant, la France passait pour être un pays de bon accueil pour les quelque cent mille travailleurs turcs.

Le quotidien *Gunes* du lundi 12 novembre titre : *« Sauvagerie à la française. Quatre Turcs fusillés à Paris »*, tandis que, dans une interview donnée, il y a plusieurs semaines, au correspondant à Paris du même journal, M. Jean-Marie Le Pen indique : *« Nous sommes décidés à sauver la France du danger des immigrés et à recourir aux armes s'il le faut. »* Au cours de cet entretien qui a duré deux heures, le président du Front national expose longuement son programme de lutte contre l'immigration.

De notre correspondant

M. Le Pen réaffirme que les richesses de la France doivent appartenir, avant tout, et tout naturellement et incontestablement, aux Français. Il ajoute : *« J'aime la France plus que tous les autres pays, l'Europe plus que tous les autres continents, et je le dis ouvertement. Certes, si j'étais le président de l'UNESCO ou celui de la Croix-Rouge, je parlerais certainement différemment, mais je suis le président du Front national (...). Ceux qui sont mécontents de nos conditions n'ont qu'à s'en aller, et ceux qui restent doivent se conformer à nos règles, respecter nos traditions, nos mœurs et notre patrimoine naturel, pour s'éclater ensuite (...). Je ne permettrai de quelque façon que ce soit que la France soit ruinée. Nous sommes prêts à recourir aux armes, à la guerre s'il le faut, afin d'empêcher cette éventualité (...). Permettriez-vous que le plombier que vous avez appelé pour réparer votre robinet se couche dans votre lit ? Les misérables, curieux de voir comment la poule aux œufs d'or pond, sont venus en hordes pour investir l'Occident, mais vous ne vous rendez pas compte que cette poule peut se casser, et alors il n'y aura plus d'œufs d'or. »*

A la question du correspondant de *Gunes* qui lui demande *« Que faisiez-vous en Algérie ? »*, le chef de file de l'extrême droite répond : *« L'Algérie telle que nous l'avons trouvée n'était qu'un pays laissé misérable par les Ottomans. Nous y avons amené la prospérité et la civilisation. »* Le président du Front national estime que c'est sa franchise qui lui a valu de faire élire dix membres de sa liste à l'Assemblée européenne : *« Les Français ont grand besoin d'un leader qui pense comme eux »*, conclut-il.

Les événements du week-end ont fait la « une » des journaux turcs de mardi. *Milliyet* estime que *« la France devra rendre compte du sang turc »*, tandis qu'*Urryeit* publie une photo du *« patron cruel français »* accusé d'avoir donné l'ordre de tirer sur les ouvriers turcs demandant leurs salaires impayés. Quant à *Gunes*, il note, très ironique, que, pour tuer, les Français n'ont pas besoin *« de tueurs arméniens... »*.

ARTUN UNSAL.

COMPARAISONS

En renvoyant dos à dos, dans son communiqué (*le Monde* du 13 novembre) les *« patrons de droit divin »* et les *« séides de Krasucki »*, la CGC a surpris, d'autant qu'elle se référait à un incident survenu le 30 octobre dernier et qui était alors passé inaperçu.

« Une bande de voyous CGT (...) ouvrait le feu sur une délégation de la CGC chez Ducellier dans le Puy-de-Dôme », affirmait le texte confédéral. En réalité, et selon la fédération de la métallurgie CGC elle-même, les faits ne sont pas comparables au drame d'Epône.

Sur une route à proximité de l'usine de Sainte-Florine (une localité de la Haute-Loire proche d'Issoire où est installé le principal établissement de Ducellier), de nuit, deux « patrouilles » composées de deux véhicules se sont rencontrées, l'une comprenant des militants CGT, l'autre du personnel d'encadrement qui *n'est pas affilié à la CGC*. Dans le premier groupe, un individu a fait usage d'un pistolet d'alarme. *« Nous avons dénoncé la violence pour la violence »*, explique la fédération de la métallurgie CGC, qui publia un communiqué dans ce sens sans mettre en cause la CGT, et envoya un télégramme à M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, *« parce qu'il est le dirigeant de l'organisation majoritaire dans le premier collège chez Ducellier »*.

A. Le.

Dans la Loire-Atlantique

MANIFESTATIONS A CHATEAUBRIANT

Frédéric Boulay, le jeune chômeur qui avait tué deux Turcs et blessé cinq autres, le dimanche 11 novembre, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), a été inculpé d'assassinat et de tentative d'assassinat et écroué à la maison d'arrêt de Nantes.

La population de Châteaubriant a manifesté, lundi, de différentes manières, sa consternation. Un millier de lycéens ont observé le silence au centre-ville, où la fusillade avait éclaté. Les employés de la société Huard, employant la grande majorité des chefs de famille turcs de la ville, qui avaient débrayé pour témoigner de leur solidarité, ont également manifesté. Syndicats et partis de gauche, enfin, qui accusent l'extrême droite d'avoir *« une responsabilité directe »* dans cette affaire, avaient appelé à une manifestation dans la soirée.

M. Xavier Hunault, maire de Châteaubriant et député non inscrit de Loire-Atlantique, a souhaité que *« cette dramatique affaire »* ne soit pas *« récupérée par certains »*. Le conseil municipal, à l'unanimité, a assuré la communauté turque de la *« solidarité »* et de son *« soutien »*.

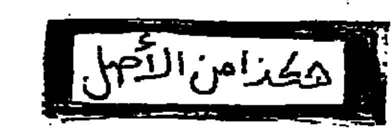
M. LE PEN DÉMENT AVOIR TENU LES PROPOS QUE RAPPORTE LA PRESSE TURQUE

De notre envoyé spécial

STRASBOURG. — *« On fait parler Le Pen, mais on ne le laisse pas parler. »* Le président du Front national, qui siège actuellement à l'Assemblée européenne cachait mal son irritation, mardi matin, devant ce qu'il appelle l'*« exploitation de citations tronquées »*. Il estimait *« scandaleux »* que des propos tenus il y a plus de quatre mois, aient pu être présentés comme des réactions aux incidents d'Epône et de Châteaubriant.

M. Le Pen rappelait qu'après le scrutin du 17 juin il avait donné près de deux cents interviews au cours desquelles il avait toujours abordé les questions de défense nationale. *« Je ne me souviens pas*, disait-il, *des déclarations exactes faites à la journaliste de Gunes. »* M. Le Pen relevait que celle-ci, *« par le type de questions qu'elle posait devait être d'extrême gauche »*. *« Toujours est-il*, ajoutait M. Le Pen, *que je n'ai jamais dit à propos des immigrés que j'étais prêt à prendre les armes pour empêcher la destruction de la France »*. *« C'est tout de même curieux qu'un patron RPR et un vigile de nationalité camerounaise soient au centre de l'affaire d'Epône et que l'on dise que c'est Le Pen. »* Pour renforcer son argumentation le président du Front national rappelait qu'il a toujours été opposé à la création de milices. — M.S.

[La correspondante à Paris du quotidien turc *Gunes* nous a confirmé, mardi matin, que lors de l'entretien en question, auquel avaient participé plusieurs journalistes étrangers, c'est bien dans la discussion sur la situation des immigrés en France que M. Le Pen avait évoqué le recours aux armes.]



EXPOSITION

ARCHÉOLOGIE CHINOISE AU GRAND PALAIS

Bronze, pierre, céramique

« Zhongshan : tombes des rois oubliés ». Le titre de l'exposition qui vient de s'ouvrir à Paris au Grand Palais laisse imaginer de considérables merveilles, d'insondables mystères. Or si l'on découvre, en effet, de bien belles œuvres ou de fort passionnants objets, il convient de rester calme. Zhongshan, c'est un peu comme si nous envoyions en Chine une exposition sur la poterie de Saintonge, ou sur deux siècles d'archéologie dans la Marche. Quelles qu'en puissent être les qualités, on ne peut pas dire qu'elles seraient représentatives de toute la civilisation française, ni aptes à faire connaître aux Chinois, petits et grands, notre histoire et notre art.

Pour situer Zhongshan, à moins qu'on ne soit déjà familier de l'art chinois, l'idéal serait une visite préalable au musée Cernuschi ou au musée Guimet. On n'en retirera aucune information sur notre royaume perdu, ou plutôt retrouvé, mais on mesurera mieux l'importance relative de l'ensemble présenté au Grand Palais. Zhongshan serait-il alors, comme Toutankhamon, l'éphémère pharaon qui n'eut finalement comme chance dans la vie que de laisser une tombe intacte et de pouvoir susciter trois millénaires après sa mort, l'engouement et la passion des foules ?

Non, Zhongshan n'est pas même Toutankhamon par sa rareté archéologique. Et il faut regretter qu'hormis une exposition au Printemps, l'an passé, il nous ait été si peu donné l'occasion depuis dix ans de mesurer vraiment le spectaculaire développement de l'archéologie chinoise, après ce terrible remords culturel que fut la révolution du même nom. Il est en ce sens navrant que la France n'ait pas su trouver le moyen de faire venir « Sept Mille Ans de Chine », l'ensemble présenté à Venise il y a un peu plus d'un an (*le Monde* du 4 août 1983). On y voyait vraiment les « considérables merveilles », les « insondables mystères » que la Chine a tirés de son sol.

Zhongshan n'est que Zhongshan, mais c'est déjà ça de pris. Zhongshan se situe, historiquement, au temps de la dynastie des Zhou. Plus précisément, le royaume semble trouver son origine dans la période dite des Printemps et automnes (770-476 av. J.-C.), son apogée et sa ruine dans celle des Royaumes combattants (475-221 av. JC) qui marque justement la fin des Zhou et l'arrivée de la dynastie Qin... Vous voyez qu'un séjour à Cernuschi ou à Guimet n'est pas forcément inutile !

Géographiquement, Zhongshan est tout aussi facile à situer. C'est un territoire de 200 kilomètres de long environ sur 100 de large, dans l'actuelle province du Hebei, au sud-ouest de Pékin. Les voisins de notre petit pays sont trois des sept Royaumes combattants, Yan, Zhao et Qi, auxquels il faudrait ajouter Wei, par-delà Zhao, à qui Zhongshan eut douloureusement affaire en 409 avant notre ère.

L'histoire de Zhongshan reste peu connue. Vadime Elisseeff, commissaire général de l'exposition (et qui dirige le musée Guimet) nous en fournit avec toute la précision possible les éléments à l'heure actuelle connus, dans son introduction au catalogue (1). Au départ, les Bai Di, nomades assez redoutables, venus de territoires voisins, qui, en se sédentarisant, auraient fondé ce qui va bientôt devenir un duché. En 414, le duc Wu s'installe à Gu, première capitale, qui doit bientôt laisser ce rôle à l'autre « grande » ville du pays, Lingshou. En 323, le prince de Zhongshan prend le titre de roi. Ce roi Cuo aura deux successeurs, Shi et Shang, avant qu'un sort contraire dans les guerres avec ses puissants voisins ne conduise le jeune royaume à sa disparition pure et simple, en 296 avant notre ère.

Voilà la brève et triste histoire du royaume de Zhongshan. Mais cela n'empêcha pas cet éphémère pays de construire une civilisation qui, fragilité politique ou pas, guerre ou pas, révèle un remarquable aboutissement, un art très élaboré. Cela sans doute est vrai pour toute la Chine à l'époque des Royaumes Combattants, comme le souligne Vadime Elisseeff. Les travaux d'irrigation qui, en 1973, quatre ans après la révolution culturelle, furent entrepris à Sanjixiang (canton de Pingshan) ont été la chance de Zhongshan. Ils conduisirent à la redécouverte de la nécropole dont les tumuli, pourtant restés visibles, échappaient depuis plus de deux mille ans aux regards, aux consciences. Soixante tombeaux ont, depuis 1974, fait l'objet de fouilles, et vingt mille pièces ont été mises au jour, la plus grande partie d'entre elles provenant de deux tombes royales. Un document exceptionnel trouvé dans l'une de ces deux tombes (mais qui ne figure pas au Grand Palais, sa rareté en interdisant la sortie de Chine) est le plan de bronze des mausolées royaux, tels qu'ils auraient été construits (peut-être) sans le sort contraire de Zhongshan. Comme une trace d'architecture, restituée par le catalogue, qui permet de donner un cadre, un contexte aux quatre-vingt dix pièces de l'exposition.

Lampe photophore, bronze et argent. IVe siècle avant J.-C.

L'exposition comporte trois ensembles d'inégale importance : le bronze, la pierre, la céramique. Le premier qui accaparait alors tous les soins et la passion de ces Chinois de l'âge du fer, marque sa prédominance dès l'entrée : cinq imposantes enseignes (sur sept probables à l'origine), en forme de trident. Elles appartiennent à la tombe du roi Cuo. Devant le palais ou sur le char, en période de guerre, elles signalaient la présence du roi. Huit vases tripodes (sur neuf) proviennent de la même tombe, comme la quasi-totalité des pièces exposées. Là encore, ils révélaient un privilège royal (les autres n'en n'avaient que trois, cinq ou sept, selon le rituel des Zhou), et leur solide majesté recevait, lors des cérémonies dues aux morts, des mets aussi exquis que du bœuf, du mouton, du porc, du poisson, de la viande séchée, des viscères de bœuf et de mouton, de la peau de porc, du poisson cru, de la viande crue.

Vin bleu

De ces merveilles gustatives, il ne reste, on s'en doute, pas grand-chose. Pourtant on verra plus loin à quel miracle peut consentir parfois le temps en matière de conservation. Dans d'autres vases de bronze exposés, les archéologues ont retrouvé du vin, à l'authentique odeur de vin, mais qui a pris, l'âge aidant, une belle et profonde couleur bleue. La série des bronzes, qui lassera plus ou moins vite selon la manie où le goût de chaque visiteur, donne quelques autres points forts : une série de socles sculptés destinés à porter des écrans, dont un tigre dévorant un faon, férocement félin et souple, et, surtout, un personnage photophore à tête d'argent, bizarrissime lampe qui trouve les formules de sa beauté dans la plus compliquée, la plus alambiquée des conceptions. Un objet, un superbe objet en or : un pied de hallebarde, aux incrustations d'argent et de pierre noire.

La céramique, dont la tendance est alors de se soumettre aux formes, à la domination du bronze, a cependant l'originalité d'une brillante couleur noire, et quelquefois des motifs surprenants, comme l'oiseau, au centre d'un bassin rituel (numéro 87). Parmi les pierres, jade, néphrite ou cristal de roche, parmi les inévitables disques (symbole du ciel à l'origine), pendentifs ou anneaux, l'attention va inévitablement à un jeu de liubo (une sorte de jacquet). A faire se damner tous les amateurs de jeux, les collectionneurs de pierres et les passionnés de la Chine réunis.

Si rituelles, si rares que soient toutes les pièces exposées, on aurait aimé que la présentation, fort décorative et séduisante, laissât davantage de place à l'archéologie, à peu près absente sauf de quelques panneaux à l'entrée. Et qu'elle aidât, mieux qu'elle ne le fait, à la compréhension des objets et de leur fonction.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Le catalogue a pour auteurs, outre Vadime Elisseeff, Danielle Elisseeff-Poisle et Jean-Paul Desroches, commissaires scientifiques de l'exposition avec Jacques Giès (100 F). Des projections de documentaires sur différents aspects de l'archéologie chinoise ont lieu tous les jours au Grand Palais. L'Ecole du Louvre y organise, à l'auditorium 104, des conférences axées, en revanche, sur Zhongshan. Enfin des « voyages en Chine », entre le musée Guimet, le Grand Palais et les écoles, expliquent l'exposition aux groupes scolaires.

★ Exposition organisée par l'Association française d'action artistique Grand Palais, jusqu'au 4 février 1985. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures ; le mercredi, jusqu'à 22 heures.

MUSIQUE

LES CONCERTS AU MUSÉE GRÉVIN

Des interprètes à découvrir

Ceux qui n'aiment pas le musée Grévin prétendent que la cire est triste.

L'association Les Musiciens amoureux, qui organise des cocktails-buffets parmi ces figurants immobiles à l'entracte de leurs concerts fleuves, espère bien prouver qu'elle peut être gaie (1). Quant aux Masters' concerts, dont la première saison se déroule également dans le ravissant théâtre (trois cent quarante places) de ce musée extravagant, ils n'ont aucune prétention de cet ordre; ils se contentent de proposer à l'attention des mélomanes une série de manifestations sortant un peu des sentiers battus dans la mesure où le talent des artistes invités dépasse parfois leur renommée, à cause de leur jeunesse ou parce qu'ils n'ont pas eu souvent l'occasion de se produire en France ; ainsi des pianistes comme Valery Afanassiev (le 19 novembre), Joseph Villa (le 26 novembre), Jean-Louis Steuerman ou la mezzo Martine Dupuy (le 4 décembre) qui s'est illustrée récemment dans *Lucio Silla*. Mais il y aura aussi le violoniste Subramaniam qui interprétera de la musique classique de l'Inde du Nord (le 5 décembre) ou le contre-ténor René Jacobs dans un répertoire nouveau pour lui et pour nous : Mozart, Haydn et Schubert, accompagné par Christian Ivaldi (le 11 décembre).

Ce n'est là qu'un aperçu de ces programmes conçus par Marc Smaja et dont on peut se procurer la liste en s'adressant au musée Grévin (2). La soirée inaugurale, le 9 novembre, a permis d'apprécier à la fois l'accoustique réellement excellente d'une salle qui se révèle idéale pour la musique de chambre, et de découvrir une violoniste lettone (née à Riga, elle fit ses études à Moscou puis à Londres), Eva Graubin, accompagnée par Theodore Paraskivesco dans un programme traditionnel – Schumann (*1re Sonate*), Debussy et Franck – où se glissait la *Sonate pour violon seul* de Prokofiev dont l'intérêt n'est peut-être pas aussi évident.

Dès l'abord, et tout au long du concert, Eva Graubin a fait preuve d'une sûreté technique assez exceptionnelle, que de fugitives défaillances n'infirmaient en rien : la sonorité est pleine, sachant être puissante quand il le faut ou devenir immatérielle ; le phrasé enfin, toujours irréprochable, révèle une parfaite musicienne. Il est plus difficile de se faire une opinion sur le tempérament d'une interprète chez qui la volonté semble l'emporter sur la spontanéité, ce qui n'a rien d'anormal en soi puisqu'il n'est pas d'art sans maîtrise, mais encore faut-il qu'après avoir été chassé, le naturel revienne au galop ; il paraît ici encore un peu bridé.

Théodore Paraskivesco est un partenaire plus qu'un accompagnateur, et, même s'il joue sur un piano à demi fermé, on reconnaît le grand pianiste à qui l'on doit plusieurs enregistrements de Debussy et d'Enesco ; il sait se faire discret, mais pas plus qu'il n'est nécessaire, et, toujours attentif aux moindres inflexions du violon, il crée une parfaite osmose entre les deux instruments. Son entente avec Eva Graubin semble faite pour durer puisqu'ils se produiront à nouveau, dans un programme sensiblement différent, le 17 décembre dans la même salle.

D'ici là, le théâtre du musée Grévin aura accueilli un opéra-drôle de Graciane Finzi, *Il était trois fois*, sur un livret et dans une mise en scène de Gilbert Lévy (directeur artistique du Théâtre musical Grévin), dont les représentations auront lieu tous les jours à 20 h 30 (sauf les lundis et mardis) à partir du 15 novembre et jusqu'au 31 décembre.

GÉRARD CONDÉ.

(1) L'association Les Musiciens amoureux (10, rue Castex, 75004 Paris) propose une série de huit concerts autour de grands interprètes : Bernard Kruysen le 20 novembre, Hugues Cuenod le 5 février ; de compositeurs : Fauré le 13 décembre, Schubert le 29 avril ; ou de thèmes : l'Espagne (19 janvier), les anniversaires. Les concerts commenceront tantôt à 20 h 30 tantôt à 19 h 30 et seront retransmis en différé à Paris par Fréquence Gaie (97,2 MHz).

(2) Musée Grévin, 10, boulevard Montmartre, 75009. Tél. : 770-85-05.

« Cal », un amour d'Irlande

Un jeune chômeur, catholique, Cal, tombe amoureux de la nouvelle bibliothécaire Marcella, largement son aînée. Autour, le conflit irlandais fait rage, l'armée anglaise tente plutôt mal que bien de maintenir un semblant d'ordre. Cal n'a cure de se battre pour la cause. Quotidiennement, il affronte l'intolérance, est sollicité ici d'aider l'IRA, là se fait tabasser par les protestants. Personne ne veut l'écouter.

S'il voulait fuir le pays avant de connaître Marcella, le grand amour le transforme. Cal ne vit plus que pour Marcella, pour conquérir Marcella, veuve d'un policier au service du pouvoir, tué un an plus tôt par un commando auquel il a à contre-cœur prêté assistance. Le film prend soudain des allures crépusculaires, un *Brève rencontre* d'aujourd'hui tel qu'il peut s'en vivre encore dans nos sociétés occidentales.

Pat O'Connor, auteur un peu plus tôt (toujours en Irlande) du très beau *The Dancing Hall of Romance*, qui lui permit de faire le bond du petit au grand écran, compose l'ambiance, son décor, par petites touches significatives, selon une tradition très anglaise. Et soudain la passion éclate, sans violence, mais ignorant toute morale. Cal et Marcella s'aiment réellement. Ne jouant jamais sur l'effet dramatique, le coup de théâtre, *Cal* a l'honnêteté et la franchise d'une tragédie en mineur, sans issue, un peu à l'image du conflit irlandais aujourd'hui. Il est interprété par deux acteurs exceptionnels, John Lynch et Helen Mirren (prix d'interprétation féminine à Cannes).

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

Le baiser breton

Murs de pierres sans âge, pâles lumières, porte ouverte sur le néant. La petite salle d'Essaïon est devenue *Tour d'amour*, un roman de Rachilde adapté et mis en scène par J. Champagne, avec Elodie Bear, Jacques Gamblin, André Lacombe.

C'est une étrange histoire de possession. La tour d'amour est un phare où sont enfermés deux gardiens. Un jeune, un vieux, et, autour, la mer déchaîne fantômes et fantasmes. Le jeune pense s'en sortir grâce au « baiser breton » (c'est-à-dire vital et chaleureux) d'une adolescente. Mais les morts saisissent les vifs, et il terminera ses jours, seul, avec la tête coupée d'une femme...

L'écriture échevelée de Rachilde draine le fantastique et l'équivoque. Plus qu'une adaptation du roman, J. Champagne en a fait un découpage. La forme récit oblige les comédiens à un jeu distancié. Dans le décor réaliste et mystérieux à souhait, dans cette mise en scène aiguë, précise et dépouillée, sans pousser au grand-guignol, on aurait aimé quelque chose de plus chaud. L'ironie y est, avec un peu trop de pudeur dans la folie. Quand même, grâce aux comédiens et en particulier à Jacques Gamblin (le jeune), on découvre un texte très beau, qui entraîne dans ses dérives.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Essaïon, 18 h 30.

Damier de vie et de mort

L'Intruse, de Maurice Maeterlinck, c'est la mort. Celle qui se faufile par le trou de la serrure, qui profite des fenêtres ouvertes, des interstices dans les murs. Elle marche à pas de loup, arrachant aux douze coups de minuit des sonorités de glas. Sur son passage il y a des bruits inhabituels entourés de silence.

Ils sont quatre sous des lumières crues à la sentir s'approcher. L'aveugle la perçoit plus violemment que les autres. Peut-être cherche-t-il à l'attirer sur lui, afin de l'éloigner de sa fille qui dort trop profondément dans la pièce voisine.

Les quatre comédiens sont assis, immobiles, nerfs tendus à l'extrême. Vêtus de noir, très blancs de visage, ils sont comme un damier de vie et de mort. Jacques Nichet et Didier Bezace ont, avec un minimum d'effets, réussi à faire naître la mort, présente, palpable, insupportable. Un cauchemar dont on sort peu disponible pour suivre les déboires de Léonie : celle de Georges Feydeau dans *Léonie est en avance*.

Sur le point d'accoucher avant terme. En compagnie de son époux et de ses parents, sous l'œil consterné de la bonne, elle subit, geignarde et capricieuse, nerveuse et fofolle, les douleurs de l'enfantement. Pour accoucher cette primipare exaspérante, il y a la sage-femme, matrone au cœur amidonné comme sa coiffe de cheftaine pour délivrances à domicile.

Si la comédie est faite parfois d'événements tragiques – l'enfant de Léonie restera un ange puisque sa grossesse est nerveuse – le rire grinçant et l'humour badigeonné de noir n'excluent pas les moments de franche rigolade, c'est ce qui manque ici. Feydeau-penseur, Feydeau-philosophe à sa manière, certainement. Mais il ne faudrait pas oublier sa fantaisie et son petit grain de folie.

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes, 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA TOUR D'AMOUR : Théâtre Essaïon (278-46-42), 18 h 30.
LE BOURREAU D'ANTIGONE : Théâtre Noir (346-91-93), 20 h 30.
PARLONS FRANÇAIS II : Lucernaire (544-57-34), 18 h 30.
LA BERLUE : Marigny-Salle Gabriel (225-20-74), 21 h.
LE RETOUR DE LA VILLÉGIATURE : Comédie italienne (321-22-22), 20 h 30.
LE BLUFFEUR : Michodière (742-95-22), 20 h 30.
AMOUR ET COLERE : Tristan Bernard (522-08-40), 21 h.
MELI-MELOMAN II : Théâtre des Mathurins (265-90-00), 20 h 45.
CHAMBRES CALMES, VUE SUR LA MER : Théâtre de la Plaine (842-32-25), 20 h 30.
COMMEDIA DELL'ARTE : Lucernaire I (544-57-34), 18 h 30.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Corbeaux.
ODEON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h 30 : l'Illusion.
PETIT ODEON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : le Mal du pays.
TEP (364-80-80), Théâtre, 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 18 h 30 : Oreste ; 20 h 30 : la Paume.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.
ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30 : la Ville marine.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 15 h : Moi ; 21 h : le Pain de ménage/M. Vernet.

Mardi 13 novembre

ATALANTE (606-11-90) 20 h 30 : Sang d'encre.
ATELIER (606-49-24) 21 h : la Danse de mort.
ATHÉNÉE (742-67-27) salle L.-Jouvet, 19 h : l'Ouest, le vrai. — Salle Ch.-Bérard, 18 h 30 : le Rêve de d'Alembert.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : les Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festival d'automne).
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Dom Juan.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : la Salle à manger.
BOURVIL (373-47-84) 20 h : Elles nous parlaient d'amour.
BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16) 21 h : Théâtre de Bouvard.
CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), I. l'Orestie : 20 h : Agamemnon. II., 20 h 45 : la Surprise de l'amour. — Epée de Bois (808-39-74), 20 h : Paradoxe sur le comédien. — Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : l'Intruse - Léonie est en avance.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : la Galerie du Palais. La Resserre, 20 h 30 : Lucrèce Borgia.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir. II. 19 h : le Journal de Jules Renard.
DIX HEURES (606-07-48), 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; II. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.
EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.
ESPACE GAITE (327-95-94) 20 h 30 : Morpioui's Palace.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 18 h : Pâques ; 20 h 30 : Avez-vous des nouvelles du docteur ?
ESSAION (278-46-42) : I. 20 h 45 : la Couronne de fer.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : les Trois Jeanne.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Educating Rita.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) 20 h 30 : les Mille et une nuits du tarot ou le jeu du hasard.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?
JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Noises.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Loin du grenier ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Hiroshima mon amour. — II. 18 h 30 : la Femme fauve ; 20 h 15 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 : Waiting for the Sun ou la Nef des fous.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un otage.
MANUFACTURE (722-09-58), 20 h 30 : les Nuits difficiles.
MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage/Love ; 22 h : Angel City.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), Petite salle 21 h : Attention à la p'tite marche.
MICHEL (265-35-02) 21 h 15 : On dînera au lit.
MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle, 21 h : la Carte du tendre.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.
POCHE (548-92-97), 20 h : Gertrude morte cet après-midi.
PORTE DE GENTILLY (580-20-20), 20 h 30 : Talca, Paris et Broadway.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h : Kean.
QUAI DE LA GARE (585-88-88) 20 h 30 : Phœnix Park.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) ; 20 h 45 : De si tendres liens.
TEMPLIERS (303-76-49) 20 h 30 : la Vie d'artiste.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : la Nouvelle Figurante d'opéra.
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), petite salle, 21 h : Letters home.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : Savannah Bay.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88) 21 h : Lysistrata.
THÉATRE DE L'UNION (246-20-83). 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !
BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parlaient d'amour ; 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.
POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi, je craque, mes parents raquent.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.
THÉATRE 3 sur 4 (327-09-16), 22 h 30 : Ça.
TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Le roi d'Hermeland.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Tania, P. Favre.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Peppe de Cordoba.
FORUM DES HALLES (297-53-47), 21 h : les Etoiles.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : P. Sébastien, Ph. Lavil.
PARC DE LA VILLETTE (240-27-28), 20 h 15 : Slifip ; 22 h : X. Lacouture.
RANELAGH (288-64-44), 20 h 30 : Mime Pradel (à partir du 13).
SPLENDID (208-21-93), 21 h : M. Boujenah.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Jacinta.
ZÉNITH (245-44-44), 20 h 30 : J. Hallyday.

La danse

THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h 30 : Boule à look.

Opérettes

BOBINO-ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Opéra

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

Les concerts

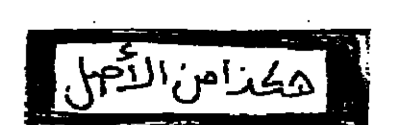
Th. des Champs-Elysées, 18 h 30 : Opéra de chambre de Paris (Duparc, Lekeu, Bréville) ; 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. V. Neumann (Dvorak, Mahler).
Centre Bösendorfer, 18 h 30 : A. Gorog (Chopin).
Eglise Saint-Ambroise, 20 h 30 : Ensemble vocal M. Piquemal, Orchestre B. Thomas, dir. M. Piquemal (Mozart, Scarlatti).
Salle Gaveau, 20 h 30 : G. Tacchino (Beethoven, Prokofiev, Schubert...).
Ecole alsacienne, 18 h 45 : J. Koenig, L. Tsan (Jolivet, Schubert, Borne).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Ensemble instrumental Andolí (Vivaldi, Haendel).
Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : G. Raphanel, J. Nirouet.
Eglise de la Madeleine, 21 h : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. J. Mercier, Chorale E. Brasseur (Dvorak).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : Atelier de musique de Ville-d'Avray, dir. J.-L. Petit (Bach).

Festival d'automne

(296-12-27)
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 : I. Maggio.
Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h : Spinoza.

5e Festival de jazz de Paris

(273-06-66)
CIM (258-03-40), 22 h 30 : Les voix du CIM.



SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Une femme au volant, de K. Gerron et P. Billon ; 19 h : Soixante-dix ans d'Universal : le Mirage de la vie, de J. Stahl ; 21 h : Hommage à Fritz Lang : J'ai le droit de vivre, de F. Lang.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

AMADEUS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

AMOUREUX VOLONTAIRES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

AVE MARIA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-43-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

EUSKADI HORS D'ETAT (Fr.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

HISTOIRE D'O No 2 (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Berlitz, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JUMEAU (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LE MONTREUR D'OURS (Fr.) : Le Latina, 4e (278-47-86).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; UGC Boulevard 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). — V.f., Français, 9e (770-33-88).

PRENOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Danton, 6e (225-10-30 ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

RIVE DROITE RIVE GAUCHE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (326-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (325-21-21) ; Mistral, 14e (539-52-83) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

SPLASH (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30). — V.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SUPERGIRL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA TÊTE DANS LE SAC (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

THE HIT (Angl., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (325-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOP SECRET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA TRICHE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (Fr.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Les grandes reprises

ADÈLE H. (v.f.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14); Républic Cinéma, 11e (805-51-34).

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65); Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'AS DES AS (Fr.) : Paris Ciné-I, 10e (770-21-71).

L'ASCENSEUR (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BELLISSIMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

CELA S'APPELLE L'AURORE (F-I) : Logos-I, 5e (354-42-34).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum , 1er (297-25-97); Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Lincoln, 8e (359-36-14); George-V, 8e (562-41-46); Action La Fayette, 9e (329-79-89); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); Parnassiens, 14e (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40); UGC Opéra, 2e (574-93-50); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

DE L'AUTRE COTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

ERENDIRA (Bré., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61) ; Calypso, 17e (380-30-11).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Marylin, 14e (544-43-14).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (805-51-33).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

METROPOLIS (All.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Balzac, 8e (561-10-60).

SPARTACUS (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

TOM JONES (Angl., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

THE ROSE (A., v.o.) ; Templiers, 3e (272-94-56).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LES FILMS NOUVEAUX

CAL, film irlandais de Pat O'Connor. v.o. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive-Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

COMMENT DRAGUER TOUS LES MECS, film français de Jean-Paul Feuillebois. George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

JE SUIS JAZZ... C'EST MA VIE, ensemble de quatre moyens métrages de Frank Cassenti (*Lettres à Michel Petrucciani. Mystery Mister RA. Archie Shepp.*) et de Patrick Chamming (*Ueeste Bleu*). Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES YEUX, LA BOUCHE, film italien de Marco Bellochio. v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

COMMUNICATION

LE TEMPS DES MANAGERS

La grande braderie des radios locales privées

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a décidé, lundi (*le Monde* du 13 novembre), de *« mettre fin à la période de tolérance au cours de laquelle des radios locales privées, dont les dossiers n'avaient pas fait l'objet d'une décision, continuaient à émettre sans être poursuivies systématiquement »*. Compte tenu des inconvénients divers entraînés par cette tolérance, les stations *« non autorisées devront donc désormais cesser leurs émissions, sous peine de poursuites, tant que leurs dossiers n'auront pas fait l'objet d'une décision de la part de la Haute Autorité »*.

Ce coup de semonce de la Haute Autorité vise, semble-t-il, à endiguer une situation anarchique aux développements multiples.

Le nouvel espace de liberté ouvert aux radios locales privées sur la bande FM par la loi du 29 juillet 1982 avait déclenché un rush de demandes d'autorisation. A marche forcée, la commission consultative — présidée d'abord par M. André Holleaux, ensuite par M. Jean-Michel Galabert — avait examiné les dossiers dans un esprit de tolérance, mais en conformité avec les canons associatifs choisis par le législateur. A son rythme, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle donnait ensuite son « feu vert ». Ainsi, plus de 1 000 fréquences ont été attribuées, à ce jour, à quelque 1 200 associations. La prime d'installation (100 000 francs) a été versée à ceux qui en ont fait la demande en produisant les documents nécessaires.

Mais, alors que les premières autorisations officielles sont toujours attendues dans certaines agglomérations — à Toulouse et à Toulon par exemple, — le décret portant sur les modalités de financement, promis en novembre 1983, n'est toujours pas publié. Entre-temps, il est vrai, les choses ont évolué, notamment depuis que le président de la République a décidé, au nom du réalisme, d'ouvrir les vannes de la publicité aux radios qui souhaiteraient recourir à cette source de financement. Le choix offert par la nouvelle loi adoptée le 28 juin par l'Assemblée nationale porte sur trois statuts : commercial avec recours à la publicité, associatif sans publicité (sauf celle d'intérêt collectif), enfin associatif « tempéré » de publicité. S'il n'est pas encore permis de dire comment se fera la répartition, les observateurs s'accordent à estimer que 10 % des stations autorisées opteront pour le commercial, 35 % pour l'associatif « pur » et le reste, 55 %, pour l'associatif mitigé. Le décret relatif au financement, qui vient de « sortir » du Conseil d'Etat, devrait être publié avant la fin du mois de novembre.

Le projet de M. Hersant

Mais en désavouant le *« Pas de radios-fric ! »* de Pierre Mauroy, qui constituait la philosophie originelle de l'opération, le président de la République a grandement contribué au changement de climat qui plane, désormais, sur le processus d'attribution des fréquences, dont le nombre limité constitue déjà un obstacle permanent. Certes, les tricheurs n'avaient pas attendu le feu vert de M. Mitterrand pour gauchir la loi : qu'il s'agisse de puissance d'émetteur ou de zone de couverture, ces aventuriers des ondes — qui se réclament souvent du sacro-saint principe de la liberté en faisant peu de cas de celle des autres — s'étaient mis délibérément hors la loi, au sens étymologique.

La possibilité de recourir à la publicité pour les radios locales privées a induit, maintenant, une atmosphère mercantile favorisée par le nombre limité des fréquences sur la bande FM. Directeur d'une agence de publicité, M. Thierry Mendès France vient d'en faire la révélation spectaculaire sur Radio 7 en affirmant qu'une fréquence se vendait *« entre 500 000 francs et trois millions »*, lui-même ayant l'intention d'en acquérir une prochainement. *« Il existe un marché parallèle des fréquences, tout le monde le sait, mais personne n'en parle »*, a ajouté M. Mendès France. Selon lui, *« de nombreuses radios »* à qui une autorisation d'émettre a été attribuée mais qui n'ont pu se développer se contentent de *« stocker des fréquences, de les geler en passant des disques, et attendent le moment de vendre soit des plages horaires, soit l'antenne dans sa totalité »*.

A la Haute Autorité, si l'on n'ignore pas qu'*« il y a des gens qui achètent des fréquences, on manque de preuves pour l'instant »*. On espère découvrir les « acheteurs » plus tard, lorsque ces associations demanderont à devenir des sociétés commerciales : la transparence des sociétés les obligera à se démasquer.

Est-il besoin de préciser que rares sont les « particuliers » qui cherchent à acheter une fréquence ? En revanche, certains groupes de presse se sentant une vocation de groupe multimédias — tel *Libération*, qui a engagé diverses négociations, ou M. Robert Hersant, qui a déjà signé, — manifestent leur intérêt pour la bande FM. Depuis septembre, le groupe Hersant a pris le contrôle de Radio Digitale (regroupant Génération 2 000, Tension Fréquence médicale, Périphérique et Mégapuce), qui possède un émetteur situé porte de la Chapelle. Le docteur Gérard Agulhon préside Radio Digitale, *« station apolitique et à dominante médicale »*, mais les programmes et la publicité sont du ressort de Digitale Production, société dont le nouveau directeur est M. Bertrand Cousin, directeur général adjoint de la Socpresse (groupe Hersant). Pour mettre au point la nouvelle grille, prévue pour janvier, il a déjà recruté MM. Claude Lefèvre — ancien directeur de l'information à FR 3 (avant 1981) et transfuge de Radio Tour Eiffel — et Alain Fernbach, ancien chef du service politique à TF 1.

Cette offensive parisienne de M. Robert Hersant ne constitue, selon M. Cousin, que la première phase d'un plan beaucoup plus ambitieux. Des accords ont déjà été passés entre des stations locales et des quotidiens appartenant au groupe Socpresse : « Bleu marine » à Lorient avec *la Liberté du Morbihan*, « Loire FM » à Nantes avec *Presse-Océan*, « Corinna » à Lille avec *Nord-Eclair*, « Fréquence Dauphiné » à Grenoble avec *le Dauphiné Libéré*, « Radio La Méduse » à Valence avec *Vaucluse matin*, « Radio 2 » à Bourg-en-Bresse avec le *Dauphiné Libéré*, « Radio Val d'Oise » à Pontoise avec *France-Soir*. Des négociations sont en cours au Havre et à Poitiers.

Europe 1 et la FM

Certaines grandes stations radiophoniques — Europe 1 et Radio Monte-Carlo — qui diffusent en modulation d'amplitude sont légitimement intéressées par les qualités de la modulation de fréquence. Dans un premier temps, Europe 1 a puissamment aidé (techniquement) au lancement de Fréquence Montparnasse (95,2 MHz), patronnée par Catherine Ribeiro. Mais la mise en place de la station radio avait été confiée à M. Robert Nahmias, journaliste à Europe 1. Celui-ci se fit bientôt élire président de la station à la place de Catherine Ribeiro et prit même ses distances, semble-t-il, avec Europe 1. Occupant la deuxième place des radios « libres » de la région parisienne, selon les sondages, 95,2 est, depuis le 12 novembre, entendue à ... Lyon. Radio-Contact a en effet conclu un accord pour accueillir les programmes de 95,2 chaque soir, à partir de 22 heures. *« Cette extension se fait dans le cadre légal »*, souligne M. Nahmias. La loi oblige en effet les radios locales privées à diffuser 80 % de « programmes propres ». Les quatre heures quotidiennes de 95,2 reprise sur Contact entrent dans les 20 % restants. *« Compte tenu de l'arrivée des grands groupes, il est vital pour 95,2 de sortir de Paris »*, ajoute M. Nahmias. Depuis la rentrée, enfin, Europe 1 apporte, comme nous l'avons annoncé (*le Monde* du 10 novembre), une contribution sous forme de programmes à la station parisienne 89 FM, que dirige sur le terrain M. Mathieu Fantoni et que préside M. Claude Neuschwander.

Si cette tendance s'accentue — et tout porte à le croire, — la bande FM risque d'être bientôt dominée par quelques grands groupes, patronnant des réseaux de radios locales et les alimentant de programmes préfabriqués et standardisés. En revanche, ces radios seront peut-être plus structurées, plus professionnelles que les associatives. C'est peut-être là que se situe, précisément, la ligne de partage entre ceux qui, de l'Elysée à la Haute Autorité en passant par le secrétariat d'Etat chargé des techniques de communication, exercent un certain pouvoir sur l'orientation de cette ouverture des médias : les uns continuent de croire aux vertus d'un certain amateurisme convivial, les autres — plus nombreux — se laissent séduire, au nom du réalisme politique, par le professionnalisme des managers de la communication.

CLAUDE DURIEUX.

COMMUNICATION

Le gouvernement américain lance un réseau mondial de télévision

Le 15 novembre, le gouvernement américain, par l'intermédiaire de son agence officielle d'information (USIA), doit lancer un réseau mondial de télévision appelé *« Worldnet »*. A terme, ce réseau doit devenir, selon M. Alvin Snyder, son directeur, l'équivalent en télévision de ce qu'est aujourd'hui « La voix de l'Amérique » en radio. Les émissions seront distribuées en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud par des relais satellites et accessibles en anglais et en français à tous les réseaux câblés ou aux stations de télévision qui pourront les capter avec une antenne parabolique.

Pour ses premières semaines d'existence, Worldnet se contente d'ouvrir un service de téléconférence par satellite Intelsat entre les Etats-Unis et les ambassades américaines. Une voie « image » et deux voies « son » permettront à des journalistes de dialoguer avec des représentants du gouvernement américain à Washington. Mais, très rapidement, Worldnet diffusera aussi un magazine d'informations quotidien, *« Satellite file »*, des séries scientifiques et médicales. Il assurera en direct la couverture des grands événements politiques aux Etats-Unis.

M. Alvin Snyder estime qu'avant la fin de cette année, Worldnet pourra étendre sa diffusion en Europe au-delà des seules ambassades américaines et être diffusé sur les réseaux câblés. Il négocie actuellement la location sur le satellite européen ECS 1 d'un des canaux attribués à la Belgique et compte présenter rapidement un programme de dix heures par semaine.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Grève au « Parisien libéré ».* — Les employés, cadres et journalistes du *Parisien libéré*, *soutenus par les* syndicats FO, CFDT, SNJ et CGC observent, ce mardi 13 novembre, une grève qui pourrait empêcher la parution du journal mercredi. Cet arrêt de travail est destiné à protester contre le transfert de *« salariés du service abonnements dans une entreprise extérieure »*, opération n'offrant pas, selon les syndicats, de garanties suffisantes. La direction du journal affirme, pour sa part, que *« l'emploi est durablement maintenu pour l'ensemble du personnel concerné en préservant l'essentiel de ses intérêts »*.

LETTRES

La mort de Chester Himes

(Suite de la première page.)

Himes choisit Paris, pensant y trouver *« la possibilité d'écrire ce que je désirais sans tenir compte de considérations de race, de politique et d'argent ». La Troisième Génération* (1954), roman très autobiographique consacré à une famille noire, fut assez bien accueilli à New-York. Pourtant, *la Fin d'un primitif* (1953), qui explorait avec finesse et mordant les amours impossibles et violentes d'un Noir et d'une Blanche, fut tellement censuré par l'éditeur américain que, pour subsister, Himes accepta la proposition de Marcel Duhamel d'écrire pour la Série noire.

Son coup d'essai, *la Reine des pommmes*, où un honnête paroissien dupé par tous dispute la vedette à un escroc déguisé en religieuse, remporta le Grand Prix de la littérature policière en 1958. Dans *Il pleut des coups durs* (1958), il appartenait à un duo bientôt célèbre de détectives noirs — Ed Cercueil et Fossoyeur — d'élucider, à la barbe d'une police handicapée par le préjugé racial, le meurtre d'un Blanc venu s'encanailler dans le ghetto.

Continuant la série des « romans domestiques », *Couché dans le pain* (1958), *Dare dare* (1958), *Tout pour plaire* (1959), *Imbrogio Negro* (1960), *Ne nous énervons pas* (1961), *Retour en Afrique* (1964) et *L'aveugle au pistolet* (1970) composent une fresque animée et originale des tensions, des souffrances, mais aussi de la vitalité de l'Amérique urbaine noire. Émaillée d'un argot pétillant, fourmillant de « paroissiens » parfois grotesques et presque toujours violents, cette évocation à la fois mythique, burlesque et fidèle du ghetto réitère le message de Himes : l'absurdité du racisme, qui culmine dans les émeutes nationalistes de *l'Aveugle au pistolet*.

En 1963, *Mamie Mason* présente une satire, sur le mode érotique, de la pseudo-intégration de la bourgeoisie noire, tandis qu'*Une affaire de viol* a pour base un procès dont quatre noirs américains sont victimes à Paris. Puis *Black on Black* (1979) et *le Manteau de rêve* (1982) réunissent des nouvelles extrêmement diverses, émouvantes, surréalistes ou humoristiques qui s'étalent sur plusieurs décennies. *Regrets sans repentir* (1979 — traduction condensée de *A Quality of Hurt* et *A Life of Absurdity* — retrace sur le mode autobiographique les débuts, les voyages, les itinéraires sentimentaux et la carrière professionnelle de Himes, avec humour mais non sans amertume. Enfin, en 1983, *Plan B* vient clore, en point d'orgue, la série des romans de Harlem : composé en 1969, à la grande époque du Pouvoir noir, il répond aux fantasmes du racisme blanc par une apothéose de pure violence, allant jusqu'à faire périr (Ed Cercueil et Fossoyeur).

Himes s'était défini comme écrivain depuis 1932 : *« Ecrire, c'est ma couleur, c'est ma raison d'être. On peut tout m'enlever sauf cela. »* Son talent savait allier une critique implacable à une tendresse profonde ; il fait de lui, selon les termes d'Ishmael Reed, lors de l'attribution à Himes du Prix de la Fondation précolombienne pour l'ensemble de son œuvre, *« le seul grand romancier populaire noir américain. Bien peu ont su rendre comme lui la vitalité, la couleur, les contradictions de la vie noire aux États-Unis »*. Après des séjours dans la plupart des pays d'Europe occidentale, Himes s'était établi, voici quinze ans, près d'Alicante avec sa seconde épouse, Lesley. Critique jusqu'au bout du racisme français, il a su rendre hommage à la France : *« C'est là que j'ai été reconnu et accepté comme écrivain à part entière. Le public français a commencé par trouver mes policiers exotiques, mais les grands éditeurs ont traité sérieusement mes livres « sérieux », à l'opposé de l'Amérique. Et c'est à partir de Paris que ma réputation a rayonné, gagnant l'Amérique et le monde entier. »*

MICHEL FABRE.

Bibliographie

— *S'il braille, lâche-le.* Albin Michel, 1948 ; Gallimard, 1972.
— *La Croisade Lee Gordon.* Correa, 1952 ; Bourgois, « 10/18 », 1984.
— *Qu'on lui jette la première pierre.* Guénaud, 1978.
— *La Troisième Génération.* Plon, 1957 ; Gallimard, « Série blanche », 1973.
— *La Fin d'un primitif.* Gallimard, 1956 ; « Folio », 1976.
— *La Reine des pommes.* « Série noire », 1958 ; « Carré noir », 1972.
— *Il pleut des coups durs.* « Série noire », 1958 ; « Carré noir », 1973.
— *Tout pour plaire.* « Série noire », 1959 ; « Carré noir », 1979.
— *Couché dans le pain.* « Série noire », 1959 ; « Carré noir », 1973.
— *Dare-dare.* « Série noire » ; 1959, « Carré noir », 1979.
— *Imbroglio négro.* « Série noire » ; 1960, « Carré noir », 1979.
— *Ne nous énervons pas.* « Série noire » ; 1961, « Carré noir », 1979.
— *Mamie Mason.* Plon, 1962.
— *Retour en Afrique.* Plon, 1964 ; « 10/18 », 1983.
— *L'Aveugle au pistolet.* Gallimard, « Série blanche », 1970, « Folio », 1976.
— *Regrets sans repentir.* Gallimard, « Série blanche », 1979.
— *Black on black.* Ed. des autres, 1979.
— *Une affaire de viol.* Les Yeux ouverts, 1963 ; Ed. des autres, 1978.
— *Le Manteau de rêve.* Lieu commun, 1982.
— *Plan B.* Lieu commun, 1982.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 13 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.
Si certaines pieuvres peuvent atteindre 6 mètres d'envergure, il en existe d'autres plus petites. Mode de vie et comportement de cet animal craintif et particulièrement intelligent.
21 h 25 Histoire à la Une.
Cinquantième anniversaire de la nuit des Longs Couteaux. Un téléfilm commenté par l'historien Paul-Marie de la Gorce qui s'efforce de combler une certaine absence de documents sur une des grandes dates de la montée du nazisme, celle du 30 juin 1934.
23 h 10 Concert.
Concerto pour piano, *de Schumann, par l'Orchestre de Paris, dir. Z. Mehta, soliste K. Zimmerman.*
23 h 45 Journal.
0 h 5 C'est à lire : Marguerite Duras, prix Goncourt 1984.
0 h 10 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Cinéma : Benjamin ou les Mémoires d'un puceau.
Film français de M. Deville (1967), avec M. Morgan, M. Piccoli, P. Clementi, C. Deneuve, F. Bergé, A. Gael.
Vers 1750, un garçon de dix-sept ans, élevé loin du monde, fait son éducation sexuelle dans le château de sa tante, où les aristocrates et domestiques se livrent aux jeux du libertinage. Ce conte galant dont les images rappellent les peintures de Watteau et de Fragonard, recrée, avec une certaine cruauté, les manœuvres ambiguës de l'amour et du plaisir pratiquées par une société décadente.
22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Brigitte Fossey, Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau et Daniel Auteuil.
23 h 35 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 La Dernière Séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Présentation : Guy Marchand.
Les actualités (1958) ; Dessin animé : Bugs Bunny : à 22.30 Tex Avery, les réclames de l'époque, l'attraction.
20 h 50 Premier film : la Blonde et le Shérif.
Film américain de R. Walsh (1958), avec K. More, J. Mansfield, H. Hull, W. Campbell, B. Cabot.
Au début du siècle, un armurier anglais se rend dans l'Ouest américain pour vendre des fusils. Il rencontre une chanteuse de saloon à la poitrine opulente et devient shérif malgré lui. Joyeuse parodie, semée de gaillardises, d'un genre souvent pratiqué par Raoul Walsh.
22 h 55 Journal.
23 h 10 Deuxième film : la Rivière d'argent.
Film américain de R. Walsh (1948), avec E. Flynn, A. Sheridan, T. Mitchell, B. Bennett (v.o. sous-titrée. N.).
Après la guerre de Sécession, un aventurier installe une maison de jeux dans une bourgade minière en expansion du Nevada. Il s'enrichit et devient le maître du pays. Le dernier des sept films où Errol Flynn fut l'interprète de Walsh. Celui-ci a réalisé une fresque de l'Amérique entrant dans l'ère industrielle. L'acteur incarne le destin d'un personnage typique de cette époque.
1 h Vidéo à la chaîne.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Louis Guilloux, l'écrivain d'à-côté ; 18 h, Une soirée au Chaski ; 18 h 55, Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout Pic : Jean-Paul Aron.

CANAL PLUS

20 h 30, Danton, film d'Andrej Wajda ; 22 h 50, Championnat de France de football ; 1 h 20, la Joyeuse parade, film de W. Lang (comédie musicale).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : les livres de poésie.
21 h Jean Tardieu, l'artisan de la langue ; les jeux de l'humour et du langage.
21 h 30 Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
22 h 30 Nuits magnétiques : séance tenante.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Concerto pour violoncelle et orchestre nº 2 en si mineur*, de Dvorak ; *Symphonie nº 1 en ré majeur*, de Mahler par l'Orchestre national de France, dir. V. Neumann, sol. Hervé Derrien, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Sunset).

Mercredi 14 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.
11 h 50 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Paul et Virginie.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 40 Vitamine.
16 h 25 Microludic.
16 h 50 C'est super : l'acrobatie.
17 h 10 Hip-hop.
17 h 25 Jack spot.
17 h 50 Journal.
18 h Des jouets par milliers.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du Tac-o-tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Dallas.
Pour récupérer sa femme, J. R. veut lui faire un autre enfant.
21 h 25 Série : Le Deuxième Sexe.
Proposée par Françoise Verny, réalisée par Josée Dayan, avec Simone de Beauvoir, Indira Ghandi (assassinée le 31 octobre dernier), Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, Elisabeth Badinter, Kate Millet...
La première d'une série de quatre émissions, marquant le départ d'un tour d'horizon que l'on fera en compagnie de Simone de Beauvoir — c'est si rare de la voir à la télévision — sur la situation des femmes trente-cinq ans après la publication de son livre.
22 h 20 Branchés musique.
Au sommaire : les clips de Shannon, Level 42, Pierre Bailey..., une interview de Sheila E.
23 h 5 Journal.
23 h 25 C'est à lire
23 h 30 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Dessins animés.
14 h 15 Récré A 2.
16 h 50 Micro-Kid.
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
18 h Platine 45.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret.
La nuit du carrefour, de G. Simenon, réal. S. Bertin, avec J. Richard, L. Kreuzer, R. Vogler, M. Galabru...
Pourquoi Isaac Goldberg, diamantaire à Anvers, est-il tué dans la voiture de M. Michonnet résidant au lieu-dit carrefour des Trois Veuves ? Une enquête typique, à la Maigret, à travers les méandres psychologiques de ses héros.
22 h 5 Magazine médical : les jours de notre vie.
De D. Thibault, réal. B. d'Abrigeon. La première année de la vie. Avec le professeur Lébovici, le docteur Kreisler, des psychologues.
Les recherches réalisées ces dernières années ont révélé et précisé l'étendue des capacités sensorielles du nourrisson. On s'est rendu compte que, chez le bébé, la connaissance précède la capacité motrice. Les mères à travers leur relation avec un nouveau-né le sentaient déjà plus ou moins consciemment.
23 h Journal.
23 h 15 Les six jours de Paris.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 35 Ring-parade Cadence 3.
Invité : J. Hallyday, avec Paul Young, Bernard Menez...
22 h Journal.
22 h 20 Téléfilm : Acquitté, levez-vous !
De Bernard Rouquette, avec F. Dyrek, J.-F. Garreaud.
Un paysan, René Chardon, est jugé pour avoir tué (accidentellement, affirme-t-il) sa femme, Maryse. Il est acquitté grâce au témoignage d'Alain Calmet, stagiaire à la ferme au moment du crime et unique témoin direct.
23 h 15 Vidéo à la chaîne.
23 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, M. Denisot ; 9 h, Cabou Cadin (et à 15 h 20) ; 10 h 15, Sur la piste du bison blanc (et à 1 h 50) ; 11 h 5, Concert David Bowie ; 12 h 5, Un père anonyme ; 13 h 10, Jeu ; 13 h 35, Isaura (et à 18 h 35) ; 14 h 10, Olivier Twist ; 15 h 40, Un père modèle ; 16 h 15, Premier contact ; 17 h 10, Concert rock ; 17 h 55, *Surtout l'après-midi* ; 19 h 15, Tous en scène (et à 23 h 15) ; 20 h, Top 50 ; 20 h 25, Chronique policière ; 22 h 5, les Compagnons de la nuba, film de W. Setter (avec Laurel et Hardy) ; 0 h 5, le Petit Monde de don Camillo, film de Julien Duvivier (Fernandel en curé de campagne).

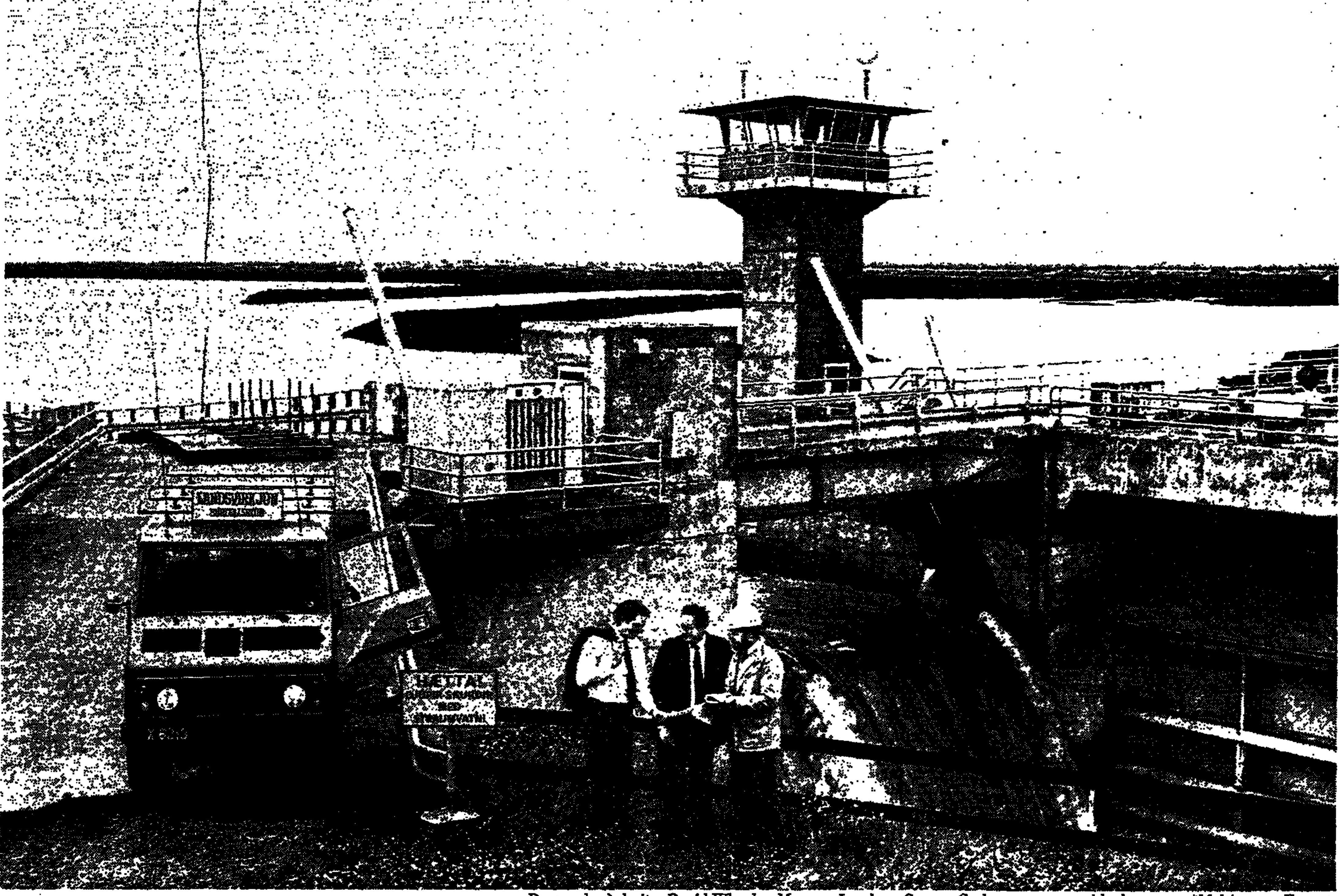
FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour : le 20ᵉ SIGMA de Bordeaux ; 8 h 15, *Les enjeux internationaux* ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : deux fois un, les jumeaux (et à 10 h 50 : les enfants des confins) ; 9 h 5, Matinée : la science et les hommes. Les revues scientifiques ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : « les Enfants de la planète », de J. Cervon ; 11 h 30, Feuilleton : la San-Felice ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : les semaines de la marionnette à Paris ; 14 h, Un livre, des voix : « la Descente au berceau », de Boris Schreiber ; 14 h 30, Passage du témoin, de T. Ferenczi, avec V. Gregotti et F. Burckhardt (rediffusion de l'émission du 10 novembre) ; 15 h 30, Lettres ouvertes ; 17 h 10, Le pays d'ici : la Drôme ; 18 h, Subjectif : Agora, à 18 h 35, Tire ta langue ; La surprise du texte ; La grammaire du palais ; Espace libre ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : la biologie végétale (les centres d'origine et de diversification des plantes) ; 20 h, Musique, mode d'emploi.
20 h 30 Antipodes : Festival de la francophonie, à Limoges.
21 h 30 Musique : *Pulsations (la voix contemporaine).*
22 h 30 Nuits magnétiques : bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : musique de divertissement ; 7 h 10, Actualité du disque ; 9 h 8, Le matin des musiciens : une mémoire à la proue du siècle, Maroussia, Le Marc'hadour-Serviteurs parmi les plus grands ; œuvres de Mozart, Chabrier, Schoenberg, Lejeune, Wagner ; 12 h 5, Concert : (musique instrumentale allemande) : œuvres de Telemann, Quantz, Bach, Muffat, Bach ; 13 h 32, Les chants de la terre ; 14 h 2 Jeunes solistes ; 15 h, L'après-midi des musiciens : les écrivains et la musique au XVIIIᵉ siècle ; œuvres de Leclair, Destouches, Tartini, Cimarosa, Couperin, Rebel, Bach... ; 17 h, Histoire de la musique ; 18 h, L'imprévu ; 19 h 15, Le temps du jazz : Où jouent-ils ? Intermède ; Feuilleton : Gil Evans ; 20 h, Musique contemporaine : magazine.
20 h 30 Concert : (donné le 27 septembre 1984 au Théâtre des Champs-Elysées) : *Clocks dans clouds, San Francisco Polyphony*, de Ligeti ; *Erikhton, Ais*, de Xenakis, par l'Orchestre national de France, Paris, dir. Peter Eötvös, sol. C. Helffer, piano, S. Gualda, percussions, S. Sakkas, baryton.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Verveine-Scotch ; à 1 h, Poissons d'or.

Pourquoi les responsables de grands projets choisissent Morgan comme conseiller en financements exports



De gauche à droite, David Wheeler, Morgan, Londres, George Cashman, responsable du groupe "Multisource Export Finance" à New York et Ingvar Björnsson, ingénieur de Landsvirkjun, visitant une centrale hydroélectrique en Islande.

Centrales d'énergie, transports en commun... la plupart des grands projets nécessitent des matériaux, des équipements et des services de bâtiment et de travaux publics en provenance de divers pays.

Pour réussir ces projets, la mise en place du meilleur financement est essentielle et l'expérience d'un conseiller en matière de financement import-export fait toute la différence.

Les gouvernements, les organismes gouvernementaux et les sociétés internationales font appel depuis longtemps à Morgan pour la négociation de leurs financements de grands projets. Nous travaillons avec les fournisseurs, leurs banques et les organismes officiels de crédit à l'exportation pour que ces projets bénéficient des taux d'intérêt, des échéances et des conditions les plus favorables.

Voici quelques exemples des services rendus par le groupe "Multisource Export Finance" de Morgan :

☐ Préparation de la partie financière des documents d'appels d'offre.

☐ Analyse des offres reçues en devises diverses, converties en une seule devise pour en faciliter la comparaison.

☐ Utilisation d'un modèle informatique pour le calcul des valeurs actuelles et de la rentabilité de l'investissement, des taux d'intérêt, des choix de devises, des amortissements différés, des échéances et des honoraires.

☐ Aide à la conception et à la réalisation de la soumission de l'offre.

☐ Mise en place de "swaps" de devises et de taux d'intérêt, de contrats de change à long terme et d'options en devises. Cotation à terme de taux d'intérêt destinés à réduire le coût des crédits et les risques de fluctuations de taux.

☐ Simplification de la documentation des contrats de prêts lorsque les prêteurs sont de pays différents.

☐ Elaboration de programmes avec des procédures appropriées de paiements et mouvements de fonds, et mise en place de lettres de crédit permettant une gestion optimale des liquidités.

Landsvirkjun, la compagnie nationale islandaise d'énergie, a retenu Morgan pour la conseiller sur le projet d'énergie hydroélectrique de Blanda, d'un montant de 120 millions de dollars, mettant en jeu plus de 100 offres. Autres clients récents : une compagnie asiatique de transports en commun, une compagnie aérienne européenne, une compagnie pétrolière internationale.

Pour discuter de votre projet, prenez contact avec votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez directement à George D. Cashman, Vice President, Multisource Export Finance, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, NY 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris. Téléphone : 260.35.60.

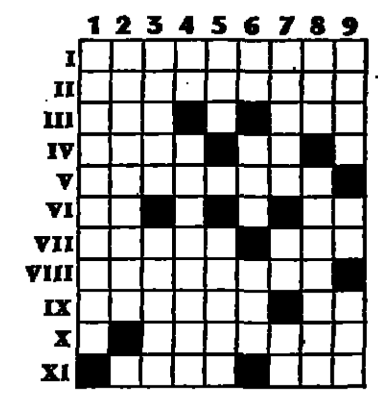
Banque Morgan

Member FDIC

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3840



HORIZONTALEMENT

I. Position du tireur au flanc. – II. Met de côté pour faire face. – III. Officier, il ne sera jamais cassé. Objet de tractations orientales. – IV. Alliée ou mariée. Deux de moins. – V. Supériorité de la Vilaine sur la Gironde. – VI. Lettres de compliments ou d'hommages. Son corps est dur, mais son cœur généreux. – VII. Lieu romantique de la Rome antique. Cause de renouvellement des effectifs chez les Petits Chanteurs à la croix de bois. – VIII. Esprit fort gaulois. – IX. Accorde sa faveur ou attribue une valeur. En société comme dans la solitude. – X. Jurent quand elles crient. – XI. Boite avec un mauvais pied. Point.

VERTICALEMENT

1. Mettre en état de siéger un prétendant au trône. – 2. Leur place est parfois en bas et toujours à gauche. – 3. Lieu commun. Gavroche a beaucoup raillé sur cette éminence. – 4. Impair sans importance. Gagne sa vie en touchant des fonds douteux. – 5. Bruits qui nous viennent d'Amérique. Jeux de cartes. – 6. Dans « Crime et Châtiment ». Rarement creux chez un sujet de même nature. Pair de Londres. – 7. Est taillé pour faire des affaires. Personnel. Directeur dans un bureau d'études. – 8. Plus comestible. Même les plus froides ont quelque chose d'ardent. – 9. On lui donne un double tour pour qu'une grille soit hermétique. Note. Vieille formation de campagne.

Solution du problème n° 3839

Horizontalement

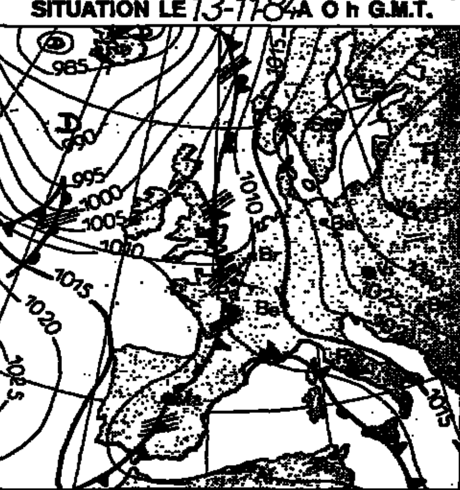
I. Hivernage. – II. A-valoir. – III. Notonecte. – IV. Dièdre. An. – V. Ir. Eosine. – VI. Ce. En. Dam. – VII. Siège. – VIII. Polo. RN. – IX. Es. Grabat. – X. User. Ga. – XI. Râteleuse.

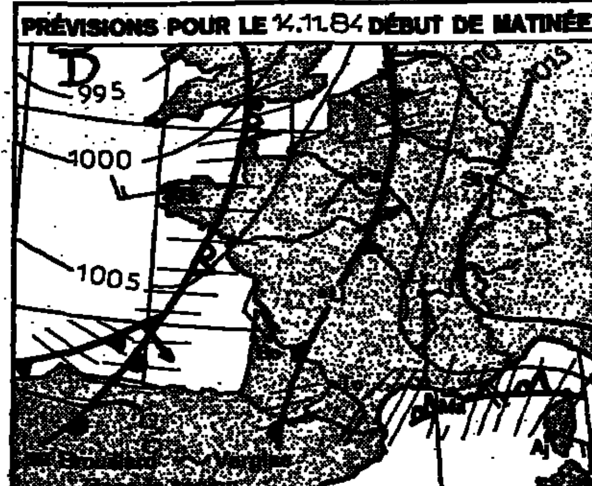
Verticalement

1. Handicapeur. – 2. Ivoire. Ossa. – 3. Vaté. Il. Et. – 4. Elodée. Ogre. – 5. Ronrons. – 6. Niées. Image. – 7. Arc. Ide. Bau. – 8. Tanagra. – 9. Evénement.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 novembre à 0 heure et le mercredi 14 novembre à 24 heures.

Les hautes pressions d'Europe centrale freinent la pénétration des perturbations sur la France. Cependant deux système pluvieux, l'un en Méditerranée, l'autre sur le Nord-Ouest gagnent peu à peu du terrain.

Mercredi, des Ardennes et des Vosges au Lyonnais et aux Savoies le temps sera frais le matin (2 degrés à 5 degrés), souvent gris en plaine avec par place des brouillards denses. Le soleil se montrera rapidement sur les sommets, timidement en plaine. Les nuages se feront menaçants en Lorraine et en Bourgogne en fin de journée. Les températures atteindront 6 à 10 degrés l'après-midi.

Partout ailleurs c'est un temps médiocre et souvent pluvieux qui va prédominer malgré une courte accalmie le matin de l'Aquitaine et des Charentes au Bassin parisien.

Au fil de la journée les pluies se renforceront sur les régions méridionales, particulièrement sur le sud du relief.

Les vents d'est à sud-est seront sensibles. Sur la Bretagne, le Cotentin et la Vendée, le ciel se fera plus capricieux l'après-midi avec du soleil par intermittence entre les averses.

Les températures de 6 à 10 degrés le matin ne dépasseront guère 12 à 14 degrés l'après-midi sauf près de la Méditerranée, où il fera 15 à 17 degrés.

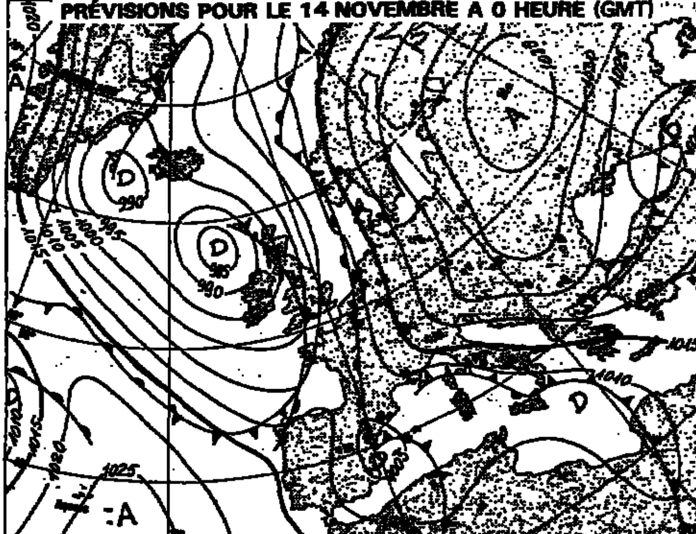
Sens d'évolution pour la fin de semaine. Les hautes pressions d'Europe continentale vont s'affaiblir, et le courant océanique pourra ainsi s'étendre à la majeure partie du pays, notamment vendredi avec l'arrivée d'une vigoureuse perturbation accompagnée de vents forts.

Temps prévu pour la fin de la semaine. Jeudi, les pluies qui s'étendront le matin de la Haute-Normandie et du Nord aux Pyrénées centrales et au golfe du Lion se limiteront le soir au Sud-Est et aux Alpes. Elles ne donneront qu'un passage très nuageux dans le Nord-Est. Après leur passage, de belles éclaircies se développeront dans l'Ouest. Toutefois, en soirée, une nouvelle zone pluvieuse accompagnée de vents forts abordera les côtes atlantiques. Vendredi, cette nouvelle perturbation traversera l'ensemble du pays, accompagnée de vents forts à très forts. Elle sera suivie de quelques éclaircies rapidement suivies d'averses parfois fortes.

Samedi, après des pluies matinales sur les régions de l'Est, un temps frais et instable se généralisera. Les averses nombreuses en cours de journée deviendront plus rares en soirée. Les vents de nord-ouest à ouest faibliront lentement sauf près de la Méditerranée ou un fort mistral s'établira.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 12 novembre, à 7 heures, de 1 009,2 millibars, soit 757,0 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 novembre; le



second, le minimum de la nuit du 12 novembre au 13 novembre) : Ajaccio, 17 et 8 degrés; Biarritz, 18 et 9; Bordeaux, 17 et 9; Bourges, 18 et 11; Brest, 10 et 6; Caen, 17 et 9; Cherbourg, 13 et 7; Clermont-Ferrand, 19 et 10; Dijon, 7 et 5; Grenoble-St-M.-H., 18 et 6; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 5; Lille, 17 et 6; Lyon, 16 et 4; Marseille-Marignane, 20 et 15; Nancy, 6 et 3; Nantes, 15 et 8; Nice-Côte d'Azur, 20 et 14; Paris-Montsouris, 19 et 9; Paris-Orly, 18 et 8; Pau, 17 et 10; Perpignan, 18 et 14; Rennes, 13 et 8; Strasbourg, 6 et 4; Tours, 19 et 9; Toulouse, 19 et 12; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13; Amsterdam, 13 et 3; Athènes, 17 et 11; Berlin, 7 et -2; Bonn, 11 et 3; Bruxelles, 18 et 7; Le Caire, 26 et 15; îles Canaries, 24 et 17; Copenhague, 8 et 5; Dakar, 27 et 23; Djerba, 21 et 14; Genève, 7 et 5; Istanbul, 10 et 4; Jérusalem, 16 et 13; Lisbonne, 16 et 10; Londres, 16 et 8; Luxembourg, 9 et 0; Madrid, 14 et 10; Montréal, 6 et 0; Moscou, –7 et –12; Nairobi, 24 et 16; New-York, 13 et 4; Palma-de-Majorque, 20 et 8; Rio-de-Janeiro, 24 et 21; Rome, 17 et 12; Stockholm, 6 et 3; Tozeur, 20 et 11; Tunis, 22 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE ASSOCIATIVE

Les héritiers de la pauvreté

Il est des gens qui, nés pauvres, ont toutes les chances de mourir dans cette condition. Entre leur arrivée et leur sortie de ce monde : « la galère ». Exclus des circuits d'assistance, ils n'ont jamais eu de droits et survivent d'expédients. Les trains de mesures que l'on prend à l'entrée de l'hiver, ils les regardent passer.

César, par exemple, à vingt-sept ans, est un clochard encore sympathique. « *Le problème,* dit-il, *c'est que je picole et ça me met des bâtons dans les roues.* » Comme il tient à sa liberté, César ne veut pas « *crever dans les usines* ». Il vient de recevoir un peu d'argent après avoir travaillé dans un chantier, aussitôt dépensé : « *J'ai bouffé 500 sacs dans la semaine : des esquimaux à 10 balles, le cinéma.* » La nuit, César loge à l'hôpital psychiatrique « *depuis une pige* » (un an). Hospitalisation de complaisance. Le jour, il « *zone* » : « *J'aime bien mon métro, mon RER* » — le salon de la cloche. Dans cette errance, un désir, une possibilité d'ancrage : « *Ce qui m'intéresse, c'est de bosser avec Brunet.* »

Louis Brunet a de l'affection pour ceux-là. Directeur à Créteil (Val-de-Marne) du centre culturel, puis d'une cité de transit, du centre d'hébergement enfin, M. Brunet est un idéaliste. Obstiné, silencieux, il parle parce qu'il faut parler, sur un ton monocorde : « *Il n'existe pas de centre d'hébergement de type caravansérail, où tout le monde puisse venir. L'hébergement sélectif pratiqué par les centres permet d'éviter les gens à histoires, qui sont précisément ceux qui en ont besoin.* » « *Les gens que l'on reçoit,* poursuit-il, *ne sont pas ceux que l'on attendait.* »

Il les évoque : André « *vivotait de petits travaux et dormait dans une cabane en bord de Marne. Consommation quotidienne : sept ou huit litres de vin* ». Il en est mort. Micheline, cinquante ans, « *négligeait de se laver et de se changer. Le centre l'a rejetée* ». Elle est quelque part dans un hospice pour vieux, son fils placé dans un foyer. Cette jeune femme délabrée, droguée à mort — elle avait fait le chemin initiatique des grands « camés » en Inde — virée de Marmottan, incapable de suivre un chantier dans la Creuse, est morte à Paris.

Vivre avec les exclus

Chaque étape de la vie de Louis Brunet correspond à une prise de conscience des besoins de ceux qu'il accueille. Quand il se rend compte que les cités de transit ne répondent pas aux *besoins des gens qui veulent du* travail et un logement, il crée le centre d'hébergement. Après quatre ou cinq ans, constatant que le centre devient une institution qui sélectionne, il s'arrête et fonde Travail et vie, en septembre 1981.

Ce projet, conçu avec et pour les marginaux, propose de « *travailler et vivre avec ces hommes et ces femmes confirmés dans l'exclusion par l'âge, l'errance et les échecs répétés* ». Il ne s'agit pas de réinsérer, mais de « *prendre en compte la marginalité et de faire avec* ».

La seule pédagogie, pour Louis Brunet, c'est le travail. « *L'hébergement ne résout rien. Sans rien autour, c'est un répit néfaste dont on sort plus enfoncé car, avant, on ne connaissait pas cette vie collective chaleureuse.* » Il constate : « *Depuis 1976, nous avons fait le tour de la marginalité de tous âges et nous n'avons jamais rencontré de gens qui refusent de travailler.* » A leur rythme : *quand on dort — mal — dans le* métro à Nation et que le chantier est à la Défense, on n'est pas en condition physique pour travailler.

L'« entreprise » Travail et vie comporte trois volets : chantiers de second œuvre dans le bâtiment ; débroussaillage, élagage et, bientôt, abattage en forêt ; déménagement et débarras. Un lieu d'hébergement pouvant accueillir trente-cinq personnes doit ouvrir, au début de 1985. Un café-restaurant complétera le dispositif.

C'est ainsi que Travail et vie accompagne les sous-prolétaires du quart-monde. La nouvelle pauvreté ne les menace pas : ils sont pauvres de père en fils.

DANIELLE TRAMARD.

★ Travail et vie, 10, rue Théophile-Roussel, 75012 Paris. Tél. : (1) 347-44-33.

PARIS EN VISITES

JEUDI 15 NOVEMBRE

« Hôtel de Miramion », 14 h 30, 47, quai de la Tournelle, Mme Duhesme.

« La crypte de Notre-Dame », 14 h 30, parvis, Mme Senant.

« Les hôtels de la rue Saint-Dominique », 15 heures, 77, rue de Varenne, M. Lépany (Caisse nationale des monuments historiques).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tournelle (Mme Ferrand).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Flâneries).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 12 et mardi 13 novembre :

UNE DÉCISION

- Relative à l'application du régime de prix des produits pétroliers.

UNE LISTE

- *D'admission à l'École navale en 1984.*

EN BREF

JUSTICE

ACCUEIL ET INFORMATION. – Un bureau d'accueil et d'information judiciaire des usagers de justice (justiciables et associations), a été mis en place au parquet général de la cour d'appel de Paris, 34, quai des Orfèvres, premier étage, parquet général (tél. (1) 329-12-55, poste 51-24).

Tous les après-midi, du lundi au vendredi, de 13 heures à 18 heures, un fonctionnaire, sous la responsabilité d'un magistrat du parquet général, reçoit les personnes qui désirent obtenir des renseignements judiciaires.

Ce service, qui s'interdit de donner des consultations juridiques, s'efforce d'écouter, d'orienter les justiciables, de leur exposer le fonctionnement des procédures, soit à l'occasion de cas d'espèce, soit d'une façon plus générale, à seule fin de faciliter l'accès à la justice et d'améliorer son fonctionnement.

VIE ASSOCIATIVE

DIALOGUE FRANCO-ESPAGNOL. – Une association de coopération et d'amitié franco-espagnole vient de se créer : Dialogo. Le président de l'association, à Madrid, est M. José Luis Leal, ancien ministre de l'économie. La section française de Dialogo est dirigée par M. Pierre Dreyfus, ancien ministre de l'économie.

L'objectif de l'association est d'être un forum d'échange d'idées. Elle entend promouvoir des actions dans les domaines économique, politique, artistique et culturel. Il s'agit en fait, pour les promoteurs espagnols et français, d'encourager « *tous les projets visant à renforcer les liens entre les deux pays* ».

La présentation officielle de Dialogo a eu lieu récemment au château de Versailles, en présence de plusieurs membres des gouvernements français et espagnol, en particulier MM. Jack Lang et Roland Dumas, et M. Javier Solana, ministre espagnol de la culture.

★ Dialogo, section française, 14, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

ÉCHECS

Le championnat du monde

ENCORE UNE NULLE

Reportée deux fois en raison d'abord de la célébration du 67e anniversaire de la révolution d'Octobre, mercredi, puis du troisième *time-out* pris par Kasparov vendredi, la vingt-troisième partie du championnat du monde a été jouée lundi à Moscou.

Comme les treize parties précédentes, elle a été nulle, les deux adversaires se refusant à prendre le moindre risque.

Le score reste de 4 à 0 en faveur de Karpov, quatre points marqués dans les neuf premières parties, mais, comme le note le commentateur de Radio-Moscou : « *La tactique utilisée depuis un mois, tant par le tenant du titre que par son challenger, ne peut aboutir qu'à un sempiternel résultat nul.* »

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV

Vingt-troisième partie
Gambit de la dame

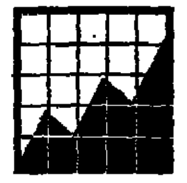
1.	Cf3	é5	13.	Fé2	Cd5
2.	d4	Cf6	14.	Fxé7	Cçxé7
3.	ç4	é6	15.	Cxd5	Cxd5
4.	Cç3	Fé7	16.	Txç8	Dxç8
5.	Fg5	h6	17.	Dd4	Db8
6.	Fh4	0-0	18.	Ff3	Cf6
7.	Tç1	dxç4	19.	Cç5	Fb5
8.	é3	ç5	20.	Td1	b6
9.	Fxç4	çxd4	21.	Cé4	Cxé4
10.	Cxd4	Fd7	22.	Fxé4	Tç8
11.	0-0	Cç6			Nulle
12.	Cb3	Tç8			

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	La mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SUCRERIE située à 20 mn de REIMS

– C.A. 300 millions de F – 200 personnes.
Société associée à l'un des tout premiers groupes français dans sa branche (C.A. 4 milliards de F), recrute dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel du poste

DIRECTEUR GESTION ADMINISTRATION ET FINANCE

PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION ET D'ÉLARGISSEMENT IMPORTANT DE SES FONCTIONS À MOYEN TERME.

Relevant du Directeur Général, il animera et organisera son département et aura pour responsabilité la gestion de l'entreprise : comptabilités générale et analytique, contrôle de gestion, tableau de bord, trésorerie, informatique, gestion du Personnel, secrétariat général, juridique et contentieux, orientations de la politique commerciale, administration des ventes, services généraux.

Le candidat – 35 ans minimum – aura une formation supérieure (école d'Ingénieur ou de Gestion) et une expérience analogue dans une PMI/PME.
Ses capacités d'organisation, d'animation, de négociation et d'ouverture sur le technique seront aussi importantes que celles de gestion.
Rémunération à la mesure de l'expérience – logement de fonction à GUIGNICOURT.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 56 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNATOUIL – **GROUPE BBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.
Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

DIRECTEUR DES ETUDES IAO

Etudes et Conseils Ingénierie Assistée par ordinateur La Défense

GEIA, Division Productique de GE, est chargée du développement des ventes liées aux systèmes industriels (de la CAO aux robots). La promotion que vient de connaître notre actuel Directeur des Études IAO nous conduit à rechercher son remplaçant. La nature du poste et les responsabilités qu'il engendre exigent un haut niveau de compétences. Seul un INGENIEUR (Centrale, AM...), rompu depuis plusieurs années à la conduite de projets IAO, CFAO peut bien tenir le poste. Au sein de notre division, il est amené à manager une équipe de chefs de projets de haut niveau, il est donc indispensable qu'il ait assumé des responsabilités d'encadrement lors de ses précédentes expériences. Nous lui demandons d'assurer la gestion des ressources et des moyens pour le développement des études dans les domaines industriels suivants : mécanique, automobile, aéronautique, industries de transformation. Support chez nos clients dans le cadre de projets particulièrement pointus, il mène ces derniers jusqu'à la signature du contrat, preuve donc qu'il doit montrer des qualités «d'entrepreneur». C'est lui qui juge la rentabilité d'une affaire, c'est lui qui la gère et qui en contrôle les postes revenus/dépenses. Un dernier détail : la connaissance de l'anglais est impérative et elle l'aidera en outre pour faire évoluer sa carrière au sein de notre groupe.

Adresser, CV, photo et prétentions sous réf. 986M aux Consultants d' **ALPHA CDI** qui s'engagent à vous recevoir rapidement. ALPHA CDI 181, Av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

DESSEIN

U.S.A.

Directeur Administratif

Paris/Banlieue Est

La Filiale France d'un important groupe italien recherche son Directeur Administratif pour assurer la gestion administrative et financière.
Véritable bras droit du Directeur de la Filiale, il anime une solide équipe pour les fonctions : comptabilité, personnel, administratif import/export, gestion des stocks.
Il établit le bilan et le reporting pour la Maison mère. L'implantation informatique en cours lui permettra de mettre en œuvre des outils de gestion performants.
Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat apportera une expérience d'au moins 7 ans acquise en Entreprise Internationale, au sein d'unités à taille humaine. Devant travailler tant en Français qu'en Italien, il maîtrise bien les deux langues (l'Italien de langue maternelle est souhaité).
Poste évolutif tant en France que dans les autres filiales.
Votre dossier sera étudié en toute confidentialité ; merci d'écrire sous référence 409 A, à :

Marcelline BISESTI, Conseil de Direction
11, rue La Boétie 75008 PARIS

Le conseil exécutif de la fondation de l'institut universitaire de hautes études internationales

ouvre une inscription publique pour repourvoir le poste de

DIRECTEUR
DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

chargé de la direction *scientifique* et administrative de l'institut.

Il est recherché une personnalité de premier plan, reconnue aux niveaux national et international, ayant une large vision des problèmes internationaux.

Le conseil exécutif souhaite confier ce poste à une personnalité

- Capable de diriger un institut de haut niveau d'enseignement et de recherche pluridisciplinaires.
- Ayant une formation académique complète (doctorat ou équivalent).
- Connaissant les problèmes internationaux.
- Possédant une expérience académique ou ayant assumé des responsabilités dans le domaine international.

Age de préférence : 40 à 55 ans.

Délai d'inscription : 10 décembre 1984.

Les personnes intéressées par cette fonction sont invitées à faire parvenir leur candidature, avec *curriculum vitae*, liste de publications et certificats, sous pli confidentiel, à

Monsieur André CHAVANNE
conseiller d'Etat
président du conseil exécutif de l'IUHEI
chargé du département de l'instruction publique
6, rue de l'Hôtel-de-Ville,
1211 Genève 3.

emplois régionaux emplois régionaux

CHARGÉ DE MISSION

- Pour apporter un appui polyvalent au développement de petites structures agro-alimentaires de montagne.
- De formation type ESC ou Ingénieur Agricole avec complément économique, vous avez entre 25 et 38 ans ; vous aimez le terrain et êtes soucieux de réalisations concrètes ; vous êtes prêt à apporter le professionnalisme de l'entreprise à des groupements d'agriculteurs développant un projet aval ; vous êtes disponible pour des déplacements très fréquents.
- Votre base sera TOULOUSE, avec un rayon d'action sur la chaîne pyrénéenne.

Envoyez curriculum vitae manuscrit et photo à : M.A.A.P. 9, rue Saint-Antoine-du-T., 31000 TOULOUSE.

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT

recherche

quatre ingénieurs civils sur contrat :

1 – INGÉNIEUR SYSTÈMES

Profil : Ingénieur de haut niveau en électronique et/ou en informatique. Formation et expérience souhaitées en systèmes complexes équipant les navires ou aéronefs militaires.

Cet ingénieur sera dans un premier temps adjoint à un ingénieur confirmé de l'équipe de direction pour les études, les travaux et les essais des systèmes d'armes et d'équipement (SONAR, RADAR) des navires de guerre.

2 – INGÉNIEURS D'ÉTUDES DE VULNÉRABILITÉ DES NAVIRES

Profil : Ingénieur grandes écoles (ENSTA, SUP AÉRO...).
Connaissance en informatique souhaitable.
Pratique de l'anglais indispensable.
Expérience souhaitable de quelques années dans les techniques d'armes ou de systèmes d'armes.

3 – INGÉNIEUR CHEF D'ÉTUDES ÉLECTRICITÉ D'UN NAVIRE

Profil : Ingénieur niveau ENSI de spécialité électrotechnique.
Connaissances très souhaitables en automatismes.
Lecture de l'anglais souhaitée.
Expérience de quelques années souhaitable.

4 – INGÉNIEUR MÉTHODES

Profil : Ingénieur informaticien ou DEA, ou maîtrise informatique scientifique.

Envoyer c.v., photo et prétentions à

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE LORIENT
Service Approvisionnement, B.P. 465
56324 LORIENT.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
1 Milliard 1/2 de C.A., 5.000 personnes
recherche pour une de ses usines située en NORMANDIE
(700 personnes)

INGENIEUR CHIMISTE

ENSCP, ENSIC...
(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience)

Intéressé par l'étude de produits nouveaux et l'amélioration des performances des articles fabriqués.
Une connaissance textile ou chimie des fibres textiles serait appréciée.
Cet ingénieur aura d'étroites relations avec les laboratoires, les services essais et d'industrialisation. Réf. 160

INGENIEUR MECANICIEN

ENSAM, INSA Mécanique, ENSM
(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience)

Au sein de l'équipe recherche et développement, il sera chargé de la conception, des études et de la mise au point (applications) de produits nouveaux dans le domaine de l'industrie (aéronautique, armement, etc.).
Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en France et à l'étranger. Réf. 161

INGENIEUR DE FABRICATION

ENSAM, ECAM...
(5 à 10 ans d'expérience)

Il sera chargé sous l'autorité du Directeur d'usine de la fabrication et du contrôle, des approvisionnements, du planning et de l'industrialisation en vue d'obtenir une amélioration de la productivité et de la qualité.
Il encadrera une équipe de production d'environ 130 personnes.
Connaissance de l'informatique souhaitée. Réf. 162

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour des candidats de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à SWEERTS Publicité, 9 rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

FRENCH SPEAKING COMMUNICATIONS SPECIALISTS FOR OVERSEAS EMPLOYMENT

COMMUNICATION SPECIALISTS (PARTICULARLY VIDEO/RADIO PRODUCTION), EXTENSION SPECIALISTS, AGRICULTURALISTS AND TRAINING SPECIALISTS.

Applications are invited from men and women who have experience in rural development for long and short term appointments.

Please send C.V. to major N. E. Thackeray MBE RM (Retd), Wells Cottage, Northchapel, NR. Petworth, West Sussex, GU28 9HH, ENGLAND.

Établissement décentralisé, 1200 personnes, 200 Km de Paris, appartenant à un groupe important (30.000 personnes)

recherche

Chef de Projet

De formation supérieure Ingénieur ou Commercial.

- Possédant plusieurs années d'expérience en équipe de direction de projet ou de chantier.
- Connaissance de l'anglais souhaitée
- Adjoint au responsable commercial, il sera chargé du suivi d'affaires en France, en assurant la coordination d'une équipe d'ingénieurs d'affaires dans leur mission d'animateurs internes et de relations avec les clients (gestion des contrats, délais et recettes financières)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 82083 M à : BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

SAFE

Aciérie et Forge Notre Société (2500 personnes) occupe une place de tout premier plan dans son domaine d'activité (Aciers Spéciaux et Forge). Nous réalisons un important programme d'investissements.
Pour nos Ateliers de PARACHÈVEMENT PRODUITS LONGS et de FORGE A FROID, nous recherchons :

2 INGENIEURS DE PRODUCTION

Formation Grande Ecole, ayant quelques années d'expérience.
Logement de fonction - Adresser candidature avec C.V. à M. le Directeur de la **S.A.F.E.**
B.P. 38 - 57301 HAGONDANGE CEDEX

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'ACTION : UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS

AIX-EN-PROVENCE 1

Notre filiale EUROTECHNIQUE conçoit et fabrique des circuits intégrés VLSI en technologie MOS. Elle crée une nouvelle unité de fabrication et recherche des

INGÉNIEURS EN MICRO-ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEUR AUTOMATISME ROBOTIQUE

Responsable de projets d'automatisation

Ingénieur automaticien, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel et pratiquez l'anglais.
Vous définirez les besoins avec les futurs utilisateurs, leur proposerez des solutions, concevrez l'ensemble et en suivrez la réalisation. Réf. AX 1 M.

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

Pour des équipements très sophistiqués

qui mettent en œuvre des techniques diverses.
Vous organiserez l'entretien préventif et serez responsable du dépannage et des modifications.
Ingénieur électronicien débutant ou confirmé, vous pourrez progresser soit dans l'encadrement d'équipes, soit par votre expertise technique. Réf. AX 2 M.
Nous vous remercions d'adresser vos candidatures à Emmanuel CHARPIN, EUROTECHNIQUE B.P. 2 – ZI – 13790 ROUSSET.

AIX-EN-PROVENCE 2

Unité spécialisée dans l'étude et la fabrication des transistors de puissance, des redresseurs et des diodes.

RESPONSABLES PLANNING

Vous êtes diplômé d'une Grande École Scientifique ou Commerciale. Directement rattaché au Chef du Service PLANNING et CONTRÔLE DE PRODUCTION, vous serez en charge d'une famille de produits représentant 20 à 30 % du C.A. du Centre. Vous serez responsable :
- *de la réalisation des objectifs : Chiffres d'affaires, services clients, inventaires*
- *de l'élaboration des prévisions à court terme*
- *de la gestion d'une équipe de 5 personnes.*

Ces postes peuvent s'adresser à des débutants qui ont le sens et le goût de l'engagement respecté. Réf. AP 1 M.

INGÉNIEUR CONTRÔLE PROCÉDÉS DE FABRICATION

Vous avez de préférence une expérience du contrôle de fabrication dans le domaine des semi-conducteurs.

Dépendant du Chef du Service ASSURANCE QUALITÉ, vous serez responsable de :
- *la définition des méthodes de contrôle et de l'exécution de celles-ci*
- *l'analyse des résultats et des propositions d'actions correctives qui en découlent*
- *la gestion d'une équipe d'une dizaine de personnes.*

Anglais indispensable. Réf. AP 2 M.

JEUNES INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Vous êtes issu d'une Grande École et possédez des connaissances en physique du solide, si possible dans le domaine des semiconducteurs. Vous participerez au développement de nos nouveaux produits.
La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Réf. AP 3 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la référence du poste choisi à Olivier ORSINI, THOMSON SEMICONDUCTEURS 15, rue Camille-Pelletan – B.P. 57 – 13602 AIX-EN-PROVENCE.

GRENOBLE 1

Notre filiale EFCIS, spécialisée dans l'étude et la fabrication de circuits intégrés MOS, est ouverte à toutes les candidatures d'ingénieurs à fort potentiel pour des postes d'ORDONNANCEMENT, PLANNING DE PRODUCTION, PROCÉDÉS et autres spécialités.

INGÉNIEURS DE CONCEPTION

Vous participerez à la définition du cahier des charges, à la conception des blocs fonctionnels, contrôlerez leur implantation, effectuerez la simulation logique et électrique de ces blocs à l'aide des moyens informatiques (CAO). Vous réaliserez la validation des prototypes par analyse sur banc de test.
Ces postes peuvent s'adresser à des ingénieurs débutants capables de manager une équipe.
Anglais indispensable. Réf. G 1 M.

INGÉNIEURS PRODUIT

Issu d'une Grande École d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une expérience en production de semiconducteurs. Vous aurez la responsabilité technique des produits (MOS). Vous assurerez l'industrialisation des nouveaux produits MOS et le suivi en production des produits stabilisés. Vous participerez aux étapes de développement, à la définition et à la mise en place des moyens de test et de production.
Vous définirez et mettrez en œuvre des plans de rentabilité produits dont les objectifs sont : coûts de production, marges, délais, qualité.
Vous apporterez le soutien nécessaire au marketing produit.
La maîtrise de l'anglais est indispensable. Réf. G 2 M.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Vous êtes débutant et votre large culture d'ingénieur Grande École vous permet de prendre la responsabilité de l'utilisation des moyens en personnel et équipements pour réaliser les objectifs de fabrication du Front-End. Vous assurerez la réalisation du plan de fabrication des plaquettes, dans le respect des normes de qualité définies et veillerez à l'optimisation des coûts et des délais.

HERCULES

Usine d'Alizay (Rouen)

Filiale française d'un puissant groupe chimique dont de nombreux produits spécifiques sont leaders sur leurs marchés, nous venons de doubler avec de nouvelles technologies la capacité de production de notre usine d'Alizay (230 personnes) pour la porter à 20 000 t/an de CMC, carboxyméthylcellulose purifiée, dont nous sommes le premier producteur mondial. Notre développement nous conduit à rechercher trois cadres pour compléter l'équipe des ingénieurs associés à cette expansion.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous la référence choisie à M. d'Aboville, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris, qui vous assure réponse et discrétion.

DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS

MAINTENANCE ET INGENIERIE

Adjoint au Directeur de l'usine, votre mission consiste à :
- gérer et maintenir en état de performance le matériel en exploitation,
- concevoir, étudier et installer des nouveaux équipements.

Vous êtes assisté par 5 ingénieurs et 45 collaborateurs formant les deux services "Maintenance" et "Ingénierie" que vous dirigez et coordonnez.

Ingénieur, très expérimenté dans la gestion d'équipements industriels, vous maîtrisez tout particulièrement les domaines électricité industrielle, contrôle et régulation, utilisation et mise en œuvre des automates programmables.
Très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 812)

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Adjoint au Directeur de l'usine, vous êtes responsable des opérations de production en continu de l'unité européenne la plus importante de CMC purifiée, dont la nouvelle ligne est fortement automatisée. Assisté par 15 ingénieurs et techniciens et 90 collaborateurs, vous mettez en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des programmes : dans les délais fixés, au niveau requis de qualité et au coût de revient minimal.
Vous travaillez en collaboration étroite avec les autres services de l'usine, notamment :
- Maintenance et ingénierie, pour une maîtrise permanente de l'état et des performances de l'outil de production,
- Développement, pour l'évolution des procédés et la mise au point des nouvelles références.

Ingénieur chimiste, vous avez une expérience similaire de plusieurs années et une très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 813)

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

DES APPLICATIONS INDUSTRIELLES

Au sein de notre équipe "développement des procédés et applications", vous assurez la liaison entre l'usine et la clientèle internationale (Europe) en vue de contribuer à la promotion des applications de la CMC dans les industries les plus variées (papier, textile, bâtiment...).

Vous analysez les besoins et problèmes des clients, les étudiez en laboratoire, élaborez des solutions pouvant aller jusqu'à une modification du produit incluant une adaptation particulière des conditions de fabrication et participez aux essais en clientèle en vue de la résolution pratique du problème posé.

Votre formation d'ingénieur chimiste a été complétée par une expérience de quelques années en recherche et développement et une ouverture vers la clientèle, assistance technique par exemple. Très bonne maîtrise de l'anglais. (réf. M 814)

Publiscope Junior

Un Pro des Relations Humaines sur le terrain

The Dow Chemical Company est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique (2ème US, 6ème mondial).
En France nous sommes présents dans différents secteurs d'activités (chimie lourde, pharmacie, agrochimie, spécialités chimiques...) au travers de plusieurs sites de recherche, de vente et de production.
Notre politique de gestion des Relations Humaines, fondée sur la délégation des responsabilités, la mise en valeur de l'individu et l'entretien d'un climat social sain et stimulant, occupe une place de choix dans la stratégie globale de l'entreprise.
Vous avez une formation supérieure telle que Sciences Po, Droit ou DESS Gestion Personnel par exemple. Après 2 à 3 ans d'expérience de la fonction Personnel en milieu industriel, vous êtes devenu un jeune pro des Relations Humaines qui maîtrise l'ensemble des questions de droit social.
Non seulement spécialiste, vous êtes aussi un homme de contact et de communication qui aime aller sur le terrain pour exercer son rôle de conseil.

Basé au siège français de Dow à Sophia Antipolis près de Nice, vous êtes dans un premier temps le conseiller et le coordonnateur de l'ensemble de nos unités, en matière de législation sociale.
La souplesse, la facilité d'adaptation, le goût de la performance et bien sûr une grande disponibilité sont indispensables pour réussir dans la fonction et évoluer ensuite vers d'autres responsabilités en France ou à l'étranger.
Naturellement, la bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour communiquer au sein de notre organisation internationale.

Nous attendons votre dossier de candidature, sous réf. ER M 07, à :
Dow Chemical France,
Département des Relations Humaines,
BP 31,
06561 Valbonne Cédex.

DOW*

* Marque déposée - The Dow Chemical Company.

MINISTERE DE LA DEFENSE
ETABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS
recherche

INGENIEURS

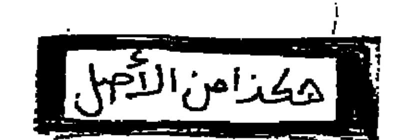
A) Ingénieur calcul scientifique :
pour le développement de logiciels scientifiques dans le domaine de la dynamique du véhicule.
Modélisation, calculs de structures, CAO / DAO.
Profil : ingénieur grande école ou équivalent, connaissances mécaniques et numériques indispensables.

B) Ingénieur analyste :
pour le développement, la mise en place et l'exploitation d'applications en informatique de gestion.
Connaissances souhaitées : matériels Mini 6 et Micro.

C) Ingénieur physicien :
pour le développement d'applications dans les domaines du rayonnement E.M., de l'optronique, des micro-ondes et des traitements d'images.
Profil : ingénieur grande école ou équivalent, maîtrise appréciée de la langue anglaise.

D) Ingénieur électronicien :
Adjoint au Chef du Service « MESURES », il sera chargé du développement de sous-ensembles électroniques et de la définition des moyens à mettre en œuvre sur sites d'essais.
Profil : ingénieur grande école ou équivalent, formation en électronique, électrotechnique.
Connaissances asservissements et notions d'informatique appréciées.
Nationalité française exigée.

Adresser lettre + C.V. + photo + référence(s), poste(s), rémunération souhaitée à : **Monsieur le Directeur de l'ETABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS « ETAS »**
Boîte postale n° 4107 - 49041 ANGERS Cédex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Cette fonction implique des conditions particulières de travail en continu et des horaires postés (nuit, week-end). Anglais indispensable. Réf. G 3 M.

Ces postes conduiront des fortes personnalités vers des fonctions de manager.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la référence choisie à Viviane CLERC – THOMSON EFCIS – Avenue des Martyrs – B.P. 217 – 38019 GRENOBLE CEDEX.

GRENOBLE 2

Unité spécialisée dans l'étude et la fabrication des circuits intégrés bipolaires.

INGÉNIEURS PRODUIT

Vous serez responsable d'une famille de circuits en production. Vous assurerez l'étude des moyens de test, la caractérisation et le lancement de produits nouveaux. Vous contrôlerez les prix de revient. Réf. SE 1M.

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMIQUE

Vous développerez les procédés de fabrication de circuits intégrés au sein d'une équipe pluridisciplinaire et étudierez les composants élémentaires permettant de valider ces procédés. Réf. SE 2M.

INGÉNIEUR FABRICATION PLAQUETTES

Votre sens des responsabilités et vos larges connaissances dans la fabrication de plaquettes vous permettront d'assurer, dans un premier temps, la continuité de la fabrication plaquettes en organisant et contrôlant le travail des équipes de fin de SEMAINE. Réf. SE 3 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la référence choisie à M. Yves BENAINLIOT – THOMSON SEMICONDUCTEURS – B.P. 54 – 38120 SAINT-EGREVE.

NANCY

Avec son puissant capital industriel (les plus grands noms de l'industrie y sont représentés), son énorme potentiel de recherche et formation (300 laboratoires, 5 Grandes Écoles), le développement des technologies de pointe (le parc de NANCY BRABOIS), NANCY devient un pôle d'attraction de tous ceux qui ont pris le parti d'agir face à la compétition internationale : THOMSON SEMICONDUCTEURS S'Y IMPLANTE.

AVEC NOUS, PARTICIPEZ AU DÉMARRAGE DE NOTRE NEUVIEME UNITÉ DE PRODUCTION

Avec ses 500 collaborateurs, dont 120 ingénieurs et techniciens, cette usine entièrement automatisée, spécialisée dans l'assemblage et les tests de circuits intégrés produira 26 millions de circuits intégrés par mois.

INGÉNIEURS DE FABRICATION

• UN RESPONSABLE DE L'ASSEMBLAGE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

Ingénieur généraliste (Centrale, Arts et Métiers, ENSI...) spécialisé en micromécanique, automatisme. Réf. N 1 M.

• UN RESPONSABLE DU MOULAGE (boîtiers plastique) et de l'ÉTAMAGE

Ingénieur généraliste à vocation chimie fine. Réf. N 2 M.

• UN RESPONSABLE DU TEST ÉLECTRIQUE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

Ingénieur électronicien, micromécanicien (équipement informatique et électronique).

Vous avez une expérience confirmée de 3 ans minimum. Vous assurerez, chacun dans votre domaine, la production (quantité, qualité, délais, coûts) et/ou les études (optimisation de moyens de production). Vous coordonnerez la maintenance des équipements et contribuerez à l'amélioration des procédés de fabrication. Vous serez responsable de la gestion de votre équipe. Réf. N 3 M.

RESPONSABLE BÂTIMENTS – ÉNERGIE – SÉCURITÉ

Ingénieur généraliste ou mécanicien (+ IFFI éventuellement), vous possédez au minimum 3 ans d'expérience dans la réalisation d'infrastructures industrielles et de travaux neufs.
– Phase de construction de l'usine : vous assurerez le suivi des travaux et des coûts
– Phase d'exploitation : vous assurerez entretien et travaux neufs dans les domaines suivants :
• climatisation et traitement de l'air (salle blanche)
• distribution des fluides
• électricité. Réf. N 4 M.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous la réf. du poste choisi à M. Louis DUGAS – THOMSON SEMICONDUCTEURS – Immeuble Les Thiers – 4, rue Piroux, 54000 NANCY.

HAVAS CONTACT

Grand constructeur électronique de rayonnement international, présent dans de nombreux pays, nous comptons en France 3400 personnes, réparties dans plusieurs unités de production. Notre usine de CHATELLERAULT est spécialisée dans la fabrication d'ordinateurs, de boîtiers électroniques, de montres digitales.

Responsable Qualité
A & M option électronique ou équivalent

Vous avez entre 30 et 35 ans environ et une expérience de plusieurs années comme Responsable Qualité en milieu industriel. Rattaché au Directeur Usine, vous aurez en charge : le contrôle des flux matières, l'analyse des refus clients et des rebuts de chaîne, l'animation des cercles de qualités, la maintenance et le contrôle des moyens mis en oeuvre, la définition des objectifs et le contrôle de leur suivi. Vous travaillerez en liaison permanente avec les services qualité des autres établissements du Groupe et avec la Direction Qualité de la Société (réf. 37/84/194).

«plus» qu'un Ingénieur Produits (H/F)
Grande Ecole Electronique

Une bonne trentaine d'années, une expérience - indispensable - d'au moins 3 ans en électronique industrielle : vous pouvez mener à bien la mission que nous voulons vous confier. Vous répondrez, au Directeur de l'usine, de l'organisation et du lancement des nouveaux produits. Cela implique un suivi de leur évolution et de leur conception auprès des services d'études (R & D). Vous saurez tirer profit de vos connaissances en analyse de la valeur pour optimiser la rentabilité et de votre expérience pour créer les outils nécessaires à l'évaluation de la qualité puis à l'estimation des prix de revient. Votre priorité : l'amélioration, qui passe aussi par les conditions de travail.
Cette mission très large vous met en contact avec tous les services de la société : vous êtes donc tout désigné pour jouer le rôle important de coordonnateur. Enfin, acquérant ainsi une parfaite connaissance de l'entreprise vous participerez à la définition de la stratégie industrielle. (réf. 37/84/195).
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à notre conseil.

DOMINIQUE LELIGOIS 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

Définir les produits nouveaux Améliorer les gammes existantes ...

REGION LYONNAISE

Ingénieur Grande Ecole : Filiale d'un groupe français implanté dans le monde entier, cette importante société -1,2 milliard de CA, 75% à l'export, 2000 personnes, d'importants profits- est l'une des toutes premières dans son domaine d'activité (production de biens d'équipement industriel et grand public). La définition de produits nouveaux, l'amélioration des gammes existantes, les études et essais, l'assistance à la production et à la clientèle dans des domaines d'activité variés (froid, thermodynamique, électrotechnique, acoustique et informatique) relèvent du Laboratoire Physique (14 personnes) dont nous recherchons le patron. Celui-ci, ingénieur issu d'une Grande Ecole, a une première expérience professionnelle même de courte durée -le sens de l'animation et de l'organisation primera sur l'expérience- et de bonnes connaissances en anglais. Il s'intégrera au sein d'une équipe jeune, de haut niveau et très motivée. Un élément de valeur est assuré de trouver d'importantes perspectives de carrière dans l'entreprise et le groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence M 411330.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION

AFCOREM

DIVISION MOYENS DE PAIEMENT : DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE

Leader européen dans le domaine des moyens de paiement (cartes magnétiques, terminaux points de vente, autorisation en temps réel), le Groupe SLIGOS, importante SSII (+ de 1800 personnes) recherche pour ses centres :

RESPONSABLE DES OPÉRATIONS
BLOIS

Notre informatique :
- IBM 3083 - 4341/2 sous MVS - SÉRIE 1,
- CICS,
- Télétraitement (300 terminaux).

Votre mission :
En étroite collaboration avec le responsable d'exploitation vous aurez la responsabilité d'encadrer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens pour :
- assurer le bon fonctionnement des travaux batch et TP (respect des procédures, préparation, suivi du planning, gestion des incidents),
- mettre en œuvre les logiciels assurant l'automatisation des travaux,
- optimiser les applications et en contrôler la conformité avec les standards existants,
- assurer l'interface avec les études.

Votre profil :
- Formation supérieure ou équivalent,
- maîtrise du système MVS indispensable,
- expérience (2 à 5 ans) dans une fonction Système ou TP appréciée,
- évolution possible vers de plus amples responsabilités techniques et humaines.

Réf. 73738 M

TECHNICIEN TÉLÉCOMMUNICATION
BLOIS

Ce poste conviendrait à un technicien désirant évoluer vers la surveillance réseau (matériels et logiciels).
Formation : BTS (électronique) ou équivalent.
Expérience équipements téléinformatiques acquise de préférence chez un constructeur.

Réf. 73739 M

TECHNICIEN D'EXPLOITATION
BLOIS ET PUTEAUX

- Niveau DUT ou BTS,
- confirmé MVS/JES 2 - TSO/SPF,
- connaissances DMS/OS, TLMS ou UCC 7 appréciées.

Réf. 73740 M

Adresser lettre de candidature sous référence choisie (CV détaillé, photo et rémunération souhaitée) à Mme CLERE - Tour Chenonceaux - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

HAVAS CONTACT

GROUPE SLIGOS
DIRECTION TECHNIQUE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.
NOTRE CENTRE DE BORDEAUX-PESSAC recherche

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

*Vous aurez la responsabilité de l'**atelier d'industrialisation** (fabrication unitaire de sous-ensembles et de moyens-essais) et l'**animation** d'une équipe d'environ 40 personnes. Réf. IP.*

Vous avez une formation d'ingénieurs A.M. ou équivalente, avec une expérience d'environ 3 ans de la fabrication câblage (atelier ou méthodes).

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
DÉBUTANTS OU COURTE EXPÉRIENCE

*Vous participerez au **développement** d'équipements électroniques de moyenne fréquence. Réf. IE.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence du poste choisi à THOMSON-CSF, Département RCM, Service du Personnel, B.P. 94, 33600 PESSAC.

THOMSON
équipements et systèmes

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Société française renommée dans le domaine des techniques de pointe (électronique, aéronautique, systèmes informatisés...), 2800 personnes, CA de 1,2 Milliard de francs, nous offrons un poste de **gestionnaire des ressources humaines** au sein de notre établissement de province, situé dans le centre Ouest (Vienne) 900 p dont 110 cadres.
Adjoint au responsable du personnel et des relations sociales de cet établissement, il devra prendre en charge le recrutement, l'évaluation des potentiels et des besoins afin de favoriser une politique de mobilité interne.

De formation supérieure en sciences humaines (psychologie, gestion du personnel...), il vous sera demandé environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel en milieu industriel et de bonnes connaissances en psychologie.

Nous vous offrons une réelle opportunité de développement professionnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5869, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

Elargissez votre horizon à *l'ouest de la France*

A 35 ans environ, vous concevez et conduisez des projets informatiques sur IBM en entreprise et/ou en SSII depuis plusieurs années. Vous désirez assumer des responsabilités plus grandes et jouer un rôle plus opérationnel.
Cette ambition légitime pour un ingénieur Grande Ecole, nous vous proposons de la réaliser.

Directeur adjoint des études informatiques,
vous rassemblez et analysez les besoins des services utilisateurs de notre entreprise (+ de 2 milliards de CA - 3500 personnes)
Vous proposez les applications informatiques appropriées.
Vous participez au choix des moyens (hommes, matériel, formation).
Vous contrôlez la réalisation des nouvelles applications de gestion, conduites par les chefs de projet.

Homme de communication et d'initiative, vous savez écouter et animer. Votre sens des responsabilités vous fait réussir ce que vous entreprenez.
Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec CV et votre rémunération actuelle sous référence à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 Paris. Discrétion et réponse assurées.

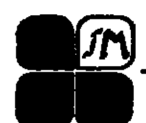
Gillette France

Annecy – Nous sommes filiale d'un grand groupe international. Nous fabriquons ou commercialisons nos produits "lames et rasoirs", mais aussi une gamme diversifiée de produits de toilette, d'instruments à écrire, de briquets... avec 1000 personnes et un CA. de plus de 900 M (1/3 à l'exportation). Nous développons sur le plan humain et social des politiques à la mesure de nos ambitions industrielles... Dans ce contexte nous recherchons, pour enrichir la structure de la direction du personnel, un cadre à fort potentiel (femme ou homme) en tant que

CHEF DU PERSONNEL
(siège)

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur – droit, Sc. Po., ESC... ou Ingénieur – et vous parlez l'anglais. Vous avez au moins cinq ans d'expériences soit dans la fonction, soit en finances ou en commercial/marketing au sein d'entreprises industrielles. Vous êtes donc déjà un professionnel ou vous êtes attiré par cette fonction compte tenu de vos réussites (animation d'équipes, formation, communication...). Vous prendrez en charge, sous la responsabilité du directeur du personnel et des affaires sociales, la fonction "chef du personnel du siège" (450 personnes, c.à.d. les services administratifs et commerciaux). Vous aurez d'abord une responsabilité classique de chef du personnel avec l'assistance et le conseil auprès des responsables hiérarchiques. Vous serez aussi impliqué dans les politiques générales de relations humaines et tout particulièrement concerné pour l'ensemble de l'entreprise dans la mise en œuvre d'outils de communication et dans le développement de la formation (politique, mises en œuvre, suivi des actions). Vous trouverez après réussite de réelles possibilités d'évolution personnelle.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5834 M : il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

LA MAIRIE DE VITROLLES (25.000 habitants)
dans les Bouches-du-Rhône
envisage de recruter :

UN ATTACHÉ
pour le Service Finances :

- Etre lauréat du concours d'attaché CFPC ou mutation + être titulaire d'une maîtrise en droit ou en Sciences Eco.
- Exp. en M 12 et gestion financière d'une commune.
- Suivi des dossiers de société d'économie mixte.

UN ATTACHÉ
pour le service des Affaires Économiques :

- Etre lauréat du concours d'attaché CFPC ou mutation + être titulaire d'un diplôme dans le domaine de l'économie, connaissances en démographie.
- Chargé des relations avec les organisations socio-professionnelles et les structures économiques.

UN ACHETEUR
pour le service Approvisionnement :

- Expérience de nature identique exigée, connaissances techniques et administratives.

UN RÉDACTEUR OPTION ANIMATION
pour le service culturel :

- Etre lauréat du concours CFPC ou mutation.

Les candidats devront satisfaire aux conditions générales de recrutement prévues par le statut de la Fonction territorial.

Les candidatures + c.v. devront être adressées à : Monsieur le Maire, service du personnel, B.P. 102, 13743 VITROLLES CEDEX avant le 17 novembre 1984, dernier délai.
Le cachet de la poste faisant foi.

Un entretien de sélection aura lieu avant la fin du mois de NOVEMBRE.

OFFRES D'EMPLOIS

L'AVENIR DE LA BANQUE

passe par un développement important
des relations commerciales et des services offerts
au niveau de l'ensemble des points de vente du réseau,
en France et à l'Etranger.

Nos

EXPLOITANTS

doivent donc participer à l'augmentation de nos parts de marché grâce à des produits efficaces destinés à une clientèle de particuliers ou d'entreprises.

Nous mettons à leur service une organisation tournée vers eux, résolument moderne et une politique de gestion de personnel exigeante et motivante.

Grand groupe français, nous pouvons assurer, après un poste de Chargé(e) de clientèle (Paris–Province), des développements de carrière vers des responsabilités élevées.

Nous étudions les candidatures des diplômés de l'enseignement supérieur ayant déjà une première expérience commerciale bancaire.

Merci d'écrire sous référence 51615 en joignant CV et en indiquant votre niveau actuel de rémunération à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LA DROME
à VALENCE, recherche

COMPTABLE *HF*

DECS + expérience dans société importante souhaitée.
MISSION :
organiser, animer, assister les fonctions comptable et fiscale de l'entreprise et des filiales,
gérer l'unité comptable opérationnelle (9 personnes).
Libre rapidement.
Adresser lettre manuscrite avec c.v., photo et prétentions au Chef du Personnel - C.R.C.A.M. de la Drôme - 290 rue Faventines 26010 Valence.

Attaché Commercial
120.000 frs

Une société de courtage, négoce et représentation implantée dans la région de LISIEUX, distribuant à l'échelon national des matières premières industrielles, recrute

UN JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

possédant une formation supérieure économique ou commerciale, une première expérience de la vente et la pratique de l'anglais. Il s'agit d'un poste actif nécessitant des qualités de dynamisme et d'imagination pour étendre la clientèle et ouvrir de nouveaux marchés.

Adresser votre dossier de candidature s/réf. 5223 à notre conseil J. de BRESILLON

SEREP 124 bis av. de Villiers 75017 PARIS

AUTOPHON — Filiale d'un important groupe européen spécialisé en télécommunications recherche

Chef du service central des approvisionnements

Profil : Agé de 35-40 ans environ, formation comptable (BTS, DUT...), expérience significative de la gestion informatisée de matériel électronique ou de télécommunication ; allemand lu et parlé et anglais lu souhaités.

Mission : Assurer la gestion complète des stocks (du transport à l'animation du magasin général), rationaliser et optimiser les procédures d'achat, définir le cahier des charges en vue du passage prochain à l'informatique, diriger une équipe de 6 personnes.

Si ce poste, basé à LEVALLOIS, vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la réf. AT/1184, à notre Conseil.

ORSI 13, place Kossuth 75009 PARIS

MEDIA PA

---

cori CONSEIL ET REALISATION EN INFORMATIQUE

Dans le cadre de son développement géographique
Cori recherche pour **PARIS**

• en **INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

Automaticiens confirmés

2 ans d'expérience temps réel acquise sur matériel SOLAR, MITRA, DIGITAL, HEWLETT PACKARD ou MICROS. *réf. 1105*

• en **INFORMATIQUE DE GESTION**

Ingénieurs confirmés

2 ans d'expérience en grands systèmes IBM ou Bull et maîtrisant les réseaux ou bases de données. *réf. 1106*

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Adresser candidature, C.V. et photo en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à CORI, 6 rue Daru, 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Publivel

Entreprise DUCLER T.P. ch.

LE RESPONSABLE FINANCIER

de son « service étranger ».
Expérience export
et travaux publics souhaitée.

Adresser c.v. à la Direction DUCLER S.A. La Bourdette, 32300 MIRANDE.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Ecrire sous le n° T 069.073 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RADIO LOCALE
RÉGION COTE D'AZUR
recherche

CHEF D'ANTENNE
(journaliste)
avec références.
Ecrire
Havas réf. 119 796 TOULON.

UN GROUPE FINANCIER DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour son Etablissement d'ANGERS, son

Chef de Service
Organisation, Contrôle de Gestion et Informatique

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, membre de l'équipe de Direction, il dirigera un service de 25 personnes et sera chargé :
- du plan d'entreprise, du contrôle de gestion,
- de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan informatique,
- de l'organisation.

Ce diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieur, à fort potentiel, âgé(e) de 30 ans environ pourra se voir offrir ultérieurement une évolution de carrière, à PARIS, dans le cadre du Groupe.
Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence BR 411 à :

EGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

Chef de Service Développement Industriel

Être à la pointe du progrès technique et technologique, faire évoluer l'outil de production, voici les enjeux de la Direction Industrielle de la **SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES** – 1,7 Md de F de C.A. – 3e producteur français de bière.
Dans cette optique, elle crée un poste de Chef de Service Développement Industriel.

Sa mission sera d'étudier et d'animer les politiques industrielles permettant de développer les capacités de production et de productivité des usines. Elle s'articule autour de deux lignes de force :

- l'innovation technologique : il se tiendra informé des évolutions techniques et proposera celles de nature à accroître les performances tant qualitatives que quantitatives de l'outil industriel.
- l'assistance aux unités de production : il aura un rôle de conseil et d'appui pour l'actualisation des équipements, l'installation et le démarrage de nouvelles installations.

Le champ d'intervention est vaste. Les objectifs fixés sont ambitieux. Aussi recherchons-nous un Ingénieur possédant une expérience industrielle de 5 ans environ, attiré par le challenge de ce poste. Il aura des compétences en informatique industrielle et en automatisme ; des connaissances en plastique industriel seront un atout. Poste situé à Sèvres (92).

HAVAS CONTACT

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 11 M en précisant rémunération actuelle à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

Ingénieur en informatique industrielle

La Branche Produits Frais du Groupe BSN rassemble en France et à l'étranger une dizaine de sociétés qui réalisent un CA de 7,5 Md de F. Grâce au dynamisme de cette Branche, qui innove en permanence, **BSN est le 1er producteur mondial de produits laitiers frais.**
Pour améliorer encore sa productivité, la Branche Produits Frais poursuit actuellement un important effort d'automatisation de ses unités de production.

C'est pourquoi elle a décidé de créer, au sein de sa Direction Technique, un poste d'ingénieur en informatique industrielle.

Responsable de la promotion et du développement de l'informatique industrielle dans la Branche, il assurera la coordination entre les différentes sociétés.
En liaison avec les utilisateurs potentiels, il établira la définition précise des différentes phases de l'informatisation et définira les critères de choix permettant de parvenir à la solution la mieux adaptée. Il rédigera les spécifications techniques pour l'achat des équipements. Il travaillera en étroite relation avec le centre de recherche de la Branche pour définir et concevoir les capteurs nécessaires à l'automatisation.
Cette fonction qui nécessite d'excellentes connaissances en informatique industrielle s'adresse à un ingénieur ayant acquis une première expérience en tant que chef de projet dans ce domaine.

Bien que basé à Paris, ce poste implique de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger. Aussi est-il indispensable de parler l'anglais.

HAVAS CONTACT

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature sous réf. F4M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

Ingénieur Organisation

La SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES – 1,7 Md de F de C.A. – produit et commercialise des bières de marques réputées (Kanterbraü, Gold, Busch) ainsi que des boissons sans alcool (Canada Dry).

Elle réalise, dans son principal établissement (550 p.), des investissements très importants – 400 MF sur 2 ans – s'accompagnant d'objectifs ambitieux sur le plan de l'augmentation de la capacité de production et de la productivité. Elle recherche, dans ce cadre, un Ingénieur Organisation qui devra adapter les structures organisationnelles et humaines de l'usine à l'évolution de l'outil industriel.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il conduira tout projet visant à l'amélioration de la productivité, des coûts de fonctionnement ainsi que de l'organisation et des conditions de travail. Il animera une politique active de formation et de participation du personnel.

Conseiller les changements d'organisation et de structure dans une usine en profonde mutation technologique. Aider chacun à les réaliser. Faciliter la prise en compte de la dimension humaine. C'est là une opportunité assez exceptionnelle d'exprimer pleinement son efficacité et son dynamisme pour un Ingénieur possédant une expérience de 3 à 5 ans soit comme Organisateur soit comme Responsable Opérationnel en usine. Poste situé près de Nancy.

HAVAS CONTACT

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 13 M en précisant rémunération actuelle à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

MATRA ESPACE

recherche pour son Centre de VELIZY : H/F

Ingénieur Grande Ecole

Responsable du B.E. équipements

Il prend en charge les études mécaniques et thermiques, la définition détaillée et la constitution des dossiers de fabrication d'équipements électroniques de satellites ou lanceurs.

A ce titre, il anime et organise l'activité d'une équipe de dessinateurs et techniciens.

Sa fonction l'amène à établir de nombreuses relations avec les responsables d'affaires, et, fabrication.

Ce poste nécessite une formation «généraliste» orientée mécanique et électronique (BCL — A et M — ENSI ...) confirmée par environ 3 ans d'expérience en milieu aéronautique.

Des compétences en C.A.O. et le goût de la gestion d'affaires seraient appréciés.

Des qualités de créativité, d'organisation et des facilités de relations favoriseront la prise de fonction et l'évolution dans le poste.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous référence NK 1169/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — Centre de MONTIGNY — 3, avenue du Centre — 78182 SAINT-QUENTIN — YVELINES CEDEX

PARIS

INDUSTRIE ELECTRONIQUE
2 500 PERSONNES

Dans une entreprise mondialement connue, en expansion et performante, créez la fonction de

Business Development Manager

Pour l'une des ses divisions, cette société veut mieux prendre en compte les nouveaux produits dont ses clients auront besoin dans les 5 prochaines années. Elle crée donc la fonction de **Responsable du développement des nouveaux produits.**

Rattaché au Directeur du Marketing Europe, ce manager devra :
- détecter rapidement les futures technologies à moyen terme des clients ;
- se tenir constamment au courant du marché et des produits lancés par la concurrence ;
- être à l'écoute des décideurs du développement des clients pour identifier avec eux leurs demandes technologiques spécifiques à l'horizon 90.

Ingénieur de Grande Ecole (Sup'Elec, Centrale, A.M.), vous avez quelques années d'expérience industrielle dans une activité voisine de celle des composants électroniques et/ou électromécaniques.
Vous avez été confronté à des activités de recherche et de **développement** (laboratoire ou engineering d'applications).
Vous possédez, évidemment, une forte motivation pour le **marketing**.
Basé à Paris, vous êtes européen (de préférence de nationalité française, hollandaise, allemande, anglaise). **Vous êtes au minimum parfaitement bilingue** (français-anglais). Des déplacements sont à prévoir pour 40 % de votre temps.
La rémunération prévue est attractive.

Merci d'adresser votre CV, photo, prétentions, en précisant un N° de téléphone, sous réf. 350, à :
Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup,
qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

Nielsen

Filiale d'un Groupe International,
nous sommes le premier organisme
d'Etudes de Marché en France (700 personnes),
spécialisé dans les panels (instrument de mesure
de flux de consommation à l'aide d'échantillons),
nous faisons appel à des techniques d'avant-garde
dans les domaines informatiques et statistiques.
Nous recherchons un :

Ingénieur d'Etudes

Vous possédez un diplôme d'Ingénieur, ou un DESS d'Econométrie
ou équivalent complété par une expérience de deux années acquise
dans un environnement d'Etudes et/ou Marketing.
A l'issue d'une période de formation, vous prendrez en charge
la conception, la réalisation et la validation d'études ad-hoc.
Vous apporterez une aide à la vente et l'interprétation
de ces études auprès de Conseils Marketing.
L'expérience d'un logiciel de dépouillement d'enquêtes
et de traitement des données est hautement souhaitée,
ainsi que la connaissance de l'anglais.

Curriculum

René Pilloy examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous réf 941
A.C. NIELSEN COMPANY - Direction des Ressources Humaines -
28, Boulevard de Grenelle, 75015 - PARIS.

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains». 16000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6 milliards de chiffre d'affaires en 1983 dont 50 % à l'exportation.

Recherche pour une de ses principales filiales basée à PARIS et comprenant plusieurs unités industrielles et commerciales en France, un

contrôleur de gestion

Sous la responsabilité directe du Directeur de la Filiale et en liaison avec de nombreuses unités du groupe à l'étranger, vous aurez à :
- assurer le contrôle de gestion des activités qui lui sont rattachées
- étudier et réaliser les consolidations économiques et commerciales par activité
- animer le cycle de planification en liaison avec les principaux responsables opérationnels
- construire le système d'informations économiques
- effectuer des missions d'audit.

Votre formation supérieure comptable et de gestion sera complétée par une pratique effective de la comptabilité et de l'outil informatique en milieu industriel (appareils de grande série).

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec prétentions en précisant la référence CFR 243 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres 38050 GRENOBLE CEDEX.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

LE SERVICE CONSTRUCTION INDUSTRIELLE D'UNE ENTREPRISE DE LA REGION PARISIENNE. RECHERCHE

CHARGE(E) D'AFFAIRES

de formation Ingénieur ou Ecole de Commerce, il aura acquis une expérience de quelques années dans le montage et la mise au point d'opération industrielle. Son action sera axée sur la prospection auprès des utilisateurs, l'élargissement du réseau commercial ainsi que la définition et l'adaptation du produit. Il participera activement à la recherche foncière ainsi qu'aux différentes phases du montage des affaires (technique, juridique et financier).

Les candidats intéressés, adressent un C.V. sous N° 9112 à PARFRANCE ANNONCES – 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES
MICRO INFORMATIQUE

ISE-CEGOS. filiale du Groupe CEGOS, distributeur exclusif en France de produits haut de gamme, KNOWLEDGE MAN, MDBS III le seul véritable SGBD pour micro-ordinateurs.
Nous avons triplé notre C.A. en un an et afin d'exploiter et concrétiser nos très nombreux contacts sur la gamme MDBS III, nous cherchons à adjoindre à notre équipe jeune et passionnée,

Ingénieur Commercial

Vous êtes motivé par la vente de produits techniques professionnels, vous aimez négocier... alors vous réussirez et acquerrez rapidement votre autonomie d'action.
Nous souhaitons que vous soyez diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce et que vous ayez acquis une expérience de 2 - 3 ans dans la vente de produits informatiques.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 22114/M
à notre conseil, Christine DEFECHE, SELE-CEGOS INFORMATIQUE. Tour Chenonceaux,
204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CX.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Curriculum

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Si vous êtes un «GAGNEUR»

200.000+

MB ÉLECTRONIQUE, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique de mesure et de test, recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX

pour Paris (Buc 78) et ses agences de Toulouse, Lyon et Rennes.

Profil : désirant vendre, de formation électronique, connaissant l'instrumentation analogique et/ou numérique. Expérience commerciale souhaitée. Anglais lu apprécié.

Salaire : en fonction de l'expérience avec, en plus, un intéressement au Chiffre d'Affaires.
Voiture de fonction.

Envoyez-nous votre dossier, avec C.V. et lettre manuscrite.

MB ELECTRONIQUE
606, r. Fourny, ZI Centre, BP 31, 78530 Buc
Tél. : (3) 956 81 31 - Télex : MB 695414

Jeune responsable des ressources humaines d'un groupe

Nous sommes un Groupe de 3.500 personnes, comprenant plus de 20 filiales, réparties sur toute la France.
Notre domaine d'activité est en développement constant et nous sommes leader dans notre profession.

Notre Groupe est décentralisé et, dans le domaine social, chaque Directeur de filiale est responsable de son personnel.
Pour les assister ainsi que pour élaborer la politique du personnel au niveau groupe et pour mener des actions communes (en particulier en ce qui concerne la formation : élaboration des programmes et suivi de leur mise en œuvre), nous recherchons un **jeune Responsable qui sera rattaché au Directeur Général.**
Ce poste représente une excellente opportunité pour connaître l'ensemble des problèmes du personnel et peut convenir à un diplômé Droit, Sc. Po. ou ESC, ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction, témoignant de dynamisme, d'esprit d'initiative, de bonnes capacités de réflexion et d'études jointes à des qualités d'opérationnel sur le terrain.
Possibilité éventuelle d'évolution, pour un candidat motivé et polyvalent, vers des fonctions de direction des filiales.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. PF 188 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur micro-informatique
grande école

LE SERVICE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES recherche un **ingénieur de haut niveau** (ESE, ECP, ISEP...).

Il sera un élément important d'une petite équipe en cours de création, chargée de :
- définir le champ d'application de la micro-informatique à bord de bâtiments de la Marine Nationale,
- de participer à la définition des besoins,
- d'effectuer le choix des matériels adaptés.

Le candidat aura des connaissances générales en informatique et une première expérience de micro-informatique, des qualités de méthode et d'analyse et des capacités réelles de communication.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. IS 222 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

ENDEVCO Σ FRANCE

SPECIALISTE MONDIAL EN MESURES DE VIBRATIONS ET ACCELERATIONS
recherche

INGENIEUR Technico-Commercial

Pour suivre et développer une clientèle industrielle (Espace, Aviation, Nucléaire).

Nous souhaitons :
- Age 25 ans environ.
- Formation Ecole d'Ingénieur, D.U.T. ou B.T.S. Mesures Physiques.
- 3 à 5 ans d'expérience de vente dans un domaine similaire.
- Très accrocheur et réalisateur, ses déplacements nombreux seront de courte durée.
- Anglais indispensable.
- Rémunération motivante.

Adresser CV détaillé, avec salaire actuel et photo à M. Yves Le Page,
76, rue des Grands-Champs 75020 Paris.

LEVI TOURNAY

Contrôleur de gestion

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son Département Immobilier en développement un jeune Contrôleur de Gestion.

Son profil :
De formation ESC, Maîtrise de gestion ou Sciences Economiques... (+ niveau DECS souhaité) le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de trois ans environ dans des fonctions similaires au sein du département immobilier d'un groupe important (assurances, banques...).

Sa mission :
- assurer un rôle de gestionnaire, d'organisation et d'encadrement d'une équipe,
- contrôler les procédures comptables existantes et participer à la conception des nouvelles,
- participer à la mise en place du contrôle budgétaire et travailler en liaison étroite avec l'informatique (IBM 38).

Poste évolutif.
Lieu de travail : Paris.

Ecrire sous référence UB 118 CM
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

UN ORGANISME D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, situé à TOULON, offre deux opportunités à des INGÉNIEURS ayant une première expérience professionnelle.

• Ingénieur mécanicien études
2-3 ans d'expérience

Responsable du développement d'un nouveau projet sous les aspects mécaniques, il devra :
- établir les cahiers des charges destinés aux industriels auxquels seront confiées les études et la réalisation,
- suivre l'avancement des travaux (études, fabrication, essais, mises au point et qualification) sur les plans techniques, coûts et délais.

Ingénieur diplômé (AM, ENSI, INSA...) une première expérience de bureau d'études, calculs... dans le domaine des ensembles mécaniques est indispensable.

référence JT 223 AM

• Ingénieur – fiabilité
2-3 ans d'expérience

Intégré dans une équipe chargée du développement d'un nouveau projet (système mécanique complexe piloté par ordinateur), il sera chargé de :
- définir les objectifs de fiabilité,
- orienter les solutions techniques permettant de les atteindre.

Il sera en étroite relation avec les industriels coopérants.
De formation ingénieur généraliste (ECL, AM, ENSI, INSA...) il possédera une première expérience, fiabilité et/ou qualité, si possible dans le domaine de l'ingénierie.

référence KU 224 AM

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

recherche pour son Centre de Développement Européen

Zoetermeer
(Pays-Bas)

Ingénieurs Informaticiens Expérimentés H/F

Formation : Grande Ecole ou Maîtrise d'informatique.

Expérience : 3 à 5 ans dans le développement de systèmes et/ou applications.

Connaissances nécessaires :
- **Anglais courant.**
- Bonne pratique d'au moins un des logiciels suivants : CICS/VS, MVS, TSO, VTAM, PROFS, LICE.

Evolution :
- Formation de base d'environ 6 mois en France.
- Détachement à Zoetermeer pendant 3 ans pour participer au développement de systèmes et applications complexes, dans un contexte international.
- Au retour, mise en œuvre et support de ces produits à l'échelon français.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence CDE au Département Recrutement IBM France - 2, rue Marengo 75001 PARIS

Organisation et Publicité

Importante banque privée

recherche pour sa **Direction des Affaires Financières**
à PARIS

SPECIALISTE MARCHE DES OBLIGATIONS

Pour Gestion des Produits de Placement Collectif.

Il devra assurer des contacts avec une **clientèle institutionnelle à haut niveau.**

Une expérience de l'actuariat ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - sous réf. **11740** - BP 220 -
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

PARIS GRAND EST **170/190 000 F**

DOUE(E) POUR LE COMMERCIAL, PASSIONNE(E) PAR LES TECHNIQUES DE POINTE.

Grand groupe industriel français, nous prenons une part de marché croissante dans les domaines des consommables informatiques (disques souples et rigides, bandes magnétiques).
Nos distributeurs leur réservent déjà un accueil très enthousiasmant. Aussi, pour les aider à développer leurs ventes, vous allez les former, gérer, aider et structurer ce réseau de concessionnaires.
Dynamisme, autonomie, assiduité et ambition seront donc des qualités indispensables pour bien tenir le poste.
A 28 ans au moins, vous avez acquis une première expérience de la vente, si possible dans le domaine informatique ou dans la distribution de produits consommables (rassurez-vous, nous vous formerons de toutes façons).
Vous avez donc à présent tous les atouts en main pour postuler et pour prétendre à une rémunération très motivante (fixe + % + frais + indemnités kilométriques), sans oublier bien sûr les avantages divers que peut vous offrir un grand groupe.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 971 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181 avenue Charles de Gaulle - NEUILLY SUR SEINE

Ingénieurs Grandes Ecoles
ECP, ECL, ENSIC débutants

SOLVAY, groupe chimique international, représente sur le plan mondial plus de 45 000 personnes et un CA consolidé de 30 milliards. En France, 10 000 personnes réparties en 22 usines réalisent un CA de plus de 6 milliards.

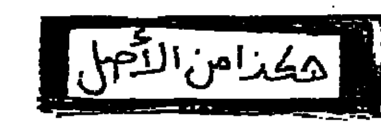
Pour assurer son développement, SOLVAY France recherche des ingénieurs débutants pour leur confier des missions en production.

La Direction du Personnel examinera avec la plus grande attention le dossier de candidature que vous voudrez bien lui confier.

SOLVAY, 12 cours Albert 1er, 75383 Paris cédex 08.

SOLVAY, la chimie de demain.

DESSEIN



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Promoteur des ventes
référence LV 225 AM

La performance industrielle dans l'habillement.

Premier Groupe Européen de Jean's (activité doublée en 4 ans) intensifie l'activité de son *Marketing dynamique et opérationnel en étoffant ses structures.*

Dans le cadre d'une politique prospective.

Le poste de **Promoteur des Ventes** *est créé et le titulaire du poste sera l'adjoint direct sur le terrain du Responsable Marketing et Publicité.*

Il participera aux actions promotionnelles (mise en valeur des produits sur le lieu de vente – agencement des magasins – plans de publicité groupés...), il mettra en œuvre la politique d'assistance au réseau de distribution et il assurera une remontée de l'ensemble des informations du marché.
La réussite de son action sur le terrain pourra l'amener à terme à constituer une équipe de promoteurs qu'il formera et dont il aura la responsabilité.
Poste intéressant et évolutif pour un cadre commercial dynamique de formation supérieure et disposant d'une première expérience dans le Marketing grande distribution.

Réelle opportunité de développement de carrière au sein du département Marketing pour un cadre motivé, dynamique, animateur.
Poste à Amiens.

Responsable des achats
référence HB 221 AM

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE, spécialisée dans les produits d'assemblages métalliques et plastiques (moyennes et grandes séries) crée la fonction de **Responsable Achats.**

Le titulaire sera chargé d'organiser, mettre en place et gérer une petite équipe afin d'assurer, dans les meilleures conditions de coûts et de délais, la totalité des achats.
Professionnel(le) d'au minimum 32 ans possédant une formation de base supérieure (DUT/ENI ou ESCAE), il pourra apporter la preuve de ses capacités de négociateur et d'animateur au travers d'une expérience d'au minimum 5 ans dans le domaine de la petite mécanique (grande série si possible).
La maîtrise de la langue allemande est nécessaire.
Anglais apprécié.
Poste banlieue est de Paris. **Rémunération : 200 000 F/an**

Ingénieur de fabrication adjoint au directeur industriel
référence BY 228 GM

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE EUROPÉEN, située à 100 km **est de Paris, recherche un Ingénieur de Fabrication, Adjoint au Directeur Industriel.**

Rattaché au Directeur Industriel, il aura pour mission :
- *de poursuivre les études d'automatisation et d'amélioration de la productivité des chaînes de fabrication existantes,*
- *de participer à la définition de la stratégie de développement des activités de production,*
- *d'étudier les possibilités de nouvelles fabrications.*

De formation "Arts et Métiers" ou équivalent, il aura une première expérience en production de 4 ans environ.
Le souci des relations humaines en milieu industriel, le sens du commandement, des connaissances en automatismes, robotique, informatique appliquées seront des atouts appréciables.
La connaissance de l'allemand est indispensable.

Membre de Syntec

AGRO + IAE une carrière motivante en économie finances
référence PZ 229 AM

ORGANISME FINANCIER DU SECTEUR AGRICOLE, *récent mais solidement implanté au plan national, étoffe ses structures.*

Une équipe jeune et dynamique propose à un jeune **AGRO + IAE** *ou* **École de Commerce,** *disposant de préférence d'une expérience de 2 à 3 ans dans un secteur agro-alimentaire ou bancaire, de les rejoindre pour participer à la mise en place de leurs interventions et contribuer à leur développement.*
Sa mission implique, dans plusieurs secteurs importants de la filière oléoprotéagineux :
- *d'analyser l'évolution économique de ce secteur,*
- *d'effectuer des diagnostics d'entreprises et de participer activement au montage d'interventions financières (prise de participation, crédit...) et d'en assurer le suivi.*

Ce poste évolutif implique un goût des responsabilités, une forte motivation professionnelle, des qualités d'autonomie et de contact.
Poste à Paris.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris

ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger recherche pour son
Département Acquisition Enregistrement Magnétique

Ingénieur Electronicien

Au sein de l'activité **télémesure** qui conçoit et développe des systèmes d'acquisition en temps réel, il sera chargé de mener à bien l'étude, la conception et la mise au point d'un projet matériel en respectant des objectifs de performance, prix et délais.
Nous souhaitons rencontrer des **candidats débutants** (0 à 2 ans d'expérience) diplômés d'une grande école.
Une connaissance des **microprocesseurs** (matériel et logiciel) serait appréciée.
Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution dans un groupe de dimension internationale.
Le poste est basé à Vélizy.

Merci d'adresser CV et prétentions, sous réf. 3275, au Service du Personnel, ENERTEC Schlumberger, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC
Schlumberger

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES
(90 personnes), recrute à **PARIS** (Pont de l'Alma - rive droite) :

INGÉNIEUR CONFIRMÉ PRODUCTIONS ANIMALES

Il relèvera du Responsable de la Sous-Direction économie des productions animales et animera une équipe de 4 personnes dont 2 Ingénieurs; il sera chargé d'étudier, concevoir, proposer, mettre en place et suivre notamment des actions générales de développement et d'organisation dans le domaine des productions animales impliquant des interventions économiques et financières.

Il suivra également l'évolution des techniques et systèmes de production.

Courts déplacements en province.

Le candidat – 32 ans minimum – a une formation agronomique et une expérience confirmée dans le secteur des productions animales. Ses capacités d'animation seront aussi importantes que ses motivations pour le développement.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (261.65.61) ou écrire sous réf. 55 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL – **GROUPE BBC** – 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

HAVAS CONTACT

---

consultants internationaux

énergie et environnement

m mci

METRA CONSEIL INTERNATIONAL, *la filiale conseil du Groupe* **SEMA-METRA,** l'un des tous premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie (2500 personnes), développe de nombreuses activités de conseil de haut niveau dans les pays en voie de développement.

Dans ce cadre, METRA CONSEIL INTERNATIONAL recherche des consultants **chefs de projet** chargés de mission de conseil de durée limitée (1 à 2 ans), à l'étranger (Moyen-Orient, Afrique, Amérique Latine, Asie du Sud Est), auprès d'administrations et d'organismes publics concernés par les problèmes d'énergie et d'environnement.

Ces chefs de projet auront une formation d'ingénieur (X, E.C.P., Mines, E.S.E. etc...), et disposeront d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines de la planification énergétique, du gaz naturel ou de l'utilisation rationnelle de l'énergie (industries, transport) d'une part, de la valorisation des résidus agro-industriels et urbains d'autre part. Très bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement d'une deuxième langue (de préférence espagnol, arabe) et, si possible, expérience de l'expatriation.

Prendre rapidement contact avec Irène MICHARD en adressant une lettre manuscrite, CV. et prétentions sous référence 10524/M à Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

CERBERUS GUINARD

LEADER FRANÇAIS DE LA DÉTECTION D'INCENDIE
recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ou TECHNICIEN

avec maîtrise micro-informatique ou électronique,
micro-informatique pour renforcer l'une de ses équipes produits.
Il sera chargé de prendre en compte une ligne de produits,
son travail sera varié, en contact avec les réalités du terrain.
Déplacements de courte durée.
Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser c.v. + photo et prétentions sous réf. n° 4 à :
J.R. DESCHAMPS, CERBERUS GUINARD. 617, rue Fourny, Z.I., 78530 BUC.

---

cori CONSEIL ET REALISATION EN INFORMATIQUE

Dans le cadre de son développement géographique CORI recherche pour
LYON, GRENOBLE, MARSEILLE

- **en INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**

Automaticiens confirmés

2 ans d'expérience temps réel acquise sur matériel SOLAR, MITRA, DIGITAL, HEWLETT PACKARD ou MICROS. *réf. 1103*

- **en INFORMATIQUE DE GESTION**

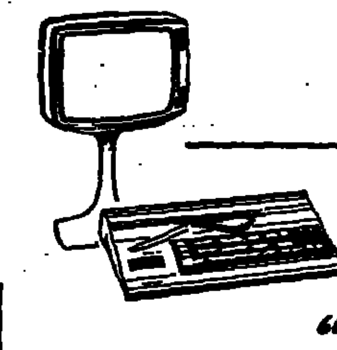
Ingénieurs confirmés

2 ans d'expérience en grands systèmes IBM ou Bull et maîtrisant les réseaux ou bases de données. *réf. 1104*

Ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Adresser candidature, C.V. et photo en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à CORI, 17 quai Gillet, 69004 LYON.

Publivel

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique



NOTRE CHEF DE PROJET "GESTION DU PERSONNEL"

De formation supérieure et avec 3 à 5 ans d'expérience, vous êtes soit un homme du personnel qui avez acquis une sérieuse pratique de l'informatique, soit un informaticien qui avez plongé dans la gestion du personnel.

VOUS VOULEZ MAINTENANT INTÉGRER INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL.

Nous vous offrons l'opportunité de concrétiser votre projet en rejoignant, à Saint-Cloud, la Direction Informatique de notre branche GRAND PUBLIC qui groupe 8 sociétés commerciales et 30 sites industriels. Vous serez l'artisan responsable de la diffusion et de l'implantation, décentralisée par un réseau d'ordinateurs IBM, du progiciel de gestion du personnel.

Sachez que votre évolution ultérieure peut aussi bien passer par l'informatique que par la fonction personnel à un poste de responsable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 4514 LM, à notre Conseil, J. TALLIEU ***ALEXANDRE TIC S.A. – 10, rue Royale, 75008 PARIS.***

HAVAS CONTACT

THOMSON GRAND PUBLIC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER Nous sommes une société française filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si vous avez 2 à 4 années d'expérience commerciale en informatique ou une forte motivation pour la négociation, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR MARCHÉ

Responsable d'affaires, vous aurez à promouvoir les services de CEGI-TYMSHARE dans les grandes entreprises françaises et internationales et à gérer le développement de vos clients. *Réf. 1102*

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR CONSULTANT

vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications. *Réf. 1103*

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR LOGICIEL

vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place. *Réf. 1104*

cegi tymshare

Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

NOUS RECHERCHONS

MÉDECIN

H. ou F., 40 ans environ

Conseil à temps complet, Paris. Expérience industrie pharmaceutique nécessaire (études cliniques, enregistrement produits, stratégie, marketing).

Env. candidatures c.v. + photo et prét., traités confidentiel. à :
Ecrire sous le n° T 69.062 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monceey, Paris-7e.

— Si vous êtes ASSISTANT(E) SOCIAL(E) DIPLOMÉ D'ÉTAT avec au moins 10 ans d'expérience professionnelle.
— Si vous aimez étudier et constituer des dossiers précis.
— Si vous lisez et parlez l'anglais.

Alors adresser votre c.v. au S.S.A.E., 72, rue Régnault. 75013 PARIS.

IBM France

Direction des Activités Nouvelles

Vous offre de participer à son expansion dans la
Commercialisation des systèmes CAO/CFAO

VOUS ÊTES INGÉNIEUR
et vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans un bureau d'études ou en fabrication.
Vous avez utilisé ou mis en œuvre un système CAO ou CFAO.
ou vous avez 1 à 2 ans d'expérience dans la commercialisation de systèmes de CFAO.

POSTES A POURVOIR :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ces postes sont à pourvoir à PARIS, mais impliquent l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Merci d'adresser votre candidature à notre Département Recrutement, 2, rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence GRA-M-14/11.
Elle sera traitée avec la discrétion qui s'impose.

MASH

LE CONTROLE BUDGETAIRE "ALL AROUND THE WORLD"

La Division Internationale, basée à Paris, de notre société recherche un jeune cadre chargé de superviser la comptabilité de nos filiales à l'étranger.

De formation ESCAE, Ecole de Commerce + DECS, il possèdera une expérience professionnelle d'environ 3/5 ans ainsi qu'une parfaite aisance dans la langue anglaise.

Préparant la consolidation comptable au niveau groupe, il aura en outre la responsabilité de l'élaboration, de la participation et de la gestion budgétaire.

Cette fonction le mettra en rapport avec de nombreux services, il est donc nécessaire qu'il possède le sens des contacts humains et le goût de la mobilité car des déplacements sont à prévoir.

Pour un premier contact,
merci d'envoyer votre candidature à
FROMAGERIES BEL, R. FOLLIOT 4, rue d'Anjou - 75008 Paris.

Un **CONSTRUCTEUR DE MICRO-ORDINATEURS** diversifie son implantation sur le marché français en recherchant

2 RESPONSABLES COMMERCIAUX

RESEAU DISTRIBUTEURS (réf. 969 M)

Directement rattaché au Directeur des Ventes, vous serez l'animateur d'une équipe d'Ingénieurs commerciaux, chargé de notre développement commercial à travers un réseau de revendeurs et de distributeurs sur toute la France. Vous suivrez le réseau en place, le dynamiserez, rechercherez de nouveaux interlocuteurs et les assisterez dans leur stratégie, vous serez également un homme de conseil capable de les guider et de leur permettre d'optimiser leurs résultats.

RESEAU BOUTIQUES (réf. 970 M)

Les «Boutiques de Micro» : vous connaissez ? Alors venez créer notre nouvelle implantation. Vous allez mettre en place un réseau de boutiques que vous sélectionnerez, assisterez et aiderez dans le lancement de nos gammes : matériels, logiciels et notre nouveau micro portable. Une bonne sensibilité pour ce type de commercialisation vous permettra de faire remonter les informations du terrain afin d'affiner notre stratégie marketing.

Ces deux postes s'adressent à des professionnels de la distribution de produits bureautiques, informatiques ou péri-informatiques. Vous avez compris qu'en plus de vos talents de vendeurs, ces missions requièrent un sens aigu de l'autonomie, une aisance dans les contacts, le goût du challenge et une réelle disponibilité puisque vous interviendrez sur toute la France.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil.
ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

FILIALE PERFORMANTE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
connaissant un développement important, située en région parisienne nord, + de 100 personnes, recrute

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(SUPELEC, TELECOM ou équivalent)

■ **UN INGENIEUR CONFIRME**
ayant une expérience réussie en MATERIEL INFORMATIQUE et TELECOMMUNICATIONS. Salaire : 240.000 F ± /an.
réf. CK/A

■ **DE JEUNES INGENIEURS**
possédant si possible une première expérience. Salaire fixé en fonction des compétences.
réf. CK/B

Pour tous ces postes, de réelles possibilités d'évolution existent.

Merci d'écrire avec CV et photo (en rappelant bien la référence ci-dessus) à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géo-physiques de haute technologie utilisés dans des sondages pour la recherche pétrolière.

Réaliser de nouveaux produits

est la mission que nous souhaitons confier à

un jeune ingénieur (ECP, ENSAM, INSA)

(débutant ou 1ère expérience)

Au sein de notre Département Fabrications Mécaniques, il intervient au niveau d'une ligne de produits (sondes), aux différents stades d'évolution du projet.

Conception : il assure la fabricabilité des produits dont il aura ultérieurement la charge.

Industrialisation : en collaboration avec une équipe d'ingénieurs pluri-disciplinaires, il étudie le dossier élaboré par les études et organise le lancement de prototypes.

Production : il est responsable de la fabrication des pré-séries et des séries. Pour ce faire il coordonne les actions du planning, des achats et des méthodes avec le souci permanent d'améliorer la fiabilité et la qualité des produits.

La diversité des contacts liés à ces fonctions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société suppose des qualités relationnelles importantes.

Ce poste requiert une bonne pratique de l'anglais et en outre une grande curiosité technique et le goût du challenge. Il ouvre des perspectives d'évolution certaines au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1311 M à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

Industrie biologique chef du département technique

Prendre en charge l'ensemble de la fonction entretien, maintenance industrielle aux plans technique, économique et humain.

Assurer cette responsabilité depuis l'étude des investissements jusqu'à la complète intégration des équipements. Animer l'équipe (80 personnes) comprenant également d'autres entités (transport, magasin...).

C'est la mission que vous propose cette société industrielle française de tout premier plan dans son domaine d'activité (450 millions de CA, 1100 personnes).

Ingénieur AM ou équivalent, vous justifiez d'une expérience industrielle de 8 à 10 ans acquise dans un secteur lié à la para-chimie, à la pharmacie ou à l'industrie biologique.
Vous y avez animé des équipes techniques avec succès.

Vous souhaitez élargir votre champ d'activité en participant à des projets d'envergure dans un contexte en pleine mutation.

Le poste est basé en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 A à Olivier Chaumette, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Association internationale leader dans son domaine

recherche

UN(E) ASSISTANT(E) DE GESTION

La personne recherchée a une formation supérieure de type école de commerce et une première expérience en comptabilité et/ou contrôle de gestion.

Des connaissances en micro informatique de gestion seraient appréciées.

Envoyer c.v., photo et prétentions à :
C. DAMESIN, 68, bd Saint-Marcel, 75005 PARIS.

URGENT

CENTRE DE FORMATION COURS PRIVÉ
hors contrat
plein centre Paris
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN ET PROFESSEUR

Pour étude logiciels divers et enseignement poste BAC ou BTS.

Excellent pédagogue

Temps plein, très bon salaire. Professeurs à temps partiel acceptés également.

Env. cv, photo, prét. à SPERI, 13, bd Bonne-Nouvelle, 75010 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du groupe SCHLUMBERGER, Flopetrol Johnston exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.
Au sein de la Direction Recherche et Développement, des équipes aux compétences les plus variées (Informatique Scientifique, Electronique, Physique, Mécanique...) conçoivent et développent les outils faisant appel aux techniques les plus avancées. Elle recherche aujourd'hui :

Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

Chef de projet électronique

A la tête d'une petite équipe projet, il est responsable de la conception, du développement et de la mise en oeuvre d'outils de mesure.
Il possède de solides connaissances en électronique et logiciel. Il a le sens du dialogue et le dynamisme requis pour diriger un groupe. Il a 3 à 5 ans d'expérience. (réf. B346)

Ingénieur étude

Au sein d'une équipe projet, il participe à l'évolution d'un système d'acquisition et de traitement de données. Il est responsable de l'étude de nouvelles options.
Il a de bonnes connaissances en matériel informatique et logiciel. Il est débutant ou a une première expérience. (réf. B348).

Electronicien/informaticien

Au sein d'une petite équipe projet, il étudie et réalise des sous-ensembles à micro-processeurs et écrit le logiciel correspondant.
Il possède de bonnes connaissances en électronique logique, minicalculateurs et logiciel. Il peut être débutant. (réf. B347).

Ingénieur système

Il sera responsable d'un centre de calcul et de la gestion d'un réseau. Il bénéficiera d'un environnement informatique exemplaire (VAX, réseau international...).
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la spécialité. (réf. L239).

Responsable CAO

Il sera le responsable de la définition, de la mise en place et de l'exploitation d'un système de conception assistée par ordinateur.
Outre une spécialisation en mécanique, il a de préférence une première expérience dans un bureau d'études équipé de CAO. (réf. C34).

La connaissance de l'anglais sera appréciée.
Ces 5 postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrent de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes.
Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel : Etudes et Fabrications Flopetrol - BP 592 - 77005 Melun Cédex.

FLOPETROL JOHNSTON
Schlumberger

Société de Ventes d'articles textiles à domicile employant 600 salariés recherche pour son siège social situé à Paris

chargé d'études
fonction personnel HF

2e cycle gestion du personnel ou équivalent.
Missions : élaboration et suivi de tableaux de bord, suivi de la législation sociale, études diverses (horaires variables, livrets d'accueil...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 42850 à DEB'S
140, rue de Courcelles 75017 PARIS
qui transmettra.

IBM France
usine de Corbeil-Essonnes
Au sud de Paris

recherche
INGÉNIEURS INFORMATICIENS

pour des postes de :
- Concepteurs de logiciel.
- Ingénieur Système.
- Chef de projet d'informatisation.
- Responsable de réalisations d'applications.

– Débutant(e)s ou possédant quelques années d'expérience.
– Bonne connaissance de l'anglais : possibilités de séjour aux U.S.A.
– Ces postes et carrières sont évolutifs en fonction des aptitudes et des goûts.

Merci d'envoyer lettre de candidature et C.V. à IBM France - Service de Recrutement des Cadres - 224, boulevard John-Kennedy, B.P. 58 - 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

MASH

Notre Sté mondialement connue est leader sur son marché.
Nous sommes fortement implantés en France depuis plus de 50 ans.
Nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipements lourds, nous souhaitons intégrer

un chef de service comptabilité générale

dans une équipe jeune dont il (elle) aura la responsabilité.

Il (elle) assurera entre autre :
- la consolidation et le reporting mensuel/annuel
- la comptabilité générale
- la comptabilité auxiliaire.

Pour ce poste, nous recherchons un FORT POTENTIEL, capable d'évoluer rapidement au sein de la direction financière.

Il (elle) sera de formation supérieure (ESC option finance, comptabilité, DECS complet ou équivalent) ayant 5 ans d'expérience minimum au sein d'un cabinet ou d'une multinationale.

De nombreux rapports avec la maison mère nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste est basé à 80 Kms nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à N. 4237
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

L'Entreprise Industrielle

3ème Groupe en France de Travaux Electriques
recherche pour sa Direction Régionale Nord-Est - Base Dijon

INGENIEUR ELECTRICIEN avec solide expérience installations automatisme instrumentation informatique industrielle pour poste Ingénieur d'Affaires - Chef de Groupe. M1

INGENIEUR THERMICIEN expérimenté pour poste responsable travaux climatisation et tuyauterie industrielle. M2

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN avec première expérience travaux d'installations électriques (débutant accepté) pour poste Ingénieur d'Affaires. M3

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence à Mme JEUNOT - L'Entreprise Industrielle - Service Recrutement - 29, rue de Rome - 75008 Paris.

Association pour le développement de la formation des immigrés recrute URGENT

3 RESPONSABLES DE CENTRE RÉGION PARISIENNE

- Actions alphabétisation, préformation, insertion professionnelle.
- Publics : licenciés économiques immigrés, femmes immigrées.
- Responsabilité équipe pédagogique 7 à 14 personnes.
- Salaire brut 7.190 F.

1 FORMATEUR TECHNIQUE

RIS-ORANGIS (91)
- Mathématiques, atelier, dessin.
- Salaire brut 6.179 F.

Envoyer c.v. à ADFI
68, bd Sébastopol, Paris-3e.
Ne pas téléphoner.

Publicité de recrutement :

Le verbe, la plume, la conviction
En un mot, la communication

HAVAS CONTACT, l'un des leaders de la Publicité de Recrutement, renforce le champ d'intervention de son Département PUBLICITÉ INSTITUTIONNELLE, en intégrant un nouveau CHEF DE PUBLICITÉ.

- *Développer un important portefeuille de clientèle.*
- *Commercialiser des projets relatifs à la communication sociale d'entreprise,*
- *Participer au développement de nouveaux produits.*

Telles seront les grandes lignes de votre action, menée en étroite collaboration avec un Chef de Publicité et une équipe de créatifs, sous la responsabilité de notre Directeur Commercial.
Aujourd'hui, vous exercez vos talents en Agence de Publicité, dans un Support ou dans un Cabinet de Recrutement. Dans tous les cas :

- *vous connaissez bien les préoccupations des entreprises en matière de recrutement et de communication sociale.*
- *vous possédez un beau et bon brin de plume,*
- *vous savez dialoguer avec des interlocuteurs de haut niveau, les conseiller et les convaincre.*

En un mot, vous savez communiquer.

Votre candidature sera naturellement traitée en toute confidentialité. Merci de l'adresser, sis réf. HC/M à Dominique GEORG - HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

Pas de fausse modestie entre nous

PRIME
Computer

Groupe international créé en 1972, PRIME connaît un essor tel qu'il exclut toute modestie.

Avec une progression annuelle de 44 % de notre chiffre d'affaires et un investissement constant en matière de recherche (12 % du C.A.), nous nous situons parmi les leaders mondiaux sur le marché de la *mini-informatique*.

Afin de poursuivre notre formidable expansion en France (400 systèmes déjà installés), nous recherchons :

Branch field manager
Paris Sud (basé Suresnes)

Ingénieur de formation (ou autodidacte confirmé), *bilingue anglais*, vous possédez une *solide expérience* (5 ans minimum) dans un poste similaire et de préférence chez un constructeur américain.

Dépendant du directeur de maintenance, vous serez responsable de la gestion, de la coordination et de l'animation d'une équipe de 20 techniciens.

Homme de contact, vous êtes avant tout rigoureux dans votre organisation et soucieux de la qualité du service apporté à notre clientèle. (Réf. BM/P)

Techniciens de maintenance
Paris (Réf. TM/PA) - ***Lille*** (Réf. TM/LL) - ***Lyon*** (Réf. TM/LY)

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation DUT ou BTS électronique, possédant une expérience d'au moins 3 ans, plus particulièrement dans les domaines suivants : unité centrale et périphériques CDC-CDS. En outre, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Techniciens de laboratoire
Paris

Ingénieur ou autodidacte, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans un centre de réparation en milieu informatique ou électronique. Vous serez responsable du dépannage des unités centrales et des contrôleurs de notre gamme.

Bonne connaissance de l'anglais exigée. (Réf. RC/HW)

* * *

Pour tous ces postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à

PRIME COMPUTER FRANCE
Direction Maintenance
Alain PETIT
25, av. de l'Europe
92310 SEVRES.

MEDIA 94

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

assistant secrétaire général

Un ORGANISME PROFESSIONNEL à vocation EUROPÉENNE réputé pour son dynamisme, crée un poste de Cadre pour seconder son Secrétaire Général.

Il débutera dans la fonction, en se voyant confier la gestion d'une ligne de produits nécessitant une analyse fine et active de son marché sur les plans National et International. Il procédera à des Études Économiques et Marketing, et mettra en place un outil statistique. Il jouera un rôle de conseiller auprès des Dirigeants des Sociétés Adhérentes Françaises et Européennes, il organisera et animera des commissions les réunissant. Il sera conduit progressivement à participer à l'ensemble des activités de l'organisme.

Ce poste de GÉNÉRALISTE impliquant excellent sens des contacts, esprit mobile et curieux, et sens aigu de la communication orale et écrite, représente une opportunité très intéressante pour un DIPLÔMÉ ESSEC, IEP, ESC ou équivalent, de 27 ans minimum ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans associant Études Économiques et Relations Commerciales. Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2934 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

GROUPE EXPANSION

recherche un CADRE

commercial de HAUT NIVEAU

Sa mission consistera à commercialiser en direct des produits-presse et à inventer constamment de nouveaux axes de développement dans le domaine de la promotion et du Merchandising. A la fois homme d'idées, de réalisation, et de terrain, il suit ses produits depuis le premier contact client, coordonne l'étude et la réalisation des projets avec les différents Services du Groupe, enfin analyse les résultats obtenus. Très autonome et entreprenant, il établit des relations au plus haut niveau avec des Chefs d'Entreprises, et se passionne pour toutes les nouvelles techniques de marketing direct.

Ce poste représente une réelle opportunité pour un CADRE COMMERCIAL de FORMATION SUPÉRIEURE (ESSEC, ESCP, IEP, ISG...) ayant au moins cinq années d'expérience de la négociation et de la vente de Produits haut de gamme, de Services ou de Conseils (comme Directeur de Clientèle par exemple). Une connaissance des milieux économiques et de l'entreprise est nécessaire. La rémunération, motivante, sera fonction de l'expérience.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 2928 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL EN MARKETING
très bien positionnée sur un marché porteur
recherche

CONSULTANT - CHARGÉ D'ÉTUDES

FONCTIONS :
– Intervient en qualité de consultant.
– Dirige les projets qui lui sont confiés.
– Contribue à acquérir de nouveaux clients.

PROFIL :
– 26 ans minimum.
– 3 à 5 ans d'expér. si poss. en société d'études et/ou de conseil.
– Maîtrise tous les types d'études.
– Formation supérieure.
– Imaginatif, rigoureux.
– Anglais courant si poss. (nombreux projets internationaux).

SITUATION QUI INTÉRESSERA UN CANDIDAT AYANT LE GOUT D'ENTREPRENDRE.
SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION TRÈS MOTIVANT POUR UN CANDIDAT PERFORMANT.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite à :
SAINT-UPERY MARKETING & STRATEGIES, B.P. 6, 94230 CACHAN.
Réponse rapide. Discrétion assurée.

ASCENSEURS SOULIER

recherchent

AGENTS COMMERCIAUX
AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

2 années d'expérience dans la vente souhaitable.
Connaissances en ascenseurs appréciées.
Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à :
B.P. 38, 78192 TRAPPES.

SOCIÉTÉ CHIMIE FINE
proche PARIS SUD
cherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

– Qques années d'expérience.
– Connaissance micro informatique et pratique de l'anglais exigées.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 12.403 à
PIERRE MULOT PUBLICITÉ,
39, rue de l'Arcade,
75008 PARIS qui transmettra.

TELECOM 1 : une autre orbite professionnelle

FRANCE CABLES & RADIO est une importante société au service de la communication dans les entreprises, qui intègre le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique.
La Direction **TELECOM 1**, dans le cadre de l'expansion de son service des ventes à **PARIS**, recherche des ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux parlant couramment anglais et éventuellement une autre langue, et disponibles pour de brefs séjours en province ou dans les pays européens limitrophes.

ingénieurs commerciaux H/F

Agé d'une trentaine d'années, vous êtes habitué, par votre formation supérieure et votre première expérience dans la vente, aux négociations de haut niveau, notamment dans le domaine public et des administrations. Vos connaissances vont des réseaux aux techniques de communication en passant par les architectures informatiques, les télécommunications, les transmissions de données.
Du conseil à la commercialisation des contrats de services, vous réaliserez vos objectifs dans un environnement d'avenir.

ingénieurs technico-commerciaux H/F

Après une formation supérieure en Informatique et/ou en Télécommunications, votre première expérience vous a apporté, à 30 ans environ, la maîtrise des techniques de communications numériques, des architectures informatiques et de leurs systèmes d'exploitation. Vous développerez des argumentaires, des programmes de formation interne et externe, soutiendrez techniquement la force de vente et participerez aux présentations auprès des clients.

Le Cabinet **ORSI** chargé de ce dossier, répondra à toutes les candidatures après examen.

ORSI 13, place Kossuth 75009 PARIS (France)

FRANCE CABLES & RADIO

Biochimie & pharmacocinétique

Nous sommes un des tous premiers groupes pharmaceutiques mondiaux.
Nous comptons aujourd'hui 2000 chercheurs et souhaitons intégrer dans notre centre de toxicologie en France un

BIOCHIMISTE ANALYSTE

au sein d'une équipe de 100 personnes, il devra coordonner et diriger le travail de 4 techniciens sous l'autorité du responsable du service biochimie.
Il devra développer et standardiser les méthodes d'extraction, d'analyse de molécules médicamenteuses dans les milieux biologiques.
Vous êtes un analyste expérimenté et maîtrisez parfaitement les techniques d'H.P.L.C et C.P.G.
Votre expérience est de 2 à 3 ans dans ce domaine.
L'anglais est votre langue de travail.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 411 025M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Banque Populaire

INGENIEUR SYSTEME

alliez vos talents de concepteur à votre goût du conseil !

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience système de quelques années sur gros matériel IBM (MVS) ou BULL GCOS 3 (IDS/TDS).

La Chambre Syndicale des Banques Populaires vous propose, dans le cadre de sa mission de conseil auprès des banques du groupe, d'évoluer au sein de son département « production informatique ».

Vous y valoriserez vos talents de concepteur et développerez votre goût du conseil en exerçant principalement les fonctions suivantes :
- conception de nouveaux systèmes,
- conseil en matière de création et de réalisation de centres informatiques,
- préconisation au niveau des logiciels de base et recherche de logiciels d'aide à l'exploitation et aux études.

Pour obtenir un complément d'information, appelez du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le (1) 296.15.16 (précisez la réf. 290).

En cas d'impossibilité, écrivez sous réf. 290/LM à ALLO-CARRIERES - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 296.15.16

MEDIA BA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Responsable de la gestion de la trésorerie d'une Division (C.A. 1500 MF).

Il devra par ailleurs centraliser l'ensemble des informatiques comptables de cette Division.

Il dirigera un service de 6 personnes et sera placé directement sous la responsabilité du chef comptable.

Nous recherchons pour ce poste un candidat de formation **École de Commerce + DECS complet** avec une expérience de 3 à 5 ans.

Il aura si possible une bonne connaissance de la fonction bancaire et de l'utilisation de l'informatique.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions, sous réf. 46563 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Banque Internationale Paris 8e

Nous sommes **une des grandes banques étrangères en France**

Nous recherchons, dans le cadre de notre stratégie de développement, un

DIRECTEUR RESPONSABLE DE MARCHES A DOMINANTE PASSIF

Par «marchés à dominante passif», nous entendons l'ensemble des clientèles auprès desquelles nous souhaitons promouvoir en priorité des produits et des services de trésorerie et de placement : grandes entreprises françaises ou multinationales, institutionnels résidents et non résidents, banques et correspondants, etc...

Par Directeur responsable, nous entendons à la fois
- *un excellent technicien des opérations bancaires et financières.*
- *un tempérament de commercial : aptitude au contact clientèle de haut niveau, mobilité géographique, bi ou trilinguiste.*
- *un animateur d'hommes : il s'agit de coordonner l'action de plusieurs responsables de clientèle.*

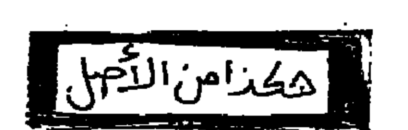
Le profil souhaité est donc un cadre supérieur, d'environ 40 ans, pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction de ce type et connaissant bien au moins une des clientèles ci-dessus. Parlant l'anglais et/ou l'allemand, il possèdera un réel tempérament de «battant», et l'aptitude à s'intégrer dans une équipe jeune et très motivée.

M. A. Dannenberger (1) 267.81.24 vous assure la discrétion et transmettra votre candidature
CEPIAD 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Organisateur Informaticien.

Le **Crédit Commercial de France**, importante banque nationalisée regroupant un effectif de 7.500 personnes, recherche un **Organisateur Informaticien**.
Vous avez une **formation informatique** renforcée par une expérience de 3 à 5 ans.
Vous souhaitez vous orienter davantage vers l'organisation.
Vous disposez des 2 qualités essentielles : rigueur et curiosité, qui vous permettent de mener à bien votre mission.
Nous vous proposons de rejoindre l'équipe attachée à la conception et à la réalisation de l'une de nos principales applications.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au **Crédit Commercial de France** -
Direction des Carrières - 103, Champs-Elysées -
75008 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

Vivez l'harmonie

Croissance et rentabilité, qualité et innovation, travail et loisirs... Autant d'occasions de tendre vers l'harmonie. Nous vous proposons aujourd'hui 2 nouveaux postes.

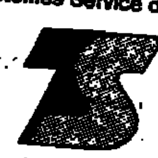
2 Ingénieurs d'Affaires.

chargés de répondre aux appels d'offres. Ils auront la charge du suivi des projets et assisteront les commerciaux pour les nouveaux produits. Pour bien tenir ces postes, les candidats ont une expérience de Chef de Projets dans un environnement Grands Systèmes, Télématique ou/et **Recherche Documentaire.** (réf. M 21AO).

1 Ingénieur Futur Gestionnaire de Projet.

Profil requis : 3 ans d'expérience sur **Réalité 5000** d'Intertechnique. Il est nécessaire de connaître les réseaux. Des déplacements sont en outre à prévoir. (réf. M IFGO).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. correspondante à Télésystèmes Service du Personnel, 115 rue du Bac - 75007 Paris.



telesystemes

DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

DESSEIN

RECHERCHONS PROFESSEURS DE PIANO

Envoyer c.v. avec photo. Ecrire sous le nº T 68.671 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LA VILLE D'ÉTAMPES (sud d'Essonne)

Recrute d'urgence
- Sur titres (inscription sur liste d'aptitude).
- Par mutation.

UN(E) ATTACHÉ(E) OU ANIMATEUR(TRICE)

de 1re classe pour la coordination du service jeunesse.

ADRESSER CAND. et C.V. avant le 15 DÉC. 1984 à : Monsieur le Maire hôtel de ville 91152 ÉTAMPES CEDEX.

IMPORTANTE LIBRAIRIE 6e recherche

VENDEUSE

- Bon niveau général et littéraire.
- Bonne présentation.
- Minimum 30 ans.

Env. C.V., photo et prét. s/nº T 69.064 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Importante société d'équipements électriques recherche pour ses implantations à l'étranger un

Jeune cadre comptable

Après une période de formation comptable d'1 à 2 ans auprès de notre Direction Financière située à Paris, il prendra la responsabilité de la fonction administrative et financière sur l'une de nos implantations à l'étranger (chantier ou filiale). De formation supérieure (ESCAE, ELSCA...), le candidat dispose de bonnes connaissances comptables et souhaite appréhender l'ensemble des fonctions administratives et financières. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3265, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

JEUNE RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTE

BTS ou DUT Mécanique ou équivalent, 5 à 10 ans d'expérience min., allemand courant indispensable 150 000 F à 180 000 F brut/an

Une société d'importation et distribution de très importants équipements pour les industries graphiques (grosses rotatives, photocomposeuses laser) à Paris, recherche ce jeune cadre dynamique apte à communiquer à haut niveau avec les services techniques des fournisseurs ou des clients, à organiser efficacement les actions de SAV. Déplacements (avion, auto) brefs, intermittents. Résidence région parisienne.
Une expérience de montage, ou d'entretien d'équipements électromécaniques complexes est souhaitée.

Adr. CV dét. ss Nº 4372 à SELETEC CARRIERES c/o PIERRE LICHAU S.A. 10, rue de Louvois - B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02

Centre de recherche d'une importante société agro alimentaire situé dans le Sud-Est de la région parisienne propose un poste d'

Ingénieur agricole

en recherche et développement culture petits fruits

Ce poste conviendrait à un candidat ayant 2 à 3 ans d'expérience et appréciant les déplacements et le travail sur le terrain.

Une parfaite connaissance du milieu agricole sera exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. 3293, à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

HOLDING GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
(C.A. consolidé 2,5 Milliards - 3.000 personnes)
RECHERCHE POUR PARIS

CRÉDIT-MANAGER EXPÉRIMENTÉ DU SECTEUR BATIMENT

Vous assurerez, sous la dépendance de la Direction Juridique et du contentieux et en relation étroite avec les 70 filiales :
- La mise en place et l'animation d'une cellule de collecte, de traitement et d'analyse des informations commerciales et financières.
- La définition et le contrôle des risques clients.
- La tenue des statistiques et leur rapport à la Direction Générale.

Vous êtes organisé et doué d'un bon esprit de synthèse. Une connaissance du secteur bâtiment serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 81520 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex

CR2A

CONCEPTION ET RÉALISATION D'APPLICATIONS AUTOMATISÉES

Dans le cadre de ses réalisations en matière de génie logiciel : LTR3 et ADA

C.R.2. A recrute des ingénieurs informaticiens expérimentés pour prendre part à des études et des développements d'outils logiciels LTR3 et ADA.

C.R.2.A. dispose :
- d'un atelier logiciel « ENTREPRISE » (LTR3).
- d'un atelier logiciel ADE DE ROLM (ADA).

Adresser votre candidature à Mme CLAUDEL, C.R.2.A. 22, rue d'Arras 92000 NANTERRE.

CENTRE DE DOCUMENTATION recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS et CHEFS de PROJETS H. ou F.

Formation doctorat débutant ou dipl. d'ingénieur expér. 1 ou 3 an dans un poste d'ingénieur.

Connaissances SIRIS 8 et CGOS mod. 400. Activ. développem. logic. sur DPS 7/80 et mini 6 interconnectés. Nation. française, libéré O.M.

Disponibilité immédiate. Rémunération : 113.000 F/an. Ecrire nº 30.154, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transm.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN PUBLICITÉ EXTÉRIEURE cherche un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Véritable bras droit du directeur financier, sa mission consistera essentiellement à suivre la comptabilité générale et analytique, les budgets, l'administration du personnel. Une formation de type E.S.C. + 3 ans d'expérience sont souhaités.

Envoyer c.v. + photo + prétentions à M. GILLES TEILLAS, COMECON, 8, RUE DE BERRI, 75008 PARIS.

PUBLICITAIRE la cinquantaine, confortablement installé, cherche JEUNE branché, ambitieux, ayant fort potentiel commercial pour mariage de raison et avenir. Pas sérieux s'abstenir. Ecrire sous le nº 297.196 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SECRÉTAIRE DU TOURISME parlant grec, expérience fonctionnement bureau, dactylographie 40 min. indispensable en grec, diplôme en tourisme sera considéré comme avantage. Envoyer C.V. et photo avant le 20-11-84 à Off. Tourisme de Chypre, 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

ENTREPRISE DE SERVICES leader dans sa branche recherche

JEUNE COLLABORATEUR

(H. ou F.), dégagé O.M., maîtrise de droit privé, connaissances notariales souhaitées. Fréquents déplacements en province. Sens des contacts et volonté commerciale affirmée.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. nº 30.790 sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITÉ 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transmettra.

secretaires

SECRÉTAIRE ASSISTANTE BILINGUE ANGLAIS

bureau de liaison banque américaine cherche PERSONNE PARFAITEMENT BILINGUE pour petite équipe, travail responsable et indépendant. Tél. : 260-21-67 9 h à 12 h. Mr GALIOUNGHI.

"École internationale" recherche

SECRÉTAIRE STANDARDISTE

parfaitement bilingue anglais-français. Téléphoner mercredi de 9 h 30/12 h 30 au 783-46-36.

formation professionnelle

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE informe les lecteurs du Monde qu'il organise DES COURS DU SOIR conçus pour les prépar. à utilis. et maîtr. dans leur entreprise LA PROGRAMMATION. Inscriptions jusqu'à mi-déc. 84. 206-24-63 - 241-83-89.

travail à domicile

FRAPPE DE VOS THÈSES, CV, GROS TRAVX. RAPIDE. TÉLÉPHONE : 760-86-00.

Demande. Dactylographie, traitem. de texte, rédaction, correct., rewriting. 258-49-47.

information divers

10 mn de l'Etoile, ouest, banlieue résidentielle, résidence hôtelière de haut standing dans un cadre de verdure, reçoit pour séjour temporaire ou définitif personnes 3e âge en chbre seule ou pour couple. Encourage médical 24 h sur 24 heures. Activité et animation assurées. Téléphone : 969-58-55.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16). B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). B.P. 291 - 09 PARIS.

capitaux propositions commerciales

PYRÉNÉES

Cabinet comptable cède à

EXPERT COMPTABLE

parts dans société existante, cause départ retraite. Prix intéressant. Bonne rentabilité. Discrétion assurée. Ecrire avec C.V. s/nº 8605, le Monde, Service Annonces Classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Personnel RNUR vend R 11 GTX blanche, 6 mois (+ 6 mois garantie), libre fin novembre. Prix : 51.000 F avec attelage. Tél. : M. Priou, bureau : 609-50-06 ; domicile : 066-33-81 (après 18 h).

URGENT A VENDRE

305 SR BREAK 1981

Très bon état, 10 % sous Argus. Tél. : 532-30-18.

divers

BMW SÉRIE 3 - 5 - 7

84/85, peu roulé, garantie. AUTO PARIS XV. 533-69-96. 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

deux-roues

A VENDRE 125 HONDA T 2, 11/82, très bon état + tête de fourche. Prix : 4.000 F fixe. Tél. : 247-13-29 (bureau), 427-14-75 (domic. ap. 19 h).

DEMANDES D'EMPLOIS

Décideurs, cette annonce vous concerne. Pour retrouver le bénéfice d'entreprendre, confiez la gestion aux gestionnaires, mais redevenez créatifs avec des collaborateurs inventifs. Homme de terrain et d'action. Formation supér. en droit, sciences humaines et mécanique. Ecr. s/nº 8.589 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DOCTEUR EN DROIT 30 ans, 4 ans expérience droit des aff., étud. propositions poste juriste d'entreprise tous secteurs d'activité. Tél. : 886-37-06.

Secrétaire gale relations ext., disp., étudie situation Paris, prov., étr., permis. Après 19 h 30 : 826-04-41.

DIRECTION GÉNÉRALE

H. 41 a., Droit + Sc. Po, angl., espagnol.
- Organisation : adm., aff. jur. et sociétés.
- Gestion : fin. et banc., compte d'exploitation.
- Commercial : dev., ventes, export., gde exp. intern.

Ch. DG, SG, adjoint PDG gde soc. ou PME. Tous secteurs. Ecr. s/nº 6.692 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COUPLE FRANCO-ARABE

Mme 34 ans, secrétaire sténodactylo, bilingue anglais, fr. de textes sur Wang. Mr 36 ans, architecte DPLG, 15 ans exp., archi. VRBA : réhab., MH, PSMV, ZAC, POS, recherchent emploi salarial ou libéral, individ. ou group., en France ou à l'étranger. ITIÉ, 14, rue de Thionville, 75019 Paris. T. : 249-36-89.

J.H. 25 a. célib., ancien mécanicien marine, diéséliste, C.F.P. réparation auto, permis C.D., ch. empl. tte rég. même étrang. Tél. : (81) 63-62-62.

Urgent, J.H. bonne présentation, rech. emploi responsable magasin habillement ou food ou beverage. Ecrire sous le nº T 069.091 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 34 ans, D.E.S.A. PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL (Bac + 5) + sérieuse exp. prof., propose temps partiel efficace pour recrutement, évaluation, analyse besoin de formation, gestion, animation et analyse des groupes d'expression des salariés, etc. Tél. : 888-22-98.

Étudiante titulaire d'une maîtrise de psy. du BAFD, notions secrétariat, rech. emploi inter. Tél. : 383-92-75.

DIRECTEUR EXPORT MARKETING Environnement technologique actuel, dirigeant filiale à l'étranger, 42 ans, multilingue, étudie propos. de Sté ayant une politique export agressive. Ecrire sous le nº T 69.015 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Prof. expér. d'anglais (CAPES) et russe, cherche poste région indifférente. Etudiera toute proposition. Tél. : 557-19-17. B.P. 217, 75121 Paris Cedex 03.

Suite licenciement économique, Homme 38 ans, maîtrise nationale d'histoire, histoire contemporaine, rech. emploi

DANS L'ÉDITION

1er contact, écrire nº 51.620, Projets, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, qui transmettra.

CHEF DU PERSONNEL

55 ans, ayant assumé toutes les responsabilités de la fonction en usine et siège social pendant 25 ans dans une très importante entreprise (métallurgie). Dispon. immédiatem., recherche POSTE SIMILAIRE RÉGION PARISIENNE. Ecrire nº 325, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

J.F. 30 ans recherche emploi stable. Libre de suite.

SECRÉTAIRE

Exp. informatique. Bilingue espagnol. Ecrire Mme DORE, 26, rue Claude-Tillier, 75012 PARIS.

JOURNALISTE 29 ans, 3 ans, exp. prof. (radio, presse écrite et reportage), cherche emploi d'urgence France ou étranger. François Goumer, tél. : 358-78-55.

COMMERCIAL, MAIS CRÉATIF

45 ans, maîtrise droit — stage marketing gestion — diplômé arts déco, bilingue anglais + ESP, 10 ans exp. ciale haut niveau, secteur art et décoration. Etudierait ttes propositions. Poste resp. ccial ou marketing. J.-P. Chevallet, 38, rue Guynemer, Paris-6e. T. 222-53-86.

H 30 a., ex. respons. d'une centr. distrib. pr. à port. dyn. ayant gd sens ccial, organis., gest., ch. empl. 207-21-82.

J.H. 28 ans, Docteur 3e cycle Eco (Eco international et dévelop. Mention très bien, étud. ttes propos. Rech. : formation enseignement etc. Ecr. M. Bendahou, 2, r. de Rouen, B. 105, 92000 Nanterre.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Marie-Cécile
et ses parents Marie-Christine
et Lionel ZINSOU,

ont la joie de faire part de la naissance de

Émilie Ayaba,

le 8 novembre 1984.

82, rue Dutot, 75015 Paris.

Fiançailles

– M. et Mme Michel POUTHAS,
M. et Mme Georges ANCELY

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Edith et Pierre.

La Sauvagère. Paris. Orange.

Mariages

– M. et Mme LEFIÈVRE,
M. et Mme Lucien BATTESTI,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Valérie et Philippe,

le samedi 8 décembre 1984.

Rue Bassanèse, bât. 27 A,
20200 Bastia.
20, avenue Emile-Sari,
20200 Bastia.

Décès

– Mme Pierrette Lumbroso,
née Body,
Le docteur Alexandre Lumbroso,
Mme Anne Catherine Lumbroso-Pringuet et M. Pierre Pringuet,
Mme Eugénie Lumbroso,
Alexis et Charlotte,
M. Jacques Body
et sa famille,
M. Marius Giraud,
Et tous ceux qui l'ont soutenu dans ses luttes pour la liberté et la paix,
ont le chagrin d'annoncer la mort, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, après une longue maladie, de

Jean Alexandre
DIT MARCEL BODY,
ancien collaborateur
d'Alexandra Kollontaï,
ancien correcteur de presse
et traducteur,
écrivain,
membre
de la Société des gens de lettres.

L'inhumation aura lieu le jeudi 15 novembre, à 16 heures, au cimetière nouveau de Saint-Germain-en-Laye (78), rue Pereire, où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, rue du Dr-Rochefort,
78400 Chatou.
(Lire page 14.)

– Lyon,
Le professeur et Mme Christian Bec,
ses parents,
Michel et Marianne Till et Florent,
Pierre et Florence Rebrion,
Lorraine Bec,
ses sœurs, beaux-frères et neveu,
Mme Georges Bec,
Mme *Marcel Chatelain,*
ses grands-mères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

François BEC,
étudiant à la faculté d'odontologie,

survenu le 10 novembre 1984.
Un service religieux à sa mémoire sera célébré, le samedi 17 novembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Madeleine des Charpennes (Villeurbanne).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue Duquesne,
Lyon-6e.

– La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Syndicat national autonome des sciences

ont le très grand regret de faire part du décès du

recteur Jean BLAIZOT,
ancien vice-président de la Fédération.

– Lyon.

M. Georges BRUNET,
professeur honoraire à l'université Lyon-II,
a la douleur de faire part du décès de son épouse,

Michèle,

survenu le 7 novembre 1984.

Les funérailles ont eu lieu à Charolles (71) le lundi 12 novembre.

– Mme Pierre Caubet,
son épouse,
Mme Charles Caubet,
sa mère,
M. et Mme Jean-François Caubet,
M. et Mme Yves Caubet
et leurs filles,
Mlle Annie Caubet,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Simonne Gipouloux,
sa sœur,
Mlles Antoinette et Marcelle Beauvallet,
ses belles-sœurs,
Les familles Caubet, Beauvallet, Bely, Lansac, *Gipouloux, Le Chaton* et Stutzmann,
font part de la mort du

docteur Pierre CAUBET,

le 10 novembre, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Un service sera célébré au temple de l'Oratoire, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er, le jeudi 15 novembre, à 10 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Paul Henri Franck,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul Henri FRANCK,

survenu brutalement le 5 novembre 1984.

Les obsèques ont eu lieu à Bordeaux dans la plus stricte intimité.

43, rue Durieu-de-Maisonneuve,
Bordeaux.

– Mme Jean Le Gambier,
son épouse,
M. et Mme Jean-Paul Chaufour,
ses enfants,
Séverine, Martin, Romain, Judith,
ses petits-enfants,
M. Michel Boussard,
Mme Jacques Boussard
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean LE GAMBIER,
ancien avoué,
avocat à la cour,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le vendredi 9 novembre 1984, à Paris, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu ce jour, mardi 13 novembre.

– Dans l'espérance de la Résurrection,

Mme Francis GERNIGON

s'est endormie dans la paix du Seigneur le *9 novembre 1984.*

De la part de

M. et Mme Jean-Marc Gernigon
et leurs enfants,
Mme Gérard Bach
et ses enfants,
M. et Mme Pierre Gernigon
et leurs enfants,
M. et Mme Georges Blanchon
et leurs enfants.

La célébration aura lieu le jeudi 15 novembre, à 8 h 30, en sa paroisse Saint-Antoine des Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12e.

– Tours.

Mme Jean-Marie Haguet,
Le docteur Jean-François Haguet,
Le docteur et Mme Michel Haguet,
M. Hubert Haguet,
ses enfants,
Vincent, Sophie-Marie, Jérôme et Lucile,
ses petits-enfants,
M. André Faucillon,
son oncle,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Marie HAGUET,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
laryngologiste du Centre hospitalier
universitaire de Tours,

survenu le 11 novembre 1984 dans sa soixante et onzième année.
Les obsèques auront lieu le mercredi 14 novembre, à 10 heures, en l'église de Larcay.
« La Frémonière »,
Larcay.
37270 Montlouis.

– L'Association des maires de France a la douleur de faire part du décès de

M. Georges LESIEUR,
ancien chef des services
des affaires générales de l'Association,

dont les obsèques ont eu lieu à Andrésy le 8 novembre 1984.

Association des maires de France,
41, quai d'Orsay,
75007 Paris.

– Janine Lorcet
Ainsi que ses enfants Martial et *Béatrice,*
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Alain LORCET.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– *M. Louis Mazzocco,*
son fils,
Les familles Mazzocco, Marchetti, Polo, Le Guillou,
Ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Vincent MAZZOCCO,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année, le 2 novembre 1984.

Une messe sera dite en l'église Saint-Martin des Champs, 36, rue Albert-Thomas, Paris-10e, le jeudi 15 novembre, à 13 h 45.
L'incinération aura lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise.
La famille ne recevra pas.
Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Georges Perrin,
M. et Mme Roland Droesch
et leurs enfants,
M. et Mme Hervé Perrin
et leurs enfants,
M. et Mme Robert Perrin,
M. Jean Perrin,
M. et Mme Bertin-Géria
et leur fille,
Mlle Madeleine Cointe,
Mme Georges Cointe,
ses neveux, nièces, parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges PERRIN,
ingénieur des Arts et manufactures,

survenu le 11 novembre 1984, à Paris, dans sa quatre-vingt-unième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 15 novembre, à 13 h 45, en l'église *Saint-François-de-Sales, rue* Brémontier, Paris (17e).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Bray-sur-Seine (Seine-Maritime).
Cet avis tient lieu de faire-part.

11 *bis*, rue Viète,
75017 Paris.
76890 Totes.
Place de l'église,
77480 Bray-sur-Seine.

« ...C'est dans le calme et la confiance que sera votre force. »
Esaïe, 30-15.

– Mme Richard Stauffer,
Anne Véronique Stauffer,
M. et Mme Didier Stauffer,
Mme Emile Stauffer,
M. Maurice Stauffer
et sa fille,
M. et Mme Otto Handschin,
Le pasteur et Mme Johannes Staehelin
et leurs filles,
ont la profonde douleur de faire part du décès du

pasteur Richard STAUFFER,
professeur
à l'Ecole pratique des hautes études
et à la Faculté de théologie protestante
de Paris.

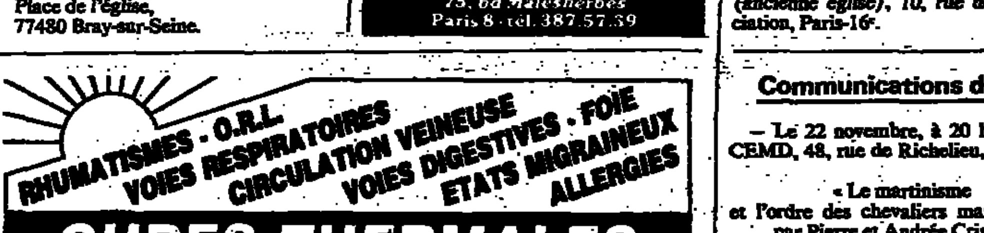
La cérémonie religieuse sera célébrée à l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er, le *jeudi 15 novembre 1984*, à 13 h 45.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Hörnli, à Bâle (Suisse).
Cet avis tient lieu de faire-part.
22 *bis*, rue A.-et-M.-L.-Roure,
92250 La Garenne-Colombes.

– La section des sciences religieuses (Ve section) a le regret de faire part du décès de

M. Richard STAUFFER,
directeur d'études
(histoire et théologie de la Réforme),
président honoraire de la section,

survenu le 9 novembre 1984.

Le service religieux sera célébré le jeudi 15 novembre, à 13 h 45, au temple de l'Oratoire, 4, rue de l'Oratoire, 75001 Paris.



Remerciements

– Profondément émus des nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de

Boris SOUVARINE,

Mme Boris Souvarine, née Françoise Hauser,
son épouse,
Le professeur E. W. Merrill et Mme,
née Geneviève de Bidart,
ses enfants,
Anne et Francis,
ses petits-enfants,
Mme Joaquin Maurin,
sa sœur,
Le professeur Mario Maurin et Mme,
et Elana,
M. Jean-Jacques Munier, avocat au barreau de Paris, et Mme,
Jean-Marie, Michel, Madeleine et Bénédicte,
ses neveux et petits-neveux,

prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.
(Le Monde du 6 novembre.)

Anniversaires

– Il y a trois ans, le 14 novembre 1981,

Christiane COCHINI

rejoignait la Maison du Père.

Que tous ceux et toutes celles qui l'ont connue et aimée s'unissent dans le souvenir par la pensée et la prière.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Jean d'AZÉMAR de FABRÈGUES

une messe sera célébrée le jeudi 22 novembre, à 18 heures, à Saint-Germain-des-Prés.

– Pour le premier anniversaire de la mort de

Michel CROMBACK,

une messe sera célébrée le lundi 19 novembre 1984, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy *(ancienne église), 10, rue de l'Annonciation*, Paris-16e.

Communications diverses

– Le 22 novembre, à 20 h 30, salle CEMD, 48, rue de Richelieu, Paris-1er :

« Le martinisme
et l'ordre des chevaliers martinistes »,
par Pierre et Andrée Crimetz.

– Les Journées interdiocésaines du service d'entraide des prêtres de la Maison Marie-Thérèse et des maisons de repos et de retraite pour les prêtres auront lieu :
vendredi 16 novembre, samedi 17,
de 10 h 30 à 19 heures ;
dimanche 18 novembre,
de 10 h 30 à 18 heures,
à la MAISON DIOCÉSAINE,
8, rue de La Ville-l'Evêque
75008 Paris.
CCP JIADP. Paris 463 41 B.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

OPÉRA
RAVISSANT 2 PCES DE CARACTÈRE. Parfait état. 670.000 F. Tél. 562-16-40.

5e arrdt

PANTHÉON
Récent 6e ét., séj., 2 chbres 105m², 2 parks., 1.880.000 F. BCB (1) 727-89-39.

6e arrdt

St-Sulpice, 130 m². 703-32-31
CARACTÈRE, SOLEIL.

7e arrdt

AV. LA BOURDONNAIS COTE SOLEIL, 150 m²
pierre de taille, SALON, SALLE A MANGER, 3 CHBRES, cuis., bns
PRIX 1.700.000 F
occupé par Dame seule, 94 ans ETUDE BOSQUET. 705-06-76.

EMBASSY-SERVICE
ALMA 218 m²
ét. élevé, BELLE RÉCEPT. + 4 CHBRES. 2 bains, parking + studio de service. Téléphone : 562-16-40.

8e arrdt

HOCHE - ST-HONORÉ
GRAND 2 PCES, entrée, cuis. bains. 650.000 F. 280-28-23.

12e arrdt

PTE DORÉE, face bois, plein soleil, dble liv. + 1 chbre, 5e ét., balc. 500.000 F. 322-61-35.

13e arrdt

LOFT
Téléphone : 329-58-65.

15e arrdt

LIMITE 7e, 4 PCES
imm. récent, 9e ét. + parking 1.330.000. Modec. 567-20-10.

16e arrdt

AUTEUIL 2 PCES
spacieux, tt cft, soleil 520.000. VERNEL. 526-01-50.

VICTOR-HUGO
TRÈS ÉLÉGANT pied-à-terre imm. pierre de t., standing ét. élevé, balc., plein soleil (triple réception + 1 chambre) parf. état, park. 1.800.000 F. exclusivité VERNEL. Téléphone : 526-01-50.

18e arrdt

Résidence « MAIRIE DU 18e »
53, RUE DU SIMPLON
IMM. NEUF, stand. (prêts conventionnés possible)
STUDIOS à partir : 354.100 F.
2 P. + park. à part. : 469.800 F.
3 P. + park. à part. : 683.800 F.
S/place : du mardi au samedi (14 à 19 h) ou tél. 258-44-96.
CECOGI (1) 575-62-78.

Mairie 18e, marché du Poteau
2 pièces, tout confort
192.000 F
Immo Marcadet. 252-01-62.

RÉSIDENTIEL
rue du Square Carpeaux, gd duplex, 1er ét. : dble living 1 chbre, cuis., w.-c., s. de bns. 2e ét. : mezzanine + gd studio, tt cft + chbre de service au 9e étage. Prix : 1.700.000 F. Immo Marcadet. 252-01-62.

AVENUE JUNOT
SUPERBE 3-4 P., TT CFT standing, ascenseur, parfait état. 950.000 F. 254-71-83.

Pl. Ch.-DULIN, studio 30 m² 5e, asc., cuis. et bains avec fenêtre, 250.000 F. 285-00-59.

19e arrdt

R. PETIT, 2 pces, tt cft, 48 m² 8e, asc., imm. 70. 320.000 F. ALGRAIN. 285-00-59.

20e arrdt

PRÈS GAMBETTA, VUE Tt PARIS, récent grand standing. 120 m². Séj. + 3 chbres 2 bns, loggias. 524-03-37.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 rech. pour clients sérieux APPTS 200 m², 15e, 7e arrdts.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e 15e 16e avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire Tél. 873-20-67, même le soir

GROUPE DORESSAY
rech. POUR DIPLOMATES
APPTS 150 A 300 m²
ACHAT OU LOCATION
Rive gauche 8e-16e-17e
Neuilly. Tél. 624-93-33.

immobilier information

ACHETEZ, VENDEZ COMMERCES, PROPRIÉTÉS sans commission, partout en France, crédit national FICS - 606-24-58.

locations non meublées offres

Paris

VOUS CHERCHEZ UNE LOCATION ?
Pensez HESTIA
le NUMÉRO 1 de la location entre particuliers
104, r. de Richelieu, PARIS (75002). Tél. 296-58-46.

NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46
68, rue du Chemin-Vert 75011 Paris. Mo St-Ambroise.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-Banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PPTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard
Paris-5e. Mo CENSIER.

locations meublées offres

Région parisienne

RÉSIDENCE GANDOLFI
Studios + cuisine équipée linge de ménage fourni pour 2, 3, 4 pers. 1.000 F/semaine Prix au mois. 883-23-42.
62, rue Garibaldi 94. St-Maur 10 minutes Nation par RER.

locations non meublées demandes

Paris

Pr DIRIGEANTS et EMPLOYÉS MUTÉS, IMPORT. GROUPE BANCAIRE rech. PARIS et ENVIRONS APPTS 2 à 8 P. ET VILLAS Téléphone : 504-01-34.

Grande BANQUE rech. pour son directeur général APPARTEMENT 120/140 m² dans imm. de grand standing PARIS 16e - 8e OU NEUILLY Téléphone : 738-04-56.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas tres banl., loyer garanti Tél. 889-89-66 - 283-57-02.

Collaborateur « le Monde » recherche chambre Paris *Prix modéré.* Tél. le soir 462-42-29.
Ecr. s/no 6.893 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens; 75009 Paris.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés *ou Ambassades.* 285-11-08.

chalets

A VENDRE
CHALET 8 m X 4 m
Récent, parfait état, équipé
Prix intéressant
Tél. 082-06-74 (le soir).

terrains

25 KM PARIS OUEST
BEAU BOIS 8 ha constructible *2 mois. 200 m². Sit. unique.* Ecrire EUDICO, réf. 308D/28, 11, rue Carpeaux, 75018 Paris, qui transmettra.

maisons individuelles

A VENDRE
Paris 19e, 1 maison individuelle 6/7 pièces, tout confort + sous-sol en totalité.
950.000 F.
Téléphone : 757-46-41
ou le soir : 041-61-12.

maisons de campagne

72 VOUVRAY-SUR-LOIR, près Château-du-Loir, MAISON DE CAMPAGNE, 2 pièces, cheminée, poutres, très beau grenier, pavé sur l'ensemble, grange, garage av. grenier dessus, jardin. Région pêche, chasse. Prix à débattre.
Téléphone : (43) 44-00-32.

proprietes

ALPILLES PROVENCE
mas 17e s. entièr. restauré + *maison d'amis, piscine, dans* superbe terrain de 12.000 m² Téléphone : (75) 01-66-33.

Pour AMATEUR, 15 min. Paris GENNEVILLIERS-VILLAGE FERME 150 m², refait à neuf *caractère except.* 895.000 F. Agence CHEMIN. 782-94-70.

viagers

Libre 16e, résidentiel, 3 P. 75 m², tt cft. 3e ét., asc., bel imm. pierre, chbre de service. 580.000 F. + 4.380 Fms 72 a. VIAGERS CRUZ. 266-19-00.

bureaux bureaux

Ventes

94 CACHAN
dans ensemble résidentiel à vendre ou à louer bureaux *290 m²* en r.-de-ch. + réserve 270 m² en sous-sol peut être divisible en 2 lots

A vdre 2 locaux commercx ou profes. 100 m² et 77 m² en r.-de-ch. + réserve en s/sol Téléphone : SITIF 547-60-50.

Locations

EXCEPTIONNEL
prox. LE BOURGET (93) *Vos BUREAUX équipés* 1re ANNÉE : 320 F le m² (Loyer, charges tt compris). Surface à partir : 200 m² SERGIC - B.P. 1128 LILLE (16-20) 30-60-44 M. ROUSSEL.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex
Tél. (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92
bux meublés, domiciliation secrét., tél., télex Boulogne ACTE 92 - 603-38-32.

GARE DE LYON
PETIT IMM. INDÉPENDANT 10 BUREAUX RÉNOVÉS bail 3-6-9. Tél. 329-58-65.

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Loc. bureaux, secrétariat, *télex*
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
ASPAC. S.A. 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e Domiciliation RM - RC - SARL Constitution sté. 763-47-14.

locaux commerciaux

Locations

Proximité avenue d'Italie et rue Tolbiac, bâtiment indépendant, gde hauteur sous plafond, surf., 300 m² environ entrepôt idéal, agence de publicité ou local d'exposition *avec ou sans pas-de-porte.* Téléphone : 329-58-65.

fonds de commerce

Ventes

Exceptionnel, cause retraite cède très belle librairie de livres anciens dans local *entièrement rénové* 6e arrdt. Prix : 1.100.000 F. Ecrire sous le no T 069.065 M RÉGIE-PRESSE - 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT
PARIS-12e, près métro
VENDS CAUSE DÉCÈS **CAVE**
magasin 40 m² + dépendances, appt 2 pièces, bail 3-6-9 renouvelé en 1984. 1.700 F par mois C.C. *PRIX 120.000 F.* possibilité changement commerce
Tél. après 20 h. 202-20-69.

• LE SOIR • LA PRESSE • Le Monde • LE DEVOIR • EL DIA • DAWN • KENYA TIMES • le soleil •

UN SEUL MONDE

Supplément mondial pour un nouvel ordre économique international

« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement... »

(Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1er mai 1974 par la sixième assemblée spéciale des Nations unies.)

Avec la collaboration des organisations du système de l'ONU et d'associations françaises pour le développement

N° 19

• FORUM DU DEVELOPPEMENT • ASAHI SHIMBUM • ZYCIE WARSZAWY • ПОЛИТИКА • Magyar Nemzet • EL PAIS •

Le dialogue Nord-Sud dix ans après

La sagesse ou le chaos

DIX ans ont passé depuis qu'en 1974 une Assemblée des Nations unies quasi unanime s'est prononcée pour l'élaboration d'un nouvel ordre économique international à la fois plus équitable et plus efficace. Les populations innombrables du Sud en avaient alors conçu un immense espoir. On s'était pris à rêver, même dans le Nord, d'un univers progressivement débarrassé de la faim, de la maladie, de l'ignorance et, pour tout dire, de la misère. Le mythe éternel de l'âge d'or !

Jamais de si grandes espérances n'ont été si rapidement et si totalement déçues. D'interminables négociations, d'innombrables colloques, les appels de commissions éminentes (Pearson, Brandt)... n'ont pu prévenir le blocage total du dialogue Nord-Sud. Dans le même temps, la situation économique et sociale dans le monde n'a cessé de s'assombrir. Elle est devenue catastrophique pour les plus démunis.

Pour échapper aux conséquences d'une crise qui se prolonge, c'est un sauve-qui-peut général de la part des pays industrialisés. En dépit de grands mots et de petites promesses, ceux-ci cherchent, par tous les moyens, à sauvegarder, derrière leurs frontières, les avantages et privilèges qu'ils ont retirés de l'histoire, de la géographie et de leur avance technologique ; tandis que partout s'étendent la faim et le chômage ; tandis que se dessine le spectre d'une société inhumaine duale au sein de laquelle les uns – la minorité – bénéficieront des progrès les plus sophistiqués de la science et de la technologie, qu'ils auront monopolisées et qui leur apporteront prospérité et sécurité de l'emploi, et les autres – la majorité – seront condamnés à vivre dans l'insécurité, la pénurie et la dépendance.

On évoque, il est vrai, l'image d'une économie libérale américaine qui connaît un redressement extraordinaire avec d'heureuses conséquences pour le commerce international. N'est-ce point l'exemple à suivre, la chance à saisir ?

On ne peut cependant oublier que le « boom » américain a des aspects très fragiles et qu'il est largement dû à des circonstances exceptionnelles : la primauté du dollar et l'évasion vers les Etats-Unis de capitaux de tous les pays, y compris les plus pauvres, fascinés par des taux d'intérêt très élevés, qui peuvent même apparaître usuraires. Sans parler d'un déficit budgétaire géant qu'explique en partie l'intensification des armements américains. Sans parler non plus de la menace d'effondrement bancaire et monétaire, que le colossal endettement du tiers-monde fait peser sur l'économie mondiale et dont les accords récents avec le Mexique et l'Argentine n'ont fait, semble-t-il, que reculer l'échéance.

C'est bien pourquoi, aux Etats-Unis mêmes, l'été dernier, à Aspen, un groupe d'experts financiers et d'hommes d'affaires, qui s'étaient penchés sur l'économie américaine et mondiale, ont abouti à la conclusion que le « boom » américain ne serait pas durable sans changements de la politique des Etats-Unis et davantage de coopération internationale. Ils ont estimé que, pour éviter des désastres, le système capitaliste devait être aménagé et que les gouvernements, imbus de conceptions nationalistes obstinées, ne devaient pas se prêter trop tard à une véritable coordination des économies nationales.

Sagesse et esprit de coopération, voilà bien ce qui manque, en effet, aujourd'hui. Les pays industrialisés sont tout au contraire enclins à s'enfermer dans leurs conceptions étroitement « économistes » et leurs exaltations nationalistes, qui manifestent de leur part beaucoup d'ignorance, d'égoïsme et d'orgueil, alors qu'il n'a jamais été aussi nécessaire de donner à leur action une finalité ayant une dimension spirituelle.

Dessin de PLANTU.

Quelle autre finalité, en vérité, s'impose davantage aujourd'hui que celle visant à réconcilier la science et l'économie avec une éthique humaniste, et donc à rechercher au plus vite une régulation de la société internationale qui mette fin au chaos dont cette société donne de plus en plus le spectacle et qui constitue, comme l'affirmait en 1983 un premier ministre japonais, une grave menace pour la paix. La sagesse des gouvernants, tant économiques que politiques, ne devrait-elle pas consister avant tout à assurer la cohabitation pacifique des hommes... en développant d'abord partout l'esprit d'entreprise et une vision globale des problèmes que pose cette cohabitation dans un monde fini ? Problèmes qui ne sauraient désormais être résolus que par une concertation de tous les peuples à tous les niveaux.

Encore faudrait-il que les opinions publiques soient sérieusement informées par des médias soucieux de les éclairer jour après jour sur les véritables données d'une crise visiblement destinée à durer. Notamment sur l'inéluctabilité – pour de multiples raisons telles que l'évolution démographique, l'extension du chômage et le progrès technologique – de la transformation des relations économiques mondiales et d'une certaine redistribution des pouvoirs et des richesses impliquant une réduction des énormes gaspillages que provoquent la course aux armements et la surconsommation occidentale.

Cette transformation se fera-t-elle par la violence ou la concertation ? Ce choix capital dépend avant tout des dirigeants. Mais par les informations qu'ils donnent ou retiennent, par les passions qu'ils peuvent déchaîner ou refréner, les médias détiennent un pouvoir qui leur confère à cet égard une lourde responsabilité.

JEAN SCHWŒBEL,
coordonnateur.

ASAHI SHIMBUM *(Tokyo)*

Un instrument de la reprise économique

DANS son roman, *Cataclysme*, l'écrivain britannique William Clark, qui fut vice-président de la Banque mondiale, imagine le scénario suivant : « *En 1987, un pays lourdement endetté, le Mexique, propose qu'une conférence mondiale se tienne sur la question de l'endettement. Les démocraties industrielles de l'Occident rejettent cette suggestion. Cette attitude exaspère les pays du tiers-monde, qui décident collectivement de cesser leurs remboursements. Les puissances occidentales ripostent en excluant des accords de Bretton-Woods les nations délinquantes. C'est le début d'une guerre froide entre le Nord et le Sud.*

» *Coupé des ressources, de l'aide et des marchés du Nord, le Sud sombre bientôt dans la disette chronique et le chaos politique, mais non sans avoir envoyé ses agents secrets infiltrer les principales institutions financières du Nord. Une fois dans la place, ces taupes font des ravages en introduisant des données fausses dans les ordinateurs. Wall Street s'effondre...* »

Le problème le plus grave auquel les économies du Nord comme du Sud aient à faire face aujourd'hui est celui de la dette. Il a ses origines dans les deux crises pétrolières des années 70 : quand les économies occidentales, qui n'étaient pas préparées à la montée en flèche des prix du pétrole, ont commencé à battre de l'aile, les gouvernements ont réagi en réduisant la demande de matières premières étrangères et en adoptant différentes mesures protectionnistes.

Recommandations

Mais les crises pétrolières ont encore plus durement frappé les pays en voie de développement (PVD), en particulier ceux qui ne produisent pas de pétrole. Non seulement ils ont vu chuter leurs exportations, mais leur facture pétrolière a augmenté de façon vertigineuse. Leur balance des paiements a enregistré d'importants déficits, et leur dette extérieure s'est démesurément enflée, d'autant plus que les taux d'intérêt élevés pratiqués par certains pays comme les États-Unis n'arrangeaient rien.

La dette du Sud atteint actuellement le chiffre affolant de 800 milliards de dollars des Etats-Unis. Certains pays ont à tel point perdu le contrôle de la situation que, même s'ils sacrifiaient à cette fin la totalité de leurs recettes d'exportation, ils n'auraient aucun espoir de réussir à rééquilibrer leurs comptes.

Je suis convaincu qu'avant toute recherche de solutions à ce problème, les pays du Nord comme ceux du Sud devraient être bien conscients des facteurs en jeu.

Un de ces éléments à prendre en compte est que les pays du Sud sont littéralement pris à la gorge par leur dette extérieure : les flux de capitaux nécessaires à la croissance économique se trouvent taris. De ce fait, les pays en question ne sont plus à même d'importer les biens qui leur seraient indispensables pour rétablir ces flux.

Un autre facteur à prendre en considération est l'explosion de la population mondiale, qui continue d'affecter essentiellement le Sud, avec un taux de croissance moyen de près de 3 % par an. Même si des mesures de limitation appropriées devaient être imposées, les risques d'agitation sociale resteront grands dans ces pays tant que la situation économique n'aura pas pu être améliorée.

Compte tenu de ces facteurs, je voudrais faire les recommandations suivantes.

En premier lieu, réaffirmons l'interdépendance de toutes les économies, de tous les systèmes politiques. Il n'y aura pas de progrès réel au Nord, ni dans le monde en général, tant qu'on laissera le Sud crouler sous le poids de sa dette. Le Nord peut tirer profit de l'aide qu'il apportera au Sud.

En deuxième lieu, un dialogue franc doit s'instaurer entre le Nord et le Sud. Celui-ci critique les accords de Bretton-Woods qui régissent l'ordre économique mondial actuel ; celui-là, pour sa part, ne voit pas d'un très bon œil le nouvel ordre économique international (NOEI) que les Nations unies, selon la déclaration adoptée en 1974, souhaiteraient établir à leur place. Mais ni les pays du Nord ni ceux du Sud ne semblent disposés à en discuter dans le cadre des négociations globales dont le principe a été approuvé par les Nations unies. Ils n'arrivent même pas à s'entendre sur une date pour des conversations préliminaires.

Les responsabilités du Japon

Pourtant, il faudra bien trouver le moyen d'instaurer un dialogue global et durable pour que la reprise économique puisse s'amorcer.

En troisième lieu, les pays occidentaux devraient, lorsqu'ils ont affaire à des pays pauvres, s'abstenir de promouvoir le système capitaliste et redevenir tolérants face aux formes traditionnelles de protection sociale. Le capitalisme convient moins bien aux pays démunis que le socialisme, les pays riches seraient mal avisés de refuser leur assistance pour de simples divergences idéologiques.

En quatrième lieu, étant donné que les dépenses militaires mondiales atteignent maintenant un chiffre presque équivalent au montant total de la dette accumulée par les pays du Sud, le désarmement Est-Ouest permettrait non seulement de créer un climat plus favorable à la croissance économique, mais aussi de dégager des fonds publics qui pourraient être employés à aider le Sud.

En cinquième lieu, les pays du Sud doivent redoubler d'efforts pour subvenir à leurs propres besoins. Afin de montrer aux pays du Nord qu'ils sont décidés à s'aider eux-mêmes, il faut qu'ils prennent les mesures voulues pour éliminer la corruption de la scène politique et répartir équitablement la richesse sur leur territoire.

Enfin, en sa qualité de deuxième puissance économique de l'alliance occidentale, le Japon doit assumer ses responsabilités en ce qui concerne la poursuite des négociations Nord-Sud. Pour donner l'exemple, il doit, en 1985, revenir à son programme de doublement du montant qu'il consacre à l'aide publique au développement (APD).

TETSUO KAWAMURA.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

L'impasse ne peut se poursuivre indéfiniment

Trois phénomènes se trouvent étroitement mêlés à la genèse de ce que l'on a appelé le dialogue Nord-Sud : le processus de décolonisation de l'après-guerre et l'émergence au sein des Nations unies des pays récemment devenus indépendants ; leur sentiment de l'inadéquation du système économique international à leurs besoins, et leur convergence, au temps de la première CNUCED en 1964, pour former un seul bloc, le groupe des « 77 », en vue de faire collectivement pression pour atteindre leurs buts. Dès le départ, les pays en développement ont eu un objectif de grande portée : rendre l'environnement économique extérieur plus favorable à leur égard, même s'ils se montrèrent disposés à négocier sur des actions spécifiques et ponctuelles.

LORS de la première CNUCED, les pays en développement demandèrent ce que Raul Prebisch a désigné sous les termes de « *nouvelle politique commerciale pour le développement* ». Ce vaste programme a été repris dans pratiquement toutes les discussions ultérieures du dialogue Nord-Sud, tant à l'intérieur des Nations unies qu'à l'extérieur de celles-ci.

Le dialogue Nord-Sud au cours des vingt dernières années a largement consisté, pour les PVD, en un travail de persuasion davantage que dans l'exercice d'un contre-pouvoir, même si leur force numérique et leur présence politique, renforcée par le mouvement des non-alignés, ont fait d'eux une puissance avec laquelle il faut compter. Toutefois, le dialogue Nord-Sud au cours des deux dernières décennies ne fut pas totalement improductif. On peut relever au moins deux sortes de résultats : les accords obtenus par des négociations, d'une part, et la constante articulation des questions et des problèmes et son impact sur la prise de décisions politiques, d'autre part.

On peut porter au crédit de la CNUCED elle-même d'importants succès obtenus au cours de négociations. Le système généralisé de préférences, le programme intégré pour les produits de base, la négociation ou la renégociation d'accords de produits, l'accord portant création du Fonds commun, l'adoption d'objectifs chiffrés pour l'aide, l'annulation des dettes officielles des pays les plus pauvres, l'accord sur les principes directeurs pour le rééchelonnement des dettes officielles, et différents instruments – certains d'entre eux légalement contraignants – sur les conférences maritimes, le transport multimodal et les pratiques commerciales restrictives, et le programme pour les pays les moins avancés, sont tous des exemples de négociations couronnées de succès qui, dans certains cas, ont contribué au développement du droit international. L'amélioration des capacités des institutions financières internationales au cours de ces deux dernières décennies pour soutenir les PVD et les programmes d'aide bilatéraux des pays industrialisés doit quelque chose, malgré leurs inadéquations, au dialogue Nord-Sud.

Le dialogue Nord-Sud s'est déroulé sur la toile de fond d'une scène en changement. Au cours d'une première période, on a enregistré une croissance rapide dans les pays développés et dans le commerce mondial, et cela a fourni un cadre relativement favorable au dialogue. Le fait que les progrès furent lents, en dépit de ce cadre, en dit long sur la faiblesse du pauvre et l'intransigeance du riche.

GAMANI COREA,
Secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED).

(Lire la suite page 36.)

LE DIALOGUE NORD-SUD

LE DEVOIR *(Montréal)*

Au moins une victoire sur l'ignorance

« *NOUS sommes tellement plongés dans les questions Est-Ouest... Le dialogue Nord-Sud, d'en parler aujourd'hui, c'est me ramener brusquement quelques années en arrière* », soupire un conseiller du premier ministre.

La grande foi qui a porté le Canada à tenter de jouer les médiateurs entre nations industrialisées et nations en développement semble en chute libre. On refuse certes de parler d'échec, mais on ne croit plus aux « *négociations globales* », à la possibilité de relance des pourparlers dans de nouveaux forums. Et on tend à voir du « *boy-scoutisme* » chez les critiques qui incitent les dirigeants canadiens à rapprocher les puissances moyennes, du Nord et du Sud, pour formuler de nouvelles propositions. Il n'est plus question que d'une « *approche sectorielle* » de certains problèmes, commerciaux surtout, à l'intérieur de forums plus traditionnels, comme le GATT, le Fonds monétaire international (FMI), et la Banque mondiale. Et de remettre l'accent, par la voie classique, sur l'aide aux pays les plus pauvres.

En 1974, les représentants canadiens à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies comptaient pourtant parmi les plus enthousiastes appuis à la résolution sur « *le nouvel ordre économique* ». Bien avant que l'« *interdépendance* » devienne un cliché international officiel, le premier ministre de l'époque, M. Pierre Elliott Trudeau, discourait sur « *la reconnaissance de nos intérêts mutuels* ». En 1976 et 1977, le Canada coprésidait à Paris la conférence sur la coopération économique internationale (CCEI). Et c'est encore M. Trudeau qu'on retrouvait en 1981, à Cancun au Mexique, coprésidant le sommet des chefs d'État et de gouvernement du Nord et du Sud. Durant chaque sommet annuel des pays industrialisés, malgré certaines oppositions, le Canada réussissait à inscrire la question à l'agenda, et contribuait à des déclarations d'ouverture.

La tiédeur d'aujourd'hui, on l'explique d'abord spontanément par les leçons de la récession : une période de repli sur soi, d'immenses difficultés internes, dont un taux de chômage qui continuera à dépasser 10 % (19 % chez les dix-huit/vingt-quatre ans) au moins jusqu'à la fin de la décennie, malgré une reprise assez fulgurante chez le voisin américain. Dans ces conditions, les contradictions abondent entre le discours officiel et les politiques qui, au pays même, témoigneraient concrètement d'une volonté de modifier « *l'ordre économique* ».

Désenchantement

Le commerce extérieur, par exemple, génère 30 % du produit national brut (PNB) canadien, et force le pays à se méfier des politiques protectionnistes. C'est ainsi que le tarif de préférence générale (TPG) canadien à l'égard des pays du tiers-monde a été, en 1983, prolongé jusqu'en 1994. Mais les pressions internes, qui viennent curieusement autant de la gauche (syndicats, Eglises) que de la droite, ont empêché une plus large libéralisation. Des mesures de contingentement touchant les importations de textiles, de vêtements, deviennent quasi permanentes pour préserver de vieilles industries dont la disparition, dans certaines provinces pauvres, aurait des effets catastrophiques sur l'emploi. La création d'un Office canadien de renouveau industriel (OCRI) a permis quelques actions de reconversion de ces manufactures vers des complexes de technologie de pointe, mais la bataille des importations a tendance à reprendre pour protéger ces nouvelles industries.

Dans une conjoncture politique aussi difficile, les dirigeants restent en général convaincus de la nécessité d'une libéralisation, mais ils ont tendance à attendre que les révisions s'imposent d'elles-mêmes, notamment par la force de rétorsion de plus en plus grande des pays commerçants du tiers-monde.

Une « animation » auprès de puissances moyennes

Et ils ne veulent surtout pas faire cavalier seul. C'est pourquoi, disent tous les fonctionnaires interrogés, les prochaines années verront le Canada pousser surtout sur la relance de pourparlers sectoriels, au sein du GATT par exemple. « *Nous ne sommes pas des révolutionnaires* », dit-on, et le « *nouvel ordre économique* » surviendra par une lente réforme des mécanismes actuels d'échange. Ceux qui ont participé aux grandes négociations de Paris, et plus tard de Cancun, se montrent désenchantés de ce qu'ils appellent « *la théologie du développement* », qui donne tant dans la rhétorique la plus radicale du regroupement des pays du Sud que dans l'approche idéologique que pratiquent désormais des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il y a là une telle impasse, croient-ils, qu'il est inutile de penser à relancer des « *négociations globales* ».

Nostalgiques d'une époque où le Canada jouait un rôle disproportionné eu égard à sa puissance réelle — dans la création de systèmes multilatéraux de sécurité collective durant l'après-guerre, par exemple, — des critiques continuent à soutenir que le gouvernement canadien devrait prendre le leadership de nouvelles initiatives. Bernard Wood, président de l'Institut Nord-Sud, une association à but non lucratif qui effectue depuis 1976 des recherches spécialisées sur les relations entre pays industrialisés et pays en développement, reste convaincu que le temps est venu de tenter une « *animation* » auprès de puissances moyennes, tant au Nord qu'au Sud.

Il s'agit moins, pour lui, de raviver la fraternité entre ceux qu'on appelait les « *likeminded* », c'est-à-dire les pays scandinaves, la France, la Belgique et quelques autres qui, comme le Canada, voyaient d'un bon œil une large ouverture au dialogue Nord-Sud première manière. Mais de s'allier avec des pays dont les intérêts régionaux les situent au confluent du Nord et du Sud, comme l'Australie, l'Inde, le Mexique, le Brésil. Puissance industrielle dont le niveau de vie la situe franchement au Nord, le Canada est aussi d'économie tiers-mondiste, puisqu'il est d'abord un grand exportateur de produits de base, minéraux et agricoles, et qu'il cherche aussi une stabilisation des systèmes multilatéraux d'échange. « *Nous partageons la responsabilité des pays industrialisés*, dit-il, *et les intérêts du tiers-monde.* »

Tout en se ralliant théoriquement à son analyse, les interlocuteurs gouvernementaux ne voient pas se profiler d'engagement prochain dans une pareille action, sauf par des rapprochements bilatéraux dans certains cas.

Ils refusent, toutefois, de voir là un échec du dialogue Nord-Sud. Il se poursuit autrement, sur le terrain, disent-ils, par exemple par de nouvelles ententes régionales comme celles qui se développent entre le Canada et l'Asie du Sud-Est. Le temps est au pragmatisme. Et la grande réussite des dix dernières années, selon eux, c'est d'avoir vaincu l'ignorance devant l'interdépendance des nations. « *Personne ne peut plus la nier, et nous en connaissons désormais, intimement, tous les mécanismes. Le processus est engagé, et ne peut s'arrêter.* »

LISE BISSONNETTE.

Dessin de GYORGY KORNIS (Magyar Nemzet, Budapest).

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

ONUDI

Le Nord et l'industrialisation du tiers-monde

LA conférence la plus récente de l'ONUDI sur l'industrialisation de l'Afrique (tenue en août dernier à Vienne) a marqué un progrès réel, en dépit de la persistance du désaccord sur des points cruciaux — le financement et la restructuration de l'industrie — qui restent à régler.

A l'exception notable des États-Unis, les deux camps sont tombés d'accord sur les raisons fondamentales des problèmes économiques mondiaux et sur les effets qui en résultent pour l'industrialisation des pays en développement. Au sujet du financement, les taux d'intérêt élevés et croissants, la diminution des apports de capitaux, la stagnation de l'aide publique au développement (APD) et une pénurie aiguë de devises leur sont apparus comme les principales causes de difficultés des pays en développement. Les deux camps sont convenus que le protectionnisme était préjudiciable aux échanges et au développement industriel et qu'il fallait le contrer et le faire reculer. Plus précisément, il fallait aussi que les pays développés s'engagent à appliquer les accords qu'ils ont déjà passés au sujet des importations en provenance de pays en développement. L'accord s'est également fait sur d'autres points, à savoir : l'aide aux pays les moins avancés, l'intérêt de soutenir un programme de 209 millions de dollars en liaison avec la Décennie du développement industriel de l'Afrique et les mesures à prendre pour développer les industries rurales, la production indigène d'énergie et la transformation sur place par les pays en développement de leurs propres matières premières industrielles.

Malgré ces progrès très nets par rapport à l'atmosphère qui avait régné à New-Delhi (1980), le Sud a considéré le défaut d'entente sur des points essentiels comme un signe évident d'échec. A son avis, le Nord était prompt à faire des discours mais peu enclin à les traduire dans les faits...

... Cela ne veut pas dire que le Nord a une attitude unanime quant à l'industrialisation des pays en développement. L'isolement des États-Unis à la réunion de Vienne, d'une part, et le fait que plusieurs pays européens aient offert de soutenir financièrement un mécanisme d'élaboration des projets nouveaux pour aider les pays les moins avancés, d'autre part, en sont la preuve.

Quoi qu'il en soit, le calme une fois revenu dans le Centre de conférences de la Hofburg de Vienne, la question initiale demeure : qui est dans le vrai en ce qui concerne la véritable nature de l'interdépendance ? Le Nord affirme que sa propre reprise économique intrinsèque amènera automatiquement une reprise mondiale et que les pays en développement doivent de toute façon apprendre à gérer correctement leurs économies. Logiquement, son aide au développement participerait par nature de la charité éclairée des années 50 et s'adresserait de nos jours à des pays dont l'évolution politique a l'approbation des donateurs. Mais si le Nord se trompe, les futurs entretiens Nord-Sud devront déboucher sur l'action qui a été évitée à Vienne et, avant tout, sur le financement industriel, l'accès aux marchés du Nord et l'accroissement des crédits alloués à l'ONUDI...

PETER ELLWOOD.

CNUCED

L'impasse ne peut se poursuivre indéfiniment

(Suite de la page 35.)

Malheureusement, l'impasse du dialogue Nord-Sud survint à une période de difficultés et de crises sans précédent de l'économie mondiale. La récession dans les pays industrialisés fut transmise avec des effets dévastateurs aux PVD. La reprise enregistrée aux Etats-Unis ne s'est pas accompagnée d'un processus d'une force comparable dans les autres pays de l'OCDE, et, de plus, cette reprise ne s'est pas diffusée aux PVD ; et il est douteux qu'elle le soit jamais de manière suffisante. La chute des produits de base, la montée du protectionnisme dans les pays développés et les exigences onéreuses du service de la dette ont eu pour conséquences des coupes claires dans des importations, les projets de développement, les programmes sociaux, de l'emploi, hypothéquant la croissance dans les pays du tiers-monde concernés.

Pour le moment, l'impasse continue, mais peut-elle continuer indéfiniment ? Il est difficilement imaginable qu'elle le puisse, mais un changement de climat serait nécessaire. Un élément exerçant une influence importante dans la situation présente est représenté par l'attitude des États-Unis, tacitement soutenus par quelques-uns des autres pays importants de l'OCDE, mettant l'accent sur des approches bilatérales, où au cas par cas, pour traiter les situations de crise et les problèmes immédiats de pays en développement particuliers. La vulnérabilité de ces derniers face aux difficultés intérieures aiguës et à leur dépendance d'accords bilatéraux pour un allégement immédiat de leurs problèmes a également affaibli leur capacité d'adopter une attitude commune. Mais cette situation ne saurait durer. La gestion de crise et les solutions au cas par cas — comme, par exemple, dans le cas de la dette — peuvent apporter un soulagement temporaire et éviter un effondrement total, mais il est peu probable qu'elles apportent des solutions à long terme, ou qu'elles assurent le retour d'une croissance vigoureuse et soutenue. Tôt ou tard les questions fondamentales devront être abordées une fois de plus. Il est difficile d'imaginer que les conditions de crise à travers le monde en développement puissent continuer sans engendrer des répercussions politiques et sociales.

La reprise du dialogue Nord-Sud, lorsqu'elle aura lieu, devra traiter de questions qui vont au-delà de la crise immédiate. Mais son caractère pourrait être différent de ce qu'il fut autrefois. Un nouvel élément serait le nouveau caractère de l'interdépendance, et une plus grande reconnaissance, par conséquent, de l'importance d'un processus de développement vigoureux dans les PVD. Là encore, à la lumière des expériences récentes, la question de la croissance à long terme prendra une nouvelle importance pour tous les pays. Tout cela aura des implications sur le système et les institutions qui ont fourni le cadre des relations économiques internationales. Les systèmes d'après-guerre, dans les domaines du commerce et du paiement, ont mis l'accent sur l'importance de la stabilité et du plein emploi.

Mais ils ont été minés par des tendances à long terme et ils continueront à s'affaiblir dans un contexte de stagnation prolongée. Le fonctionnement correct des systèmes dépendra du rétablissement du dynamisme de l'économie mondiale. Mais à leur tour il faut qu'ils contribuent plus directement à ce processus. La réforme et l'adaptation du système monétaire et financier international et du système commercial international devront tôt ou tard occuper une place de choix à l'ordre du jour des négociations internationales, que ce soit dans le contexte Nord-Sud ou dans un autre contexte. Dans un tel processus, il conviendrait d'apporter une attention particulière à la question de la croissance autant qu'à celle de la stabilité. Les systèmes du futur devront refléter dans leurs structures fondamentales, non seulement le consensus du passé pour le plein emploi, mais également un nouveau consensus pour le développement.

Les nouvelles dimensions que le dialogue Nord-Sud acquerra dans cette nouvelle phase auront des implications sur les styles et les procédures de négociations. Et, comme les processus de négociations deviennent plus techniques et plus complexes, les méthodes traditionnelles devront être réformées. Cela est particulièrement important pour le groupe des 77. En dépit des différences quant aux situations des pays, les PVP ont peu à gagner et vraiment beaucoup à perdre en renonçant à leur unité. Mais, s'ils sont appelés à définir des positions communes et à concilier des intérêts divers, et à négocier effectivement comme un groupe dans le futur, ils auront besoin de leur propre organisation, une sorte de pendant à l'OCDE. Ils devront également construire un cadre de coopération entre eux, d'une efficacité et d'une force croissantes. La coopération Nord-Sud n'est pas une alternative aux négociations Nord-Sud. Elle est, au contraire, un moyen de renforcer le poids des PVD à un moment où les négociations entrent dans une nouvelle phase.

GAMANI COREA.

LE SOLEIL *(Dakar)*

Pour une autre forme de dialogue

(...) Amorcée depuis la conférence de l'avenue Kléber à Paris en 1974, le dialogue entre pays du Nord et du Sud pour rééquilibrer l'ordre inégal marque le pas. Nous sommes en plein dans une période de recul généralisé de la coopération économique multilatérale. Les problèmes de la sécheresse et de la désertification dans les pays du Sahel, l'endettement du tiers-monde, la détérioration des termes de l'échange, les taux d'intérêt exorbitants pratiqués par les institutions financières occidentales, n'ont pas encore fini d'aggraver la situation des pays du Sud.

L'heure est venue de retourner aux valeurs spirituelles pour y trouver le nécessaire ressourcement moral capable de sauver l'humanité.

Des mécanismes comme ceux institués par le système bancaire islamique indiquent, au plan financier, une voie d'avenir à parfaire (...).

SIDY GAYE.

LE MONDE *(Paris)*

Faut-il enterrer le projet de négociations globales ?

« *DSANS que que l'on se risque à les enterrer, les « négociations globales » ont moins de chances que jamais de s'ouvrir.* » Ce jugement tranchant est formulé dans le rapport RAMSES (rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies) 1983-1984, publié par l'Institut français des relations internationales (1), organisme de recherche et de réflexion sur les problèmes internationaux, à l'image de ceux existant dans différents pays. Il s'agit là d'un point de vue en principe indépendant mais qui reflète bien le scepticisme — encore accru depuis la rédaction du rapport — ayant cours dans certains milieux intellectuels, politiques et administratifs français à l'égard du projet de vastes négociations universelles, passage obligé, depuis 1979-1980, vers la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international et point de cristallisation des relations Nord-Sud ces dernières années. Rappelons que ce projet envisage ces négociations — sous la tutelle politique de l'ONU — sur tous les aspects de la coopération internationale et du développement.

Divorce grandissant

L'argumentation de RAMSES est sévère mais elle est étayée par des observations évidentes : changement de contexte mondial depuis qu'a été élaborée la déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'élaboration du projet de négociations globales ; l'OPEP, sur laquelle les pays en développement comptaient s'appuyer pour le lancer et provoquer autant que possible un bouleversement ou du moins des réajustements dans les relations économiques et les rapports de force Nord-Sud, n'est plus le principal exportateur de pétrole et a du mal à préserver sa cohésion et son influence. Inquiétude grandissante provoquée par la situation de pays, en Amérique latine surtout, très fortement endettés, du fait du rétrécissement des marchés des pays industrialisés et de la hausse, jusqu'à une époque récente, du dollar et des taux d'intérêt, et des mesures de redressement imposées par le FMI. Aussi bien cela conduit-il, estime RAMSES, à s'interroger sur « *une approche normative* [celle des négociations globales] *si confortable qu'elle est de plus en plus en contradiction avec l'évolution des événements et des priorités qu'impose la crise économique internationale* ».

Le vrai problème, estime le rapport, n'est pas tant « *l'échec du dialogue que le divorce grandissant entre les soubresauts réels et l'abstraction grandissante du discours sur le dialogue* ». Il reconnaît néanmoins l'importance de ce dialogue et estime même qu'elle est menacée « *sur le fond* » et que « *l'importance des enjeux est plus grande que jamais* ». Doit-on, pour autant, faire porter la responsabilité de l'impasse aux seuls diplomates du tiers-monde, comme le fait RAMSES en écrivant : « *En toute franchise, on peut dire que les ambassadeurs du tiers-monde ont élevé au rang de dogme un certain nombre de procédures et de textes sacrés plutôt que de s'attacher à la réalisation concrète de leurs objectifs essentiels.* » Beaucoup d'efforts se sont conjugués pour marginaliser le dialogue. En somme, son enlisement serait dû à ses protagonistes ! Les uns et les autres ont pourtant utilisé toutes les ressources de la diplomatie et de la sémantique sans parvenir, malgré d'interminables pourparlers, à élaborer une procédure de lancement des négociations acceptable par tous les membres de la communauté internationale. Mais l'incapacité des diplomates n'est-elle pas avant tout celle des responsables politiques à affirmer de façon constante l'intérêt qu'ils portent à des réformes dans les relations Nord-Sud ?

RAMSES admet, à ce propos, que les porte-parole du tiers-monde ont eu raison de s'opposer aux efforts des Etats-Unis pour escamoter un programme dont le dessein initial — et toujours actuel — est le partage du pouvoir mondial. Il est exact que les relations concrètes — commerciales mais aussi financières et monétaires — « *s'organisent sans la moindre référence au cadre global* » : les banques occidentales, par exemple, ont transféré en dix ans plus de capitaux vers le tiers-monde que le montant des « *propositions de plan Marshall les plus folles jamais envisagées* ». Beaucoup d'organismes, de sociétés, « font » ainsi du Nord-Sud sans pour autant se réclamer d'une idéologie de la coopération internationale.

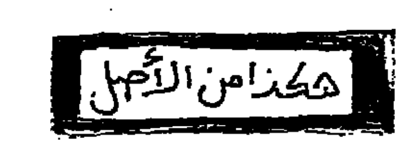
Moins de dialogue, plus de Nord-Sud

Les auteurs de l'article condamnent, mais proposent aussi. Pour eux, il serait « *vain de poursuivre dans cette voie bien étroite et visiblement fermée* » ; ce serait condamner les relations Nord-Sud au pourrissement et le dialogue à n'être qu'un « *théâtre d'ombres de plus en plus diaphane* ». Et le dialogue serait voué au sort des discussions sur le désarmement... « *Moins de dialogue, plus de Nord-Sud* », demandent-ils, en invitant le tiers-monde à rechercher un « *réel équilibre* » entre souci d'autonomie — passant par une plus grande indépendance alimentaire et énergétique — et appel aux marchés internationaux.

Aussi est-il suggéré de « *décentraliser le dialogue* », d'abord au niveau régional, où « *il y a un rôle majeur à jouer* », pas seulement entre l'Europe et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, comme dans le cadre de la convention de Lomé, mais aussi entre l'Europe — ou la France — et d'autres zones économiques (Amérique latine, Asie du Sud, ASEAN, Pacifique...). Les pays du tiers-monde doivent, par ailleurs, peser de tout leur poids collectif dans les négociations sur le rééchelonnement de la dette de certains d'entre eux. Dans cette optique, le dialogue au niveau mondial, au sein des organisations des Nations unies, conserve, assure RAMSES, tout son sens et peut servir d'« *observatoire* » de l'économie mondiale. Mais, ajoute le rapport, les institutions (FMI, Banque mondiale, GATT) faisant fonction d'instruments de régulation ont « *le plus grand besoin d'être rénovées* ». Au demeurant, ces propositions ne sont pas si éloignées de certains des objectifs des négociations globales.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) 125 F. Diffusion Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris ou La Documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.



DIX ANS APRÈS

LA PRESSE *(Tunisie)*

Le trilogue : une idée qui fait son chemin

DES efforts et des recherches continuent cependant à être entrepris pour dégager les voies du dialogue Nord-Sud. Certaines formules ont vu le jour avec des chances inégales de succès. Nous retiendrons, quant à nous, celle dite « le trilogue ». Suivant une démarche originale, les initiateurs d'une telle idée ont voulu opter pour une formule judicieuse qui consiste à diviser les difficultés pour mieux les maîtriser.

Qu'est-ce donc que le trilogue, ou la coopération triangulaire ? Quel est son but ? Quelles sont ses limites ?

Née en février 1979, d'après une initiative française, l'idée du trilogue repose essentiellement sur la coopération – dans le sens large du terme – entre trois ensembles de pays, à savoir l'Europe, l'Afrique et le monde arabe, qui représentent près du tiers du PNB de la planète, 22 % de sa population, 28 % de sa superficie et 58 % des échanges mondiaux (au niveau des trois zones).

Dans l'esprit des initiateurs de la coopération triangulaire, il ne s'agit point de mettre en relation *« l'argent des Arabes, la technique européenne et les besoins de développement de l'Afrique »* (1). Les pays arabes n'ont pas l'exclusivité des ressources financières, certains pays africains étant aussi producteurs de pétrole. De même, aussi bien en Afrique que dans le monde arabe – deux ensembles intimement liés par plus d'un lien, – nombreux sont les pays qui connaissent de graves problèmes de développement.

Dans la nécessaire rénovation des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud, le trilogue se veut une action globale, à la fois économique, technique, financière, culturelle et politique. Il *« vise à faire sortir les partenaires d'un cadre d'actions ponctuelles pour orchestrer une synergie des développements et dégager chacun de son impasse : l'Europe de sa dépendance énergétique, le monde arabe et l'Afrique de leur dépendance technologique et alimentaire »*.

Selon ses promoteurs, il n'est pas censé être une alternative au dialogue Nord-Sud mais une étape de ce dialogue, de même qu'il ne constitue pas forcément un préalable à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Dès l'aube de son indépendance, en 1956, la Tunisie s'est résolument ouverte d'abord sur son environnement immédiat maghrébin, arabe et africain, et ensuite au-delà de la Méditerranée, vers l'Europe géographiquement toute proche. Dans cette perspective, elle a opté pour la voie de la coopération triangulaire. Faisant sienne cette idée, elle n'a cessé de l'appuyer à la seule condition qu'elle soit multidimensionnelle et d'intérêt mutuel. Passant de la parole à l'acte, et comme pour donner l'exemple, notamment au niveau technologique et culturel, elle a réalisé sur la base d'une coopération trilatérale quelques opérations dont on peut citer à titre indicatif :

– le projet déjà réalisé en Turquie avec l'aide du Koweït, qui consiste à enrichir le phosphate selon une technique purement tunisienne ;

– le projet de coopération entre la Norvège, la Tunisie et l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole (OPAEP), qui vient d'être discuté (début septembre) et qui intéresse la recherche scientifique et l'amélioration des technologies dans le domaine énergétique ;

– sur le plan culturel, l'action de l'Agence tunisienne de coopération technique, qui a fourni régulièrement, depuis sa création en 1977, des cadres enseignants à tous les niveaux et dans diverses disciplines à des pays africains et arabes qui ont en fait la demande, notamment le Niger, Djibouti, les îles Comores et la Mauritanie. Ce qui s'est réalisé grâce à la collaboration et aux financements de tierces parties, comme le Fonds arabe d'assistance technique (FAAT), le Fonds africain de développement (FAD), l'AID (BIRD), l'Organisation de la communauté islamique (OCI)...

Questions à l'Europe

Le trilogue en est encore cependant au stade des balbutiements, et ses contours restent imprécis. Rares, d'autre part, sont jusqu'à présent les pays européens qui ont adhéré à cette idée : peut-être parce que les pays arabes et africains ont toujours constitué des marchés sûrs pour leurs divers produits et des pourvoyeurs en matières premières, à des prix qu'on peut facilement manier grâce aux aléas de l'offre et de la demande...

Bref, des questions continuent à se poser :

– L'Europe est-elle prête, dans l'état actuel des choses, à ouvrir son marché aux produits africains et arabes et de donner ainsi au trilogue un contenu réel et dynamique ? Pour le moment, le protectionnisme et les retombées de l'élargissement de la CEE n'incitent pas à l'optimisme...

– Quelle technologie peut constituer la base du trilogue ? Avons-nous les mêmes conditions de développement ? Aujourd'hui, même des millions d'Africains sont menacés dans leur existence du fait de la sécheresse et de la famine. A-t-on dégagé les priorités et délimité les champs d'action ? Dès lors que les priorités, les besoins et les intérêts des pays arabes et africains ne concordent pas avec ceux de l'Europe, qu'adviendra-t-il du trilogue, de la coopération triangulaire ou même bilatérale ?

Une dernière interrogation : le trilogue est-il vraiment un outil « neutre » au profit du développement du monde arabe et de l'Afrique ou n'a-t-il pas une dimension géopolitique ?

Face à ses concurrents immédiats, notamment les Etats-Unis et le Japon, la Communauté européenne a intérêt à protéger ses arrières en préservant surtout ses « acquis » et à élargir ses bases économiques et politiques. Pour ce faire, il n'y a pas mieux que les partenaires traditionnels, en l'occurrence l'Afrique et le monde arabe.

Bref, le trilogue est une idée qui commence à faire son chemin mais dont la réalisation se heurte à de sérieuses difficultés.

MANOUBI MAROUKI

(1) Déclaration de M. Henry Jean Baptiste, ex-responsable du trilogue auprès de l'Elysée lors d'un colloque tenu les 12 et 13 mars 1981 à Paris.

DAWN *(Karachi)*

Pour une nouvelle série de négociations commerciales

Le tiers-monde à nouveau s'impatiente. Mais ce n'est pas le problème du thé, des textiles, de la charge de la dette ou de l'aide qui agite aujourd'hui certains pays en développement. Ils ont hâte de bénéficier à leur tour des fruits de la reprise économique qui, depuis le début de 1984, se manifeste de plus en plus nettement dans les pays occidentaux.

MAIS personne ne prend l'initiative de relancer le dialogue Nord-Sud. Les Etats-Unis voudraient que l'affaire en restât là. Le sommet de Londres a même été utile au président Reagan dans la mesure où les participants n'ont pas tenu compte de l'appel lancé par le président de la Banque mondiale, M. A.-W. Clausen, en faveur de la convocation d'une nouvelle série d'entretiens sur le commerce mondial et de la suppression des barrières commerciales. Il n'était pas seul à s'inquiéter du renforcement des tendances protectionnistes dans le Nord et de ses effets néfastes sur le Sud. Il était appuyé par le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, qui a demandé avec fermeté qu'il soit mis fin aux pratiques commerciales restrictives appliquées dans le secteur névralgique du textile, domaine intouchable pour l'Occident.

Dans le cadre d'une étude qu'elle a réalisée sur le protectionnisme, la CNUCED a également appelé l'attention sur les conséquences nuisibles des tentatives faites pour remplacer une politique d'aménagement structurel par des mesures protectionnistes.

Etendre la reprise au tiers-monde

Si l'on se place dans une perspective à long terme, on arrive nécessairement à la conclusion que la reprise à l'Ouest ne pourra durer que si les pays du tiers-monde peuvent également en bénéficier. Les PVD placent des espoirs légitimes dans leur participation à cette reprise et à cette prospérité. La crise provoquée par l'accroissement de la dette et la quasi-incapacité de certains pays d'Amérique latine de faire face à leurs obligations ont contraint le président de la Banque mondiale à dénoncer les dangers des politiques protectionnistes.

Le développement des échanges entre le Nord et le Sud est considéré à juste titre comme une réponse à long terme aux problèmes du tiers-monde. Il faudra toutefois, pour que cela soit possible, assouplir les politiques protectionnistes et prendre des mesures pour mettre un terme à l'actuel mode de relations, qui est injuste et déséquilibré. Par exemple, la valeur des produits manufacturés importés des pays industrialisés par les PVD non producteurs de pétrole est le double de celle des produits exportés par ces derniers. Les PVD sont obligés d'accepter ce déséquilibre, car ils sont totalement dépendants des pays développés pour la fourniture de la quasi-totalité des biens intermédiaires et des biens d'équipement. En outre, comme ils ne peuvent pas se permettre de réduire leurs importations, ils ne peuvent pas riposter à ces mesures protectionnistes.

Tels sont les faits. Alors que les pays industrialisés ont pris le virage et se sont engagés sur la voie de la reprise économique, les PVD en ont jusqu'ici à peine ressenti les effets. Nous devons donc relever deux défis : d'une part, maintenir et consolider la reprise dans les pays industrialisés et, d'autre part, trouver un mécanisme susceptible d'étendre la reprise aux pays en développement. Comme ces problèmes sont interdépendants, seul un programme qui portera sur les deux à la fois pourra produire le résultat recherché.

L'action correctrice doit être lancée sur le front du commerce, bien que beaucoup soient d'avis qu'il faudrait mettre à nouveau l'accent sur l'aménagement structurel dans le cadre de l'économie mondiale. Mais la libéralisation des échanges entraînerait cet aménagement auquel l'Occident s'est refusé jusqu'ici.

Même dans les domaines névralgiques du textile et de l'habillement, les institutions traditionnellement pro-occidentales – le GATT et la BIRD – se sont vigoureusement élevées contre le *statu quo*. Elles ont compris qu'il n'y a rien d'exceptionnel dans le défi que représente la concurrence des fournisseurs des PVD qui deviennent de plus en plus compétitifs, comme le montre la gamme toujours plus large des produits manufacturés qu'ils fabriquent. Il faut accepter cette concurrence. Ces institutions ont également souligné que les pays développés n'étaient pas les seuls à subir des pressions qui les obligent à modifier leurs stratégies pour soutenir la concurrence.

S'agissant des problèmes liés aux textiles et à l'habillement dans le contexte de l'économie considérée dans son ensemble, on a observé que le problème de l'aménagement structurel auquel doivent faire face ces deux industries est le prototype de l'aménagement structurel en général. La décision de principe que prendront les pouvoirs publics dans le cas de ces deux industries peut donc être considérée comme le test crucial de l'approche globale du réaménagement structurel. Les restrictions de plus en plus nombreuses et sévères dans le secteur du textile ont ouvert la voie à un commerce « dirigé » dans d'autres secteurs auxquels les PVD s'intéressent de plus en plus. Ces restrictions s'étendent actuellement à un nombre croissant de produits.

Une véritable libéralisation des échanges

Mais l'exemple frappant de cette situation demeure l'*« accord multifibre »* qui est peut-être le cas le plus évident d'un accord péchant aussi bien sur le plan de l'efficacité que sur celui de l'équité. Les éléments nuisibles qui se sont introduits dans les prétendues restrictions volontaires en matière d'exportation apparaissent au grand jour, à mesure que l'on se rend mieux compte des conséquences de l'accord. Ce phénomène a obligé les PVD, mais aussi les pays développés, à se pencher sérieusement sur la question avant de prendre la décision de participer au nouvel arrangement sur le commerce mondial des textiles. Cet arrangement devra reposer sur une véritable libéralisation des échanges et non plus sur des dispositions conventionnelles compliquées qui masquent l'actuelle politique de protectionnisme et de discrimination.

Le dernier rapport annuel de la CNUCED est profondément sceptique sur la possibilité de voir s'étendre progressivement aux PVD la reprise économique actuelle. En effet, la reprise ne portera ses fruits dans ces pays que si l'on restructure l'ordre économique international en mettant davantage l'accent sur l'emploi, la croissance et le développement. Il faudra pour cela examiner comment le système commercial et financier a évolué depuis le deuxième guerre mondiale. Cela n'a pas été possible jusqu'ici.

S.M. USMAN.

EL DIA *(Mexico)*

Ordres économiques et démocratie

DIX ans après la déclaration et le programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (résolutions n[os] 3201 et 3202 de l'Assemblée générale), les causes qui en avaient motivé l'adoption n'ont pas disparu et les appétits impérialistes ne se sont pas calmés. Cependant, des progrès importants ont été enregistrés dans le domaine de la coopération économique entre les pays en développement. Citons par exemple la création du système économique latino-américain (en Amérique latine) et la réunion qui s'est tenue à Cartagène sur la question de la dette. En outre, on sait mieux, aujourd'hui, à quoi s'en tenir sur la volonté politique des pays industrialisés et leurs déclarations d'intention en faveur de l'instauration d'un ordre économique international qui favoriserait moins les intérêts des sociétés transnationales, des banques internationales qui gouvernent l'économie financière mondiale et des organismes internationaux antidémocratiques tels que le Fonds monétaire international et le GATT.

La nécessité d'un nouvel ordre continue de se faire sentir, et les pays du tiers-monde continuent de réclamer l'ouverture de négociations globales dans le cadre de l'Organisation des Nations unies. Loin d'obtenir une réponse positive, ils se sont, à cet égard, heurtés à un refus catégorique, certains pays dits « du Nord » s'efforçant de faire prévaloir la formule de négociations partielles et le retour au bilatéralisme, à la fragmentation des thèmes et à leur examen au sein d'organismes qu'ils contrôlent, comme le FMI, pour les questions monétaires, le groupe de la Banque mondiale pour les questions liées au développement et le GATT pour le commerce international.

La concentration du pouvoir économique, politique et militaire, que détiennent quelques pays confère à ces derniers non seulement la suprématie, mais aussi la faculté de neutraliser les éléments d'action qui favorisent un changement démocratique dans le désordre économique international actuel. Ce désordre, qui a érodé les niveaux de vie dans les pays les plus pauvres de la planète, a aussi permis l'instauration de dictatures militaires qui, en opprimant les peuples, contribuent au renforcement du pouvoir transnational.

L'endettement et ses conséquences

L'année 1983 a clairement montré à qui profite les règles du système économique actuel, caractérisé par la pratique de l'usure en tant que forme moderne de l'accumulation au niveau mondial. Cette année-là, l'Amérique latine a traversé la crise la plus grave de son histoire : elle a enregistré une baisse du PNB voisine de 5%, à l'exception de Cuba, où le produit brut a augmenté de 6,4 %.

Quant à l'endettement, il est sans fin : quelque 313 milliards de dollars en 1983, dont 34 milliards de service de la dette, ce qui fait des pays de la région des exportateurs nets de capitaux. Pour avoir une idée de l'ampleur du coût de cette dette, il suffit de savoir que 39 % des recettes d'exportation de la région servent au paiement des intérêts.

La baisse du revenu national par habitant en Amérique latine, égale à 5,9 %, renforce l'inégalité au sein de structures nationales, où les moyennes dissimulent de grandes disparités dans la répartition des revenus et de la richesse et, de ce fait, le véritable niveau de la misère et le coût social de la crise économique. Malgré le caractère partiel de cet indicateur, il semble montrer que le bilan global de la région est négatif : en 1983, le produit par habitant y était inférieur de 10 % à celui de 1979, à peine égal à celui de 1977.

Mais c'est dans le domaine de la politique économique que l'ordre économique international est le plus injuste, puisqu'il porte atteinte à la souveraineté nationale des pays en leur imposant les programmes de stabilisation du FMI, appuyés, en cas de résistance, par la Banque mondiale, le « Club de Paris » et les syndicats bancaires.

Alors que le déficit budgétaire des Etats-Unis atteint près de 200 milliards de dollars, nos pays sont obligés d'adopter des politiques comportant non seulement des mesures d'austérité, mais aussi l'élimination des barrières douanières et la renonciation à la politique des taux de change.

Dans ces conditions, les pays du tiers-monde ne peuvent attendre les bras croisés ni, *a fortiori*, s'en remettre à l'« aide au développement », qui n'est pas seulement un mythe, mais aussi une bonne affaire pour le pouvoir transnational.

A cet égard, la prise de conscience des réalités et l'élaboration de formules d'intégration spécifique ont enregistré des progrès notables, non seulement dans le mouvement des pays non alignés, mais aussi au sein du groupe des « 77 ». Des actions spécifiques de coopération régionale ont été engagées et des initiatives prises pour revoir le problème de la dette extérieure de l'Amérique latine. Un processus irréversible s'est engagé à Cartagène. Aujourd'hui, dix ans après la déclaration de l'ONU, une seule chose est claire : l'avènement d'un ordre économique international démocratique n'est pas seulement souhaitable, il est aussi indispensable pour nos peuples puisqu'il constitue l'unique garantie de la paix.

Promouvoir l'instauration de ce nouvel ordre suppose toutefois la création de nouveaux ordres économiques nationaux de nature à éliminer les fondements structurels de l'inégalité économique et politique. Mais il n'est pas question de le faire dans la dispersion : les efforts à déployer dans ce sens doivent être parallèles si l'on veut qu'ils aboutissent à un seul monde.

DAVID COLMENARES PARAMO.

ZYCIE WARSZAWY *(Varsovie)*

Est-Ouest, Nord-Sud

LES motifs de préoccupation concernant l'état de l'Europe et du monde sont nombreux. La tension croissante entre l'Est et l'Ouest se reflète dans les multiples difficultés rencontrées pour maintenir ouvertes les voies du dialogue et de l'échange. Le système des réunions, conférences et tables rondes internationales non seulement s'essouffle mais se heurte aussi à des problèmes de financement. On se rencontre encore, mais les documents élaborés et adoptés d'un commun accord sonnent creux. Grande a donc été la surprise à Berlin lorsque cent soixante-dix délégués de vingt et un pays se sont réunis cet été pour discuter de la coopération économique entre pays socialists et pays capitalistes développés sur les marchés tiers.

La liste des participants venus de l'Est et de l'Ouest n'était pas loin de constituer un véritable Who's who de la finance et du commerce. Administrateurs de sociétés (Mannesman, Siemens, Krupp, Lurgi, Snam-Progetteni, Voest, Salzgitter) et représentants de banques (Crédit lyonnais, Midland Bank, Ost-West Handelsbank, Dresdner Bank, First Chicago Ltd, Lloyd Bank, Banque Lambert, Commerzbank AG) ont rencontré leurs homologues de Moscou, de Varsovie, de Prague, de Budapest et de Berlin pour dresser un bilan de leur expérience d'entreprises communes (*joint ventures*) en terre lointaine. Les échanges ont été concrets et instructifs.

La Commission économique pour l'Europe a récemment passé en revue neuf cent soixante-six accords de coopération conclus entre des firmes d'Europe de l'Est et d'Europe de l'Ouest; elle est arrivée à la conclusion que la coopération sur les marchés tiers avait un bel avenir, compte tenu de ce que pouvait apporter une division internationale du travail. Les accords de coopération permettent en effet d'exploiter au mieux des capacités de production, des ressources humaines et des compétences techniques différentes. Dans près de 50 % des cas, ces accords prévoient une production en commun et une spécialisation. Les frais associés à certains d'entre eux sont couverts par la vente des produits finis. On estime que dans les années 70, 6 à 8 % du volume total de la coopération industrielle entre l'Est et l'Ouest ont été liés à des opérations dans le tiers-monde. La part des marchés tiers devrait être aujourd'hui de l'ordre de 10 %.

Il a principalement été question à Berlin des secteurs suivants : centrales électriques, constructions mécaniques, sidérurgie, raffineries de pétrole, agriculture, industries alimentaires et industries textiles. La liste des pays et des lieux où des emplois nouveaux ont été créés serait longue et impressionnante, mais il ne faudrait pas pour autant se reposer sur ses lauriers. En effet, comme l'a fait observer M. Egon Overbeck, ex-président de Mannesman, *« le commerce Est-Ouest est un élément du commerce mondial qui n'est plus aussi dynamique qu'il l'a été. Les difficultés de balance des paiements que connaissent de nombreux pays ont désorganisé les marchés financiers, et la montée du protectionnisme n'incite guère à l'optimisme »*.

Répondant à une question relative aux avantages de la coopération Est-Ouest sur les marchés tiers, il a également indiqué que, dans les années 70, l'important était de conquérir de nouveaux marchés. Or les PVD où a été mis en place un système solide de planification préféraient établir des contacts par l'intermédiaire des pays socialistes. Ces derniers ont connu le même genre de problèmes dans les Etats qui préfèrent les technologies occidentales.

Partager la réussite

M. Jean Deflassieux, président du Crédit lyonnais, a, quant à lui, parlé du financement de la coopération sur les marchés tiers, qu'il considère comme essentiel pour l'avenir. Le paiement comptant étant chose pratiquement inconnue, il faudrait élaborer des approches nouvelles intégrant des accords de compensation, le partage des risques et le financement des exportations, de manière à stimuler les activités sur les marchés tiers.

M. Herbert F. Apfalter, administrateur de la société nationale autrichienne Voest-Alpine, est intervenu dans le même sens. Il faut, en supposant que les contraintes politiques qui pèsent sur les échanges Est-Ouest ne s'accroîtront pas spectaculairement, tirer le meilleur parti possible de toutes les possibilités qui s'offrent. Pour l'Autriche, ce sont les grands projets clé en main dans le tiers-monde qui revêtent le plus d'importance. Les facteurs qui freinent leur développement sautent aux yeux : du fait de la détérioration des termes de l'échange, les PVD sont peu enclins à investir, aggravant ainsi le problème de la dette. Les pays exportateurs de pétrole n'ont pas encore complètement digéré le développement industriel de la dernière décennie, et les pays du CAEM doivent compter avec le ralentissement de leur croissance industrielle et économique. M. Apfalter a ajouté qu'à son avis ces difficultés pouvaient être surmontées. En travaillant en équipe dans le tiers-monde, des partenaires venus de systèmes politiques et économiques différents apprennent à se comprendre – l'important n'est-il pas de partager la réussite et les bénéfices de l'entreprise ?

M. A.F. Fesenko, d'Union soviétique, a présenté des statistiques impressionnantes. En huit ans, la valeur des échanges entre l'URSS et cent deux pays en développement a augmenté de 150 % pour atteindre 17,7 milliards de roubles (1). Des accords relatifs à des opérations dans le tiers-monde lient des firmes soviétiques à plus de deux cents firmes ouest-allemandes, finlandaises, autrichiennes, françaises, britanniques, italiennes, suisses et autres. L'Union soviétique, comme d'autres pays socialistes, s'efforce d'élargir et d'approfondir la coopération sur les marchés tiers.

Il va de soi que des accords à long terme qui mettent en jeu des capitaux importants et de nombreuses personnes doivent s'appuyer sur des bases solides, dont certaines sont de caractère politique.

La confiance entre l'Est et l'Ouest, entre les pays d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale, n'est pas totalement morte. La Conférence de Berlin en a témoigné une nouvelle fois, en faisant entrer la dimension Nord-Sud dans les débats européens.

KAROL SZYNDZIELORZ.

(1) 1 rouble = 12 F.

LA PAGE DU CRID

Centre de recherche et d'information pour le développement

Au moment de la discussion du budget de la coopération et du développement (le 8 novembre 1984), le CRID a fait connaître publiquement ses inquiétudes face aux restrictions annoncées. Cela dans cinq directions : 1) le projet de budget de coopération 1985 est prévu en baisse de 3,8 % en francs courants par rapport à l'année précédente, soit environ de 11 % à 12 % en volume. L'aide publique aurait dû atteindre, en 1985, 0,57 % du PIB, elle n'atteindra qu'environ 0,49 % ; 2) la part des dons par rapport aux prêts va en décroissant (78,8 % en 1980, 77,1 % en 1983). Le projet de budget 1985 accuse cette tendance néfaste à l'égard des pays les plus endettés ; 3) l'article « aide à des projets de développement » (FAC-bis) consacré aux crédits affectés aux « pays hors champ » (ceux n'appartenant pas aux anciennes colonies françaises) passent de 37 millions de francs en 1984 à moins de 19 millions en 1985 ; 4) les priorités sectorielles définies autour du développement rural, de la santé, de l'énergie, des besoins collectifs de base seront mal servies. Le seul article « développement technique » chute en une année de 66 millions de francs à 20 millions de francs ; 5) enfin, le soutien public à l'action des ONG est amputé de 18 %, les crédits passent de 32 millions de francs en 1984 à 26 millions en 1985.

Le « nouvel ordre » : un thème mobilisateur mais pas encore une œuvre commune

VOUS avez dit « nouvel ordre » ?...

Il paraît bien lointain ce jour du 1er mai 1974 où, à l'initiative de l'Algérie — porte-parole des pays du tiers-monde — et sous l'impulsion personnelle du président Boumediène, l'assemblée générale des Nations unies adoptait, par voie de consensus, une déclaration tendant à l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » et faisait de la mise en œuvre de celui-ci un objectif commun de la communauté internationale. La déclaration du 1er mai devait être complétée, en décembre 1974, par la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, puis, en septembre 1975, par un document intitulé *Développement et Coopération économique internationale*.

Tous ces textes sont devenus textes de référence, textes d'appui sur lesquels les pays en voie de développement — rassemblés au sein du groupe des « 77 » — ont fondé leur argumentation dans cette négociation-affrontement quasi permanente qui a constitué la trame des relations Nord-Sud tant au sein d'organisations comme la CNUCED ou l'UNESCO que tout au long de ces conférences mondiales qui se sont succédé sur les sujets les plus divers (de l'alimentation à l'environnement, de la population à la désertification en passant par le développement industriel, la réforme agraire ou le droit de la mer).

Tout à la fois ensemble de principes et définition d'objectifs, beaucoup plus qu'un éventail cohérent de mesures précises à prendre, le nouvel ordre a constitué, tout au long de ces années, une sorte de mythe moteur, d'idée-force, de thème mobilisateur et rassembleur du tiers-monde. Mais il n'a jamais été ce que ses initiateurs auraient voulu en faire : une œuvre commune du Nord et du Sud.

Certes, des progrès ponctuels ont été réalisés : les *« préférences généralisées »* qui ont ouvert aux produits du tiers-monde l'accès aux marchés des pays européens, la convention de Lomé, accord régional de coopération volontiers qualifié en Europe d'*« exemplaire » ;* le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui, plus « riche » et mieux utilisé, pourrait être un bon instrument au service de l'agriculture des pays en voie de développement ; la naissance du Fonds commun de stabilisation des matières premières, le 23 juin 1980, après quatre ans d'âpres négociations; la conclusion positive de la marathonienne Conférence sur le droit de la mer, donnant forme juridique et politique à la notion de *« patrimoine commun de l'humanité »*....

Mais l'autorité commune de gestion qui devait prendre en charge les problèmes posés par l'exploitation des océans est loin d'être opératoire : encore un long chemin à accomplir pour inscrire les textes dans la réalité... Mais le Fonds commun n'est encore qu'une structure juridique... Mais le FIDA voit ses ressources diminuer alors que, face à la montée de la faim et de la misère, le réalisme le plus élémentaire commande une augmentation considérable de sa capacité d'intervention... Mais le renouvellement de la convention de Lomé bute sur les restrictions financières des Dix qui, malgré la France, refusent de répondre aux demandes de leurs partenaires... Mais l'intensification même des échanges entre Nord et Sud entraîne des effets pervers sur certains pays du Sud, incités à accroître les productions agricoles ou industrielles d'exportation, utiles aux pays industrialisés, au détriment de leurs besoins propres, et finalement de leur développement.

Dessin de CAGNAT

L'élan des années 70 en direction d'un nouvel ordre s'est bien vite essoufflé. Il est vrai que l'environnement a changé... et les rapports de forces. Il faut se souvenir des conditions dans lesquelles s'est tenue, en 1974, la session spéciale des Nations unies sur le thème *Matières premières et développement*, d'où devait sortir la déclaration sur le nouvel ordre.

Depuis longtemps, les pays du tiers-monde formulaient une telle demande... et les pays du Nord faisaient la sourde oreille. Si l'appel lancé par le sommet d'Alger (5-10 septembre 1973) fut entendu, c'est bien parce que l'automne et l'hiver qui suivirent furent marqués par la guerre du Kippour, l'embargo pétrolier et la *« grande peur »* de nos sociétés industrielles et « automobilistes ». Entre le choc pétrolier et l'adoption de la déclaration sur le nouvel ordre, il y a une relation étroite. Mais les rapports de forces ne sont plus les mêmes. La puissance de l'OPEP s'est singulièrement effritée. Les pays du Nord sont moins « pressés »...

Aussi se dégagent-ils d'un processus pouvant conduire, s'il était mené à terme, à une remise en cause assez radicale d'un système qui conforte leur prédominance. L'unité du Sud est, d'autre part, moins forte qu'il y a une décennie. Tout en continuant à affirmer leur volonté commune d'un développement global, les pays du tiers-monde, soumis à des problèmes divers, sont conduits à des positions différentes : les spécificités apparaissent davantage et les priorités des PMA (pays les moins avancés) et des NPI (nouveaux pays industriels), par exemple, ne sont pas les mêmes...

« L'air du temps » aussi a changé. Aux tentatives d'organisation de la société internationale a succédé une poussée ultra-libérale qui se manifeste à travers tout le monde occidental et triomphe aux Etats-Unis. Elle est contradictoire avec toute tentative sérieuse de construire un ordre international nouveau. *« Il devient suicidaire de laisser la loi du plus fort être la loi du monde »*, soulignait justement François Mitterrand devant le conseil des gouvernements du FIDA, en rappelant que le désordre général de l'économie mondiale était accentué par le triomphe d'un *« libéralisme de façade »*. Nous voici revenus dix ans en arrière... Quel choc faudra-t-il donc pour faire prendre conscience que, plus que jamais, les destins du Nord et du Sud sont liés... et qu'il n'y a pas de « sortie de crise » possible pour le Nord sans que le développement des pays du Sud soit assuré ?

Rechercher les voies et les moyens d'un nouvel ordre international dans les domaines économique et monétaire, voire social et culturel, et rechercher une issue à une crise internationale, dont chacun sait bien qu'elle n'est pas seulement conjoncturelle, mais bien structurelle, c'est la même démarche.

Plutôt que de marchander quelques écus pour la dotation de la convention de Lomé, les Dix de la CEE feraient mieux de faire de cette démarche l'axe de leur politique commune en matière de relations économiques internationales. Face au blocage des Etats-Unis (et à l'absence de l'URSS), c'est une tâche historique pour l'Europe de relancer avec ses partenaires du Sud l'effort de construction vers un nouvel ordre international. Il n'est que temps. Le président argentin, Raul Alfonsin, mettait en cause devant le FIDA la *« légitimité politique »* d'un ordre économique importé... Quand un homme aussi responsable, aussi « modéré », en arrive à prononcer une telle condamnation, ceux qui prétendent précisément assumer des responsabilités mondiales, notamment à Washington, devraient comprendre que les limites de l'insupportable sont franchies... et qu'à défaut d'un esprit de solidarité qu'ils ignorent, le réalisme le plus élémentaire devrait les conduire à remettre en question cet « ordre » injuste.

PHILIPPE FARINE.

L'Amérique latine à la merci du système financier international

IL est clair que les « fondateurs » du nouvel ordre économique international n'ont pas imaginé la gravité de la crise que connaîtraient les relations Nord-Sud dix ans après. Vue depuis l'Amérique latine, la situation est particulièrement dramatique. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), qui dépend de l'ONU, *« l'année 1983 a été pour la région dans son ensemble la pire de cette deuxième moitié du vingtième siècle »*.

Dix ans après, les déséquilibres, loin d'être corrigés, ont continué à s'accentuer. Les 310 milliards de dollars de la dette extérieure qu'il y avait en 1983 hypothèquent le futur de l'Amérique latine et inquiètent le système financier international.

Dans les conditions actuelles, si l'Amérique latine voulait payer seulement les intérêts de sa dette, elle devrait consacrer à cela un dollar sur trois reçus pour ses exportations de biens et de services. C'est une des dimensions de la situation paradoxale dont souffre l'Amérique latine, qui réalisa en 1983 un transfert net de ressources vers le reste du monde allant jusqu'à 30 milliards de dollars.

L'extraordinaire liquidité qui existe sur le marché international des capitaux a fait que l'Amérique latine aurait pu recevoir, durant les dernières années, le flux financier le plus important de son histoire. Son endettement actuel a pu avoir une contrepartie en investissements productifs dont les projections sont incalculables. Mais cela n'est arrivé que très rarement. Il y a eu seulement des importations non productives et des séquelles d'une spéculation financière effrénée qui témoignent d'années où l'on a connu une splendeur éphémère. La modernité et la richesse furent surtout un mirage.

Régression

Durant toutes ces années, l'Amérique latine, loin de se développer, a régressé considérablement. Le PIB par habitant a baissé en 1983 de 5,6%, ce qui signifie que le niveau de vie est de nouveau celui de 1977. L'augmentation des taux d'inflation, la chute des salaires réels, le chômage, la multiplication de situations de pauvreté sont autant d'éléments de contrepartie interne de l'extrême vulnérabilité extérieure de l'Amérique latine.

Cependant, ce ne sont pas tous les pays de la région qui ont évolué de cette façon. Sans aucun doute, les plus touchés ont été des pays comme l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, pour lesquels on a appliqué des politiques monétaristes qui ont ouvert sans restriction leurs économies à l'extérieur, renforçant leur dépendance sans capitalisation ni investissements productifs. De la même manière, les pays traditionnellement pauvres (Guatemala, Bolivie, Equateur, Salvador) ont renforcé leur caractère de sociétés agraires avec peu de croissance. Au contraire, quelques pays ont atteint, parallèlement à leur endettement, de taux importants d'investissements (surtout publics) et ont constitué un considérable secteur urbain moderne. Le Brésil, le Mexique, la Colombie, le Venezuela font partie de ce groupe de pays.

Ayant contracté 70 % du total de la dette du tiers-monde, l'Amérique latine doit assumer dans son ensemble une situation accablante, dont la responsabilité n'incombe pas à ses peuples. Elle revient plutôt aux autorités gouvernementales des pays endettés et, à côté d'eux, aux secteurs possédant de hauts revenus, et qui les employèrent à la spéculation et à une forte consommation, alors que ces ressources auraient pu bénéficier à l'ensemble de la population.

Un autre responsable est représenté par les grandes banques privées, qui ont imposé, avec l'appui du Fonds monétaire international, des conditions de prêts et de renégociations contraires aux intérêts des pays débiteurs. Enfin, les gouvernements des pays industrialisés et leurs banques centrales respectives sont aussi responsables d'avoir cautionné l'action du capitalisme privé international.

Résultat : un nouvel ordre économique international et de nouveaux ordres nationaux, qui sont l'antithèse de l'ordre basé sur la justice et la coopération qu'imaginèrent les fondateurs de l'idée du NOEI. Il n'est pas raisonnable de penser qu'il puisse exister un nouvel ordre international sans que les peuples du Sud aient accès à un droit social et politique dans leurs pays respectifs.

Question d'urgence et de morale

La démocratie et la solidarité internationale sont indissociables. L'économie internationale vit une crise à cycle long dont elle ne sortira ni facilement ni dans des délais rapides. La reconnaissance de principes de base d'action et la création d'une nouvelle institution publique internationale qui les rende opérationnels continuent à représenter des exigences majeures. La mise en place de nouvelles relations internationales demande avant tout une volonté et des décisions politiques. Sans elles, la crise et le désordre international resteront sur la base de solutions qui affectent les pays et les peuples les plus démunis, les plus pauvres. Le nouvel ordre international est aussi bien une question d'urgence qu'une question morale.

Les processus démocratiques qui s'ouvrent en Argentine, en Bolivie, en Uruguay et au Brésil ; les luttes sociales récentes au Chili ; la recherche d'accords politiques face à des situations tendues en Amérique centrale sont tous des signes d'espoir. Les peuples latino-américains prennent en charge avec responsabilité la solution à leurs problèmes les plus graves.

Sans coopération internationale, il n'y aura pas d'issue à la crise. Mais cette coopération ne peut être seulement réduite à une affaire de gouvernement et de spécialistes. Elle exige aussi la présence et la voix des peuples. Sans reconnaissance de la diversité des cultures, il n'y a pas de dialogue possible, sans dialogue il n'y a pas d'amitié ni de solidarité ; car la solidarité qui doit fonder un nouvel ordre est, selon les paroles d'une jeune poétesse nicaraguayenne, *« la tendresse des peuples »*.

SERGIO SPOERER.

Bâtir sur les réalités du terrain

LORSQUE, habituellement, on parle du monde, on pense aux grands décideurs économiques et politiques, à ceux qui sont à la tête des nations. C'est à ce niveau que l'on parle quasi exclusivement du nouvel ordre économique international, celui dont on a tendance à être déçu aujourd'hui. On oublie trop souvent le terrain des opérations. Pourtant c'est là que l'on observe les expériences, modestes certes, qui concourent à la construction d'un nouvel ordre. De nombreux cas pourraient être cités en Afrique. Citons-en un au Sénégal : le centre de Bopp, à Dakar.

Depuis plusieurs années, de nombreux jeunes et jeunes adultes, sans distinction de sexe, de religion ou de nationalité, bénéficient d'une formation intégrée dans le cadre des cours d'entraînement à la vie active (CEVA). Le programme du CEVA se déroule dans un contexte à la fois souple et rigide. Souple pour ce qui concerne l'ouverture, la participation individuelle et collective, la pédagogie, mais rigide quand il s'agit de l'action, de la gestion ou de la production. De par le monde, des millions de gens ne vivent pas du métier qu'ils ont appris. Les jeunes se découragent de perdre ainsi leur temps et d'être dévalorisés aux yeux de leurs camarades.

L'inadéquation de la formation à l'offre de travail est une cause de chômage. Ceux que l'on appelle habituellement des ratés ne le sont le plus souvent que du point de vue de l'insertion socioprofessionnelle. C'est pourquoi le contenu de la formation au CEVA tient compte des besoins et des exigences du développement sénégalais. Tout en respectant les aspirations et les aptitudes propres à chacun et à chacune. Ainsi, après l'accueil au CEVA et au centre de Bopp, les jeunes participent à un tronc commun qui débouche sur une spécialisation au choix de chaque élève et en liaison avec le désir de contribuer au processus de développement national. Le choix professionnel des membres du groupe va de pair avec la constitution d'unités de production dont les responsables sont élus périodiquement, tandis que le tronc commun élit, selon une méthode identique, deux responsables ou délégués généraux, dont obligatoirement une fille, compte tenu de l'importance de la participation féminine au sein du groupe.

L'apprentissage démocratique de la responsabilité est essentiel au développement. La formation est à l'écoute permanente de la réalité. Chaque élève-apprenti se procure le matériel de base, tandis que le gros outillage demeure propriété collective, géré sous la responsabilité des élus.

Formation et production

Cette étape marque le rythme de croisière de la promotion. Elle est, d'autre part, caractérisée par le renforcement de l'équipe d'encadrement professionnel et technique et l'élargissement des matières à approfondir dans chaque unité de production. Dans le même temps, les auditeurs conviennent de se retrouver dans un tronc commun général pour la recherche dans les matières socio-économiques et dans celle se rapportant à la gestion ou à la technologie générale.

Le niveau scolaire de départ des candidats correspondant à la fin du premier cycle du secondaire (quatre années). La méthode de formation intensive permet de réaliser en deux ans ce qui est fait habituellement en trois années. La période de formation comprend onze mois de stage pratique en entreprise qui sont soumis à la même rigueur pédagogique que l'ensemble du programme du CEVA. Les rapports, entre autres, font l'objet de travaux collectifs.

Animés par une pédagogie de formation-production, les ateliers ou unités de production du CEVA ne sont pas des lieux d'apprentissage, dans le sens conventionnel du terme. Ces unités forment en même temps qu'elles produisent. Elles investissent dans la recherche, entretiennent une clientèle et, pour cela, doivent se soumettre aux normes et au goût des clients les plus exigeants. Elles tiennent à jour leur gestion : les recettes sont partagées en tenant compte du renouvellement des équipements.

Des centaines de jeunes ont pu ainsi trouver un travail et donner un sens à leur existence. Ils ont pu aussi recouvrer leur personnalité et leur dignité dans la société. Après une telle formation, ils se sentent utiles et parties prenantes dans le processus de transformation sociale de leur pays, de leur communauté humaine.

On retrouve des anciens élèves du CEVA et du centre de Bopp ailleurs qu'au seul Sénégal, dans plusieurs pays africains. Le souhait maintes fois exprimé par eux et leurs familles est de répandre cette expérience dans toutes les régions du pays. Mais s'agit-il d'une expérience ? Ne peut-on pas en retirer des éléments d'avancée solide et durable d'un nouvel ordre économique qui se bâtit sur le terrain des réalités en s'appuyant sur la créativité et l'énergie déployée par ceux qui sont conscients de la nécessité de répondre efficacement aux besoins prioritaires des peuples ? Pour cela, l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle primordial.

NECKER DESSABLE.

Une vingtaine d'associations

Le Centre de recherche et d'information pour le développement (*) regroupe une vingtaine d'associations qui se sont reconnues une conception commune du développement et de l'action à mener en France dans le domaine de l'information de l'opinion publique.

Organisations non gouvernementales membres du CRID

- Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA), 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris (580-36-97).
- CIMADE, service œcuménique d'entraide, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris (550-34-43).
- Collège coopératif, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris (705-91-14).
- Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris (261-51-60).
- Compagnie d'études industrielles et d'aménagement du territoire (CINAM), ZOLAD, rue du Caducée, 34100 Montpellier (67/54-31-50).
- Frères des hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles (950-69-75).
- Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde (GRDR), 60, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris (824-40-09).
- Institut de recherche appliquée des méthodes de développement (IRAM), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (336-03-62).
- Institut national de recherche et de formation : éducation et développement (IRFED), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).
- Institut œcuménique pour le développement des peuples (INODEP), 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (535-67-40).
- Mouvement 1 % tiers-monde pour un développement solidaire, 5, rue François-Bizette, 35000 Rennes (90/30-64-75).
- OCIM medicus mundi, 153, rue de Charonne, 75011 Paris (373-29-04).
- Secrétariat de liaison des groupes locaux tiers-monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-25-37).
- Terre des hommes - France, 26, rue des Bateliers, 93400 Saint-Ouen (255-05-37).
- Union des comités pour le développement des peuples (UCODEP), 15, avenue Trudaine, 75009 Paris (526-02-81).

Membres associés

- Centre Lebret - Foi et développement, 39, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris (354-57-58).
- Solidarités agro-alimentaires (SOLAGRAL), 8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris.
- Vie nouvelle - Section tiers-monde, 73, rue Sainte-Anne, 75002 Paris (296-64-44).
- Centre de formation et d'échanges internationaux (CFEI), 12, avenue de la Sœur-Rosalie, 75621 Paris Cedex 13.
- Fédération des artisans du monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris (285-24-37).

(*) Centre de recherche et d'information pour le développement, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris (331-98-90).

LES DÉPENSES DE L'EUROPE VERTE SERONT STRICTEMENT LIMITÉES

M. Rocard reste sceptique sur la possibilité d'appliquer cette discipline

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est une « *imbécillité collective* ». Ainsi M. Michel Rocard qualifie-t-il l'arrangement conclu lundi entre les ministres des finances des Dix, puis avalisé par les ministres des affaires étrangères sur la « discipline budgétaire ». Le ministre français de l'agriculture, voici six semaines à Luxembourg, s'était emporté contre cette prétention du conseil d'imposer un strict carcan aux dépenses agricoles. Il est maintenant résigné parce que, dit-il, grâce à l'action des Français, les formules auxquelles les Dix sont parvenus sont « *un peu moins graves que celles qui figuraient dans le texte d'octobre* », et puis parce qu'il fallait bien terminer cette négociation. Parce que les Français ne pouvaient s'opposer éternellement à l'adoption d'une déclaration sur la discipline budgétaire, alors que, il y a un an, avant le conseil européen d'Athènes, pour montrer que leur souci d'économies était au moins aussi vif que celui des Britanniques et des Allemands, ils avaient été les premiers, à l'initiative de M. Jacques Delors, à présenter un projet... pas très différent de celui critiqué par M. Rocard à Luxembourg !

Le ministre de l'agriculture est plus ou moins rassuré. D'abord, on l'a vu, en raison des échappatoires — il est vrai nombreuses — qui ont été introduites dans le document ; ensuite parce qu'à ses yeux — il ne s'en cache pas, — cet accord est impraticable.

La « discipline budgétaire » longtemps réclamée par les Britanniques, les Allemands, les Néerlandais, affolés par l'inflation rapide des crédits affectés au soutien des marchés, procède d'une idée simple : les dépenses agricoles ne pourront désormais progresser plus vite que la richesse communautaire, et des mécanismes de surveillance, d'arbitrage, seront mis en place pour que le principe soit respecté. Qu'est-ce que cela signifie pratiquement ? Que les augmentations des prix annuels en ECU devraient être limitées de 1,5 à 2 %, indique M. Rocard. « *Cela ne passe pas. Les ministres de l'agriculture ont expérimenté la difficulté extrême de faire des économies. Les pays les plus modernisés sont les pays à monnaie forte. On va regarder tout ça avec un vif intérêt* », commente-t-il, en dénonçant ainsi, avec sa manière bien particulière, la naïveté de ceux qui ont voulu encager les dépenses agricoles. Il faut reconnaître à leur décharge que ce projet visant à imposer à l'Europe verte des règles budgétaires très strictes, presque aveugles, était né avant que les Dix, et en particulier la France, n'aient démontré leur volonté très réelle de réformer la politique agricole commune (PAC) et de consentir les sacrifices nécessaires — et ils sont de taille — pour réduire les productions excédentaires.

Les mentalités ont changé en un an. L'accord du 31 mars 1984 instaurant notamment des quotas laitiers a convaincu les plus sceptiques que la réforme de la PAC était bien engagée. Il reste que la déclaration du conseil sur la «discipline budgétaire» représente une menace supplémentaire pour les agriculteurs, qu'elle ne manquera pas d'être utilisée par ceux qui en ont été les promoteurs pour s'opposer à des actions jugées trop coûteuses. La Commission devra s'en inspirer en mettant au point, à la fin de chaque année, ses propositions sur les prix. L'accord de lundi — MM. Rocard et Dumas ont, à cet égard, sans doute raison de se montrer rassurés — aura peu de conséquences mécaniques, automatiques. Cependant, le texte adopté confirme une tendance : il apparaît comme un des instruments d'une politique qui se résume en des termes simples. Compte tenu de la situation de surproduction généralisée à laquelle on est parvenu après vingt-trois ans de PAC, il faut serrer la vis à l'agriculture européenne ; désormais, la négociation sur les prix entre les Dix portera moins sur l'augmentation elle-même que sur ses modalités d'application, c'est-à-dire sur la répartition des sacrifices.

Les conclusions de lundi, dont on devine qu'elles seront mal accueillies par les agriculteurs, risquent de faire un autre mécontent : l'Assemblée européenne, qui suspecte, non sans raison, les gouvernements membres de chercher à rogner sur ses pouvoirs budgétaires, les seuls qu'elle possède. Ce qui tracasse l'Assemblée, c'est la partie de l'arrangement qui a trait aux dépenses non agricoles, ce qu'on appelle les dépenses non obligatoires. Le niveau de ces dépenses, qui concernent notamment les actions nouvelles à entreprendre par la Communauté, est fixé chaque année au terme d'un dialogue entre le Parlement et le conseil. Ce dernier, sans enfreindre explicitement l'article 203 du traité de Rome qui définit les pouvoirs respectifs des deux branches de l'autorité budgétaire, s'engage, vis-à-vis de lui-même, à mener ce dialogue de telle manière que la progression de ces dépenses ne dépasse pas le « taux maximum » (lequel est fixé chaque année en fonction de critères économiques objectifs). Une telle autodiscipline de la part du conseil est-elle contraire à l'esprit du traité ? Le Parlement, qui siège cette semaine à Strasbourg, s'apprête à l'affirmer. Le traité, expliquera-t-il en substance, prévoit de manière délibérée la possibilité de dépasser le taux maximum si une majorité qualifiée du conseil et une majorité de l'Assemblée estiment que cela est nécessaire pour assurer le développement de la Communauté. En s'interdisant de faire usage d'une telle faculté, le conseil enlève sa vraie signification au dialogue avec le Parlement. La rébellion prévisible de l'Assemblée pourrait entraîner une forte tension entre les institutions de la Communauté.

Les Dix s'emploient actuellement à mener à son terme la vaste négociation sur les aménagements à apporter au fonctionnement de la Communauté, qu'ils ont engagés lors du conseil européen de Stuttgart, en juin 1983. Parvenir à un accord sur la « discipline budgétaire » constituait un des passages obligés du scénario, dont l'aboutissement doit être l'augmentation des ressources affectées à la Communauté. Le principe de cette augmentation avait été décidé au conseil européen de Fontainebleau en juin 1984.

Les Dix, pour concrétiser ce résultat — c'est encore une des conditions posées à Stuttgart, — doivent mener à bien les négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté. Les progrès sont lents. On devrait y voir plus clair dans les quinze jours qui viennent : une série de rencontres triangulaires entre la présidence irlandaise, les Espagnols et la Commission, auront lieu cette semaine et la semaine suivante afin de suivre pas à pas le cheminement des pourparlers. Une réunion des ministres des affaires étrangères des Dix pourrait être convoquée la semaine prochaine afin d'essayer d'écarter les éléments de blocage venant de la Communauté. Enfin, les Dix et les Espagnols engageront à compter du 26 novembre une séance marathon de négociations au niveau ministériel. Toutefois, en l'état actuel des choses, même si des compromis étaient dégagés sur tous les autres points en suspens, la négociation ne pourrait être conclue. En effet, les Dix, qui reprennent ce dossier mardi 13 novembre, ne sont pas parvenus à rapprocher leurs positions sur les aménagements à apporter à la réglementation du marché du vin. L'opposition se situe ici entre la France et l'Italie, et le récent sommet entre le président Mitterrand et le premier ministre Craxi n'a permis aucune avancée.

Il semble enfin que des progrès aient été accomplis lundi soir à propos du montant de l'aide financière à accorder aux partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans la future convention de Lomé.

PHILIPPE LEMAITRE.

● **Le Maroc candidat à la CEE.** — M. Roland Dumas, ministre français des affaires européennes, a confirmé, lundi 12 novembre à Bruxelles, que le Maroc avait demandé à adhérer à la Communauté européenne, dans une lettre du roi Hassan II transmise au président Mitterrand. Celui-ci en avait informé les chefs de gouvernement des neuf autres pays de la CEE, lors du conseil européen de Fontainebleau, en juin 1984, a précisé M. Dumas. Le roi Hassan II avait indiqué dans une interview au *Monde* (daté 10 novembre) que « *la lettre de demande officielle était sur le bureau de la CEE* ».

SOCIAL

DANS UNE SOCIÉTÉ DE PRÊT-A-PORTER PARISIENNE

« Plus de travail, plus de salaires »

« A notre retour de vacances, le 1er septembre, nous n'avons pas reçu notre salaire. le patron nous a dit qu'il n'avait plus à nous payer. Nous avons continué à travailler jusqu'au 16 octobre... » Les trente employées de la société de prêt-à-porter Jacques-Charles, située au 212, rue Saint-Martin (quatrième arrondissement), vont, depuis deux ans, de péripéties en péripéties. En 1982 la société SAP pour laquelle elles travaillent rencontre ses premières difficultés. Un administrateur provisoire est nommé. En 1983, la société est confiée en location-gérance à une nouvelle entreprise qui au bout d'un an dépose son bilan. La gérance passe alors à la société Jacques-Charles mais dès le mois de juillet « on » a annoncé aux salariés que *« les établissements Petit allaient reprendre l'atelier »*. Mme Petit s'étant désistée, *« le directeur de Jacques-Charles nous affirme que désormais ce n'est pas à lui de nous payer nos salaires »*.

Les ouvrières de l'atelier se sont mobilisées. Elles ont pris *« rendez-vous avec l'inspecteur du travail »*, ont *« manifesté devant les ministères »*, pris contact avec *« le tribunal de commerce »*, *« envoyé lettre sur lettre à l'administrateur provisoire »*. En vain. Elles se disent *« abandonnées » : « nous n'avons plus de travail, plus de directeur, plus de salaires. Nous n'avons même pas de lettre de licenciement qui nous permettrait de toucher des indemnités et de chercher un autre travail »*.

Depuis le 16 octobre, elles occupent leur atelier.

M.-C. R.

QUATRE SYNDICATS SIGNENT L'ACCORD SALARIAL 1984 A LA RATP

Quatre organisations syndicales, FO (23,3 % aux dernières élections professionnelles), les autonomes et la CFTC (22,7 % dans une liste commune avec la CGC), et les indépendants (8,6 %), ont décidé le 12 novembre de signer l'accord salarial 1984 à la RATP.

Les syndicats CGT (35,5 %), CFDT (9,9 %) et CGC ont refusé de signer cet accord qui prévoit des augmentations, qui devraient être de 5 % en niveau, échelonnées sur l'année (*le Monde* du 26 octobre). « *Dès que l'indice des prix 1984 sera connu*, rappelle la direction, conformément au texte de l'accord, *une réunion se tiendra pour examiner les modalités de l'ajustement des rémunérations de 1984, sachant que l'augmentation de la masse salariale pourra être égale à l'augmentation de la moyenne des prix diminuée de 0,50 % et qu'elle comportera une augmentation supplémentaire de 1 % en niveau.* »

GRÈVE DANS LA MARINE MARCHANDE LES 21, 22 ET 23 NOVEMBRE

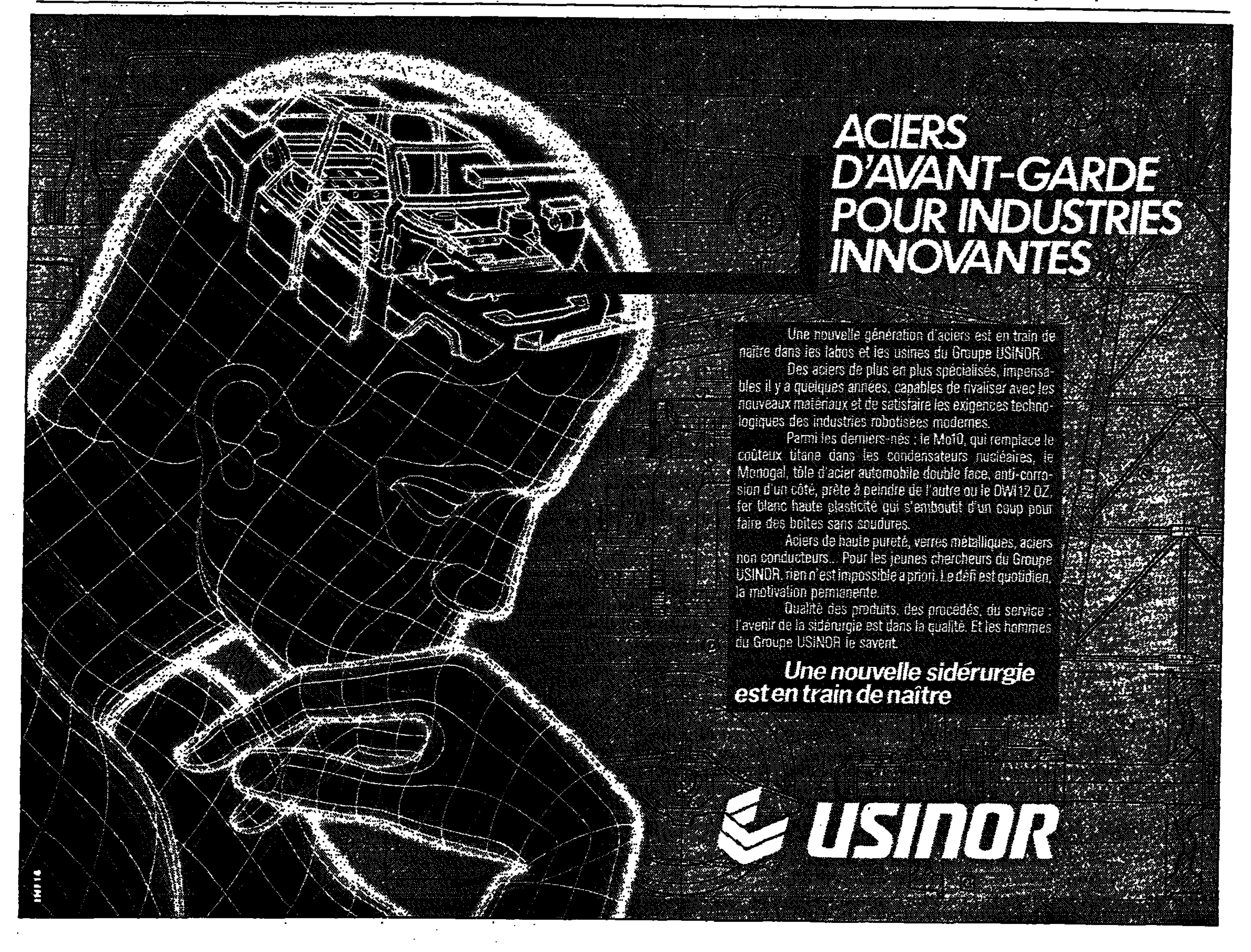
L'intersyndicale CGT et CFDT des marins et officiers de la marine marchande, qui s'est réunie le 12 novembre au Havre, a décidé d'appeler ses adhérents à une grève les 21, 22 et 23 novembre.

Cette action, à laquelle le syndicat CGC ne s'est pas associée, s'inscrit dans le cadre du mouvement de protestation décidé par les marins et officiers pour obtenir une « nouvelle politique de la marine marchande »

Le nombre de navires français ne cesse de décroître : trois cent soixante-quatorze le 1er avril 1983, trois cent soixante-six le 1er janvier 1984 et trois cent cinquante-six le 1er juillet.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, devrait indiquer, le 22 novembre, devant le Conseil supérieur de la marine marchande, les grandes lignes de la politique gouvernementale en faveur de ce secteur.

Lundi 12 novembre au Havre, une centaine d'officiers et marins ont bloqué pendant cinq heures une écluse du port.



SOCIAL

Pour soutenir leurs collègues licenciés par Air Afrique

LES NAVIGANTS FRANÇAIS LANCENT UN ORDRE DE GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES

Les trois compagnies aériennes françaises Air France, UTA et Air Inter pourraient être paralysées, le 1er décembre prochain, si rien ne vient suspendre l'ordre de grève lancé par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC).

Au cours d'une intersyndicale réunie le 12 novembre, ces trois organisations ont décidé le principe d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures pour protester *« contre le licenciement abusif pour fait de grève de cinquante-six pilotes et mécaniciens français d'Air Afrique »*. Elle dénoncent aussi *« l'indifférence du gouvernement français face à ces licenciements »*.

En grève depuis le 11 septembre pour défendre leurs avantages acquis, cinquante-six pilotes et mécaniciens français employés par Air Afrique ont vu leur contrat de travail résilié, le 31 octobre, par le tribunal d'Abidjan. La direction de la compagnie manifeste l'intention de se débarrasser des salariés les plus remuants et les mieux rémunérés, tout en réembauchant certains grévistes licenciés sur la base de contrats de travail moins avantageux et en recrutant des pilotes, américains notamment.

Une réunion des chefs d'Etat des dix pays (1) actionnaires d'Air Afrique est prévue pour le 24 novembre. A cette occasion, M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, précisera devant ses pairs sa position dans ce conflit pourrissant qui cause du tort à l'unique compagnie multinationale africaine.

(1) Bénin, Burkina, Congo, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

AFFAIRES

L'Union méditerranéenne de banques, en difficulté, doit se prononcer le 15 novembre sur la poursuite de son activité

Le 15 novembre 1984, doit se tenir une assemblée générale extraordinaire — la seconde en deux mois — de l'Union méditerranéenne de banques (UMB) au cours de laquelle les actionnaires (pour moitié les grandes banques françaises nationalisées et, pour le reste, deux établissements bancaires algériens) doivent se prononcer sur la poursuite — ou non — de l'activité de cet établissement, qui a perdu plus de 340 millions de francs en deux ans. Au-delà de son aspect purement financier, cette affaire, de par la qualité des actionnaires de l'UMB, a des implications diplomatiques, ce qui explique le mutisme quasi total que l'on observe à son sujet tant du côté des établissements concernés que des pouvoirs publics, où l'on veut s'efforcer d'éviter un nouveau malentendu franco-algérien.

Chargée de favoriser en priorité le développement des relations commerciales entre ces deux pays, l'Union méditerranéenne de banques fonctionne à la fois comme un établissement commercial, en montant des crédits acheteurs pour le compte d'industriels algériens, mais aussi en tant que banque d'affaires sous forme de prises de participations. Avec un succès qui reste à démontrer puisque, au fil des ans, la situation financière de la banque s'est considérablement aggravée. Après deux exercices à peine équilibrés, en 1980 et l'année suivante, la banque a perdu, coup sur coup, 174 millions de francs en 1982 puis 168 millions en 1983.

Cette situation très préoccupante a naturellement attiré l'attention des autorités de tutelle, et la Commission de contrôle des banques (CCB) adressait le 22 juin 1984 une sévère mise en garde au président de l'établissement, M. Mustapha Abderrahim, en mettant l'accent sur les *« erreurs de gestion déjà anciennes »* relevées à l'UMB.

Constatant que *« les ratios de couverture et de division des risques ne sont plus respectés »*, la Commission souligne que, au vu des résultats de 1983 (*« une perte de près de 168 millions de francs après 231 millions de francs de provisions constituées pour couvrir les actifs douteux »*), la banque se trouve *« en situation de passif net pour 39 millions de francs environ. Il s'en faut donc de 69 millions de francs pour que le capital minimum réglementaire soit respecté »*. La CCB formule au passage d'autres griefs : une transformation très importante des échéances, surtout en devises ; l'alourdissement des frais généraux en raison d'effectifs trop lourds, *« malgré le ralentissement très net de leur progression »* ; les *« graves faiblesses »* de la gestion courante (procédure de traitement des opérations défectueuses, organisation des services insatisfaisante et instruments usuels de gestion *« quand ils existent »*, inappropriés).

L'éventuelle arrivée du Crédit agricole

Après ces *« attendus »*, la Commission de contrôle des banques estime que l'UMB *« ne saurait poursuivre son activité sans que lui soit apporté le concours financier indispensable, sous la forme d'un apport d'au moins 160 millions de francs d'argent frais et sans que des mesures énergiques soient prises pour donner à l'établissement les moyens propres à lui permettre de poursuivre son activité sur des bases assainies »*. Tout en admettant que *« la perte de la totalité du capital et la situation de passif net de la banque justifieraient l'ouverture immédiate d'une procédure disciplinaire »*, la CCB accceptait d'accorder aux parties en cause un délai de quatre mois pour arrêter les dispositions qui permettraient de *« rétablir un équilibre financier durable et des conditions d'exploitation satisfaisantes »*. Passé ce délai, faute d'une décision positive, *« le problème de la survie de la banque se trouverait alors posé »*.

Le 18 juillet dernier, les actionnaires, qui avaient déjà dû reconstituer le capital de la banque en décembre 1982, s'étaient réunis pour examiner la situation, et certains établissements français évoquaient pour la première fois leur éventuelle sortie de l'UMB. Trois mois plus tard, à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire, la perspective d'une liquidation était de nouveau évoquée sans qu'un vote en ce sens ait pu avoir lieu. On en est là, mais le délai fixé par la CCB expire le 16 novembre et une solution doit impérativement être trouvée avant cette date pour éviter le dépôt de bilan. Cette solution passe par une restructuration du capital de la banque que certains actionnaires français souhaiteraient mettre à profit pour céder la place à d'autres partenaires. Dans cet esprit, le Crédit agricole pourrait prendre une participation de 35 % dans l'UMB. Le retrait pur et simple de la partie française est difficilement envisageable, car il impliquerait que les Algériens reprennent, si tant est qu'ils le souhaitent, la totalité du capital de l'UMB. Du coup, celle-ci se transformerait en banque algérienne en France, avec les demandes de réciprocité qu'entraîne généralement ce genre de chassé-croisé entre banques étrangères.

Cette perspective inquiète au plus haut point le personnel de la banque, qui a déjà fait les frais, en avril 1982, d'un premier plan de restructuration et réussi à écarter de justesse quelques mois plus tard une autre menace de suppressions d'emplois. Aujourd'hui, la situation est plus grave, et les salariés cherchent à obtenir des engagements sur leur reclassement en cas d'éventuelle liquidation, mais leur souhait est que soit préservé cet établissement en raison du *« lien d'amitié et de solidarité économique »* qu'il établit *« entre la France et l'Algérie »*.

SERGE MARTI.

La seule banque franco-algérienne

Lorsqu'elle fut créée en 1975, à l'initiative de M. Pierre Ledoux, le président de la Banque nationale de Paris à l'époque, l'Union méditerranéenne de banques (UMB) avait pour ambition de se spécialiser dans les transferts effectués par les travailleurs algériens vivant en France, à destination de leur pays d'origine. D'où le statut de banque française de dépôts qui est toujours celui de l'UMB, cet établissement ayant alors un capital de 80 millions de francs — porté par la suite à 120 millions de francs — réparti entre deux grandes catégories d'actionnaires :

— Côté français : les « trois vieilles » (Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais et Société générale) chacune avec une participation de 11,67 % et trois banques, privées à l'époque (Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et Banque de Paris et des Pays-Bas, devenue Banque Paribas), avec, chacune, un intérêt de 5 %.

— Côté algérien : la Banque nationale d'Algérie avec 35 % du capital et le Crédit populaire d'Algérie pour le solde (15 %).

Mais l'idée de développer un important réseau en région parisienne et en province a été rapidement abandonnée. Après la fermeture des guichets de Lille, Nanterre et Marseille, seules restent aujourd'hui en activité, outre le siège social, rue de Lisbonne, à Paris, une agence dans la capitale (Barbès) et une autre en périphérie (Boulogne-Billancourt). En tirant parti de sa spécificité — le fait d'être la seule banque franco-algérienne opérant dans ce pays — l'UMB a préféré se consacrer ultérieurement aux relations commerciales et financières entre la France et l'Algérie, étendant par la suite son action à d'autres pays tiers, moyennant une politique d'engagements tous azimuts et hasardeuse (Pologne, Amérique latine, Roumanie, Madagascar, Soudan, Sénégal...), qui a obligé la banque à provisionner très largement des risques-pays mais aussi des emprunteurs privés.

Outre son caractère strictement paritaire, représenté par un capital détenu à 50/50 par des intérêts français et algériens, l'autre particularité de l'Union méditerranéenne de banques, est d'avoir un personnel de cent-quarante personnes composé pour moitié de salariés de nationalité ou d'origine algérienne vivant en France. Pour respecter cette dualité, la présidence de la banque a toujours été assurée par un représentant de l'Algérie (actuellement M. Mustapha Abderrahim, qui a remplacé en juin 1984 M. Segir Mostefaï), le poste de directeur-général étant attribué à un représentant français, en l'occurrence, M. Claude Biangero, qui fait partie de la demi-douzaine de cadres détachés par les banques actionnaires, pour l'essentiel par la BNP.

S.M.

AUTOMOBILE

EMBELLIE SUR LE MARCHÉ AUTOMOBILE FRANÇAIS EN OCTOBRE

Le marché automobile français s'est redressé de 2 % au mois d'octobre par rapport au même mois de 1983, avec près de 172000 véhicules, selon des résultats encore provisoires. C'est la première fois deuis le début de 1984 que le marché se redresse, grâce vraisemblablement au Salon de l'auto. Sur dix mois de 1984 le recul est encore supérieur à 10 % (11,5 % environ contre 12,4 % pour les neuf premiers mois).

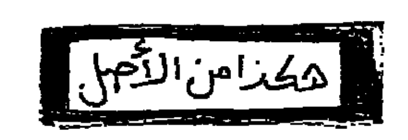
Cette embellie touche surtout Peugeot, qui, grâce à la 205 (près de 12 % du marché), détient désormais, avec Citroën et Talbot, quelque 35 % du marché français. La part des voitures étrangères diminue légèrement en octobre avec 34,8 % des immatriculations (contre 35,8 % en moyenne sur les neuf premiers mois).

Enfin, Renault repasse en octobre la barre des 30 % mais, en cumul sur les dix premiers mois de 1984, est proche de 31,5 %. La R5, par le cumul des ventes de l'ancien et du nouveau modèle, représenterait 11,2 % des immatriculations.

VOLKSWAGEN VA CONSTRUIRE DES MOTEURS EN RDA

Volkswagen, le constructeur automobile ouest-allemand, a signé le 12 novembre un contrat avec la RDA pour la fabrication sous licence, dans ce pays, de près de 1 300 moteurs par jour. Volkswagen fournira les équipements nécessaires à cette fabrication. C'est la première fois qu'un constructeur ouest-allemand signe un contrat de ce genre avec la RDA.

Comme le prévoyait l'accord initial signé en février 1984 (*le Monde* du 11 février), la fabrication sous licence de moteurs Volkswagen commencera en 1988 et s'achèvera en 1993 : 286 000 moteurs seront ainsi assemblés chaque année, dont 100 000 reviendront équiper les modèles de Volkswagen. Les autres moteurs équiperont les modèles est-allemands Wartburg et Trabant. Le contrat est évalué à 600 millions de marks (1,8 milliard de francs). Deux autres constructeurs européens, Renault et Citroën, ont déjà conclu des contrats d'assistance technique avec la RDA.



Le Crédit agricole a installé sa première filiale européenne à Londres

« Pourquoi viens-tu si tard ? »

De notre envoyé spécial

Londres. — La Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) a inauguré, jeudi 8 novembre, sa succursale de Londres, ouverte en juillet dernier. C'est la première succursale européenne du Crédit agricole, et la troisième dans le monde après Chicago où la banque verte s'installa fin 1978 — et New-York — où le bureau de représentation ouvert en 1979 fut élevé au rang de banque de plein exercice en 1983.

Trois filiales à ce jour dans le monde pour une telle banque, c'est peu. Le directeur général de la CNCA, M. Jacques Bonnot, a l'intention de presser ce mouvement d'internationalisation, lancé il y aura bientôt dix ans, avec, la création au sein de la CNCA d'une direction internationale, avec à sa tête, M. Serge Robert. Les deux prochaine filiales, banques de plein exercice, seront installées l'une à Milan (elle fonctionne en fait déjà depuis quelques semaines), l'autre à Hongkong. Le Crédit agricole dispose cependant de plusieurs bureaux de représentation, qui ont un rôle de conseil mais ne font ni prêts, ni ne reçoivent de dépôts : c'est le cas à Francfort, à Madrid, au Caire, à Caracas, à Tokyo et Rio. Deux autres seront bientôt ouverts à àSan-Francisco et à Pékin. Enfin, le Crédit agricole vient de passer des accords de représentation avec deux groupes étrangers : Kassar pour le Liban, et Esperito-Santo, pour le Portugal.

Le développement international du Crédit agricole s'explique par quatre raisons. En premier lieu, parce qu'il est un spécialiste de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et perçu comme tel, il doit accompagner la mondialisation des échanges. Il a en France un savoir-faire unique et est sans doute, parmi les vingt premières banques mondiales, la seule à pouvoir arguer d'une telle spécialisation. D'où les choix de Chicago et de Londres, qui sont aussi les deux premières places pour le négoce agro-alimentaire. *« Dès qu'il s'agit d'« agribusiness », la Banque mondiale nous appelle, parmi les douze grandes banques avec lesquelles elle travaille »*, explique M. Jacques Bonnot pour illustrer la réputation internationale du Crédit agricole.

En second lieu, la banque verte peut prendre des risques, tant, à l'inverse de nombreuses autres institutions, elle est peu engagée financièrement au plan international, et sa capacité d'endettement reste grande (1).

Troisième raison : la puissance financière, illustrée par l'importance du bilan, rassure et permet de traiter de gros volumes pour les financements dont ont besoin les grands groupes de l'agribusiness. Le Crédit agricole est aujourd'hui, avec Paribas, la seule banque française à bénéficier du classement le plus favorable (AAA) pour le niveau du risque pris par les prêteurs. Cela signifie que le Crédit agricole paie légèrement moins cher les capitaux collectés à long terme.

Enfin, au moment où les résultats sont plus difficiles à obtenir sur le marché intérieur, les actions internationales doivent permettre de dégager des marges.

Les portes s'ouvrent

Tout cela est bel et bon, mais que va pouvoir faire le Crédit agricole à Londres Il est le dernier arrivé sur une place financière forte, déjà, de 430 occupants! M. Alain de Truchis, directeur de la filiale londonienne, qui était chef du département des affaires financières internationales à la CNCA où il est entré en 1970, résume ainsi cette préoccupation : *« Nous approchons depuis juillet les firmes agro-alimentaires. Les portes s'ouvrent avec l'étiquette Crédit agricole, mais la question demeure posée : à quelles conditions allons-nous travailler avec elles? »*

Dans un premier temps, trois ans au moins, le Crédit agricole doit se faire une place en tant que banque commerciale pour répondre aux demandes des caisses régionales de Crédit agricole et de leurs clients exportateurs, mais aussi *« pour aider les Anglais à pénétrer le marché français »*, précise, non sans courage et réalisme, M. de Truchis. Dans l'avenir, les dirigeants de la filiale pensent que celle-ci devra développer son caractère de banque d'investissements. M. John Young, responsable de l'organisation (*director of planning*) de la Bourse des valeurs de Londres, a expliqué, au cours d'un déjeuner-débat, que le Crédit agricole *« arrivait opportunément sur la place »*, au moment où le marché londonien des valeurs allait devenir plus concurrentiel encore du fait de la dérégulation (liberté des marges, ouverture des transactions aux tiers, dont les banques étrangères — *le Monde* du 11 février 1984). Mais M. John Young s'était auparavant étonné du caractère tardif de cette arrivée.

De fait, si l'activité internationale du Crédit agricole paraît aussi évidente, on peut se demander pourquoi elle ne fait que se développer aujourd'hui. M. Bonnot a parlé à Londres d'*« une logique qui vient à son heure, le Crédit agricole ayant accompagné, voire précédé le mouvement des sociétaires »*, les coopératives qui sont passées du stockage à la transformation, puis à l'exportation. Pourtant, la mondialisation des échanges agro-alimentaires est plus ancienne que l'activité internationale du Crédit agricole elle-même.

Le solde du commerce agro-alimentaire français est positif depuis 1970, à l'exception de l'année 1977. Les exportations sont passées, en valeur, de quelque 10 milliards de francs en 1965 à plus de 120 milliards en 1983. Les importations ont connu une croissance comparable et ce n'est qu'à partir de 1978 qu'elles ont progressé moins vite. Durant toutes ces années, les coopératives ont travaillé avec le Centre français du commerce extérieur et les autres banques.

La moitié du portefeuille dans l'« agri-business »

En fait, la véritable pulsion internationale est venue avec l'extension du champ de compétence, puisque ce n'est que depuis 1979 que le Crédit agricole peut travailler avec les industries agro-alimentaires non coopératives.

Ce retard peut avoir deux causes, l'une interne, l'autre externe. Etre le principal, sinon l'unique banquier des agriculteurs français et jouer un rôle financier international ne va pas sans contradictions. Si certaines caisses régionales sont très désireuses de voir se contituer un réseau à l'étranger, il en est d'autres où l'esprit *« paysan français d'abord »* domine. Pour marquer sa priorité agricole, la CNCA s'est fixée une règle : 50 % du portefeuille londonien devra être consacré à l'« agri-business ». Mais quel « agri-business » ? Si le banquier français peut être plus efficace à Londres pour les filiales des industriels français et les exportations en général, il se doit de ne refuser aucun client, ni les dynamiques groupes alimentaires britanniques ni les importations. Difficile d'expliquer cette nécessité du commerce à double sens quand le syndicalisme agricole et les producteurs en général ont l'œil rivé sur la concurrence, jamais parfaite, toujours estimée déloyale. Voilà pour la cause interne du retard.

« Il a fallu persuader les pouvoirs publics du bien-fondé de nos intentions », a déclaré M. Bonnot. La réticence de l'administration des finances, cotutrice avec celle de l'agriculture de la banque verte, à voir le Crédit agricole se développer aussi sur l'international quand sa réussite au plan national irritait déjà les autres familles de la communauté bancaire, explique — c'est la cause externe — cette arrivée tardive sur la scène du monde. Comme pour rassurer, M. Bonnot affirme qu'il n'est pas question de créer un énième grand réseau à l'étranger comparable à ceux de la BNP ou du Crédit lyonnais. *« Ce serait trop coûteux avec un retour des investissements trop lent. »* Mais il faut au Crédit agricole des points d'ancrage, des passages obligés, en liaison avec le commerce agro-alimentaire. Les destinations prioritaires, au regard de ce critère, sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale et l'Asie du Sud-Est. Dans les années à venir, en fonction de l'évolution des résultats obtenus dans les succursales existantes — ce qu'à la CNCA on appelle un *« plan glissant »*, — de douze à quinze filiales constitueront ce réseau.

Dans chaque pays, le Crédit agricole s'efforce d'engager des nationaux, d'en choisir des « bons », des battants, comme ceux rencontrés à Londres, et c'est un atout pour la réussite en terre étrangère. Toutefois, il y a un danger dont l'institution doit être consciente. Banque mutualiste, différente des autres, avec un organigramme plutôt compliqué, puisqu'un établissement public chapeaute des caisses régionales de droit privé, le Crédit agricole possède ce qu'on appelle une culture d'entreprise : l'antériorité agricole, la décentralisation, le jeu subtil des rapports de pouvoirs entre Paris et les départements, l'extension graduelle du champ de compétence.

Il y aurait danger si les « jeunes loups » de Chicago, Londres ou Milan étaient étrangers à cette culture-là, justifiant dans leurs choix — mais auront-ils vraiment le choix — les craintes des paysans inquiets de voir leur banque prêter main-forte à la concurrence.

JACQUES GRALL.

(1) Le montant des prêts à court, moyen et long terme contenus dans le portefeuille international s'élevait en juin 1984 à 32 milliards de francs, soit environ 7,5 % du montant total des encours (428,5 milliards de francs au 31 décembre 1983). L'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord représentent 67,7 % de ces engagements internationaux.

ÉNERGIE

Selon le « Financial Times »

L'ARABIE SAOUDITE AURAIT MODIFIÉ LA STRUCTURE DES PRIX DE SON PÉTROLE

Appliquant les résolutions adoptées lors de la conférence extraordinaire de l'OPEP, le 31 octobre, pour soutenir le prix de référence de 29 dollars par baril menacé par les baisses successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne, du Nigéria et des États-Unis, l'Arabie Saoudite aurait, selon la plupart des observateurs, réduit sa production en dessous de 4 millions de barils par jour (200 millions de tonnes par an). Ce niveau, très faible pour la saison, est inférieur au nouveau quota implicite (4,35 millions de barils/jour), attribué au royaume wahabite lors de la récente conférence.

Selon le *Financial Times*, l'Arabie Saoudite aurait en outre décidé d'appliquer une double structure de tarifs selon ses clients.

Le royaume wahabite avait modifié en septembre la composition du mélange de bruts de qualités différentes dit « saudi mix », qui constitue l'essentiel de ses ventes. Cette modification équivalait, compte tenu de la valorisation inégale des qualités sur le marché, à une diminution globale de ses tarifs. Selon le nouveau schéma, seules les quatre compagnies américaines (Texaco, Exxon, Mobil et Socal), membres de l'ARAMCO, consortium exploitant le pétrole saoudien, continueraient à bénéficier jusqu'à la fin novembre du nouveau « mix », et donc de tarifs privilégiés. Les autres clients du royaume se verraient offrir en revanche un mélange différent et moins avantageux équivalent à des tarifs moyens plus élevés.

Le dollar au-dessous de 9 F

Sur des marchés des changes à nouveau très nerveux, le dollar s'est replié au-dessous de 9 F à Paris, s'établissant à 8,98 F environ, tandis qu'à Francfort il glissait de 2,95 DM à 2,9275 DM.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La grève des mineurs s'essouffle, mais les nouvelles lois syndicales sont battues en brèche

Londres. — Tandis que de nouveaux incidents violents se sont produits lundi 12 novembre entre mineurs et policiers, le gouvernement et la direction des charbonnages affirment que la grève dans les houillères *« est en train de s'effriter »*, et ils espèrent que le mouvement de reprise du travail, constaté en divers endroits depuis une semaine, va rapidement s'accentuer. Mais cette attente a déjà été déçue à plusieurs reprises depuis huit mois.

La « dissidence » de certains bassins miniers — comme celui du Nottinghamshire — où la production n'a jamais cessé, s'est déclarée dès le début de la grève, mais ne s'est pas étendue par la suite. Il est sans doute encore trop tôt pour le dire, car les chiffres qui viennent d'être enregistrés n'ont qu'une importance relative. Deux mille deux cents mineurs ont repris la semaine dernièr le chemin de la mine (contre 365 la semaine précédente) et 1 900 au cours de la seule journée du 12 novembre, ce qui explique la colère des piquets de grève. La direction des charbonnages (NCB), qui a révélé ces chiffres — *« exagérés »* selon les grévistes, — a beau jeu de souligner que cette augmentation est *« de loin »* la plus forte depuis le mois de mars. Mais il n'en reste pas moins vrai que cent trente mille mineurs continuent de respecter le mot d'ordre de leur syndicat, soit près des trois quarts.

Il semble toutefois que M. Arthur Scargill, le président de l'Union nationale des mineurs (NUM), a du mal à maintenir le moral de ses troupes, alors que les négociations sont au point mort. Les dirigeants du NCB déclarent avoir été jusqu'au bout des concessions possibles et persistent fermement à rejeter l'exigence essentielle de la NUM : le retrait de tout projet de fermeture des puits jugés trop peu rentables. Le gouvernement et le NCB se montrent plus que jamais résolus à *« tenir bon »* et paraissent avoir les moyens d'éviter pendant plusieurs mois encore les conséquences les plus graves que pourrait avoir sur l'économie du pays la prolongation de la grève. Un approvisionnement minimum des centrales électriques est toujours assuré.

De notre correspondant

Ici et là se manifestent des signes de lassitude parmi les grévistes, et c'est pourquoi M. Scargill a entrepris l'organisation d'une série de rassemblements dans les principaux bassins. Il s'agit d'une campagne d'explication d'autant plus nécessaire que l'*« appui total »* promis par le Parti travailliste et les autres syndicats ne se traduit toujours pas dans les faits. Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, vient de décliner l'invitation que lui a lancée M. Scargill pour participer aux réunions de la NUM. Le désaccord entre les deux hommes n'a jamais été aussi évident. A la confédération nationale des syndicats, le TUC, on dissimule de moins en moins le souci de rechercher un compromis. Récemment l'un des dirigeants du TUC a même critiqué ouvertement l'attitude — à ses yeux extrémiste — de M. Scargill.

Grève chez Austin-Rover

Mais le NCB connaît lui aussi les dissensions. M. Ian Mac Gregor, dont la forte personnalité a souvent été à l'origine de polémiques, est de plus en plus souvent accusé par son entourage de se comporter de façon trop autoritaire, ce qui hypothèque les chances de trouver une issue au conflit. Le nouveau porte-parole, récemment nommé, a été quasiment désavoué par M. Mac Gregor, et, quelques jours plus tard, le directeur des relations publiques du NCB a préféré prendre une retraite anticipée...

Une autre grève préoccupe le gouvernement, celle qui paralyse depuis une dizaine de jours les usines automobiles Austin-Rover. Les syndicats ont rejeté, comme insuffisantes, les propositions d'augmentation faites par la direction et, à l'instar de la NUM, ils ont déclaré la grève sans consulter l'ensemble de leurs adhérents, comme l'exige la nouvelle législation.

C'est donc un nouveau défi de la part des organisations ouvrières aux lois qu'elles jugent *« scélérates »*. Austin-Rover et les Charbonnages sont des entreprises nationalisées, mais leurs directions ont adotpé des attitudes différentes. Tandis que le NCB estime curieusement qu'il est inutile d'aggraver la tension et s'est toujours refusé à engager des poursuites contre la NUM pour non-respect de la loi, les dirigeants d'Austin-Rover s'y sont résolus et ont obtenu un jugement de la Haute Cour sommant les syndicats d'annuler leur mot d'ordre, à moins d'organiser un vote. Un seul syndicat sur huit a obéi, ce qui constitue un échec pour le gouvernement de Mme Thatcher qui a fait adopter ces nouvelles lois très controversées. Leur inefficacité semble se confirmer.

Dans le cas des Charbonnages, ce sont les mineurs qui ont eux-mêmes pris l'initiative d'entamer dés procédures contre leur syndicat. Le mois dernier, M. Scargill et la direction de la NUM ont été condamnés à payer de lourdes amendes. Celles-ci n'ayant pas été réglées, la saisie des fonds dont dispose la NUM a été ordonnée. Mais, jusqu'à présent, seule une somme infime (quelque 8 000 livres) a pu être récupérée.

Il s'avère que la NUM, prévoyant de telles mesures, est parvenue depuis longtemps à transférer la majeure partie de ses fonds, soit près de 8 millions de livres (environ 100 millions de francs) dans des banques étrangères, en Irlande et vraisemblablement aux Etats-Unis, où la justice britannique aura du mal à obtenir un rapatriement.

FRANCIS CORNU.

● **L'Argentine paie les intérêts de sa dette.** — L'Argentine a décidé de procéder le 13 novembre à un versement complémentaire de 75 millions de dollars aux titre des intérêts qu'elle doit sur sa dette publique aux banques étrangères, a annoncé samedi 10 novembre le comité bancaire international sur la dette argentine.

En annonçant cet engagement du gouvernement de Buenos-Aires, le comité rappelle dans un communiqué que l'Argentine a déjà effectué au même titre un versement de 100 millions de dollars le 28 septembre et un autre de 58 millions de dollars le 24 octobre.

Le versement de 75 millions de dollars que l'Argentine s'apprête à faire, ajoute le comité, *« mettra pratiquement à jour les intérêts de la dette publique extérieure de ce pays jusqu'au 15 mai »*.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,0170	9,0190	+ 105	+ 128	+ 170	+ 195	+ 210	+ 310
$ can.	6,8523	6,8554	− 24	− 3	− 53	− 18	− 276	− 185
Yen (100)	3,7477	3,7501	+ 142	+ 155	+ 257	+ 276	+ 701	+ 752
DM	3,0691	3,0708	+ 135	+ 146	+ 241	+ 255	+ 653	+ 699
Florin	2,7209	2,7223	+ 115	+ 123	+ 213	+ 225	+ 553	+ 593
F.B. (100)	15,1661	15,1733	+ 11	+ 61	+ 5	+ 98	− 182	+ 62
F.S.	3,7322	3,7346	+ 207	+ 222	+ 346	+ 367	+ 955	+ 1015
L (1 000)	4,9260	4,9298	− 200	− 179	− 392	− 359	− 1192	− 1102
£	11,4624	11,4740	+ 52	+ 98	+ 126	+ 194	+ 294	+ 467

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16	9 7/16	9 9/16	9 3/4	9 7/8
DM	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
Florin	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
F.B. (100)	10 3/4	11 1/4	10 9/16	10 15/16	10 9/16	10 15/16	10 9/16	10 7/8
F.S.	1 1/4	1 1/2	4 1/8	4 1/4	4 3/4	4 7/8	4 13/16	4 15/16
L (1 000)	15	15 1/2	15	15 1/2	15	15 1/2	15 1/4	15 5/8
£	10 3/8	10 5/8	10 1/4	10 3/8	10 1/16	10 3/16	9 7/8	10
F. franç.	10 7/8	11 1/8	10 5/8	10 7/8	10 3/4	11	11 3/16	11 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SCREG

COLAS

Le conseil d'administration de Colas s'est réuni le vendredi 9 novembre 1984 à 10 h 30, au siège social de la société, 39, rue du Colisée, 75008 Paris.

Au cours de ce conseil, M. Robert Charial a présenté sa démission, pour raison de santé, de ses fonctions de président-directeur général, à compter du 1er janvier 1985.

Le conseil a désigné M. Jean-Pierre Bussière comme président-directeur général à compter de cette même date.

BANQUE WORMS

La Banque Worms en Chine populaire

Invitée par la Banque de Chine, une délégation de la Banque Worms, conduite par son président, M. Jean-Michel Bloch-Lainé, s'est rendue en Chine populaire du 5 au 12 octobre. Les entretiens directs et amicaux avec les responsables au plus haut niveau de la Banque de Chine, du ministère des relations économiques extérieures et des différents ministères et corporations concernés, tant à Pékin qu'à Canton, ont démontré le vaste champ de collaboration possible entre la troisième banque d'affaires française, membre du Groupe UAP, et les autorités chinoises.

Des possibilités d'investissement, de financement et d'assistance à l'exportation chinoise ont été évoquées. D'ores et déjà, des projets cimentiers et touristiques sont à l'ordre du jour. Soucieuse de l'importance des échanges avec la Chine, la Banque Worms s'est, depuis de nombreuses années, attachée à assurer une présence, et vient récemment de créer une structure chargée plus particulièrement des relations avec la Chine, avec, pour ce faire, une antenne particulière à Hongkong au sein de son agence.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS VIE « A.G.P. VIE »

Les actionnaires vont être prochainement convoqués en assemblée générale extraordinaire pour statuer, dans le courant du mois de décembre prochain, sur les projets de convention de transfert et d'apport, annoncés par le communiqué diffusé le 19 octobre dernier.

Ces projets — qui viennent d'être approuvés le 29 octobre par les conseils d'administration d'A.G.P. VIE d'une part, de CAPREVIE et T.E.V. d'autre part — prévoient le transfert à CAPREVIE de la totalité du portefeuille de contrats d'assurances individuelles et collectives souscrits auprès de l'A.G.P. VIE par l'intermédiaire des agents généraux et des courtiers.

Les provisions techniques de ces contrats, compte tenu de divers autres passifs y afférents, s'élèvent à F 2 420 446 530,82. En sus d'un ensemble d'éléments d'actifs assurant la couverture de ces engagements, et satisfaisant les règles de placement édictées par la réglementation des assurances, CAPREVIE bénéficiera d'un apport supplémentaire d'actifs représentant F 253 000 568,26, lequel sera rémunéré par la remise à A.G.P. VIE de 2 300 000 actions nouvelles, nominal 100 F, créées par CAPREVIE jouissance 1er janvier 1984.

T.E.V., de son côté, recevra la totalité du portefeuille de contrats souscrits directement par les réseaux salariés. Le montant des provisions techniques et autres passifs transférés s'élève à F 765 642 198,36. L'excédent d'actif apporté en sus de ce montant représente F 27 501 951,69. Il sera rémunéré par la remise à A.G.P. VIE de 250 000 actions nouvelles, nominal F 100, émises par T.E.V. jouissance 1er janvier 1984.

Ces opérations seront réalisées à effet rétroactif du 1er janvier 1984. Elles deviendront définitives avec la signature des arrêtés ministériels prévus par l'article L 324 — 1 du Code des Assurances.

Comme conséquence de ces transferts, les actionnaires d'A.G.P. VIE seront invités, lors de l'assemblée extraordinaire de décembre 1984, à apporter diverses modifications aux statuts de la société, laquelle poursuivra provisoirement son existence sous la dénomination Holding du Groupe de Paris, avant d'être absorbée dans le courant du second semestre 1985 par la COMPAGNIE DU MIDI qui détient près de 92 % de son capital.

C'est pour préparer cette absorption que l'exercice en cours d'A.G.P. VIE sera prorogé jusqu'au 31 août 1985 afin que sa clôture coïncide avec celle de la COMPAGNIE DU MIDI qui arrête chaque année ses comptes à cette date.

Les actionnaires d'A.G.P. VIE seront avisés ultérieurement des parités qui seront proposées pour la fusion de la société avec la COMPAGNIE DU MIDI.

Visite de M. René Thomas, Président de la B.N.P. en Afrique

M. René Thomas, Président de la Banque Nationale de Paris, qu'accompagnaient M. Jean-Louis Hautcœur et M. Emmanuel Mouterde, vient d'effectuer un voyage en Afrique. Sur ce continent, la présence de la B.N.P. est assurée dans dix-huit pays par un réseau particulièrement dense de filiales et de banques associées, qui occupent un rôle de premier plan dans le système bancaire de chacun de ces pays.

C'est le cas en particulier au Cameroun, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, pays que M. Thomas a visités successivement. La B.N.P. participe au capital des B.I.C.I. (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie) aux côtés d'importants intérêts nationaux et de la Société Financière pour les pays d'Outre-Mer.

Au Cameroun, comme en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, M. Thomas s'est entretenu avec les plus hautes autorités de l'Etat, ainsi qu'avec les responsables des Banques centrales. Il a également rencontré de nombreux dirigeants d'entreprises.

Avec ses différents interlocuteurs, il s'est particulièrement attaché à l'examen des mesures prises ou à prendre pour que le système bancaire demeure un élément solide de leur dispositif économique et financier, malgré les difficultés conjoncturelles que ces pays peuvent connaître et grâce à une coopération plus étroite que jamais entre la B.N.P. et ses banques associées.

Sociétés d'Investissement à Capital Variable BNP
au 28 septembre 1984

SICAV (orientation)	ACTIF NET (en francs)	VALEUR LIQUIDATIVE (en francs)	DIVIDENDE GLOBAL (dernier, payé le)
EPARGNE-VALEUR (*) (**) Portefeuille diversifié	2.995.843.168	337,92	F 18,36 30 mars 1984
EPARGNE-OBLIGATIONS (*) Placement à long terme orienté vers une rentabilité élevée	5.045.084.524	171,96	F 16,23 30 mars 1984
EPARGNE-CROISSANCE Valeurs de croissance françaises et étrang.	986.495.107	1.334,16	F 54,92 14 octobre 1983
EPARGNE-INTER Valeurs étrangères dominantes	1.211.096.558	634,25	F 26,79 30 mars 1984
NATIO-VALEURS (*) Valeurs françaises (lois des 13 juillet 1978 et 29 décembre 1982)	7.477.537.062	492,53	F 38,05 30 mars 1984
NATIO-INTER Placement en obligations à dominante internationale	951.868.588	893,46	F 32,67 2 avril 1984
NATIO-EPARGNE (*) Placement à court terme conciliant rentabilité et sécurité	3.297.824.676	12.452,89	F 1.164,01 11 avril 1984
NATIO-PLACEMENTS (*) Placement à court terme privilégiant liquidité et sécurité	8.771.004.661	61.233,36	F 4.646,76 11 janvier 1984
NATIO-ASSOCIATIONS (*) Placement à court terme destiné plus spécialement aux organismes à but non lucratif	2.743.230.907	25.221,17	–
EPARGNE-CAPITAL (*) Placement à moyen terme privilégiant la valorisation du capital	1.525.494.237	5.821,67	–
NATIO-OBLIGATIONS (*) Placement en obligations françaises et étrangères	485.004.698	432,28	–

* actions susceptibles d'être souscrites par les Fonds Communs de Placement constitués en application de la loi sur la participation des salariés.
** créée et gérée par la BNP, le Crédit du Nord et Lazard Frères.

UNE DOCUMENTATION PLUS COMPLÈTE SUR CHAQUE SICAV EST DISPONIBLE DANS TOUS LES SIÈGES DE LA BNP.

COFIMEG

Les actionnaires sont informés que la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1984 d'adopter la forme exclusivement nominative pour l'ensemble des titres de la société a pris effet, selon les modalités d'application retenues par le conseil d'administration, à compter du 5 novembre 1984.

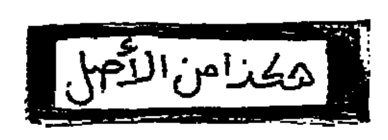
En raison des contraintes matérielles inhérentes à cette opération, et dans le but d'éviter des difficultés à l'occasion des transactions sur le marché boursier, il a été décidé, en accord avec la chambre syndicale des agents de change, de fixer au 22 mars 1985 la date à partir de laquelle les négociations portant sur les titres de la société s'opéreront exclusivement sous la forme nominative.

Epargne Industrie

SICAV DU CRÉDIT MUTUEL
RCS PARIS B 313 711 160
88/90, rue Cardinet 75017 PARIS

Situation au 28 septembre 1984

Nombre d'actions en circulation	2 985 381,00
Actif net en millions de francs	1 231,34
Valeur liquidative de l'action en francs	412,46
Dernier dividende global en francs	33,01
Date de paiement	30 mars 1984



DES SOCIÉTÉ

15 DU GROUPE DE PARIS

A G P VIE

...de M. René Thomas, ...ent de la B.N.P. en Afrique

...nt à Capital Variable

...tions de

هكذا من الأجل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 novembre

Baisse de la devise-titre

Mardi, la forte baisse de la devise-titre a été le seul fait saillant d'une séance, par ailleurs, terne. En clôture, l'indicateur instantané était de – 0,07 %.

La devise-titre, qui, déjà à plusieurs reprises avait été « chahutée » ces dernières semaines, a abandonné 1,5 % à 9,97 F-10 F. A l'origine de cette nouvelle « tempête » des rumeurs selon lesquelles les entreprises françaises vont avoir la possibilité d'émettre des emprunts obligataires en écus à l'étranger, sans passer par le canal de la devise-titre. Les sociétés « économiseraient », de ce fait, entre 10 % et 15 % du montant de leur emprunt, pourcentages qui correspondent, en ce moment, à la « prime » de la devise-titre par rapport au cours de la devise commerciale.

A la corbeille, certains boursiers redoutaient que cette mesure ne prélude à une suppression prochaine de la devise-titre.

Le marché des valeurs était encore bien terne, aucun élément n'étant susceptible de stimuler la clientèle. Hausses et baisses s'équilibraient à peu près. Mumm a progressé de 5,3 %, Papeteries de Gascogne et Docks de France de 3 %. Hausse supérieure à 2 % de Primagaz, Damart, Marine-Wendel et Alsthom. Par contre, Olida a cédé 3 %, Crouzet 4 % et Institut Mérieux 3,5 %. En perdant 2,6 %, SGE-SB à 51,60 F, a coté son cours le plus bas de l'année. Dumez a abandonné 2 % et L'Oréal 1,4 %.

Le marché obligatoire, qui avait été vivement secoué la semaine dernière, était calme.

Sur le marché des valeurs étrangères, hausse des mines d'or. Par contre, les valeurs américaines ont encore cédé du terrain.

La baisse du dollar a provoqué une remontée des cours de l'or. A Paris, l'once valait 352,12 dollars contre 346,47 la veille. Le lingot a gagné 750 F à 101 800 F, tandis que le napoléon cédait 1 F à 602 F.

NEW-YORK

Faible et inactif

Le marché de New-York s'est montré faible et inactif, lundi 12 novembre, avec un volume de transactions tombées à 55,6 millions de titres, contre 83,6 millions à la veille du week-end. Il faut dire que de nombreuses banques et institutions étaient fermées pour le Veteran's Day.

Après une chute initiale de sept points, l'indice Dow Jones s'est rétabli au voisinage de son niveau antérieur, 1 219,19 (+ 0,22). Si les ventes bénéficiaires, qui ont suivi la réélection du président Reagan, semblent avoir pris fin, les opérateurs demeurent partagés entre la crainte d'une récession, au vu des indices, tous en baisse, et l'espoir d'une nouvelle diminution du taux d'intérêt.

A cet égard, la rumeur d'une diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale recommence à circuler.

D'autre part, les milieux financiers se demandent de quelle façon le président Reagan réussira à réduire le déficit budgétaire, comme il s'y est engagé. Parmi les principaux mouvements, on note, en hausse, Eastman Kodak, General Motors et Honeywell Bull.

VALEURS	Cours du 9 nov.	Cours du 12 nov.
Alcoa	37	36 7/8
A.T.T.	18 3/4	18 7/8
Boeing	57 1/2	57
Chase Manhattan Bank	43 3/8	43 5/8
Du Pont de Nemours	47 5/8	47 7/8
Eastman Kodak	73 3/8	74 3/8
Exxon	43 3/4	43 3/4
Ford	47 5/8	47 1/2
General Electric	57 7/8	57 7/8
General Foods	58 5/8	58
General Motors	77 3/8	78 1/4
Goodyear	26 1/8	26
I.B.M.	123 1/2	123 7/8
I.T.T.	28 1/2	28 1/4
Mobil Oil	29 1/4	29
Pfizer	38 7/8	38 7/8
Schlumberger	41 1/8	41 1/4
Texaco	34 3/4	34 3/4
U.A.L. Inc.	41 1/2	41 5/8
Union Carbide	50 7/8	50 3/8
U.S. Steel	25 3/8	25
Westinghouse	26 1/8	26 1/8
Xerox Corp.	37 1/8	37 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BSN. – Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le groupe annonce un chiffre d'affaires consolidé de 20,7 milliards de francs, contre 18,8 milliards pour la période correspondante du précédent exercice, ce qui correspond, à structures et taux de change comparables, à une progression de 11,22 % d'une année à l'autre. Calculée par secteurs d'activités, la progression ressort ainsi : boissons (+ 2,81 %), produits frais (+ 22,11 %), produits secs (+ 9,16 %) et emballage (+ 7,40 %). La société précise toutefois, à propos des produits frais, que cette branche comprend certaines sociétés situées dans les pays d'Amérique latine à forte inflation. En excluant ces sociétés, la variation du chiffre d'affaires ressortirait, à taux de change comparable, à 11,47 % pour la branche produits frais et à 7,56 % pour l'ensemble du groupe.

En ce qui concerne la société BSN (activité de holding et de verre d'emballage), son chiffre d'affaires, durant les neuf premiers mois, a atteint 2,61 milliards de francs, contre 2,44 milliards l'année précédente à la même époque, soit une progression de 6,75 %.

SAT. – IPC Communications Inc., filiale américaine de la Société anonyme de télécommunications (SAT), vient d'être introduite à la Bourse de New-York par émission de 500 000 actions nouvelles et la vente de 100 000 actions anciennes appartenant à des actionnaires autres que la SAT. Le produit net de l'émission des actions nouvelles a représenté 4 millions de dollars pour IPC. La SAT reste le principal actionnaire de sa filiale avec 37 % du capital, dont la valeur peut être estimée au cours de Bourse actuel à environ 13 millions de dollars, soit environ 137 millions de francs français au cours du dollar titre, pour une valeur d'inventaire de 49 millions de francs français. La progression de l'activité d'IPC se poursuit *« à un rythme élevé »*, affirme la SAT. Le chiffre d'affaires de cette société pour l'exercice terminé le 31 août dernier, s'élève à 71 millions de dollars et devrait atteindre 82 millions cette année ; le bénéfice, qui était de 5 millions de dollars, devrait se monter à 7 millions.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	9 nov.	12 nov.
Valeurs françaises	119,3	119,5
Valeurs étrangères	93,7	93

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	9 nov.	12 nov.
Indice général	180,6	180,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 13 novembre .... 11 5/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12 nov.	13 nov.
1 dollar (en yens)	241,25	240,80

BOURSE DE PARIS Comptant 13 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	26 10	0 362
5 %	44 20	3 921
3 % amort. 45-54	71	0 863
Emp. 7 % 1973	9105	..
Emp. 8,80 % 77	121	4 219
9,80 % 78/93	96 50	3 356
8,80 % 78/86	96 10	8 127
10,80 % 79/94	98 40	2 101
13,25 % 80/90	103 70	5 953
13,80 % 80/87	107 10	1 036
13,80 % 81/99	107 10	11 462
16,75 % 81/87	112 95	2 983
16,20 % 82/90	116 45	13 544
16 % juin 82	116 65	5 926
E.D.F. 7,8 % 61	143 20	12 451
E.D.F. 14,5 % 80-92	105 50	8 042
Ch. France 3 %	137 50	..
CNB Bques janv. 82	103	4 813
CNB Paribas	103 40	4 813
CNB Suez	103 40	4 813
CNI janv. 82	102 85	4 813

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	47 50	47 90
A.G.F. (St Cent.)	578	601
A.G.P. Vie	5250	....
Agr. Inc. Madag.	88	....
Amrep	60	70 10 d
André Roudière	205	210
Applic. Hydraul.	331	332
Arbel	42 20	45 20
Arnois	734	725
At. Ch. Loire	6 35	6 10
Aussedat-Rey	76	75
Avenir Publicité	....	....
Bain C. Monaco	92 10	92 10
Banania	439	440
B.G.I. (ex Sogepal)	250	....
Banque Hypoth. Eur.	286	285
Blanzy-Ouest	302	290
B.N.P. Intercontin.	131	130 50
Bénédictine	2280	2380 d
Bon-Marché	204	204 90
Call	468	468
Cambodge	308	308
C.A.M.E.	105	105
Campenon Bern.	158	....
Caout. Padang	400	400
Carbone-Lorraine	91	94 60
Carnaud S.A.	283	256
Caves Roquefort	925	927
C.E.G.Frig.	305	300
C.E.M.	38	38 50
Centen. Blanzy	840	848
Centrest (Ny)	102 80	102 80
Cerabati	40	40 50
C.F.F. Ferrailles	283	273
C.F.S.	898	700
C.G.V.	130	121 o
Chambon (M.)	425	....
Chambourcy (M.)	990	960
Champex (Ny)	110	110
Chim. Gde Paroisse	82 90	83 50
C.I. Maritime	415 60	415 50
Citram (B)	175	175
Clause	630	630
Cofradel (Ly)	420	....
Cogifi	275	278 50
Comiphos	187	187
Comp. Lyon-Alem.	242	250
Concorde (La)	354	362
C.M.P.	11 35	12 15 d
Conte S.A. (Li)	47	45 80
Crédit (C.F.B.)	218	215
Créd. Gén. Ind.	552	552
Cr. Universel (Cie)	520	....
Créditel	135	133
Dablay S.A.	407 80	408
Darty Act. d. p.	960	960
De Dietrich	419	419
Degremont	130	131
Delalande S.A.	760	760
Delmas-Vieljeux	725	721
Dév. Rég. P.d.C (Li)	136 20	138
Didot-Bottin	600	600
Dist. Indochine	452	470
Drag. Trav. Pub.	160	160
Duc-Lamothe	146	....
Eaux Bass. Vichy	1570	1580
Eaux Vittel	1160	1160
Ecco	2991	2913
Economats Centre	527	530
Electro-Banque	276	272
Electro-Financ.	550	540
Elf-Antargaz	190 10	192
E.L.M. Leblanc	876	890
Enafi-Bretagne	131	132
Entrepôts Paris	280	280
Epargne (B)	1805	1027
Epargne de France	310	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	507	527 d
Eurocom	661	665
Europ. Accumul.	28	27 10
Eternit	388 40	....
Félix Potin	1400	1400
Ferm. Vichy (Ly)	106	109 d
Finalens	112	114
FIPP	99	100
Fnac	325 50	326 50
Focep (Chât. eau)	1050	....
Foncière (Cie)	257 50	257 50
Fonc. Agache-W.	297	297
Fonc. Lyonnaise	1800	....
Foncina	218	216
Forges Strasbourg	167	158
Forinter	1260	1245
Fougerolle	59 20	56 80
France I.A.R.D.	138	143 50
France (La)	890	869
Frankel	153 50	154 30
Fromageries Bel	990	991
From. Paul Renard	378	380
GAN	1113	1192 d
Gaumont	470	470
Gaz et Eaux	1443	1465
Gerry S.A.	350	345
Gér. Arm. Hold.	35 70	36
Gerland (Ly)	400	....
Gévelot	244	244
Gr. Fin. Constr.	228	230
Gds Moul. Corbeil	83 40	80
Gds Moul. Paris	383	380
Groupe Victoire	1011	....
G. Transp. Ind.	175	175
Hutchinson	218 80	227 80
Hydro-Energie	261 30	271 70 d
Hydroc. St-Denis	39	41
Immindo S.A.	242 50	242 50
Immoinvest	182	183
Immobail	357	356
Immobanque	575	584
Immob. Marseille	2350	2350
Immofice	444	435
Industrielle Cie	1036	1069
Invest. (Sté Cent.)	780	798
Jaeger act. nouvelle	120	124
Jaeger	15	15 50
Lafitte-Bail	384	380
Lambert Frères	52 90	56 10
Lampes	120	118
La Brosse-Dupont	128	128
Lille-Bonnières	300	300
Locabail Immob.	560	550
Loca-Expansion	243	237
Locafinancière	320	320
Locatel	343	344
Lordex (Ny)	115	115
Louis Vuitton	616	630
Louvre	530	516
Luchaire S.A.	338	333
Machines Bull	32 95	32 25
Magasins Uniprix	80	80
Magnant S.A.	75	....
Maritimes Part.	145 10	146 20
Marocaine Cie	38 60	40 15
Métal Déployé	301	310
M. H.	89	86
Mors	230	214 20
Nadella S.A.	171	164 20
Naval Worms	150	150
Navig. (Nat. de)	65	65
Nicolas	364	354
Nobel Bozel	7	6 90
Nodet-Gougis	72	72
OPB Paribas	166	168
Optorg	120	116
Origny-Desvroise	180	180
Palais Nouveauté	292	295
Paris France	114	119 50
Paris-Orléans	165	163 90
Part. Fin. Gest. Im.	324 80	324 80
Pathé-Cinéma	208	....
Pathé-Marconi	133 10	142 50
Piles Wonder	137 90	....
Piper-Heidsieck	346 30	347
P.L.M.	120	120
Porcher	160	160 50
Prouvost ex-Lain.R.	89 50	90
Providence S.A.	580	585
Publicis	1515	1480
Raff. Souf. R.	134 60	140 d
Ressorts Indust.	71	68 40
Révillon	343 50	360
Ricqlès-Zan	132	....
Rochefortaise S.A.	101	100
Rochette-Cenpa	31 20	32 50
Rosario (Fin.)	132	134
Rougier et Fils	50 40	49 50
Roussalot S.A.	940	840
Sacer	41 80	43 50 d
Sacilor	3 75	3 80
SAFAA	181 50	174 20 o
Safic-Alcan	260	259
SAFT	233	233
Saunier-Duval	15	16 05 d
Saint-Raphaël	92	92
Salins du Midi	270	270
Santa-Fé	155	153
Sazam	42	41 50
Savoisienne (M)	79 50	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
SCAC	113	115
Sénelle Maubeuge	210	210
S.E.P. (M)	175	175
Serv. Equip. Véh.	32	32
Sici	38	38
Sicoral	305	305
Sintra-Alcatel	550	560
Sinvim	142	142
Siph (Plant. Hévéas)	224	230
SMAC Acieroïd	125	130
Sofal financière	473	472
Soffo	219	210
Soficomi	570	560
S.O.F.I.P. (M)	....	....
Sofragi	834	829
Soudure Autog.	83 50	83 10
Souvabail	628	615
Speichim	134 40	129 o
S.P.I.	300	306 70
Spie Batignolles	156	155 10
Stami	305	305
Taittinger	935	930
Testut-Aequitas	410	408
Thann et Mulh.	93	92 50
Tour Eiffel	331	344 20 d
Ufiner S.M.D.	93 50	93
Ugimo	248	250
Ugine Gueugnon	19 35	20 10
Unibail	660	670
Unidel	95	94
U.A.P.	1080	1125 d
Union Brasseries	72 40	....
Union Habit.	321	320 10
Un. Imm. France	317	319
Un. Ind. Crédit	390	388
Usinor	3 15	3 20
U.T.A.	254 80	259 50
Vicat	249	247
Virax	84 50	86
Waterman S.A.	257	257
Brass. du Maroc	183	150 10
Brass. Ouest-Afr.	25 20	25 15

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	368	....
Akzo	300	....
Alcan Alum	286	280
Algemene Bank	1024	1049
Am. Petrofina	630	640
Arbed	250	250
Asturienne Mines	135 10	....
Banco Central	106	107
Banco Santander	81 10	81 10
Bco Pop Espanol	113	113
Banque Ottomane	920	880
B. Régl. Internat.	27800	30050
Barlow Rand	61	....
Blyvoor	113	113 60
Bowater	71 50	....
Br. Lambert	375 50	....
Caland Holdings	91	90 15
Canadian-Pacific	380	375 40
Cominco	111	110
Commerzbank	580	....
Dart. and Kraft	838	830
De Beers (port.)	47 50	....
Dow Chemical	291	290
Dresdner Bank	649	640
Femmes d'Auj.	54 80	....
Finextremer	250	....
Gén. Belgique	311	310 10
Gevaert	588	590
Glaxo	133 50	....
Goodyear	280	269
Grace and Co	421	....
Gulf Oil Canada	133 50	131
Hartebeest	65 80	66
Honeywell Inc.	625	620
Hoogovens	196	....
I. C. Industries	513	513
Int. Min. Chem.	390	376
Johannesburg	1012	....
Kubota	13	13 30
Latonia	248	247
Mannesmann	545	545
Marks-Spencer	16 10	16 55
Midland Bank Plc	44 10	45 60
Minerals-Ressourc.	75 60	....
Nat. Nederlanden	745	....
Noranda	152 50	152
Olivetti	28	27 10
Pakhoed Holding	181	182
Pfizer Inc.	382	393 50
Phoenix Assuranc.	80 05	....
Pirelli	11 90	11 90
Procter Gamble	571	563
Ricoh Cy Ltd	40 60	37 20
Rolinco	190	187 80
Robeco	202 20	200 10
Rodamco	417 50	415
Shell fr. (port.)	83	....
S.K.F. Aktiebolag	190 10	....
Sperry Rand	390	392
Steel Cy of Can.	163 70	160 70
Stilfontein	119	118
Sud. Allumettes	286	....
Tenneco	382	....
Thorn EMI	64	64
Thyssen c. 1 000	....	....
Toray indust. inc	17	16 75
Vieille Montagne	886	....
Wagons-Lits	439	439
West Rand	59 60	57 10

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1755	1780
Calberson	338	340
C.D.M.E.	558	557
C. Equip. Elect.	258	255
Delta	345	340 50
Dauphin O.T.A.	1775	1779
Guy Degrenne	795	763
Merlin Immobilier	1550	1550
Métallurg. Minière	183 50	180
M.M.B.	280 10	295
Om. Gest. Fin.	305 60	306
Petit Bateau	410	405
Petrofigaz	560	560
Pochet	....	605 d
Poron	400	398
Salomon	1805	....
S.C.G.P.M.	274	267
Far East Hotels	0 93	0 91
Sofibus	212	214
Sovac	647	650
Zodiac	1398	1390

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	220	....
Bonie	295	295
Cellulose du Pin	46 40	47
C.G.M.	11	....
Cochery	18	10 80 o
C. Sabl. Seine	....	....
Copanex	520	517
Dunlop	....	....
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	60
Mic	212	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Promoptic	144 80	....
Ripolin	36	36
Romanto N.V.	127 70	127
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	143	141
Total C.F.N.	44 20	....
Ufinex	301	301 50

SICAV 12/11

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	246 35	235 19 ◆
Actions-Investiss.	275 42	262 93
Actions sélectives	368 20	351 50 ◆
Aedificand	395 08	377 16 ◆
A.G.F. 5000	259 25	247 49
Agimo	412 29	393 59
A.G.F. Interfonds	372 45	355 56
Altefi	227 78	217 43 ◆
A.L.T.O.	194 89	186 05 ◆
Amérique Gestion	455 85	435 18
A.M.I.	234 89	224 24 ◆
Assoc. St-Honoré	12325 28	12263 96
Associc	25043 95	25043 95
Bourse-Investiss.	314 23	299 98
Bred Associations	2320 79	2313 85
Capital Plus	1376 40	1376 40
Columbia (ex W.I.)	688 17	657 92
Convertimmo	291 42	278 21
Cortexa	913 04	871 64
Credinter	388 22	370 62 ◆
Croiss. Immobil.	399 58	381 46
Démêter	12722 44	12697 05 ◆
Drouot-France	340 84	325 38 ◆
Drouot-Investiss.	706 89	674 84 ◆
Drouot-Sécurité	198 89	190 83 ◆
Drouot-Sélection	120 43	114 97 ◆
Energie	241 23	230 29
Epacic	54389 27	54290 69
Epacourt Sicav	6893 48	6876 80
Epargne Associations	24264 59	24192 01
Epargne-Capital	6093 13	6032 80 ◆
Epargne-Croiss.	1311 98	1252 50
Epargne-Industr.	445 19	425
Epargne-Inter	655 85	626 11
Epargne-Long-Terme	1160 82	1108 16
Epargne-Oblig.	186 75	178 28
Epargne-Unie	890 26	849 89
Epargne-Valeur	351 37	335 44
Eparoblig	1258 25	1255 74
Eurocic	8916 68	8612 34
Euro-Croissance	428 46	409 35 ◆
Europe Investiss.	1111 29	1060 90
Foncier Investiss.	690 24	658 94
Fonciwal	161 90	154 56
France-Garantie	282 98	287 24 ◆
France-Investiss.	426	406 68
France-Net	108 87	108 23
Fr.-Obl. (nouv.)	405 23	397 28
Francic	252 27	240 83
Fructidor	239 57	228 71
Fructifrance	464 40	443 34
Fructivar	66220 30	66057 66
Fructi-Associations	1092 91	1090 73
Fructi-Première	10864 43	10802 39 ◆
Gestilion	58421 76	58276 07
Gestion Associations	116 50	115 81
Gestion Mobilière	579 09	552 83
Gest. Rendement	489 64	467 44
Gest. Sél. France	412 01	393 33
Haussmann-Epargne	1055 36	1055 36
Haussmann Oblig.	1328 91	1269 65
Horizon	778 58	755 91
I.M.S.I.	406 77	388 32
Indo-Suez Valeurs	619 68	591 58
Ind. françaises	13485 48	13221 06
Interoblig.	10237 10	9772 89
Interselect France	312 45	298 28
Intervaleurs Indust.	425 24	405 96
Invest. net	12049 86	12024 61
Invest. Obligataire	14042 81	14014 78
Invest. Placements	798 32	762 12
Invest. St-Honoré	669 67	639 30

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Japacic	118 95	111 65 ◆
Laffitte-crt-terme	118763 22	118763 22
Laffitte-Expansion	669 73	639 38
Laffitte-France	215 85	206 04
Laffitte-Japon	230 72	220 28
Laffitte-Oblig.	146 58	139 93
Laffitte-Placements	108648 91	108540 37
Laffitte-Rend.	200 74	191 64
Laffitte-Tokyo	1001 91	956 48
Lion-Associations	12686 05	12686 05
Lion-Institutionnels	21198 26	21145 40
Livaplus	56851 46	56090 55
Livret portefeuille	487 96	473 75
Mondiale Investissem.	333 83	333 83
Monecic	55385 32	55385 32
Multi-Obligations	458 07	437 30
Mutuelle Unie Sél.	115 04	109 82 ◆
Natio.-Assoc.	5807 79	5806 ◆
Natio.-Epargne	12914 49	12786 62 ◆
Natio.-Inter.	958 01	914 57 ◆
Natio.-Obligations	462 87	441 88
Natio.-Placements	62339 02	62339 02 ◆
Natio.-Valeurs	522 77	499 06
Oblicoop Sicav	1096 45	1074 95
Oblifion	1128 36	1076 28
Oblisem	165 89	158 37
Ouest-Gestion	106 42	101 59
Pacifique St-Honoré	409 37	390 81
Paribas Epargne	12893 58	12842 21
Paribas Gestion	549 85	524 73
Patrimoine-Retraite	1295 83	1270 42
Phénix Placements	249 71	247 47
Pierre Investiss.	454 12	433 53
Placement crt-terme	60126 07	60126 07
P.M.E. St-Honoré	282 26	269 46
Province Investiss.	279 22	279 22
Rendem. St-Honoré	11994 86	11935 20
Revenus Trimestriels	5342 88	5263 92
Sécur. Mobilière	416 15	397 29
Sél. court terme	12021 58	11932 09
Sélec. Mobil. Div.	325 87	317 92
Sélection-Rendem.	179 88	175 49
Sélect. Val. Franç.	212 67	203 03
Sicav-Associations	1156 70	1154 39
S.F.I. fr. et étr.	469 73	448 43
Sicavimmo	507 87	484 84
Sicav 5000	232 62	222 07
Sivafrance	356 50	340 33
Sivam	329 26	314 33
Sivarente	202 08	192 92
Silvinter	342 54	327 01
S.I.-Est	998 19	952 93
S.I.G.	781 56	746 78
S.M.I.	1034 70	987 78
Solinvest	454 68	434 06
Sogepargne	334 06	318 91
Sogevar	861 06	822 01
Sogiter	1112 83	1062 37
Soleil Investiss.	420 49	401 42
Technocic	1080 37	1040 93
U.A.P. Investiss.	356 39	340 23 ◆
Uni-Associations	115 81	115 81
Unifrance	281 47	268 71
Unifoncier	753 19	719 04
Uni-Garantie	1158 06	1134 24
Unigestion	665 81	635 62
Uni-Japon	1144 21	1092 32
Uni-Régions	1686 17	1609 71
Unirenta	1879 43	1817 63
Univer	147 48	147 48
Univers-Obligations	1158 54	1121 41
Valorem	376 19	359 13
Valorg	1224 38	1223 17
Valrel	130806 67	130675 99

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1725	1723	1723	– 0 11
3810	C.N.E. 3 %	3984	3986	3983	– 0 02
1480	Electricité T.P.	1500	1500	1500	....
1082	Renault T.P.	1000	1009	1009	+ 0 90
1501	Rhône-Poul. T.P.	1500	1490	1490	– 0 66
1260	St-Gobain T.P.	1275	1280	1280	+ 0 39
1300	Thomson T.P.	1275	1273	1273	– 0 15
235	Accor	239 80	239 80	239 80	....
....	Agence Havas	721	726	726	+ 0 69
660	Air Liquide	565	560	560	– 0 88
670	Als. Superm.	670	660	660	– 1 49
102	A.L.S.P.I.	96 50	97 80	97 80	+ 1 34
183	Alsthom-Atl.	196	198 80	200 50	+ 2 29
280	Applic. gaz	240 10	245	245	+ 2 04
530	Arjom. Prioux	523	529	529	+ 1 14
820	Aux. Entrepr.	822	831	833	+ 1 33
750	Av. Dass.-Br.	745	738	738	– 0 93
260	Bail-Equipem.	275	271 10	271 10	– 1 41
630	Bail-Investiss.	654	654	654	....
560	Cie Bancaire	580	585	585	+ 0 86
187	Bazar H.-V.	182 10	183	183	+ 0 49
310	Béghin-Say	300 50	298	298	– 0 83
480	Bic	485	486	490	+ 1 03
275	B.I.S.	247	245	245	– 0 80
1190	Biscuit (Gén.)	1180	1180	1180	....
1790	Bongrain S.A.	1788	1790	1790	+ 0 11
820	Bouygues	650	660	665	+ 0 76
2550	B.S.N.	2400	2401	2401	+ 0 04
1700	Carrefour	1822	1825	1835	+ 0 71
915	Casino	900	918	918	+ 2
585	Cedis	565	560	560	– 0 88
485	Cetelem	472	470	470	– 0 42
680	C.F.A.O.	693	688	688	– 0 72
78	C.F.D.E.	80 20	78 60	78 60	– 1 99
430	C.G.I.P.	429	423	423	– 1 39
320	Chargeurs S.A.	330	330	332 50	+ 0 75
30	Chiers-Châtill.	33 95	35	35	+ 3 09
295	Ciments franç.	300	301 10	301 10	+ 0 36
1180	C.I.T. Alcatel	1268	1268	1268	....
1050	Club Méditerr.	1045	1050	1050	+ 0 47
125	Codetel	133 50	133 80	133 80	+ 0 22
220	Cofimeg	226 60	228	228	+ 0 61
200	Colas	196	194	194	– 1 02
151	Compt. Entrepr.	155	155 90	155 90	+ 0 58
400	Compt. Mod.	397	399	400	+ 0 75
....	Créd. Foncier	665	664	664	– 0 15
230	Crédit F. Imm.	236	234 80	234 80	– 0 50
....	Crédit Nat.	600	596	596	– 0 66
25 50	Creusot-Loire	25 50	....	....	....
190	Crouzet	218	209	209	– 4 12
2260	Damart-Servip	2241	2300	2300	+ 2 63
1100	Darty	1176	1183	1181	+ 0 42
670	Docks France	750	774	778	+ 3 73
115	D.M.C.	117 50	118	118	+ 0 42
655	Dumez	664	650	653	– 1 65
535	Eaux (Gén.)	533	529	528	– 0 75
230	Elf-Aquitaine	237 80	235 10	235 50	– 0 96
225	– (certific.)	231	228	228	– 1 29
1050	Epeda-B-Faure	1020	1021	1022	+ 0 19

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2850	Essilor	2861	2876	2875	+ 0 84
545	Esso S.A.F.	566	559	566	....
945	Eurafrance	978	981	981	+ 0 30
670	Euromarché	785	785	785	....
780	Europe n° 1	871	872	873	+ 0 22
960	Facom	939	935	935	– 0 42
710	Fiches-Bauche	735	735	734	– 0 13
195	Finextel	211 10	213 50	213 50	+ 1 13
270	Fives-Lille	293	293	292 50	– 0 17
48	Fonderie (Gén.)	48 80	48	48	– 1 63
75	Fraissinet	79 50	79 10	78 10	– 0 50
310	Francarep	300	300	299 90	– 0 03
295	Gal. Lafayette	301	300 10	300 10	– 0 29
830	Gén. Géophys.	825	820	821	– 0 48
230	GTM-Entrepose	238	237 50	237 50	– 0 21
280	Guyenne-Gasc.	314 90	313	315	+ 0 03
1720	Hachette	1735	1759	1759	+ 1 38
345	Hénin (La)	348	343	343	– 1 43
87	Imétal	88	87	86	– 2 27
350	Imm. Plaine-M.	401	400 50	395 50	– 1 37
1310	Inst. Mérieux	1389	1340	1340	– 3 52
460	Interbail	456	480	480	+ 0 87
1930	Intertechnique	1980	2040	2040	+ 3 03
142	J. Lefebvre	142	143	143	+ 0 70
835	Lab. Bellon	838	830	830	– 0 95
375	Lafarge-Coppée	373 50	373 50	373 80	....
....	Lebon	765	765	765	....
2000	Legrand	1950	1960	1960	+ 0 51
1000	Lesieur	1015	1035	1035	+ 1 97
310	Locafrance	328	330	330	+ 0 60
885	Locindus	735	748	750	+ 2 04
715	Lyonn. Eaux	636	644	643	+ 1 10
158	Mais. Phénix	165	165	166 50	+ 0 90
1290	Majorette (Ly)	1305	1305	1305	....
110	Manurhin	105	101	101 80	– 3 04
103	Mar. Wendel	106 50	109	109	+ 2 34
1960	Martell	1902	1900	1900	– 0 10
1350	Merlin-Gerin	1398	1400	1400	+ 0 14
....	Matra	1789	1789	1790	+ 0 05
....	Michelin	851	852	857	+ 0 70
1850	Midi (Cie)	1884	1888	1895	+ 0 58
205	Midland Bk S.A.	224 90	221	222	– 1 28
84	M.M. Penarroya	72 40	71 90	71	– 1 93
1800	Moët-Hennessy	1774	1780	1785	+ 0 62
345	Mot. Leroy-S.	419 50	419 50	419 50	....
95	Moulinex	92 50	93 60	93 60	+ 1 18
605	Mumm	579	610	605	+ 4 49
300	Navig. Mixtes	309	309	309	....
64	Nord-Est	71 50	70 10	70 40	– 1 53
335	Nordon (Ny)	394	398	398	+ 1 01
117	Nouvelles Gal.	123 60	125	125	+ 1 13
670	Occident. (Gén.)	680	682	680	....
345	Olida-Caby	298	280	280	– 6 04
820	Omn. F. Paris	838	848	848	+ 1 19
173	Opfi-Paribas	178 90	179 50	179 50	+ 0 33
2480	Oréal (L')	2545	2510	2509	– 1 41
110	Paper. Gascogne	125	129	129	+ 3 20
....	Paris-Réescomp.	825	810	810	– 1 81
....	Pechelbronn	288 50	288	288	– 0 17

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
600	Penhoet	601	600	600	– 0 16
760	Pernod-Ricard	744	740	743	– 0 13
230	Pétroles (Fse)	242	245	243 90	+ 0 78
54	– (certific.)	57 50	57 50	57 30	– 0 34
130	Pétroles B.P.	130	129	129 30	– 0 53
196	Peugeot S.A.	200	202	203	+ 1 50
50	Poclain	48 40	49	49	+ 1 23
370	Poliet	385	380	380	– 1 29
136	Pompey	133 90	133	133	– 0 67
375	P.M. Labinal	374	371	371	– 0 80
1780	Presses Cité	1700	1698	1698	– 0 11
....	Prétabail Sic.	1060	1050	1048	– 1 13
235	Primagaz	277 50	285	284	+ 2 34
163	Printemps	168 10	168 20	168 10	....
1570	Promodès	1530	1525	1526	– 0 26
220	Radiotechn.	232 50	230 10	230 10	– 1 03
80	Raffin. (Fse)	81	81	81	....
1200	Redoute (La)	1193	1132	1192	– 0 08
1610	Roussel-Uclaf	1683	1690	1680	– 0 78
1270	Roussel-C.N.I.	1321	1340	1338	+ 1 28
1530	Rue Impériale	1550	1585	1585	+ 2 25
190	Sade	195	195	195	....
1330	Sagem	1383	1371	1371	– 0 86
305	St-Louis B.	323	318	319	– 1 23
520	Sanofi	541	540	539	– 0 36
310	S.A.T.	314 50	316	316	+ 0 47
570	Saupiquet Cie	560	559	559	– 0 17
88 50	Schneider	88 50	....	....	....
56	S.C.O.A.	52 70	53	52 90	+ 0 37
121	S.C.R.E.G.	126	125 20	125 10	– 0 71
325	Seb	332	336	336	+ 1 20
260	Selimeg	266 50	271	271	+ 1 68
860	S.F.I.M.	860	850	850	– 1 16
58	S.G.E.-S.B.	52	51	50	– 3 84
710	Sign. Ent. El.	710	710	710	....
470	Silic	517	505	505	– 2 32
325	Simco	325 50	323	323	– 0 76
156	Simnor	169	169	169	....
1700	Skis Rossignol	1681	1710	1710	+ 1 72
545	Sliminco	585	581	581	– 0 68
3210	Sodexho	2930	2970	2970	+ 1 36
470	Sogerap	494	494	493	– 0 20
475	Sommer-Allib.	450	460	460	+ 2 22
500	Source Perrier	505	501	500	– 0 99
225	Synthélabo	222	222	222	....
440	Talcs Luzenac	446	440	440	– 1 34
....	Tél. Elect.	2035	2050	2060	+ 1 22
375	Thomson-C.S.F.	372	370	370	– 0 53
1920	T.R.T.	2030	2050	2050	+ 0 98
345	U.F.B.	341 10	340	340 10	– 0 29
830	U.I.S.	665	665	665	....
295	U.C.B.	300 10	299	299 10	– 0 33
220	Valéo	243 90	244 60	244	+ 0 04
79	Vallourec	88 80	89 50	88 50	– 0 33
2390	V. Clicquot-P.	2345	2350	2350	+ 0 21
950	Viniprix	920	920	920	....
1000	Elf-Gabon	1010	1001	1001	– 0 89
190	Amax Inc.	190 10	189 10	189 60 c	– 0 78
400	Amer. Express	368	362 50	362 50	– 1 49

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
196	Amer. Teleph.	192 50	188	188	– 2 33
137	Anglo Amer. C.	139 20	140 50	140 50	+ 0 93
895	Amgold	962	987	1000	+ 3 95
675	BASF (Akt)	575	574	574	– 0 17
815	Bayer	619	632	632	+ 2 10
465	Buffelsfont.	483	473	475	+ 2 59
29	Charter	29 90	30	30	+ 0 33
450	Chase Manh.	445	441	441	– 0 89
320	Cie Pétr. Imp.	333	329	329	– 1 20
52	De Beers	51 40	52	52	+ 1 16
1290	Deutsche Bank	1314	1301	1308	– 0 45
98	Dome Mines	97 70	96 90	98	+ 0 30
300	Driefontein Cel	317 50	324 90	324	+ 2 04
486	Du Pont-Nem.	490	486	486	– 0 81
765	Eastman Kodak	739	741	741	+ 0 27
110	East Rand	107	109 40	110 50	+ 3 27
296	Electrolux	273	261 10	261 10	– 4 35
410	Ericsson	404	399	399	– 1 23
430	Exxon Corp.	440	441	441	+ 0 22
520	Ford Motors	490	483 50	483 50	– 1 32
320	Free State	344	357 50	357 50	+ 3 92
145	Gencor	148 60	150 10	150 10	+ 1
315	Gén. Belgique	311	310 10	310 10	– 0 28
615	Gén. Electr.	594	586	586	– 1 34
825	Gen. Motors	805	809	809	+ 0 49
64	Goldfields	66 40	67 35	67 35	+ 1 43
38	Gd Métropolitain	40 50	40 50	41 50	+ 2 46
173	Harmony	176 30	181	180 50	+ 2 38
38	Hitachi	36 50	36 20	36 15	– 0 95
620	Hoechst Akt.	615	613	613	– 0 32
83	Imp. Chemical	87	86 70	86 70	– 0 34
112	Inco. Limited	119 50	118 80	118 80	– 0 58

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1310	IBM	1270	1255	1258	– 0 94
101	Ito-Yokado	103 60	102 20	102 30	– 1 25
310	ITT	295	288	286 20	– 2 98
73	Matsushita	66 50	66 10	66	– 0 75
895	Merck	894	873	880	– 1 56
865	Minnesota M.	839	832	832	– 0 83
300	Mobil Corp.	300	292 80	282 60	– 2 48
22400	Nestlé	22700	22200	22210	– 2 15
142	Norsk Hydro	136 50	135 50	135 50	– 0 73
1230	Petrofina	1230	1225	1226	– 0 32
840	Philip Morris	814	812	812	– 0 24
169	Philips	171 50	171	171	– 0 29
350	Pres. Brand	369 50	390	391	+ 5 81
420	Président Steyn	450	471 50	470	+ 4 44
265	Quilmès	247	241	241	– 2 42
1220	Randfontein	1233	1265	1270	+ 3
505	Royal Dutch	528	522	522	– 1 13
74	Rio Tinto Zinc	81 30	82 80	82 80	+ 1 84
220	St Helena Co	228	242 40	243 50	+ 6 79
425	Schlumberger	415 10	411 50	414 50	– 0 14
82	Shell transp.	83 10	82 50	83	– 0 12
1560	Siemens A.G.	1569	1560	1558	– 0 70
169	Sony	158	156 40	156 40	– 1 01
225	T.D.K.	204	202	202	– 0 98
19 50	Toshiba Corp.	17 90	17 90	17 90	....
960	Unilever	938	929	927	– 1 17
420	Unit. Techn.	375 50	368	368	– 1 99
1020	Vaal Reefs	1054	1080	1085	+ 2 94
435	West Deep	468 50	484	484	+ 3 30
365	West Hold.	371 50	384	384 90	+ 3 60
386	Xerox Corp.	377	376	376	– 0 53
1 95	Zambia Corp.	2 01	1 98	1 98	– 1 49

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 071	8 987	8 700	9 200
ECU	6 848	6 848	....	....
Allemagne (100 DM)	306 920	307 070	292	312
Belgique (100 F)	15 179	15 186	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	272 220	272 340	260	280
Danemark (100 krd)	84 980	84 950	68	83
Norvège (100 k)	106 380	106 250	101	108
Grande-Bretagne (£ 1)	11 466	11 491	11	11 900
Grèce (100 drachmes)	7 427	7 392	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 933	4 925	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	374 550	373 400	359	380
Suède (100 krs)	106 810	106 580	103	110
Autriche (100 sch)	43 670	43 685	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 470	5 470	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	5 620	5 620	4 900	6 100
Canada ($ can 1)	6 880	6 841	6 570	6 920
Japon (100 yens)	3 764	3 748	3 620	3 780

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/11
Or fin (kilo en barre)	101000	101500
Or fin (en lingot)	101050	101800
Pièce française (20 fr)	603	602
Pièce française (10 fr)	415	.....
Pièce suisse (20 fr)	594	591
Pièce latine (20 fr)	576	581
Souverain	736	736
Pièce de 20 dollars	4160	4410
Pièce de 10 dollars	2040	2130
Pièce de 5 dollars	1190	.....
Pièce de 50 pesos	3820	3825
Pièce de 10 florins	606	605

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
mardi 13, 19 h 30 :
« LE POLISARIO »
PAUL BALTA
et DANIEL JUNQUA
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1984 a été tiré à 506 151 exemplaires

UN SUCCÈS DE LA MISSION DISCOVERY

« Repêchés » au harpon

« Accostage réussi, accostage réussi ! » C'est par ce cri de joie que Joseph Allen prévenait, lundi 12 novembre, le Centre de contrôle de Houston (Texas), qu'il avait réussi à « harponner » le satellite indonésien Palapa-B2, dérivant dans l'espace depuis février dernier. Six heures et deux minutes plus tard, l'équipage de la navette spatiale américaine. Discovery avait achevé sa délicate mission : il avait « repêché » un satellite défectueux et l'avait fixé sur un châssis dans la soute de la navette afin de le ramener sur Terre.

Il ne s'agit pas réellement d'une « première ». Déjà, en avril dernier, deux astronautes américains avaient repêché le satellite astromique Solar Max et l'avaient réparé sur place avant de le remettre sur orbite. Il n'empêche. C'est bien à un nouvel exploit que se sont livrés, en ce début de semaine, les astronautes de Discovery.

La première étape de l'opération, la saisie de Palapa, s'est déroulée sans encombre, en un temps record : quinze minutes seulement. Equipé de son fauteuil à réaction, le MMU (Manned Maneuvring Unit), Joseph Allen a parcouru librement dans l'espace les quelque 10 mètres qui le séparaient de son objectif. Puis, à l'aide d'un « stinger » — sorte de harpon de 2 mètres de long — qu'il ficha dans la tuyère du moteur d'apogée de Palapa, il freina et arrêta le satellite qui tournait sur lui-même à raison de deux tours par minute. Cette opération de harponnage, qui avait posé des problèmes, lors de la récupération de Solar Max (*le Monde* du 11 avril) et avait demandé deux sorties dans l'espace à l'astronaute de Challenger, George Nelson, a été cette fois effectuée sans difficulté. *« Le stinger est beaucoup plus simple dans sa conception que ne l'était le T-pad* (employé pour stopper Solar Max), selon Georges Nelson, *et il donne un rôle beaucoup plus actif à l'astronaute qui ouvre lui-même les crochets de son harpon. »*

Quelques minutes après que Joe Allen eut accompli la première partie de la manœuvre, Anna Fischer, depuis l'intérieur de la cabine, « repêchait » à son tour astronaute et satellite à l'aide du bras articulé de la navette et les ramenait dans la soute. C'est alors que, ce qui semblait, *a priori*, une manœuvre relativement simple — la fixation de Palapa sur un berceau installé dans la soute — s'est révélé plus délicate que prévu en raison d'une difficulté rencontrée sur une pièce placée sur le bras. Joe Allen et Dale Gardner ont alors fait preuve d'astuce et ont dû « relever leurs manches » pour que tout rentre dans l'ordre. Une performance peu commune, puisqu'il leur a fallu moins de six heures pour « venir à bout » de palapa. Une manœuvre qui donne un nouvel argument aux partisans de la présence de l'homme dans l'espace.

Une bonne affaire

La récupération de Palapa B-2 est incontestablement une réussite spectaculaire pour la NASA qui, a ainsi montré que, si il lui arrivait de « perdre » des satellites dans l'espace, elle pouvait aussi les récupérer. Elle devrait aussi combler d'aise les compagnies d'assurances propriétaires du satellite, qui, une fois Palapa remis en état, estiment qu'*« il vaudra 30 à 40 millions de dollars »*. Une bonne affaire, si l'on pense que les assureurs avaient payé 187 millions de dollars à la suite de la mise en orbite incorrecte de Palapa B-2 et de Westar-6, et qu'ils n'auront versé que 5,5 millions de dollars à l'agence spatiale américaine pour leur récupération. *« Si la NASA démontre qu'elle est capable d'effectuer des dépannages dans l'espace, les primes d'assurance pourraient, sinon diminuer, du moins cesser d'augmenter »*, comme l'a souligné un expert de la Lloyds de Londres.

Il reste que, dans l'immédiat, la navette limitée par son altitude maximale (1 000 kilomètres) ne peut espérer aller « repêcher » des satellites de télécommunications géostationnaires, qui croisent à 36 000 kilomètres d'altitude.

ÉLISABETH GORDON.

Le temps des mécanos

Après l'ère des héros, celle des Gagarine et des Armstrong, connus pour avoir effectué l'un le premier vol dans l'espace, l'autre le premier pas sur la Lune, après l'ère des expérimentateurs, ces « sans gloire » qui, mission après mission, ont répété les mêmes gestes pour faire avancer la conquête de l'espace, voici venue celle de nouveaux pionniers : les ouvriers de l'espace. Tour à tour plombiers, mécaniciens ou dépanneurs, ils accumulent les prouesses techniques sous l'œil charmé des spectateurs peu conscients des intérêts en jeu.

Charmé, mais aussi quelque peu indifférent. Une preuve ? Qui se souvient de cet équipage soviétique qui, non content d'avoir, voilà un peu plus d'un mois, accompli le plus long séjour dans l'espace, a passé vingt-deux heures et cinquante minutes hors de la station orbitale Saliout-7 pour effectuer diverses réparations sur ce véhicule ? En six sorties, ces cosmonautes ont posé un revêtement de protection thermique, coupé une canalisation d'alimentation en combustible, travaillé sur un panneau solaire, prélevé un morceau de ce panneau et remplacé certaines pièces du système de propulsion.

Ces trois hommes avaient pour noms : Leonid Kizim, Vladimir Soloviev et Oleg Atkov. On les a oubliés, tout comme leurs collègues américains, George Nelson et James Van Hoften, qui, en avril dernier, ont capturé en orbite un satellite scientifique en panne, de 2,3 tonnes, Solar-Max, l'ont réparé, puis remis en orbite, permettant ainsi à la NASA d'économiser plusieurs dizaines de millions de dollars. En effet, 240 millions de dollars auraient été nécessaires pour construire un nouveau satellite de ce type, alors que le « dépannage » n'a coûté que la bagatelle de 50 millions de dollars.

Oubliés aussi les Conrad, les Weitz et les Kerwin, qui, voici un peu plus de onze ans, jouèrent les pionniers en déployant un écran thermique de 25 mètres carrés pour sauver la mission américaine Skylab. Oubliés encore les astronautes de la navette Challenger qui, en octobre de cette année, ont mené à bien des opérations de transfert d'hydrazine à l'image de celles qui, demain, seront nécessaires pour réapprovisionner en orbite les satellites dont les réservoirs de carburant sont vides.

Pourtant, toutes ces opérations préfigurent ce que seront les tâches des équipes qui, dans une vingtaine d'années peut-être, auront la charge de construire en orbite des ateliers de fabrication de matériaux et de composés chimiques, des stations orbitales et — qui sait ? — des satellites géants. Tous ceux là disposeront alors de matériels adaptés à leurs conditions de travail et pourront répéter plus aisément et avec moins de préparation sans doute les gestes spectaculaires et parfois maladroits de leurs aînés.

A les regarder, aériens, mobiles, filmés depuis la soute de la navette spatiale, peut-on imaginer les difficultés et les contraintes que soulèvent de pareilles sorties dans l'espace ? Un exemple : les trois heures pendant lesquelles les astronautes sont tenus de s'hyperoxygéner, avant toute sortie, pour purger leur organisme de l'azote qu'il contient. Un autre : les difficultés qu'il y a, en apesanteur, à manier un outil, fût-il un tournevis, sans point d'appui, problème que les plongeurs sous-marins connaissent d'une certaine manière. Un dernier enfin : essayez donc de visser un boulon avec des gants de boxe, et vous aurez une idée plus précise de la fatigue qu'entraînent de telles manœuvres en orbite.

J.-F. AUGEREAU.

M. PIERRE JOXE PRÉVOIT DE CRÉER « CENT A CENT CINQUANTE » CANTONS

M. Joxe a rappelé, lundi 12 novembre sur France-Inter, que le redécoupage cantonal n'aura pas une grande ampleur. Invité de l'émission « Face au public », le ministre de l'intérieur a précisé : *« Bien que la procédure ne soit pas achevée, je peux vous dire que je vois déjà très bien comment elle se dessine, et j'ai choisi de réduire énormément les possibilités d'intervention qui étaient contenues dans une circulaire qui a fait couler beaucoup d'encre et qui ouvrait très largement la possibilité de créer jusqu'à plus de 700 cantons. Je pense que j'en créerai 100 à 150, et chacun pourra constater... qu'il y a plus de 50 départements dans lesquels il y aura un, ou deux, ou trois cantons ; dans très peu, il y en aura plus de cinq. »*

Les accusations de *« charcutage »* que n'ont pas manqué de porter certaines personnalités de l'opposition ne troublent pas M. Joxe, qui se déclare *« tranquille »*. *« Qu'on veuille bien attendre la fin du processus,* a-t-il affirmé, *et on constatera que ce qui s'est fait sous certains de mes prédécesseurs... on ne le reverra plus. »*

Invité à nommer ces prédécesseurs, M. Joxe a cité M. Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur. *« Tout le monde,* a-t-il ajouté, *peut regarder la carte des cantons en France et s'apercevoir qu'il existe des cantons — et pas un ! — qui sont parfois faits de trois morceaux de territoire qui ne se touchent même pas, que certains ont la forme d'un papillon parce que cela arrangeait un de mes prédécesseurs de faire des papillons sur la carte des cantons car cela permettait de faire élire Un tel plutôt que tel autre. »*

M. Joxe a précisé que le processus de redécoupage sera achevé d'ici la fin de l'année.

Redécoupages dans le Val-de-Marne...

Le conseil général du Val-de-Marne, que préside M. Michel Germa (PC), a adopté, lundi 12 novembre, le projet de remodelage cantonal qui prévoit la création de dix nouveaux cantons. Les propositions de redécoupage, qui ont été présentées par le commissaire de la République du Val-de-Marne, ont été approuvées par 21 voix (PC-PS) contre 18 (RPR-UDF et non-inscrits). Si ce projet est définitivement retenu, le département du Val-de-Marne comptera 49 cantons et deviendra, par le nombre de ces cantons, le premier département de la région parisienne.

... et les Hautes-Pyrénées

L'assemblée départementale des Hautes-Pyrénées, en revanche, a le même jour rejeté, par 24 voix contre 9 et une abstention, le projet de redécoupage des cantons. Au sein de la gauche, majoritaire au conseil général, seuls les neuf élus socialistes ont approuvé les propositions présentées par le commissaire de la République qui prévoient la création d'un canton. Les douze conseillers MRG et les six conseillers communistes ont voté contre.

● *Démission du président de Fiat France.* — Le président du groupe Fiat France, M. Vittorino Chiusano s'est démis de l'ensemble de ses fonctions dans le groupe italien pour se consacrer à ses activités de parlementaire européen. M. Chiusano vient d'être nommé vice-président du groupe démocrate chrétien italien à Strasbourg.

Sur le vif

Profession tueur

Ils sont marrants, les Américains, ils ont été cent cinquante, dont plusieurs femmes, à répondre à une petite annonce, une offre d'emploi, « cherche bourreau », passée par la prison du Kentucky, l'un des trente-sept Etats à avoir rétabli la peine de mort autorisée par la Cour suprême en 1976. Partout c'est le branle-bas de combat. Les actions en recours engagées à l'époque, les pourvois ont fini par être rejetés, et, aujourd'hui, comme l'écrit très joliment le *Wall Street Journal*, le quartier des condamnés affiche complet. A l'étage de l'administration, on ne sait plus où donner de la tête.

D'autant qu'un bon bourreau, ça ne court pas les rues. En l'occurrence, trois candidats ont été retenus. Critères de sélection : maturité, contrôle de soi, calme et fermeté. Il ne s'agit pas de mollir à la dernière minute. Il faut avoir les nerfs solides et le cœur bien accroché.

D'ailleurs, tout est mis en œuvre pour épargner les scrupules de ces braves volontaires, pour leur éviter d'avoir plus tard des états d'âme ou des cauchemars. Au lieu de tuer en solitaire et d'assumer seul la responsabilité de ce meurtre rituel, ils s'y mettent à plusieurs. Ils travaillent en équipe. Ainsi, en Georgie, ils seront trois. Chacun appuiera sur un bouton de la chaise électrique. Aucun ne saura lequel était le bon. Idem dans l'Utah. Deux des cinq fusils du peloton d'exécution sont chargés à blanc. Et dans le New-Jersey, une des deux seringues enfoncées dans les veines du condamné ne contiendra que de l'eau distillée.

On n'exécute pas partout de la même façon, vous le savez. En Caroline du Sud, ça se passe dans un fauteuil; au Missouri, dans une chambre à gaz; en Louisiane, c'est sur le coup de minuit et en Floride, ainsi le veut la tradition, le bourreau porte une longue robe noire surmontée d'une cagoule. En revanche, dans les coins où l'on endort ces animaux nuisibles, la blouse blanche est exigée. Dites donc, j'y pense, ce serait un bon débouché pour nos anesthésistes.

CLAUDE SARRAUTE.

La régie Renault présente aux syndicats un projet d'accord-cadre sur l'emploi

La négociation sur l'emploi engagée entre la direction de la régie Renault et les organisations syndicales va entrer dans une nouvelle phase. La direction a soumis aux syndicats, mardi 13 novembre, un projet d'accord-cadre.

Ce projet replace la mobilité dans l'ensemble de la politique de la Régie : recherche d'une meilleure compétitivité, réorganisation du travail, rééquilibrage des fabrications et des effectifs. En ce qui concerne la mobilité elle-même, le texte précise qu'il serait pour l'instant fait appel uniquement aux volontaires, et que cette mobilité pourrait s'accompagner d'une formation entièrement rémunérée sur le temps de travail. De façon générale, la formation serait considérablement développée, et la direction de la Régie propose la création d'une commission des métiers chargée d'identifier les métiers à venir et les métiers déficitaires à l'horizon 1986-1987, qui demanderait l'aide du Centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile. Une commission paritaire serait chargée du suivi de l'accord.

D'autre part, le groupe de travail paritaire constitué dans le cadre de la négociation a proposé une liste assez généreuse d'aides matérielles à la mobilité : notamment une indemnité de mobilité égale à un mois de salaire, mais de 10000 francs au minimum par salarié, plus un demi-mois par personne à charge (minimum 5000 francs), plus une indemnité forfaitaire de 5000 francs pour les mutations avant juin 1985, une indemnité compensatrice de loyer, une indemnité d'attente, un congé de déménagement de quatre jours.

Le projet d'accord-cadre présenté ce mardi vise notamment à répondre aux inquiétudes exprimées par les syndicats. Outre le caractère volontaire de la mobilité, il affirme l'intention de la Régie de concourir à la promotion de l'emploi, en particulier des jeunes, et de participer à la création d'entreprises nouvelles à mesure que sa situation s'améliorera. La direction s'engage aussi à présenter au conseil d'administration sa politique à l'égard des fournisseurs : en effet, elle a annoncé qu'elle exigerait d'eux, en échange d'une aide technique et de l'assurance de débouchés, une amélioration de productivité de 5 % par an.

Plusieurs syndicats, notamment la CGC et la CGT, ont réclamé en effet de pouvoir discuter de la politique industrielle de la Régie.

La CGT, qui a présenté lundi à la presse les résultats du vote des salariés sur ses propositions, a réaffirmé à cette occasion qu'elle *« ne souscrirait pas à un plan prévoyant des suppressions d'emplois »*. Dans la lettre qu'il avait adressée la semaine dernière à M. Bernard Hanon, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, reprochait au président de Renault *« une stratégie d'affaiblissement du potentiel industriel et commercial qui place la Régie en position de repli sur le marché »*. La CGT réclame enfin un *« statut social »* unique dans les entreprises de la Régie, garantissant les salariés contre une perte de pouvoir d'achat en passant de l'une à l'autre.

Les responsables de la CGT Renault ont estimé que le vote a renforcé leur audience : 41 217 salariés, ont-ils indiqué, y ont participé dans onze usines et une partie du réseau commercial ; 38 625 ont approuvé les propositions de la CGT, 1 943 seulement ont voté contre. Sur les seuls onze établissements de la Régie concernés, qui comptent environ 80 000 personnes, ses propositions auraient recueilli 32 334 voix.

G. H.